LE MONDE DES LIVRES
■ Spécial
Salon du livre
■ Dossier : 8 pages
■ Le culte du Brésil



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16530 – 7,50 F
VENDREDI 20 MARS 1998
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



■ Le Brésil au Salon

Le Brésil est l'invité du 18e Salon du livre de Paris, qui s'ouvre vendredi 20 mars. C'est l'occasion d'un voyage dans la littérature brésilienne.

Lire « Le Monde des livres » et notre cahier spécial « Le Salon du livre »

■ Pas de révision du procès Sofri

La cour d'appel de Milan a repoussé la demande de révision du procès des trois anciens militants d'extrême gauche qui purgent une peine de 22 ans de prison. p. 4 et notre éditorial p. 18

■ Femmes immigrées face à l'emploi

Elles tentent de s'insérer dans le monde du travail mais se heurtent aux discriminations liées à leur sexe et à leur origine. Enquête. p. 10

■ Procès Papon



Le réquisitoire est à deux voix. Pour l'avocat général Marc Robert, le premier à s'exprimer, *« l'accusé avait conscience du crime effroyable »*. p. 12

■ « Dits et non-dits du pape »

Un point de vue du président du Consistoire central israélite de France, Jean Kahn. p. 16

■ Rembourser les « micro-pilules »

Le gouvernement envisage le remboursement des pilules contraceptives dites *de troisième génération*. p. 11

■ Génétique et histoire de la vie

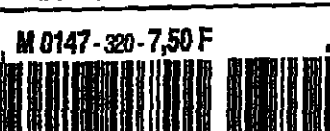
La biologie *moléculaire* complète et remet parfois en question les conclusions tirées de l'étude des fossiles. Un dossier de la revue britannique *Nature*, en collaboration avec *Le Monde* et *El País*. p. 26

■ Football : Monaco qualifié

Le tir de David Trézeguet, chronométré à 170 km/h, a permis au club de Monaco de se qualifier pour les demi-finales de la Ligue des Champions. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 320 - 7,50 F

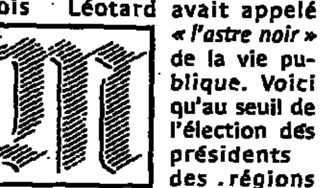


FN : la tentation gagne les états-majors

● Publiquement, les dirigeants du RPR et de l'UDF disent « non » à toute alliance avec le Front national ● Mais, lors de réunions internes, certains ont envisagé d'accepter les voix de l'extrême droite ● Lionel Jospin : « Ce serait une atteinte à l'image de la France »

Défaite morale

DEPUIS bientôt quinze ans, la droite française, et avec elle le pays tout entier, vit sous la pression d'un mouvement que François Léotard avait appelé *« l'astre noir »* de la vie publique. Voici qu'au seuil de l'élection des présidents des régions cette même droite risque de connaître son jour le plus noir : selon qu'elle résistera ou non à la tentation de devoir son maintien à la tête de certains exécutifs régionaux au soutien politique des élus de l'extrême droite, elle compromettra ou au contraire préservera son propre avenir.



ÉDITORIAL

J.-M. C.

Lire la suite page 18



SOUS LA PRESSION de nombreux élus locaux, certains responsables de l'opposition s'interrogent sur le comportement à adopter lors de l'élection, vendredi 20 mars, des présidents de conseils régionaux. François Bayrou, président de Force démocrate, a souhaité, jeudi, sur France 2, que tous les chefs de file de la droite, dont François Léotard et Edouard Balladur, soient candidats *« jusqu'au bout »*, quelle que soit l'attitude du Front national. L'ancien premier ministre Alain Juppé a demandé à Philippe Séguin, président du RPR, de laisser les mains libres à Jacques Valade, candidat à sa propre succession en Aquitaine, où la gauche est largement en tête. Le calcul – inavoué publiquement – de certains dirigeants de la droite est de permettre l'élection de présidents sûrs, même avec les voix du Front national, plutôt que de laisser des responsables de second rang passer des accords avec lui. Le parti de Jean-Marie Le Pen *multiplie*, à la base, les appels du pied aux candidats de droite.

Lire pages 6 à 9

La crise mondiale de l'eau mobilise 84 pays à Paris

L'EAU DOUCE n'est plus une matière première abondante et gratuite. Elle devient un bien rare et convoité. D'ici une trentaine d'années, *1,5 milliard d'individus* pourraient en manquer cruellement. Croissance démographique et modification des modes de production et de vie accélèrent la *raréfaction* d'une ressource vitale et sans substitut possible. Sa qualité se dégrade sous l'impact des pollutions et l'inégalité croissante de sa répartition sur la planète introduit les germes de conflits régionaux. Selon les Nations unies, *ceux-ci pourraient déboucher sur une « crise mondiale »*. Une conférence internationale réunit, à partir du jeudi 19 mars à Paris, les ministres de quatre-vingt-quatre pays afin d'adopter un « programme d'action » qui fera de l'eau un des principaux enjeux du XXIe siècle.

Lire page 2

On achève bien les combattants de la « bagarre sans règle »

C'EST UN HOMME aux cheveux courts. Il a *la mâchoire serrée et un peu de ventre. Il est* vêtu d'un genre de slip de bain qui lui étrangle la taille. Il arme un coup de poing, un de plus, que l'on pressent terrible. Cette main fermée, nue, va s'abattre sur le crâne d'un autre homme que le cogneur tient prisonnier sous lui. A côté d'eux, un individu en pantalon noir et chemise blanche à manches retroussées tente de s'interposer. Quelque chose ne va pas. La légende de la photographie diffusée lundi 16 mars par l'agence Reuters le dit : *« Un arbitre essayant d'arrêter le combat fatal entre Yevgeni Zolotaryov, au-dessus, et Douglas Dedge. »*

Combat fatal. Lundi à Kiev (Ukraine), le champion local Yevgeni Zolotaryov a tué Douglas Dedge, un Américain de 31 ans, au cours d'un combat à mains nues autrement nommé – version russe – *« bagarre sans règle »* ou – version américaine – *« combat ultime »*. A en croire les connaisseurs, cette discipline mélange les arts martiaux, la lutte et la boxe. Elle tient plutôt du combat de rue. Elle a ses amateurs, aux Etats-Unis et dans quelques pays de l'ex-Union soviétique, et ses héros. Douglas Dedge était couvert de titres mondiaux, passait pour une référence et dirigeait une école de combattants réputée dans tout l'Alabama. Seulement, cette fois, il est tombé sur plus bestial que lui. Au grand dam du public, la rencontre n'a pas duré plus de cinq minutes.

« La mort a été causée par une séries de chocs au cerveau, a expliqué le docteur Petro Spasichenko, chef des urgences de l'institut de neurochirurgie de Kiev. *Les parties qui commandent la respiration et les fonctions cardiaques ont été très sévèrement touchées. »* Danny Raid, un de ses amis, raconte que Douglas Dedge a reçu une série de coups de poing à la tête, mais assure qu'il se défendait *« encore très bien »* quand l'arbitre a arrêté le combat. D'autres témoins affirment qu'il s'est évanoui dès après sa défaite et qu'il ne *« respirait plus »*. Yuri Smetanin, directeur général du Minamoto Club, organisateur de la compétition, a déclaré qu'il regrettait *« ce terrible accident »*.

Les amateurs défendent également la thèse de l'accident. Ils rappellent que la *« bagarre sans règle »* en a quelques-unes, bien dérisoires : on n'a pas le droit de mettre les doigts dans les yeux de son adversaire, ni celui de le frapper lorqu'il est à terre. Tous les pays ne les appliquent pas. En Ukraine, il semble que l'on puisse porter des coups à un adversaire tombé au sol sans risquer la moindre sanction. Aux Etats-Unis, certains Etats prohibent la pratique de cette discipline. L'Alabama appartient à la catégorie de ceux qui laissent faire.

En 1996, trois boxeurs plus académiques – le fameux style anglais – sont morts sur le ring. Le poids moyen italien Fabrizio De Chiara, 25 ans, est décédé après un coma. Le poids mouche mexicain Rey Hernandez, 29 ans, n'a pas survécu à un traumatisme au cerveau. Le poids coq écossais James Murray, 25 ans, a succombé, après que le public, monté sur le ring, eut ralenti son évacuation. Ces trois sportifs s'affrontaient pourtant dans le pur esprit des règles du « noble art », avec des gants en cuir et un moral de vainqueur.

Michel Dalloni

« Voici » s'amende

AMOURS, grossesses, naissances, liaisons, ruptures, tel était l'ordinaire de *Voici*, l'hebdomadaire qui a violé le tabou de la vie privée en France. Mais, pour son dixième anniversaire, le champion du *people* annonce qu'il va s'assagir un peu. Promis : il ne s'intéressera plus aux chambres à coucher des vedettes du *showbiz* ! La vérité, c'est que *Voici* a quelques bonnes raisons de faire amende honorable. En 1997, les 170 procès qui lui ont été intentés lui ont coûté plus de 15 millions de francs. Ses chiffres de vente sont en baisse depuis trois ans. *« Vous en avez ras le bol de Caroline* [de Monaco]. *Ça tombe bien, nous aussi ! »*, écrivait le rédacteur en chef de *Voici*, le 2 mars.

Lire page 15

Tony Blair, Gerhard Schröder, Lionel Jospin, fractures multiples

MERCREDI 11 mars, les dirigeants socialistes européens étaient réunis à Londres. Lors de cette rencontre, il a beaucoup été question de l'Allemagne : *« Et si, après Paris et Londres, un gouvernement social-démocrate prenait bientôt le pouvoir à Bonn ? »*, a dit Gerhard Schröder, qualifiant cette idée de *« séduisante »*. Le leader du SPD allemand, qui affrontera le chancelier Kohl en septembre prochain, après avoir remporté une importante victoire électorale dans son propre Land de Basse-Saxe, semblait s'exprimer au nom de la grande famille européenne des sociaux-démocrates. Or il est vrai que si le SPD arrivait au pouvoir en Allemagne (après seize ans d'opposition), seules l'Espagne et l'Irlande, au sein de l'Europe des Quinze, continueraient à être gouvernées à droite.

La *géographie politique* européenne est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît. D'abord parce que le chancelier Kohl n'a pas encore perdu les élections, et qu'il est bien trop tôt pour le donner battu. Deuxièmement, et surtout, la gauche européenne n'a jamais paru aussi diverse qu'aujourd'hui. Les sensibilités de Gerhard Schröder et de Lionel Jospin sont tellement éloignées l'une de l'autre que le nouveau leader social-démocrate allemand s'est cru obligé d'expliquer, à Londres, qu'*« on exagérait ses différences avec les socialistes français »*.

On mesure bien la distance qui sépare les dirigeants de la gauche européenne en lisant le programme de gouvernement du SPD, qui vient d'être présenté à Bonn, et le texte du premier budget de Tony Blair, présenté mardi 17 mars à Londres (*Le Monde* du 19 mars). Le premier des deux textes est *« le programme le plus orienté autour de la notion de marché que le SPD se soit jamais donné »*, selon les propres mots de Gerhard Schröder.

Lors de sa présentation, le 16 mars 1998 à Bonn, le nouvel homme fort du SPD a défendu, sous couvert d'*« innovation »*, des idées extrêmement prudentes qui inscrivent son projet davantage dans le sillage de Helmut Kohl que dans celui de Lionel Jospin ou même de Tony Blair.

Lucas Delattre

Lire la suite page 18

Une œuvre d'exception



HENRI DUTILLEUX

LA NOUVELLE œuvre du compositeur français, âgé de *quatre-vingt-deux ans*, a été créée le 12 mars à Boston. *The Shadows of Time*, l'une des plus belles réussites d'Henri Dutilleux, remarquable d'émotion, de liberté, de raffinement, est jouée le 20 mars à Paris par l'Orchestre symphonique de Boston sous la direction Seiji Ozawa.

Lire page 28

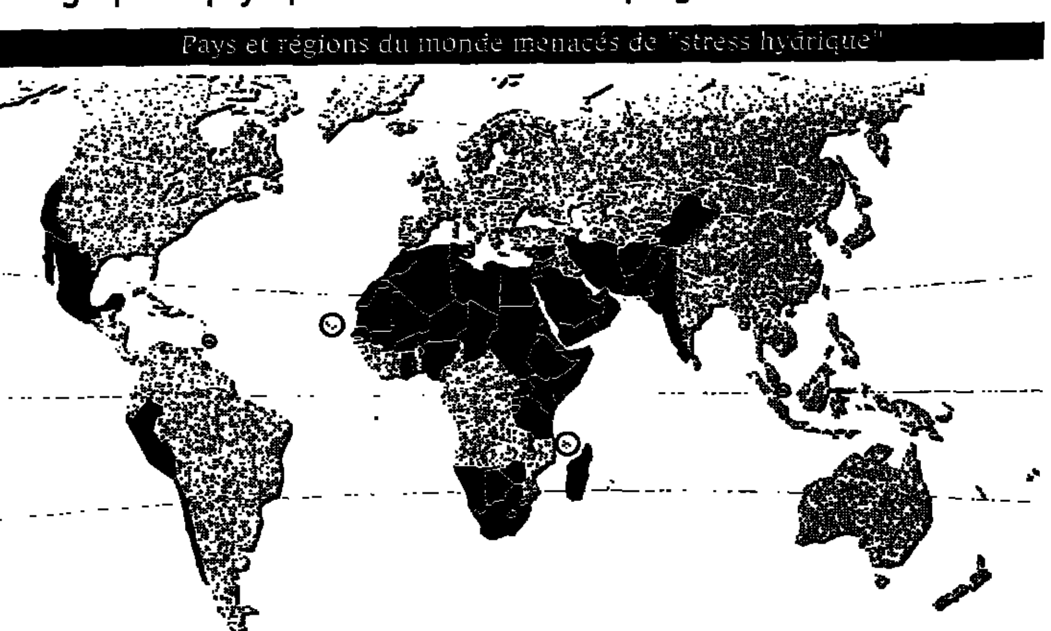
DÉVELOPPEMENT Les ressources en eau de la planète sont menacées à la fois par la croissance démographique et par la modification des modes de production et de vie : raréfaction, pollution, inégalité de répartition, hausse des coûts. ● LES MINISTRES DE 84 PAYS se réunissent à partir de jeudi 19 mars à Paris pour en débattre et adopter, au terme de deux journées de discussion, une série de recommandations précises qui devraient se concrétiser dans un programme d'action. ● CETTE CONFÉRENCE, réunie à l'initiative du président Jacques Chirac, est une des suites du deuxième Sommet de la Terre, qui s'était tenu en juin 1997 à New York. ● LE BASSIN DU NIL fournit le parfait exemple des conflits, guérillas, mais aussi des projets de développement communs à plusieurs pays riverains, que peut susciter un fleuve dans une région particulièrement défavorisée.

L'eau, enjeu de la paix et de la prospérité du XXIe siècle

La Conférence internationale sur l'eau et le développement durable s'ouvrait jeudi 19 mars à Paris. Elle réunit quatre-vingt-quatre pays qui doivent élaborer un programme d'action concret de protection et de gestion des ressources

UNE OFFRE limitée confrontée à une demande croissante : les termes de la crise sont posés. L'humanité pourrait manquer d'eau au cours du siècle prochain ou, du moins, la ressource risque-t-elle de devenir inaccessible dans certaines *zones de la planète*.

Il faut s'attendre à *« des crises régionales de l'eau annonciatrices d'une crise mondiale »*, a averti le deuxième Sommet de la Terre, en juin 1997, à New York. C'est au cours de celui-ci que Jacques Chirac, au nom de la France, a proposé de réunir à Paris experts et politiques afin d'examiner les moyens de conjurer la menace. Cette Conférence internationale sur l'eau et le développement durable s'ouvrait jeudi 19 mars, en présence de délégations ministérielles de 84 pays, et doit adopter, samedi 21, un « programme d'action prioritaire » *(lire ci-dessous)*.



■ PAYS AYANT DES RESSOURCES RENOUVELABLES ANNUELLES EN EAU DE MOINS DE 1 000 M3 /HAB.

D'ici vingt ou trente ans, une quarantaine de pays disposeront de ressources inférieures au minimum estimé (1 000 m3 par habitant et par jour), soit 1,5 milliard d'individus environ.

QUALITÉ SANITAIRE

Le Water Ressource Institute estime que 232 millions de personnes, dans 26 pays, sont en situation de pénurie (moins de 1000 m³ par habitant et par an) et 400 millions connaissent le « stress hydrique », c'est-à-dire prélèvent de l'eau à un rythme plus élevé que son renouvellement. D'après la Banque mondiale, 80 pays, représentant près de 40 % de la population de la planète, connaissent des difficultés d'approvisionnement et de qualité sanitaire. Les prévisions de toutes les agences spécialisées ne sont pas optimistes : d'ici vingt à trente ans – l'espace d'une génération –, le nombre d'individus ne disposant pas d'un volume d'eau douce suffisant devrait se situer autour de 1,5 milliard d'individus.

Il n'y a pas de mystère. L'humanité comptait 1,5 milliard d'habitants à l'orée du siècle, 2,5 milliards en 1950, elle en sera à 6 milliards au tournant du millénaire, à 8 milliards en 2025 et, si la transition démographique des pays du Sud se confirme, elle se stabilisera autour de 10 milliards au milieu du XXIe siècle. Plus d'habitants entraîne plus de besoins. La consommation d'eau a ainsi été multipliée par sept depuis le début du siècle et la quantité disponible par habitant réduite de 40 % depuis 1970.

La progression de la consommation continue, à un rythme deux fois supérieur à celui de la croissance de la population. Et les changements intervenus dans les modes de production et de vie, en particulier l'intensification de la production agricole à base d'irrigation (qui « pompe » 70 % de l'eau douce disponible) et les problèmes colossaux d'assainissement que pose l'urbanisation galopante (en 2000, la planète comptera vingt et une villes de plus de 10 millions d'habitants, dont dix-sept dans les pays du Sud), accélèrent cette explosion de la demande.

L'OFFRE RESTE STABLE

En revanche, l'offre reste stable. Le flux d'eau douce renouvelable s'établit, bon an mal an, autour de 40 000 milliards de m³ par an (à condition que l'extension des sécheresses et les risques de réchauffement climatique ne réduisent pas la ressource). La moyenne disponible par habitant, qui était encore de 8000 m³ en 1990, va descendre à 4000 m³ dans deux ou trois décennies. Pas de quoi s'affoler néanmoins, dans la mesure où le seuil au-dessous duquel la pénurie d'eau compromet à la fois l'alimentation humaine et le développement économique est fixé à 1000 m³. Il reste encore de la marge. Du moins en moyenne et en théorie, car personne ne sait transporter les flots de l'Amazone jusqu'aux steppes desséchées de l'Asie centrale.

Mais, plus que la diminution de la quantité d'eau, c'est la dégradation de sa qualité et l'inégalité de sa répartition qui posent problème. Les « bombes chimiques à retardement » que constituent les multiples polluants (nitrates, pesticides, métaux lourds...) dans les rivières ou qui s'infiltrent lentement dans le sol jusqu'aux nappes souterraines compromettent la ressource, soit en la rendant impropre à la consommation, soit en nécessitant des opérations d'épuration de plus en plus sophistiquées et onéreuses, qui font exploser le prix de l'eau.

Les Bretons ont déjà d'immenses difficultés à assumer les charges techniques et financières pour dépolluer leurs rivières. Que peuvent faire les millions de paysans du Bangladesh actuellement menacés par la contamination de leurs puits par l'arsenic ? Ici comme là, l'eau ne manque pas ; elle est seulement devenue dangereuse.

INÉGALITÉ MAJEURE

La nature comporte une inégalité majeure : il y a les pays à qui elle fournit l'eau et il y a les pays à qui elle n'en offre pas ou très peu. Huit pays (Brésil, Russie, Canada, Etats-Unis, Chine, Indonésie, Inde et Colombie) et les 15 Etats de l'Union européenne se partagent les deux tiers de la ressource mondiale. D'autres régions du monde – Moyen-Orient, Maghreb, Sahel, cône sud de l'Afrique, nord de la Chine, sud-ouest de l'Amérique du nord, Europe du Sud – sont en revanche confrontées à des déficits de plus en plus chroniques.

Croissance démographique aidant, l'inégalité s'aggrave entre les pays de l'abondance et ceux de la pénurie, accumulant les foyers de tension. 45 millions de personnes manquent d'eau aujourd'hui dans le bassin méditerranéen ; on en comptera quelque 200 millions dans une dizaine d'années ! Un Américain du Nord utilise en moyenne 600 litres d'eau par jour ; un Africain, 30 litres. Et un homme sur quatre vit aujourd'hui sans accès à l'eau potable.

Raréfaction, pollutions, pénuries régionales, inégalité de la répartition... tous les éléments sont en place pour multiplier les difficultés d'accès à une ressource dont on redécouvre tardivement qu'elle n'a pas de substitut possible, ni pour la santé humaine ni comme matière de base économique. En devenant un bien rare, gaspillé par certains, trop cher pour d'autres, convoité par beaucoup, l'eau prend, à l'horizon du XXIe siècle, un caractère stratégique potentiellement déstabilisateur. Les ministres qui vont se succéder à la tribune de la conférence de Paris ne manqueront pas d'évoquer les risques de conflit entre pays de l'aval et pays de l'amont dans quelques-uns des bassins des deux cent quinze grands fleuves transfrontaliers. Ils se pencheront aussi sur un nouveau type de tension, celui qui surgit dans un même pays entre les populations urbaines dont les besoins en eau connaissent une progression exponentielle et les populations rurales dont l'activité dépend essentiellement de l'irrigation.

L'humanité va-t-elle se disputer l'eau ou trouver les moyens de la partager ? Les pays d'un même bassin versant se lanceront-ils dans la surenchère des appropriations sauvages ou s'orienteront-ils vers une gestion concertée ? La communauté internationale sera-t-elle capable d'ériger en droit la protection de la ressource et d'organiser rationnellement son marché ? La paix et la prospérité du prochain siècle dépendent pour une part de la réponse à ces questions.

Jean-Paul Besset

L'état de la ressource

● **Stocks**

– L'eau couvre 70 % de la surface de la planète, mais 97 % de son volume a une teneur en sel trop élevée pour pouvoir être consommée ou utilisée à des fins industrielles ou agricoles.

– L'eau douce – 3 % de la quantité d'eau totale – est à 70 % stockée dans les glaces et les neiges de l'Antarctique et du Groenland. Rivières, lacs et marais représentent moins de 1 % de la ressource, le reste étant contenu dans les réserves souterraines.

– 60 % de l'eau de pluie s'évapore et forme des nuages, 25 % pénètre la terre et 15 % approvisionne les rivières et les lacs.

● **Prélèvements**

– Un tiers seulement du flux des ressources souterraines et superficielles est réellement exploitable et utilisable.

– L'agriculture consomme à elle seule 70 % de la ressource en eau douce ; l'industrie et le secteur de l'énergie, 22 % ; l'alimentation et l'hygiène humaine, 8 % seulement.

● **Santé**

– 1,5 milliard d'individus sont privés d'eau salubre.

– 50 % de la population mondiale ne bénéficient pas de systèmes d'assainissement de l'eau adéquats.

– La morbidité liée aux épidémies et aux contagions dues à la pollution des eaux (choléra, dengue, hépatites, paludisme, parasitoses diverses) s'élève, selon l'OMS, à environ 30 millions de personnes par an.

Adopter un ensemble de « recommandations concrètes »

LA MINISTRE de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Dominique Voynet, devait ouvrir, jeudi 19 mars à Paris, la Conférence internationale sur l'eau et le développement durable devant les représentants ministériels de 84 pays et de la plupart des « acteurs de l'eau », institutions, entreprises privées et ONG.

Mme Voynet a fixé les objectifs de cette conférence convoquée à l'initiative du président de la République, Jacques Chirac (qui devait intervenir vendredi, le premier ministre, Lionel Jospin, devant conclure la conférence samedi), lors du deuxième Sommet de la Terre, en juin 1997 à New York : élaborer une stratégie mondiale d'*« inflexion rapide des modes de production et de consommation de l'eau »* pour éviter que cette ressource *« qui n'existe qu'en quantité limitée, devienne un frein essentiel pour le développement économique, voire la source de conflits nouveaux et dramatiques »*.

Après deux jours de discussions, les ministres devraient adopter, samedi 21 mars, une série de *« recommandations concrètes et précises »* selon les termes du directeur de l'Office international de l'eau, Jean-François Donzier. L'ensemble de ces recommandations constituera un « programme d'action prioritaire » qui sera transmis à la Commission de développement durable des Nations unies.

LA PLACE DU SECTEUR PRIVÉ

« Faire du concret », c'est le mot d'ordre de la conférence. Les spécialistes estiment que l'urgence de la crise de l'eau oblige la communauté internationale à ne plus se satisfaire de discours généraux et généreux. Aussi le programme d'action devrait-il arrêter des orientations afin que l'eau ne soit plus *« un sujet d'affrontement »* mais devienne au contraire *« un sujet de coopération »*, qu'elle soit considérée comme un patrimoine à partager équitablement plutôt qu'un bien inaliénable de souveraineté.

Financement, gestion, planification, économies de consommation, entretien des réseaux seront au centre des travaux, avec, à la clé, la place du secteur privé, les délégations de service public et l'implication des usagers. Les questions de droit international, de traités de bassins versants et d'organisation d'un marché international de l'eau sont aussi à l'ordre du jour.

Mais les plus vives discussions se dérouleront à propos des principes usager-payeur et pollueur-payeur qui, tous deux, impliquent une augmentation du prix de l'eau. De fortes résistances culturelles vont s'exprimer, en particulier de la part des représentants des pays du sud. L'eau n'a-t-elle pas toujours été considérée comme un don du ciel, inépuisable et gratuit ?

J.-P. B.

Le Nil est source d'autant de batailles que de projets de développement

LE CAIRE
de notre correspondant

De la Tanzanie à l'Egypte, près de 250 millions d'habitants vivent aujourd'hui sur le bassin du Nil. Les neuf pays riverains s'accordent sur la nécessité d'aménager le grand fleuve. Mais cette belle unanimité part en pièces dès qu'il s'agit de savoir comment.

C'est ce qui s'est répété pour la sixième fois début mars à Arusha, en Tanzanie, à l'occasion de la conférence ministérielle des pays riverains du Nil. Du côté du Nil Blanc – Tanzanie, République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, République centrafricaine, Kenya et Ouganda –, l'intérêt portait surtout sur la production d'énergie. En effet, l'agriculture de ces pays pluvieux est peu dépendante du Nil, et les ouvrages qui pourraient y être construits n'affecteront pratiquement pas le débit des eaux. Pour beaucoup de ces pays déchirés par des guerres civiles ou par l'instabilité politique, la question du Nil est secondaire.

La situation est différente dès qu'il s'agit du Nil Bleu, qui prend sa source en Ethiopie, traverse le Soudan et finit en Egypte. Là, le conflit est endémique et remonte à 1959 quand l'Egypte et le Soudan, qui avait acquis son indépendance du Caire depuis moins de trois ans, signèrent un accord de partage des eaux du Nil. La part du lion revint au grand frère égyptien avec 55,5 milliards de mètres cubes d'eau par an contre 18,5 milliards pour le Soudan. Un accord qui faisait l'impasse sur l'Ethiopie, qui fournit pourtant plus de 80 % des eaux partagées entre Le Caire et Khartoum.

Ce problème empoisonne depuis une quarantaine d'années les relations entre Addis-Abeba, qui demande l'abrogation de l'accord de 1959, et Le Caire, qui s'oppose à tout projet de construction de barrage sur les hauts plateaux éthiopiens. Le conflit du Proche-Orient s'est même transporté sur les bords du fleuve quand, dans la seconde moitié des années 70, les relations entre Addis-Abeba et Israël se sont resserrées après que l'Ethiopie eut donné son feu vert au départ de milliers de falachas (juifs éthiopiens) vers l'Etat hébreu. L'Egypte a dénoncé un projet de construction d'un barrage par Israël visant à *« assoiffer la vallée du Nil »*. Le conflit a dépassé les simples passes d'armes diplomatiques.

SCHISME RELIGIEUX

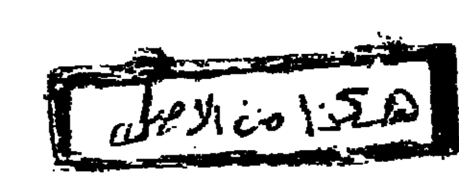
L'Ethiopie a par ailleurs soutenu les rebelles du sud du Soudan, qui en 1983 ont interrompu la construction du canal de Jonglei qui devait augmenter le débit des eaux du Nil Blanc. A charge de revanche, le Soudan, soutenu par l'Egypte, a aidé logistiquement les rébellions erythréennes et tigréennes. La confrontation a même débouché sur un schisme religieux. L'Eglise copte orthodoxe d'Ethiopie, qui dépendait depuis toujours du patriarcat d'Alexandrie, s'est déclarée autocéphale et s'est approprié un monastère égyptien de Jérusalem après la guerre de 1967.

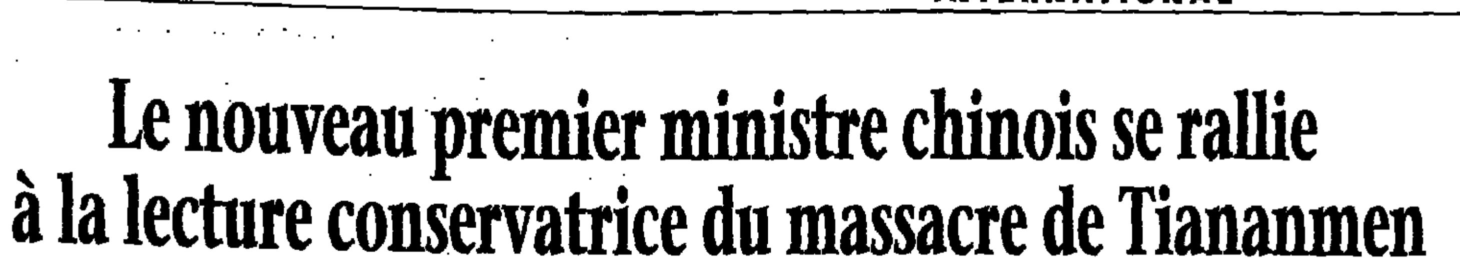
Toutefois, les choses ont commencé à changer à la suite de l'attentat auquel a échappé le président égyptien Hosni Moubarak à Addis-Abeba en juin 1995. L'Egypte comme l'Ethiopie se sont accordées pour accuser la junte islamiste soudanaise d'être derrière la tentative d'assassinat. L'Egypte, qui s'est lancée dans deux projets pharaoniques – le canal de la Paix arrosant le nord du Sinaï et le canal de Tochka visant à faire *« un nouveau delta du Nil »* dans le désert, nécessitant quelque 10 milliards de mètres cubes d'eau supplémentaires –, s'est rendue à l'évidence : elle ne peut plus augmenter le débit du Nil en construisant des ouvrages sur son territoire. Le Caire s'est donc attelé à améliorer ses relations avec l'Ethiopie, seul endroit où des barrages d'importance pouvaient être construits.

Le Soudan, qui a commencé à normaliser ses rapports avec Le Caire, ne possède pas de sites adaptés à l'érection d'un ouvrage permettant d'augmenter substantiellement le débit du fleuve. C'est ainsi que le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, s'est rendu début mars à Addis-Abeba, où il a été convenu *« d'adopter une politique de portes ouvertes et de discuter de toutes les questions, notamment l'utilisation des eaux du Nil »*. *« Un changement qui pourrait être drastique »* dans la politique nilotique égyptienne, estime M. Habib Ayed, du Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (Cedej). Ce spécialiste des questions de l'eau pense que Le Caire pourrait lever son objection auprès de la Banque mondiale pour la construction d'un barrage en Ethiopie.

L'Egypte pourrait même prêter son savoir-faire technique en contrepartie d'un abandon par l'Ethiopie de son opposition à l'accord de 1959 et accepter un éventuel partage des gains d'eaux. Une entente qui serait la bienvenue pour deux pays dont la population (120 millions) doublera dans vingt à trente ans.

Alexandre Buccianti





Le nouveau premier ministre chinois se rallie à la lecture conservatrice du massacre de Tiananmen

Zhu Rongji est marqué de près par des proches du président Jiang Zemin

Décevant rapidement les espoirs que certains démocrates avaient placés en lui, Zhu Rongji a déclaré qu'il n'entendait pas réviser le jugement du parti sur le mouvement démocratique de Tiananmen, déclaré *« contre-révolutionnaire »*. Le nouveau premier ministre a cependant confirmé qu'il entendait mener à bien les réformes économiques et administratives, *reconnaissant qu'il entrait « peut-être dans un champ de mines ou un abysse »*.

PÉKIN
de notre correspondant

Il n'aura pas fallu longtemps à Zhu Rongji pour déchirer le voile de l'illusion. Deux jours à peine après son intronisation, le nouveau premier ministre chinois a sèchement dissipé, jeudi 19 mars, les espoirs d'une révision du jugement officiel sur le mouvement démocratique de Tiananmen (juin 1989), toujours considéré par le régime comme *« contre-révolutionnaire »*.

Interrogé sur le sujet lors d'une conférence de presse clôturant l'Assemblée nationale populaire (ANP), M. Zhu a qualifié la répression de l'époque de *« mesures résolues »* et *« opportunes »* visant à *« stabiliser la situation nationale »*. *« Une conclusion correcte a déjà été tirée* [de ces événements] *au fil de réunions au sein du parti et du gouvernement*, a-t-il déclaré. *Cette conclusion ne changera pas. »* Alors que son attitude personnelle plutôt souple à Shanghaï – dont il était à l'époque le maire – lui avait valu le respect des étudiants et des dissidents, M. Zhu n'a même pas cherché à se mettre en valeur : *« Shanghaï était complètement sur la même ligne que le gouvernement central »*, a-t-il précisé en insistant sur l'unité du parti dans l'appréciation de cet épisode.

Que de tels propos reflètent fidèlement les vues intimes de M. Zhu, ou qu'ils résultent d'une offensive préventive sur sa personne de la part des éléments conservateurs de l'appareil, ne change finalement rien à l'affaire : quoiqu'il en pense, M. Zhu n'en est pas, pour l'heure, au point d'autoriser un débat sur la révision de Tiananmen. En cela, le nouveau premier ministre ne manquera pas de décevoir de larges fractions de la dissidence à l'étranger qui avaient bien accueilli son arrivée aux affaires.

RESTRUCTURATIONS

Pour le reste, Zhu a solennellement confirmé son intention de mener à bien les réformes administratives, économiques et financières engagées. Comme prévu, la restructuration des entreprises d'Etat devra être achevée dans les trois ans.

M. Zhu a nié que la crise financière régionale puisse avoir un quelconque effet sur le rythme de ces restruturations ou sur l'objectif d'une ouverture du secteur des services financiers. Il s'est toutefois montré plus imprécis sur l'échéance d'une convertibilité totale du yuan, arguant que celle-ci était conditionnée par la mise en place d'une Banque centrale dotée de réels pouvoirs. Au total, M. Zhu n'a pas manqué de souligner le caractère extrêmement sensible de toutes ces réformes visant à moderniser l'économie chinoise et à l'intégrer dans les circuits internationaux. *« Ce qui m'attend peut être un champ de mines ou un abysse*, a-t-il dit, *mais je n'aurai ni hésitation, ni doute. »*

La veille, M. Zhu avait fait entériner par l'Assemblée nationale populaire (ANP), la composition de son gouvernement. Fruit d'habiles dosages de factions, l'équipe de M. Zhu est plus jeune que celle de son prédécesseur Li Peng – la moyenne d'âge (59,7 ans) est inférieure de quatre ans – et ne compte qu'un seul « vétéran révolutionnaire » : le ministre de la défense Chi Haotian, qui conserve son poste. Le profil dominant est celui du technocrate. Zhu a notamment fait largement appel aux compétences de la prestigieuse université scientifique de Qinghua, basée à Pékin, dont il est un ancien élève.

L'illustration la plus flagrante de l'émergence de cette nouvelle technocratie chinoise est la nomination de Sheng Huaren à la tête de la Commission d'Etat à l'économie et au commerce, un super-ministère industriel à la puissance décuplée par la réforme administrative en cours. Sheng occupait jusqu'à présent les fonctions de patron d'un groupe pétrolier. Il n'en a pas fallu d'avantage pour que certains évoque le retour du « clan du pétrole » – déjà influent dans les années 70.

Parmi les départs, celui de Qian Qichen (soixante-neuf ans) des affaires étrangères est la plus grosse surprise. Qian avait lui-même dévoilé publiquement l'information la semaine dernière. Titulaire du poste depuis 1988, ce diplomate de carrière spécialisé à l'origine dans les affaires russes aura largement contribué à sortir la Chine de l'ostracisme de l'après Tiananmen (juin 1989). L'actuelle embellie diplomatique dont jouit Pékin lui doit beaucoup. Il est remplacé par son adjoint, Tang Jiaxuan (soixante ans), spécialiste du Japon mais encore peu familier des relations avec l'Occident et la Russie. Qian conservera toutefois une forte influence sur la diplomatie chinoise puisqu'il reste vice-premier ministre et que, au sein du bureau politique du parti communiste, il est toujours chargé du dossier des affaires étrangères.

Il ressort finalement de ce remaniement général que M. Zhu, la personnalité chinoise actuelle la plus originale, sera « marqué » de près par des proches du président Jiang Zemin. Placé sous haute surveillance, il ne jouira que d'une marge de manœuvre limitée, en tout cas sur les questions politiques sensibles. Ses propos sur le massacre de Tiananmen en sont la première illustration.

Frédéric Bobin

Un gouvernement de technocrates

Voici le cabinet du nouveau chef de gouvernement chinois, Zhu Rongji :

En ordre hiérarchique, les quatre vice-premiers ministres Li Lanqing, Qian Qichen, Wu Bangguo et Wen Jiabao ;

Principaux ministres : Tang Jiaxuan (affaires étrangères) ; Chi Haotian (défense) ; Zeng Peiyan (commission d'Etat au développement et au plan) ; Sheng Huaren (commission d'Etat à l'économie et au commerce) ; Zhu Lilan (science et technologie) ; Liu Jibin (commission des sciences, technologie et industries de la défense) ; Jia Chungwang (sécurité publique) ; Xu Yongyue (sécurité d'Etat) ; Xiang Huaicheng (finances) ; Chen Yaobang (agriculture) ; Sun Jiazheng (culture) ; Dai Xianglong (Banque centrale). – *(Corresp.)*

Des intellectuels français dénoncent les violations des droits de l'homme en Algérie

Un « Grand Débat » a eu lieu à France-Culture

APRÈS SIX ANS d'une violence qui a fait des dizaines de milliers de morts, tout débat contradictoire sur l'Algérie bute sytématiquement sur deux questions-clés. Fallait-il, pour éviter l'arrivée au Parlement d'une majorité d'islamistes, interrompre les élections législatives en janvier 1992 ? Peut-on, par ailleurs, mettre sur le même plan la violence des groupes armés et celle de l'Etat *algérien ?*

Cette double interrogation, qui trace une ligne de fracture entre *« dialoguistes »* et *« éradicateurs »*, divise les opinions publiques et suscite régulièrement des affrontements aussi riches que véhéments. Organisé lundi 16 mars par France-Culture en association avec *Le Monde* sur le thème *« Que faire pour l'Algérie »*, l'émission « Le Grand Débat » vient de le prouver une nouvelle fois.

« Il est monstrueux pour un démocrate d'interrompre un processus électoral, mais qu'aurait donné ce pouvoir [islamiste] *si on l'avait laissé aller à son terme ? L'Algérie aurait plongé dans une nuit sans fin »*, a lancé l'essayiste Bernard-Henry Lévy, *adversaire résolu de ceux qu'il* appelle les *« khmers verts »*.

Ancien ministre de l'enseignement supérieur, sénateur « indépendant », Abdelhak Bererhi a lui aussi justifié le coup d'arrêt de janvier 1992 mais sans état d'âme. *« Le FIS avait truqué les élections*, a-t-il affirmé. *L'armée s'est engagée dans la voie de la démocratie. L'Algérie est une démocratie naissante. » « C'est loin d'être un Etat démocratique »*, a nuancé M. Lévy.

« Faire de la politique, c'est prendre des risques. Il y avait [à l'occasion des législatives] *un beau risque à prendre, celui de la démocratie, et une incertitude sur l'avenir. Mais si l'on fait le bilan aujourd'hui, peut-on dire que l'on a préservé la démocratie, l'économie, les vies humaines »*, a rétorqué Fatiha Talahite, une économiste algérienne qui a choisi l'exil.

Face au discours de l'Etat, la FILDH plaide pour un « droit d'ingérence »

Un clivage voisin allait resurgir à propos des violences. Interrogée par téléphone à Alger, la journaliste Salima Ghezali a eu des mots très durs – et très courageux – contre le *« gansterisme »* des *« clans »* au pouvoir. Face au discours de l'Etat qui consiste à *« charger les islamistes de toutes les violences »*, la lauréate du prix Sakharov des droits de l'homme a plaidé, comme Patrick Beaudoin, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FILDH), pour un *« droit d'ingérence »* – manifestation *« d'une solidarité, d'une proximité avec l'Algérie »*, a dit Bernard-Henry Lévy –, et la création d'une commission d'enquête, seule à même d'*« établir les responsabilités des uns et des autres »*.

De cette commission d'enquête, le sénateur Bererhi ne veut pas. Elle n'a pas lieu d'être, a-t-il dit, car la violence qui secoue son pays depuis près de sept ans est, selon lui, à sens unique. Elle oppose *« le peuple algérien à un terrorisme barbare, intégriste, qui est partout, ne connaît pas de frontière et menace tous les pays, pas seulement l'Algérie »*. Pour autant, l'ancien ministre admet certains *« dépassements »* par les forces de sécurité, mais il les a jugés peu fréquents – guère plus d'une centaine de cas – et, selon lui, les tribunaux civils et militaires en sont saisis. *« Mais comparer un viol dans un commissariat à un viol par un terroriste du GIA, c'est indécent »*, a-t-il affirmé.

« Est-ce que pour venir à bout de l'islamisme tout est permis ? Est-ce que la lutte contre les groupes armés doit servir d'alibi, et autorise les graves violations aux droits de l'hommes commises et imputables au pouvoir ? », s'est interrogé l'avocat Patrick Beaudoin. Son collègue Mario Bettati, l'un des théoriciens du « droit d'ingérence », a été très clair : *« On veut nous placer dans une position où il faut choisir notre camp. Mais je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas dénoncer les deux, même si, du point de vue quantitatif, il y a une grande différence entre les deux violences. »*

J.-P. T.

★ La seconde partie du « Grand Débat » sera diffusée lundi 23 mars à 21 heures sur France-Culture.

Treizième premier ministre de l'Inde depuis l'indépendance, M. Vajpaye a prêté serment

NEW DELHI
de notre correspondante

PORTRAIT
Un modéré charismatique chez les nationalistes hindous

« Un homme bien, dans le mauvais parti. » Souvent évoquée pour désigner Atal Bihari Vajpayee, cette étiquette traduit bien le consensus que réunit sur sa personne ce vieux routier de la vie politique indienne, qu'il pratique depuis les heures noires de la lutte de libération contre les Britanniques. Sensible – il est poète à ses heures –, et ouvert, l'homme aime le débat et n'a rien de la rigidité qui caractérise encore son parti.

Brahmane, né en décembre 1926 dans la principauté de Gwalior, Atal Bihari Vajpayee a d'ailleurs flirté, étudiant en sciences politiques, avec les communistes, avant de se rapprocher du Mahatma Gandhi au sein du Congrès, puis de devenir membre fondateur du Jan Sangh, le prédécesseur du BJP (Bharatiya Janata Party) en 1951. Un parcours qui sied à cet homme non sectaire, dont la probité est reconnue par tous. Tribun hors pair, il aime parler aux masses et sait par un humour discret s'attirer leur sympathie.

Depuis l'annonce de la dissolution de la Chambre, il était, dans tous les sondages, l'homme préféré des électeurs au poste de premier ministre. C'est au sein de son propre parti qu'il a eu, ces derniers temps, ses plus grandes déconvenues, certains critiquant quasi ouvertement son libéralisme et son manque d'engagement à l'égard de l'idéologie *« hindouiste »* du BJP. Il n'avait pas hésité en 1992, lors de la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des extrémistes hindous, à critiquer son parti pour la part qu'il avait prise dans l'action. Il s'est bien gardé, durant sa campagne, de mentionner dans ses discours la promesse de reconstruction d'un temple à Ayodhya, qui figurait pourtant dans le manifeste électoral du parti. Seul dirigeant du BJP dont l'appel dépasse les militants, il est toutefois indispensable aux nationalistes hindous. Et si ses rapports avec l'actuel président du parti, L. K. Advani, n'ont pas toujours été cordiaux, ce dernier l'a soutenu toutes ces dernières années, sachant bien qu'il était le seul capable d'amener la victoire. Premier ministre durant treize jours en 1996, M. Vajpayee aura, cette fois, besoin de toutes les qualités de diplomate, dont il a fait preuve de 1977 à 1980, comme ministre des affaires étrangères d'un gouvernement de coalition anti-Congrès, pour maintenir ensemble une coalition d'une vingtaine de partis. Ce célibataire endurci devra faire face à deux femmes redoutables et peu commodes, Jayalalitha, au Tamil Nadu, et Mammata Banerjee, au Bengale-Occidental, dont les voix lui sont indispensables. Il devra aussi tenir compte des réserves probables des siens devant l'abandon de toutes les revendications propres au BJP.

Son passage à la tête de la diplomatie indienne est cependant considéré comme un succès : n'est-ce pas Nawaz Sharif, premier ministre pakistanais, qui avait déclaré : *« Ce fut la meilleure période des relations indo-pakistanaises »* ? M. Vajpayee a, sur ce point, déjà fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur la politique d'ouverture inaugurée par M. Inder Kumar Gujral.

Homme de caractère, qui a fait deux ans de prison sous Indira Gandhi, lors de l'état d'urgence, M. Vajpayee arrive au sommet de la gloire à la fin d'une vie bien remplie. Avec la tâche difficile d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'Inde, pour la première fois dirigée par un parti qui rompt avec le laïcisme voulu par les fondateurs.

Françoise Chipaux

En habit traditionnel

Le chef nationaliste hindou Atal Behari Vajpayee, soixante et onze ans, a prêté serment, jeudi 19 mars, en hindi et en habit traditionnel indien, à New Delhi, comme premier ministre de l'Inde. M. Vajpayee, l'un des deux chefs du BJP vainqueur des législatives, a juré *« au nom de Dieu »* de respecter la Constitution. Il est devenu le treizième premier ministre de l'Inde depuis l'indépendance (1947).

Ses ministres, dont les attributions n'avaient pas été rendues publiques sur le moment, ont également prêté serment, certains en anglais, d'autres en hindi. Parmi eux figure M. L. K. Advani, président du BJP, considéré comme meneur extrémiste d'un parti accusé de sectarisme. M. Vajpayee doit se soumettre dans les dix jours à un vote de confiance au Lok Sabha (Assemblée), où sa coalition ne dispose pas de la majorité absolue. Il devrait l'emporter grâce à des abstentions. – *(AFP)*

Le Congrès péruvien ouvre la voie à une réélection de M. Fujimori

LIMA
de notre correspondante

Elu président en 1990, réélu en 1995, Alberto Fujimori ne désire pas abandonner le Palais de Pizarre en l'an 2000. Néanmoins, la Constitution de 1993 ne lui permet pas de briguer un troisième mandat consécutif. Pour contourner cet ultime obstacle, la majorité parlementaire – entièrement à la dévotion du chef de l'Etat – vient de s'attaquer à l'autonomie du Conseil national de la magistrature (CNM), seul capable de s'opposer à une réforme de la Constitution.

Le texte de loi, adopté au début de la semaine, par le Parlement a enlevé au Conseil national de la magistrature sa principale fonction, à savoir la mise en examen des magistrats corrompus et leur éventuelle destitution. Cette loi – à effet rétroactif – protège différentes personnes impliquées dans des scandales dont cinq juges de la Cour suprême, inconditionnels du régime. Les sept membres du CNM ont donc présenté, lundi 16 mars, leur démission collective pour protester contre cette décision. *« La loi*, ont-ils écrit dans un manifeste, *rend propice un climat d'impunité (...) Par conséquent, il nous est impossible de demeurer au sein d'un CNM, dénaturé dans son essence, rabougri* [dans ses fonctions] *et converti en une contrefaçon du Conseil créé par l'Assemblée constituante. »*

Depuis l'« auto-putsch » du 5 avril 1992, à la suite duquel M. Fujimori avait dissous le Congrès et mis sous tutelle le pouvoir judiciaire, l'Etat de droit est constamment bafoué au Pérou. Avec cette dernière péripétie, plus rien ne semble pouvoir arrêter la machine électorale, mise en place par le président et ses proches pour se maintenir au pouvoir.

Nicole Bonnet

La cour d'appel de Milan repousse la demande de révision du procès Sofri

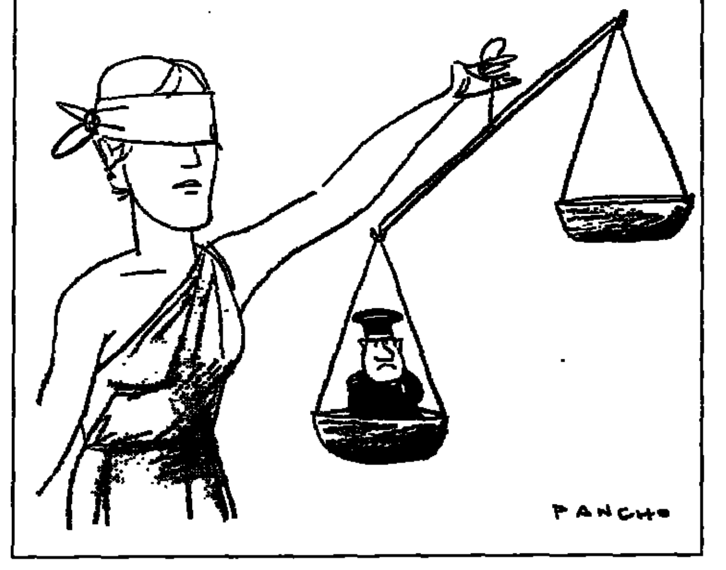
L'ancien militant gauchiste et ses amis devront à nouveau se pourvoir en cassation

La cour d'appel de Milan a repoussé, mercredi 18 mars, la demande de révision du procès de trois anciens militants d'extrême gauche, Adriano Sofri, Ovidio Bompressi et Giorgio Pietrostefani, qui purgent une peine de vingt-deux ans de prison et ne cessent de clamer leur innocence. De nombreux intellectuels, dont le Prix Nobel de littérature Dario Fo et l'écrivain Umberto Eco, avaient demandé la révision du procès. *(Lire aussi notre éditorial page 18.)*

(Lire aussi notre éditorial page 18.)

ROME
de notre correspondant

La cour d'appel de Milan a estimé, mercredi 18 mars, qu'il n'y avait pas d'éléments nouveaux justifiant d'ordonner la révision du procès d'Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Oviedo Bompressi. Les trois hommes avaient été condamnés à vingt-deux ans de réclusion criminelle pour le meurtre d'un commissaire de police, Luigi Calabresi, commis le 17 mai 1972 à Milan. La défense souhaitait provoquer un huitième procès pour démontrer la faiblesse des accusations retenues contre les trois anciens militants du mouvement gauchiste Lotta Continua, qui ont toujours clamé leur innocence. La cour a non seulement suivi les réquisitions du parquet, qui s'était prononcé contre la révision, mais elle a estimé qu'il n'y avait *« aucune raison valide pour suspendre l'exécution de la peine »*.



Sofri, Pietrostefani et Bompressi resteront donc incarcérés à la prison de Pise, aux portes de laquelle ils s'étaient présentés à la fin janvier 1997, quelques jours après que la condamnation infligée une première fois le 2 mai 1990 eut été définitivement confirmée. Il leur reste désormais la possibilité de se pourvoir une nouvelle fois en cassation pour tenter d'obtenir l'acquittement qu'ils espèrent.

Un nouvel épisode judiciaire viendra s'ajouter à la longue suite des jugements, tour à tour les condamnant puis les acquittant, la Cour de cassation annulant chaque fois les décisions, avant finalement de confirmer celle du 11 novembre 1995 qui, pour la deuxième fois, les condamnait à vingt-deux ans d'emprisonnement.

Le périple paraît sans fin pour les trois hommes en faveur desquels un large courant d'opinion s'est développé dans la péninsule. Cent soixante mille signatures avaient été remises, le 30 octobre, au président de la République, Oscar Luigi Scalfaro. Le chef de l'Etat avait refusé sa grâce et renvoyé au Parlement le soin de se prononcer sur ce qu'il avait qualifié de *« douloureuse affaire »*.

NOUVELLES PISTES

Cette grâce, ils ne l'avaient jamais demandée puisque cela aurait été reconnaître d'une certaine manière leur culpabilité. L'objectif des trois hommes a toujours été d'obtenir la révision du procès. Celle-ci leur est déniée. En dépit des multiples éléments nouveaux, des contradictions mises en évidence, de l'incroyable décision du parquet de se débarrasser de la balle se trouvant dans les vêtements du commissaire ainsi que du fragment d'une autre retrouvée dans le crâne, etc.

La condamnation ne repose toujours que sur le témoignage d'un repenti, Leonardo Marino, conducteur du véhicule dans lequel l'assassin présumé, Oviedo Bompressi, aurait pris place. Seize ans après le meurtre, le repenti s'est confessé dans des circonstances pour le moins suspectes. Arrêtés en juillet 1988, Sofri, Bompressi et Pietrostefani n'ont cessé de réfuter ces accusations tardives. Le Prix Nobel de littérature Dario Fo vient d'ailleurs de monter un spectacle à succès intitulé *Marino libero ! Marino è innocente*, présenté mercredi soir à la télévision et dans lequel le témoignage de Leonardo Marino est tourné en dérision.

Le commissaire Calabresi avait été la cible d'une campagne de dénigrement des mouvements gauchistes après la mort, le 15 décembre 1969, d'un militant anarchiste, Guiseppe Pinelli, à la suite d'une chute inexpliquée du quatrième étage des locaux de la police lors d'un interrogatoire. Luigi Calabresi fut tenu pour responsable de sa mort, il fit l'objet *« d'un véritable lynchage »*, comme l'a admis Sofri. Puis il fut assassiné dans une rue de Milan. Par qui ?

Vingt-six ans après les faits, de nouvelles pistes apparaissent encore. Le 6 mars, Raimondo Etro, un ancien des Brigades rouges (BR) condamné à vingt-quatre ans d'emprisonnement pour son rôle dans l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, a indiqué, lors d'un interrogatoire au tribunal de Rome, que l'assassin du commissaire Calabresi ne serait autre que Valerio Morucci, lui aussi des BR. Ce nouveau témoignage n'a pas été pris en considération par la cour d'appel en raison de son caractère tardif et de l'impossibilité de le vérifier après un si long laps de temps. Morucci l'a qualifié de *« légende »* inspirée par Alessio Casimirri, le seul militant encore en fuite du commando des BR qui avait mitraillé l'escorte d'Aldo Moro le 16 mars 1978.

« On pourrait jouer cette partie vingt-deux fois à Milan, nous la perdrions vingt-deux fois, mais ce n'est pas fini : nous continuerons », a déclaré Gianni Sofri, le frère. Adriano Sofri écrivait jeudi, dans le journal *Il Foglio* où il s'exprime régulièrement : *« Il y a près de dix ans quelqu'un a donné l'ordre de nous couler à tout prix... Les saisons de tous les révisionnismes connaissent leurs exceptions. A nous, la révision nous fut déniée : par économie peut-être. Nous entrons dans l'Europe. »*

Michel Bôle-Richard

Les Albanais du Kosovo n'excluent pas une négociation avec les Serbes

A LA VEILLE de l'arrivée à Belgrade d'Hubert Védrine et de Klaus Kinkel, les ministres français et allemand des affaires étrangères, le président serbe, Milan Milutinovic, a fait un geste en invitant les dirigeants albanais du Kosovo à ouvrir *« sans tarder »* un dialogue avec les Serbes. Ce dialogue porterait sur l'autoadministration de la province dans le cadre de la République de Serbie.

M. Milutinovic, qui est un proche du président yougoslave, Slobodan Milosevic, a estimé, dans la soirée du mercredi 18 mars, que le retard apporté dans l'ouverture de pourparlers *« perpétue les tensions et bloque le processus de règlement de la question du Kosovo, dont dépendent la paix et l'égalité en droits »* de la population. Il a invité les Albanais à mettre *« immédiatement »* en œuvre l'accord de septembre 1996 sur la réinsertion dans le système scolaire des élèves albanais chassés des écoles en 1990. M. Milutinovic a mis en garde la communauté internationale *« et les pays de la région en particulier »* contre *« tout agissement susceptible d'attiser les tensions, d'encourager le séparatisme ou de constituer une ingérence dans les affaires intérieures »* de la Serbie. Cet appel au dialogue intervient après la visite, mardi, à Belgrade du chef de la diplomatie russe, Evgueni Primakov, qui avait plaidé auprès de M. Milosevic pour l'octroi d'*« un maximum de droits en matière d'autoadministration afin de satisfaire au mieux les droits de la population »* du Kosovo. M. Primakov avait souligné devant la presse que le Kosovo était *« une partie inaliénable de la Serbie et un problème qui doit être résolu à l'intérieur de la Serbie »* et *« exclusivement d'une manière pacifique »*.

Jusqu'à présent, les responsables politiques de la communauté albanaise du Kosovo avaient refusé d'entamer des discussions avec une délégation serbe présente depuis une semaine à Pristina, chef-lieu du Kosovo.

LES MANIFESTATIONS CONTINUENT

Toutefois, l'émissaire américain pour les Balkans, Robert Gelbard, a annoncé, mercredi à Pristina, que le principal dirigeant albanais, Ibrahim Rugova (président de la Ligue démocratique du Kosovo, LDK), était prêt à former une équipe en vue d'éventuelles négociations avec Belgrade, et plus précisément *« un groupe de conseillers, sur une large base, composé de divers leaders albanais »*. Selon M. Gelbard, les Etats-Unis sont prêts à participer à de telles discussions, *« si les deux parties le souhaitent »*.

Les manifestations antiserbes se poursuivent dans plusieurs villes de la province. A Pristina, plus de 50 000 Albanais sont descendus dans la rue, mercredi, en scandant *« Libérez le Kosovo ! »*, *« Nous ne sommes pas des terroristes ! »*, *« Nous ne renoncerons jamais à l'indépendance ! »* Il s'agissait de la plus grosse manifestation jamais organisée dans cette ville contre le pouvoir serbe. La police n'est pas intervenue. En revanche, de violents affrontements se sont produits à Klina, Prizren, Kosovska Mitrovica et Gnjilane, où de nombreux véhicules de police ont été endommagés à coups de pierre. A Pec, enfin les forces de l'ordre ont tiré dans la foule, tuant un homme de cinquante ans, et blessant au moins cinq personnes, selon le comité local des droits de l'homme. – *(AFP, Reuters)*

Klaus Kinkel et Hubert Védrine sont pessimistes

« *Il faut demander aux Albanais de ne pas attiser le feu au Kosovo, et à Slobodan Milosevic de ne pas utiliser sa police comme il le fait* », a déclaré, mercredi 18 mars à Zagreb, le ministre allemand des affaires étrangères. Mais il n'était guère optimiste sur la suite des événements : « *Je crois très franchement*, a-t-il précisé, *qu'il y aura encore d'autres incidents dans les jours et les semaines à venir, car nous ne pouvons pas espérer trouver une solution du jour au lendemain, et notre possibilité d'agir reste très limitée.* »

Son homologue français, Hubert Védrine, a rappelé quant à lui que Paris et Bonn avaient, en novembre 1997, adressé une lettre « *prémonitoire* » au président Slobodan Milosevic pour le mettre en garde contre la détérioration, déjà perceptible, de la situation au Kosovo. Les deux ministres devaient avoir des entretiens, jeudi à Belgrade, avec des dirigeants serbes ainsi qu'avec des représentants de l'opposition et de la communauté albanaise. – *(Corresp.)*

Les agriculteurs espagnols sont en colère contre Bruxelles

MADRID
de notre correspondante

Combien étaient-ils, mercredi 18 mars, venus souvent d'Andalousie, en train ou en autobus, pour crier leur colère, une branche d'olivier à la main, devant le ministère de l'agriculture à Madrid ? 30 000 disent les syndicats, massivement représentés, peut-être plus encore. Ils protestaient contre le projet de réforme du secteur de l'huile d'olive adopté le matin même à Bruxelles et que l'Espagne estime *« discriminatoire »*.

Les producteurs d'huile d'olive clament que le projet de réforme sous-estime la production réelle espagnole, de loin la plus importante du monde et de l'Europe, devant la Grèce, l'Italie, le Portugal et la France. Selon eux, l'Espagne produit 50 % de l'huile d'olive européenne, et doit donc recevoir la moitié du montant des aides prévues par Bruxelles. Or la commission ne parle d'allouer à Madrid qu'un quota de 40 %, ce qui correspond à une production maximum garantie de 625 000 tonnes, alors que la production de cette année est estimée, côté espagnol, à un million de tonnes.

Le gouvernement espère encore obtenir de nouveaux « aménagements » à cette réforme, au cours des prochaines réunion des ministres concernés. Un long chemin a déjà été accompli depuis le printemps dernier, lorsque le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, voulait lier l'aide non plus à la production réelle mais au nombre d'oliviers. Son intention était de freiner la fraude et de mieux contrôler la production. Une initiative désastreuse pour les Espagnols, car elle ne prenait pas en compte les efforts faits pour moderniser et replanter en vue d'améliorer la qualité. De plus, arguaient-ils, la fraude est plutôt le fait des petits producteurs, rémunérés au « forfait », et ces derniers sont plus fréquents en Italie et en Grèce qu'en Espagne où subsistent de grandes propriétés. Finalement Franz Fischler avait cédé en décidant, à titre transitoire, de conserver l'aide à la production. De plus, la quantité garantie pour l'Espagne était augmentée d'environ 16 %.

Si la réforme a lieu, telle qu'elle est annoncée, d'après les syndicats, ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui risquent d'être menacés.

Rien qu'en Andalousie, une région déjà sérieusement déprimée sur le plan économique, plus de 280 000 personnes vivent de l'olivier, des villages entiers. Sans compter les quelque deux ou trois cent mille employés saisonniers, souvent des immigrés, qui viennent se louer, dans tout le sud de l'Espagne, au moment de la récolte. D'où la menace d'étendre le mouvement de protestation : une grève générale en Andalousie, pourrait être décrétée le 25 mars.

Marie-Claude Decamps

L'Estonie abolit la peine de mort

TALLINN. Le Parlement estonien a aboli la peine de mort, mercredi 18 mars, levant un obstacle supplémentaire sur la voie de l'adhésion du pays à l'Union européenne (UE). L'Estonie est le premier des trois Etats baltes à avoir adopté une telle mesure. La peine de mort n'avait plus été appliquée dans ce pays depuis septembre 1991, mais dix personnes attendaient leur exécution par balles dans la prison centrale de Tallinn. Trente-neuf députés ont voté en faveur de la ratification du protocole de la Convention européenne des droits de l'homme sur l'abolition de la peine de mort, tandis que trente ont voté contre. Ancienne république soviétique, l'Estonie est le seul Etat balte à avoir été retenu par Bruxelles dans la première vague d'adhésion à l'UE. – *(Corresp.)*

Cinq présidents et deux rois ont salué le départ du président du Botswana

GABORONE. Plusieurs dirigeants de la Communauté de développement des pays d'Afrique australe (SADC, 14 pays), dont cinq présidents et deux rois, se sont réunis, mercredi 18 mars à Gaborone, la capitale du Botswana, pour saluer le prochain départ à la retraite du chef de l'Etat, Ketumile Masire. Agé de soixante-douze ans, celui-ci a décidé de quitter la scène politique fin mars, après dix-huit ans passés à la tête du Botswana, pays réputé pour sa stabilité politique et économique. Il sera remplacé par le vice-président et ministre des finances Festus Mogae, cinquante-neuf ans, jusqu'aux élections prévues en 1999.

M. Masire avait succédé en 1980 au premier président du pays, Seretse Khama, qui a dirigé le Botswana de l'indépendance, en 1966, jusqu'à sa mort. Il avait auparavant été vice-président du Botswana et ministre des finances et du développement. Il a présidé la SADC pendant seize ans, jusqu'en 1996, avant que le président sud-africain Nelson Mandela ne lui succède. – *(AFP.)*

N'Djamena admet la mort d'une cinquantaine de personnes dans le sud du Tchad

N'DJAMENA. Le ministre tchadien de la communication, Haroune Kabadi, a reconnu, mercredi 18 mars, qu'une cinquantaine de personnes, dont trente et un éléments des Forces armées pour la République fédérale (FARF, rébellion) avaient été tuées au début du mois dans les deux préfectures du Logone (sud du pays). Le ministre a cependant qualifié de *« tapages sans fondements »* les accusations portées la veille par Amnesty International faisant état de l'exécution sommaire d'une centaine de civils dans cette région par les forces tchadiennes. Faisant le décompte des victimes dans les Logone occidental et oriental, M. Kabadi a précisé que les forces gouvernementales avaient tué au début du mois 34 personnes, dont 31 éléments des FARF de Laokein Bardé, deux chefs de villages et un chef de canton. Le 30 octobre 1997, des affrontements entre les FARF et l'armée avaient fait plus d'une centaine de morts à Moundou, mettant fin à la trêve que les FARF avaient conclue un peu plus tôt avec le gouvernement. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

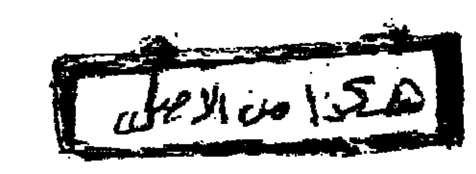
■ **ABOU DHABI : le groupe français Thomson-CSF** a été choisi pour installer ses radars à bord de quatre avions de surveillance maritime du type CN-235-200 que les Emirats arabes unis ont décidé d'acheter à leurs co-constructeurs, l'Indonésie et l'Espagne. Le contrat est estimé à 150 millions de dollars, l'équivalent de 900 millions de francs. – *(AFP.)*

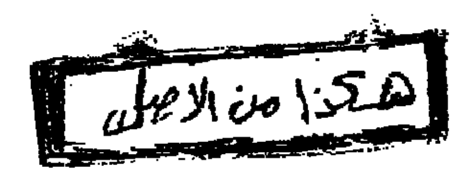
■ **RUSSIE : la Russie va « entrer dans l'UE »**, mais pas à court terme, selon le premier vice-premier ministre russe, Boris Nemtsov, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Die Woche* du jeudi 19 mars. La date d'une telle adhésion *« dépend de l'essor économique. Dès lors que nous atteindrons une croissance de 5 % à 8 %, l'UE aura intérêt à accueillir la Russie. Cela apportera à l'Europe d'énormes opportunités d'exportations, plus d'emplois et davantage de sécurité »*, a ajouté M. Nemtsov, qui effectue, depuis mardi, une visite de quatre jours en Allemagne. – *(AFP.)*

■ **CHILI : le Tribunal constitutionnel** s'est déclaré incompétent, mercredi 18 mars, après avoir examiné une plainte déposée par des parlementaires contre le général Augusto Pinochet, visant à empêcher l'ex-dictateur de demeurer sénateur à vie. – *(AFP.)*

Paris critique vivement les propositions de réforme de la PAC

PARIS. Le gouvernement français a vivement réagi, mercredi 18 mars, aux propositions de réforme de la politique agricole commune (PAC, voir *Le Monde* du 18 mars). Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche, a déclaré que le « paquet Santer » repose sur *« une erreur d'analyse et d'orientation »*, car l'avenir de l'agriculture européenne n'est pas dans *« la production de matières premières à bas prix, mais dans sa capacité à produire et à commercialiser (...) des produits à haute valeur ajoutée »*. Il redoute *« un marché de dupes dans les négociations internationales à venir »*. Selon lui, *« la baisse généralisée et systématique des prix n'est pas la réponse à toutes les questions posées »*. Une délégation de la FNSEA sera reçue jeudi soir par Jacques Chirac puis par Lionel Jospin.





(Publicité)

DROITE *Les états-majors de la droite affirment qu'ils tentent d'endiguer la pression des élus favorables à des accords avec le Front national pour conserver les présidences des régions. François Bayrou, président de Force démocrate et du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a cependant expliqué jeudi 19 mars, sur France 2, que les chefs de file régionaux RPR et UDF doivent se porter candidats, sans préciser ce qu'ils feront s'ils sont élus avec les voix de l'extrême droite.* ● **ALAIN JUPPÉ**, *maire de Bordeaux, devait indiquer jeudi matin qu'il fait « confiance » à Jacques Valade, président sortant (RPR) du conseil régional d'Aquitaine, qui souhaite être candidat en dépit d'un écart de voix très favorable à la gauche.* ● **ÉDOUARD BALLADUR**, *invité à se porter candidat en Ile-de-France, refusait, jeudi matin, de déroger à la règle qu'il s'était fixée : ne pas être candidat faute de majorité relative.*

Les chefs de la droite cherchent un compromis face à la pression de leurs élus

Faute de parvenir à imposer le refus de toute entente avec le Front national, les dirigeants du RPR et de l'UDF souhaitent que les têtes de file régionales soient candidats jusqu'au bout, au risque de les voir accéder à la présidence avec les voix de l'extrême droite

JUSQU'OÙ s'arrêtera l'escalade ? Du plus anonyme conseiller général jusqu'aux maires des plus grandes villes de France, les invitations à rompre avec la ligne du RPR et de l'UDF vis-à-vis du Front national ne cessent d'affluer. Philippe Séguin tente d'endiguer la pression des notables locaux en jouant de fermeté. Après les déclarations au *Monde* de Jean-François Mancel, selon lesquelles le FN devrait faire *« partie de la droite de demain »*, le président du RPR a prononcé, mercredi 18 mars, l'exclusion de l'ancien secrétaire général du mouvement. Mais le mouvement de panique qui gagne les élus de droite atteint maintenant les états-majors politiques.

Selon des informations recueillies au plus haut niveau de la direction du RPR, Alain Juppé lui-même cautionne l'opération menée par le sénateur (RPR) Jacques Valade pour conserver, coûte que coûte, la présidence du conseil régional d'Aquitaine (*Le Monde* du 18 mars). Après avoir tancé, le 16 mars, M. Valade, qui avait évoqué la possibilité de proposer un *« contrat d'exécutif »* pour retrouver une majorité, M. Séguin a présenté, le lendemain matin, aux autres dirigeants du RPR, la demande de M. Juppé : il conviendrait, selon l'ancien premier ministre, de laisser M. Valade agir à sa guise, dans la mesure où la ville de Bordeaux a besoin des aides financières de la région. Pour mémoire, le nouveau conseil régional d'Aquitaine est composé de 40 élus de gauche, 28 élus RPR-UDF, 8 Chasseurs et 9 élus du FN.

Tour à tour, Edouard Balladur et Charles Pasqua sont intervenus pour rappeler qu'en Ile-de-France, où l'écart entre la gauche et la droite est de deux sièges, et non de douze, l'opposition ne revendiquait pas la présidence du conseil régional. Ils se sont opposés, avec d'autres, et avec succès, à ce que la stratégie soit adaptée en fonction du *« titre »* du demandeur. Interrogé par *Le Monde*, M. Séguin a fait dire par ses services qu'il fallait s'en tenir aux faits, non aux ragots et aux supputations. Jeudi matin, le porte-parole du RPR, François Fillon, a démenti *« formellement qu'Alain Juppé ait demandé que l'on soutienne Valade »*.

De fait, l'Aquitaine ne figure pas parmi la liste des onze régions que l'union de l'opposition est, selon les termes du communiqué publié mardi 17 mars par le RPR, *« en situation de revendiquer de manière inconstestable »*. Cependant, jeudi 19 mars en fin de matinée, M. Juppé devait exprimer sa *« confiance »* en M. Valade, tout en rappelant son hostilité *« à toute forme d'accords avec le Front national »*. Plusieurs responsables du RPR font valoir que l'opération tentée par M. Valade est désormais vouée à l'échec depuis que le chef de file des chasseurs girondins, Henri Sabarot, a déclaré inconcevable de voter avec le FN.

Pour tenter de contrer les contacts pris par l'extrême droite avec certains élus régionaux, les dirigeants de l'opposition ont imaginé de s'en remettre à leurs chefs de file régionaux. L'idée est d'empêcher que des élus de second rang ne tentent leur chance en passant des accords avec le Front national, mais l'attitude des états-majors vis-à-vis des présidents qui seraient élus avec les voix de l'extrême droite est pour le moins ambiguë. François Bayrou, président de Force démocrate, s'est prononcé, jeudi matin sur France 2, pour que *« tous les responsables qui ont mené la bataille, à savoir François Léotard en PACA, Renaud Donnedieu de Vabres dans la région Centre, Edouard Balladur en Ile-de-France, acceptent de mener le combat jusqu'au bout, pour que la barre soit tenue de main ferme »*. Toutefois, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a refusé, à plusieurs reprises, de dire ce qu'il conviendrait de faire si les chefs de file étaient élus avec l'appoint des voix des élus du Front national.

A Marseille, réunis mercredi autour de Jean-Claude Gaudin (UDF-DL) et de François Léotard, les trente-sept conseillers régionaux UDF et RPR ont, à l'unanimité, demandé au président de l'UDF d'être leur candidat à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. M. Léotard, qui avait déjà été sollicité en ce sens par M. Séguin, a donné un accord de principe, tout en réservant sa réponse définitive jusqu'à la réunion de l'intergroupe prévue vendredi matin, juste avant l'élection du président du conseil régional. Ce sursis vise à prévenir la dissidence de tel ou tel conseiller régional qui serait tenté de solliciter les voix du Front national pour accéder à la présidence.

« VIVES RÉACTIONS »

Après que le maire (UDF-DL) de Briançon, Alain Bayrou, eut souhaité, mardi, un dialogue avec l'extrême droite, les pressions se sont multipliées. Cinq maires des Alpes-Maritimes, dont ceux de Nice, Jacques Peyrat (RPR), de Cannes, Maurice Delaumay (RPR), et de Villeneuve-Loubet, Lionel Luca (RPR), ont lancé un appel pour *« respecter le suffrage universel qui, majoritairement, a souhaité que la région reste à droite »*. En outre, le président sortant du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, Pierre Rinaldi (RPR), mis en examen pour *« détournement de fonds publics »*, a appelé les conseillers régionaux à ne pas craindre d'être exclus par leur parti.

En Picardie, le député (RPR) de l'Oise Lucien Degauchy a adopté la même attitude en accusant M. Séguin d'être *« en train de faire le jeu du FN »*. Evoquant l'exclusion de M. Mancel, le député écrit : *« Je tiens à vous transmettre la très vive réaction des membres du RPR et autres sympathisants qui me disent être décidés, à la prochaine élection, à voter Front national, surtout si nous laissions la gauche prendre les présidences de région qu'il est possible de conserver en rassemblant l'ensemble de toutes les voix de droite. »*

En Ile-de-France, le président national des Jeunes démocrates, Jean-Christophe Lagarde, nouveau conseiller régional élu en Seine-Saint-Denis, a mis en cause Didier Julia, député (RPR) de Seine-et-Marne, en affirmant que celui-ci *« se verrait bien élu grâce aux voix de l'extrême droite »*. L'intéressé a écarté l'idée de rechercher *« la moindre alliance avec l'extrême droite »*. Il a ajouté que, *« dans toute élection à une présidence d'assemblée, la tradition républicaine veut qu'on présente un candidat pour compter ses voix »*.

Dans cette région, le RPR et l'UDF devaient arrêter, jeudi soir, leur stratégie. Charles Pasqua, qui présidera la séance d'élection du président du conseil régional en tant que doyen de la nouvelle assemblée, a rappelé que, si la gauche est majoritaire en sièges, *« elle est minoritaire en voix »*. Cette déclaration confirme l'intention du RPR d'être présent au premier tour de l'élection du président. Toute la difficulté consiste à trouver le bon candidat. M. Balladur reste déterminé à tenir l'engagement qu'il avait pris pendant la campagne, à savoir celui de n'être pas candidat dès lors que l'opposition n'aurait pas de majorité.

Nouveau président du groupe RPR, Roger Karoutchi, proche collaborateur de M. Séguin, a également pris l'*« engagement définitif de n'être candidat à rien d'autre »*. Selon plusieurs élus du groupe, le nom d'Eric Raoult, clairement identifié par le Front national comme un homme à éliminer politiquement, est évoqué le plus souvent.

Service France

Une alliance rejetée par trois Français sur quatre

Selon les enquêtes annuelles réalisées par la Sofres pour RTL et *Le Monde* depuis 1984, trois Français sur quatre considèrent que le Front national représente *« un danger pour la démocratie »* (75 % en mars 1997). La même proportion de personnes interrogées est en désaccord avec les idées de Jean-Marie Le Pen (76 % en 1997, contre 20 % qui sont plutôt ou tout à fait d'accord et 4 % qui ne se prononcent pas). *Toutefois, 27 % des sympathisants du RPR se disaient*, en 1997, tout à fait ou assez d'accord avec les idées du FN ; et 39 % seulement des sympathisants RPR-UDF les jugeaient *« inacceptables »*, contre 46 % qui les jugeaient *« excessives »* (*Le Monde* du 20 mars 1997). En outre, selon la Sofres (*Le Monde* du 17 février), 77 % des Français (et autant de sympathisants RPR-UDF) estimaient, en février, que les élus RPR et UDF ne doivent pas faire d'accord avec le *Front national, même si cela peut faire élire un président de gauche* au conseil régional.

« Une question de morale »

A l'occasion d'une rencontre avec des jeunes, à Montpellier, en septembre 1996, Alain Juppé avait accusé Jean-Marie Le Pen d'être *« profondément, je dirais presque viscéralement, raciste, antisémite et xénophobe »*. Cette déclaration intervenait après les propos du président du Front national qualifiant les *« races »* d'*« inégales »*. M. Juppé, qui était alors premier ministre, avait ajouté : *« Ma position vis-à-vis du Front national et de Le Pen n'a jamais varié ; il y a incompatibilité totale entre les idées qu'il véhicule et ce à quoi je crois. »* M. Juppé s'était déclaré *« étranger »* à *« toute forme non seulement d'accord politique, mais d'indulgence ou de complaisance »*.

Le 6 juillet 1997, lors des assises du RPR, à Paris, M. Juppé avait répété qu'il n'était *« pas prêt à des alliances électorales avec des états-majors de partis qui ont bafoué les valeurs* [de la République]. *Là est la frontière. C'est une question de morale »*, ajoutait-il.

Front national : 87 duels, 213 triangulaires, 7 quadrangulaires

LES SOCIALISTES ont pris Philippe Marini au mot. Maire (RPR) de Compiègne et sénateur d'un département, l'Oise, dont le président du conseil général, Jean-François Mancel, vient de se faire exclure du RPR pour cousinage avec le Front national, M. Marini accusait la gauche de faire le jeu de l'extrême droite en maintenant son candidat, arrivé troisième, dans le canton de Noyon où un candidat néogaulliste s'oppose à une figure du FN (*Le Monde* du 19 mars). M. Marini a eu satisfaction : le candidat de gauche s'est retiré du combat. Comme dans le canton d'Orange-Est (Vaucluse), où le PS a renoncé à maintenir son candidat en appelant, lui aussi, à *« faire barrage au Front national »* dont la représentante, l'épouse du maire (FN) d'Orange, tente de ravir son siège au sortant RPR.

Dans l'opposition parlementaire, l'UDF a eu la même attitude à l'égard de la gauche dans les trois cantons renouvelables de Toulon, ville dirigée par le Front national. *« Ce retrait offre aux électeurs un choix clair »*, a expliqué Hubert Falco (UDF-DL), président du conseil général du Var, en précisant qu'il *« ne s'agit ni d'un front républicain ni d'un appel à voter pour le candidat de gauche »*. Néanmoins, dans les deux cantons de Hyères (Var), les candidats PS et PCF, arrivés troisièmes derrière le FN et la droite, se sont, de leur côté, retirés en appelant à *« barrer la route »* au parti lepéniste. Ces arrangements entre républicains sont pourtant moins nombreux que les rumeurs de négociation entre droite et Front national, moins nombreux aussi que les appels pressants d'élus de RPR et UDF, surtout sur la Côte d'Azur, pour s'allier ouvertement avec les amis de Jean-Marie Le Pen. Exemple parmi d'autres, Jean-Pierre Schenardi, membre du bureau politique du FN, a félicité, mercredi 18 mars, Félix Lerebour (RPR) d'avoir demandé par écrit le retrait à son profit du candidat lepéniste, dans le canton de Saint-Vallier-de-Thiey (Alpes-Maritimes), en s'engageant, en échange, à défendre des *« recommandations »* du Front national. De même, Samuel Maréchal, également membre du bureau politique du FN, a appelé les électeurs lepénistes du premier tour à reporter leurs voix sur Anick Denis-Maréchal, candidate RPR à Nantes-5, au second tour, après que celle-ci eut repris à son compte, par écrit, la préférence nationale.

Au total, le FN sera présent, dimanche 22 mars, dans 307 cantons. A moins qu'il ne retire encore certains de ses candidats, comme il a commencé à le faire, depuis le dépôt de leur candidature, en raison de tractations avec la droite. Les candidats d'extrême droite seront opposés à la gauche dans 62 duels et à la droite, dans 25 autres. Un représentant du Front national sera présent dans 213 triangulaires avec la droite et la gauche. Enfin, des candidats lepénistes seront présents dans 7 quadrangulaires. Les départements où le FN a le plus de représentants au second tour sont les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Gard, l'Oise, le Rhône, la Seine-et-Marne et le Var.

ÉCHANGES DE BONS PROCÉDÉS

Parmi les échanges de bons procédés, avoués ou suspectés, entre droite et extrême droite, il faut souligner, dans l'Yonne, le retrait d'un candidat divers droite dans le canton de Sens-Sud-Est (*Le Monde* du 19 mars et lire également page 8), pour favoriser un candidat FN arrivé troisième, alors que dans le même temps le candidat d'extrême droite à Pont-sur-Yonne se retirait du combat. Cet arrangement n'est pas étranger à la bataille conduite par la droite pour la présidence de la Bourgogne. Enfin, le FN a retiré son candidat à Mazamet-Nord-Est au profit de Jean Bertin (RPR), qui, selon Bernard Antony, membre du bureau politique du FN, appellerait, en remerciement, à voter pour la candidate lepéniste à Mazamet-Sud-Ouest,... Elisabeth Antony, épouse du précédent nommé.

Olivier Biffaud et Christiane Chombeau

Aquitaine : Jacques Valade n'a pas renoncé à conserver « sa » région

BORDEAUX
de notre envoyée spéciale

Jacques Valade est enfermé dans son bureau. Jacques Valade ne veut recevoir personne. Dimanche 15 mars, sa liste RPR-UDF a été franchement battue par la gauche, mais le chef de file de la droite en Aquitaine croit encore qu'il peut être réélu président du conseil régional vendredi. Avec l'appui – *« sans négociations »*, jure-t-il – des voix du Front national, des Chasseurs ou de quiconque voudra bien empêcher le socialiste Alain Rousset de prendre sa place à la tête du conseil régional.

REPORTAGE

Son entourage laisse entendre que sa requête pourrait être entendue

« On ne relèvera pas les empreintes digitales sur les bulletins, affirme son directeur de cabinet, Yves-Bernard Gauthier. *M. Valade croit si bien qu'il lui reste une petite chance qu'il a réclamé comme une faveur à l'état-major national du RPR que sa candidature à la région soit "traitée comme un cas à part". »* Normalement, n'ayant pas obtenu la majorité relative, la droite devrait ne pas présenter de candidat, ou alors un candidat de *« témoignage »*, afin d'éviter qu'un autre ne se fasse élire avec les voix du FN. Mais, mardi 17 mars, lors de la réunion des dirigeants du RPR (*Le Monde* du 19 mars), en l'absence d'Alain Juppé, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ont fait état de la demande du sénateur de la Gironde. En laissant entendre que cette requête avait l'appui de M. Juppé, maire de Bordeaux, dont chacun connaît la farouche opposition à tout compromis avec le Front national. A Bordeaux, on affirme que « Paris » a décidé... de ne rien décider.

Le pouvoir peut être un vertige. En Aquitaine, cette perspective entretient la pression des entourages, des conseillers, des alliés politiques, bref, de tous ceux dont l'emploi et les quelques commodités qui l'accompagnent dépendent de l'élection d'un président RPR à la région. M. Valade (28 sièges) a donc persuadé la direction de son mouvement que le refus de voir la région passer à gauche (40 sièges) pourrait pousser un ou deux des 9 élus d'extrême droite et quelques-uns des 8 Chasseurs à voter pour lui, sans qu'il soit besoin d'ouvrir des négociations. Il laisse entendre aussi que certains pourraient s'abstenir, comme par le passé, de voter avec la gauche. Il a aussi assuré à M. Juppé qu'une région de gauche ne ferait que gêner la mairie de Bordeaux. *« Valade est un renard »*, assure Jean-Jacques de Peretti (RPR, Dordogne), ancien ministre de M. Juppé et élu à la région. *« Il faut se méfier des hommes aux abois*, ajoute Noël Mamère (Verts, Gironde) ; *ils peuvent faire n'importe quoi. »*

PAS DE RUPTURE

Tout le problème de cette combinaison, c'est qu'elle a peu de chances de marcher. D'abord du côté des communistes. Certains élus communistes ont certes, dans le passé, facilité la tâche de la droite, mais le PCF a, depuis, renouvelé ses rangs et, surtout, ne prendra pas le risque d'une rupture de son alliance nationale dans la gauche « plurielle » pour maintenir au pouvoir M. Valade. *« Vendredi, dès le premier tour, nous voterons pour Alain Rousset* [chef de file socialiste de la gauche], *et aucune voix ne lui manquera »*, répète Sylvano Marian, conseiller régional communiste.

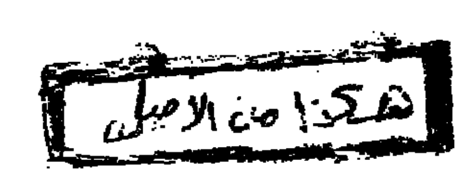
Au PS, comme chez les Verts, on fait d'ailleurs valoir que, si la droite « vole à la gauche » sa victoire, M. Juppé devra faire face à une fronde au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux. Les Chasseurs, eux, ont décidé de présenter un candidat à la présidence de la région aux trois tours du scrutin, seul moyen de faire taire leurs divergences internes. Il reste donc bien ce Front national, dont personne n'oser évoquer le vote.

A Paris, M. Séguin a clairement interdit à M. Valade toute négociation avec le parti de Jean-Marie Le Pen. A Bordeaux, c'est M. Juppé qui se charge de le rappeler à l'ordre. Jeudi, à 11 heures, sur le perron de sa mairie, M. Juppé devait redire sa position en ces termes : *« Je suis résolument hostile à toute forme d'accord avec le Front national, pour des raisons morales autant que politiques. M. Valade m'assure qu'il partage ce point de vue. Il va poursuivre le combat qu'il a mené sur son programme, conformément à nos convictions et à nos idées. Je lui fais confiance. »*

Pourtant, si le sénateur RPR assure qu'il sera candidat *« jusqu'à ce qu'il soit élu ou battu »*, c'est bien parce qu'il pense pouvoir obtenir au moins quelques voix du FN au troisième tour de scrutin. *« Je le vois venir*, assure Jacques Colombier, chef de file de l'exrême droite en Aquitaine. *Il va reprendre nos propositions dans son discours et attendre que nous votions pour lui. »* M. Colombier, en accord avec l'état-major parisien du FN, a posé ses conditions : *« Nous voulons qu'il y ait un engagement public, un accord signé, ou une conférence de presse commune. Sinon, nous présenterons notre candidat aux trois tours, et la gauche sera élue. »* On en est là.

Raphaëlle Bacqué





هكذا من الاصل

Centre : les mutins de la droite et leurs « ambassadeurs »

ORLÉANS, BOURGES
de nos correspondants

Ah, les plaisirs de la révolte ! L'immeuble du conseil régional du Centre, à Orléans, ressemblait, mercredi 18 mars, à un bateau ivre, sans gouvernail, occupé par une bande de « mutins » savourant les joies de l'indiscipline.

14 heures. A l'étage, Maurice Dousset (UDF-DL), président sortant et non rééligible, s'affaire tristement à son déménagement. Dans le hall, au rez-de-chaussée, Patrick Serpeau, exclu du RPR pour avoir constitué dans l'Indre une liste dissidente et qui a été réélu le 15 mars, exulte devant les caméras : *« C'est une élection régionale. Pourquoi les états-majors parisiens nous dicteraient-ils notre conduite ? Le FN existe. Interdisons-le, si on ne veut pas discuter avec lui ! »* Comme par enchantement, une dizaine de *« militants »* de l'Indre débarquent. *« Ils sont venus apporter le message de la base »*, lance avec véhémence l'élu de l'Indre.

M. Serpeau entraîne au pas de charge les caméras et sa troupe jusqu'aux portes – closes – de la salle où élus du RPR et de l'UDF sont en conclave afin d'entendre, selon lui, les *« ambassadeurs »* de la droite faire le point de leurs contacts avec le Front national. Des « ambassadeurs » dont les noms circulent depuis mardi : Annick Courtat (Loiret) et Michel Marchais (Indre-et-Loire) pour le RPR, Alain Tanton (Cher, UDF-FD) et Bernard Harang (Loiret) pour l'UDF. L'interlocuteur du FN serait Jean Verdon, chef de cabinet de Bruno Gollnisch, réélu le 15 mars en Indre-et-Loire, jugé plus « modéré » que Marie-France Stirbois, leader frontiste dans le Centre. M. Serpeau parle d'un simple *« accord interne de fonctionnement avec le FN pour éviter que cette région ne passe à gauche »*.

Dans une autre salle, devant les élus socialistes, Michel Sapin, candidat (PS) à la présidence, parle de *« décomposition »* de la droite et compare la situation à celle de la droite de naguère en Allemagne qui *« par son attitude a conduit Hitler au pouvoir »*. A 17 heures, François Bordry, conseiller régional centriste, sort de la réunion commune, la mine défaite. La veille, bien seul, dans une salle reculée du conseil régional, il a lancé un appel solennel dénonçant *« les négociations, par une majorité d'élus RPR-UDF, avec le Front national »* et appelant à la *« résistance »*. Initiative qui a fort déplu, en particulier au RPR, qui refuse cet après-midi, semble-t-il, de poursuivre la réunion en sa présence. Ce qui explique la sortie précipitée de M. Bordry.

Contacté en soirée par nos soins, l'élu du Cher, M. Tanton, conteste avoir été désigné comme *« négociateur »* pour examiner *« les demandes du FN »*, mais précise l'avoir été comme *« porte-parole en cas de nécessité »*. Nuance. *« Je n'ai effectué aucune négociation avec le FN »*, insiste l'élu berrichon. *« Nous avons décidé aujourd'hui qu'il n'y aurait aucune tractation. Pour nous, Renaud Donnedieu de Vabres reste notre candidat »*, ajoute M. Tanton. Est-ce la fin de la « rébellion » ? M. Donnedieu de Vabres (UDF-DL), qui a mené la liste régionale, et qui n'a jamais caché son hostilité au FN, sera-t-il candidat vendredi ? La réponse devrait être connue rapidement.

Régis Guyotat et Patrick Martinat

Rhône-Alpes : deux « électrons libres » objets de toutes les sollicitudes

LYON
de notre correspondant régional

La droite et la gauche, qui disposent chacune de soixante sièges, ont des marges de manœuvre très étroites pour la présidence de la région Rhône-Alpes.

REPORTAGE

M. Barre a lancé un « appel de Pékin » en faveur des « principes républicains »

Pour l'emporter, vendredi 20 mars, les deux postulants doivent nécessairement convaincre deux « électrons libres » : l'indépendantiste savoisien Patrice Abeille et le chasseur ardéchois « rebelle » Alain Roure. Approches, discussions, négociations, ont été menées en coulisse par les deux camps pour convaincre les conseillers régionaux.

Installé sur les bords du lac d'Annecy, Patrice Abeille déclare ne pas vouloir être l'*« arbitre »* d'une élection qui ne concerne pas *la Ligue savoisienne, qu'il préside. « Chez nous, il y a des gens de droite et de gauche »*, explique-t-il. *« Mais aussi des Verts »*, renchérissent les amis du candidat socialiste, Jean-Jack Queyranne. Ces derniers ont servi d'ambassadeurs auprès de M. Abeille. Le cas d'Alain Roure, et de sa liste Chasse, Pêche, Nature et Tradition, est plus difficile. *« La gauche plurielle nous pose problème avec la présence des Verts »*, note le nouvel élu. Chaque camp affirme avoir eu *d'excellents contacts* avec ce militant associatif. Mais l'intéressé se dit encore incapable de trancher.

Pour Charles Millon, président sortant UDF, la tâche est beaucoup plus *difficile qu'en 1992*. La pression de certains de ses amis politiques serait *« terrible »*, confie discrètement un membre de son entourage, pour sortir de l'impasse résultant du scrutin du 15 mars. L'appel qu'il a lancé, au lendemain du vote, en direction de *« tous ceux qui adhèrent à* [son] *projet »* a été interprété par les élus UDF et RPR comme une tentative de débauchage des voix d'extrême droite, mais aussi de gauche. Plusieurs conseillers écologistes et divers gauche qui avaient rallié sa majorité entre 1992 et mars 1998 ont désormais rejoint la gauche « plurielle ».

Lors d'une conférence de presse, mercredi 18 mars, Bruno Gollnisch, secrétaire général du Front national et « patron » d'un groupe de trente-cinq conseillers régionaux, a indiqué que des *« contacts »* informels ont lieu avec des élus RPR et UDF de la région. *« Je considère que c'est un pas dans la bonne direction*, a déclaré M. Gollnisch. *Mais je ne suis pas d'un optimisme excessif. »* M. Gollnisch n'a, semble-t-il, pas dit son dernier mot en Rhône-Alpes. Tentera-t-il de piéger M. Millon en laissant voter un ou deux de ses amis pour le président sortant au moment du vote à bulletins secrets ? *« Je souhaite qu'il n'y ait aucune entorse à la discipline de groupe. Mais je ne peux pas me porter garant pour tout le monde »*, a précisé l'élu.

MENACE DE BLOCAGE

Le porte-parole de la liste de rassemblement de la gauche en Rhône-Alpes, Bernard Soulage (PS), a aussitôt prévenu M. Millon qu'une *« alliance à peine voilée* [avec le FN], *d'une ou deux voix, sera pour nous le déclenchement des hostilités. S'il y avait le moindre dérapage, ce serait six années d'enfer avec nous. L'institution régionale sera bloquée, à moins que Charles Millon fasse une alliance en bonne et due forme avec le Front national »*.

La surprise est venue, mercredi, de la capitale chinoise, où le maire de Lyon effectue une visite officielle. *Dans un message de soutien* au maire socialiste de Saint-Priest (Rhône), Raymond Barre a appelé *« tous ceux qui sont attachés aux principes démocratiques et républicains »* à voter pour Bruno Polga, conseiller général (PS) sortant, qui sera opposé, le 22 mars, à un candidat du FN. L'entourage de M. Queyranne, qui ne cache pas sa satisfaction, a souligné que cette dépêche était destinée *« à quelqu'un d'autre »*. M. Millon, qui figure parmi les nombreux candidats possibles à la succession du maire de Lyon en 2001, ne devrait pas rester indifférent à l'*« appel de Pékin »*.

Claude Francillon

Poitou-Charentes : majorité relative pour M. Raffarin

Et un qui fait vingt-cinq ! Fort du ralliement de Gilles Parnaudeau, maire (divers gauche) de Vasles (Deux-Sèvres), annoncé mercredi 18 mars, Jean-Pierre Raffarin (UDF-DL), président sortant de Poitou-Charentes, obtient une majorité relative en vue de sa réélection à la tête de la région. Dimanche soir, M. Raffarin et son adversaire Philippe Marchand (PS), tête de liste en Charente-Maritime, étaient au coude à coude. Vingt-quatre sièges pour la majorité RPR-UDF, vingt-trois pour la gauche « plurielle »... qui misait sur le soutien de M. Parnaudeau pour arriver à égalité.

Désormais, seul le soutien des deux élus de Chasse, pêche, nature et tradition permettrait au candidat socialiste de rattraper son retard. Gérard Fontenay (CPNT) continue d'entretenir le suspense. *« Ni de droite ni de gauche »*, il a toutefois rejoint la majorité RPR-UDF en 1992. Surtout, il a pour *« adversaire privilégié »* les Verts, qui font partie de la majorité « plurielle » de M. Marchand.

Midi-Pyrénées : les centristes espèrent conserver la présidence malgré leur défaite dans les urnes

La gauche redoute que sa majorité relative ne lui suffise pas

Marc Censi (UFD-FD), soutenu par Dominique Baudis, *le maire centriste de Toulouse, se refuse* à prendre l'engagement de ne pas conserver la présidence de Midi-Pyrénées avec l'appui de l'extrême droite. *La gauche pourrait ainsi ne pas* prendre la tête de la région d'élection de Lionel Jospin, où elle est solidement implantée et où elle a obtenu la majorité relative dans la nouvelle assemblée.

TOULOUSE
de notre correspondant

Martin Malvy est partagé entre la rage et l'impuissance. Le député socialiste du Lot redoute que le fauteuil de président de la région Midi-Pyrénées, qui lui paraissait promis, n'échappe une fois encore à la gauche. Les listes dont il était le porte-drapeau régional, ont manqué la majorité absolue de cinq voix. Même le soutien des deux élus de la LCR ne peut lui garantir qu'il réussira à contrer des manœuvres de Marc Censi, le président sortant centriste qui ne cache pas son intention de conserver son siège. D'ailleurs, mardi 17, Philippe Séguin lui même a assuré que dans cette région *« l'interprétation des résultats reste à clarifier »*.

REPORTAGE
A en croire Martin Malvy, le coup est préparé de longue date

Au soir du 15 mars, on voulait se souvenir à gauche que les deux chasseurs élus sur les listes CPNT avaient eu dans le passé, à côté de leur permis de chasse, une carte du PS pour l'un, et des amitiés radicales pour l'autre. Mais Pierre Fuziès, l'incontournable président des chasseurs de Haute-Garonne, s'est chargé de dissiper ces dernières illusions en affirmant haut et fort qu'il ne voterait jamais ni avec les *« rouges »* de la LCR, ni avec les Verts. M. Malvy sait donc qu'il est condamné à attendre un *hypothétique troisième tour de* scrutin pour tenter de s'imposer. Mais il n'y croit plus vraiment.

Le président sortant fait le nécéssaire pour rafler la mise avant, avec l'aide de Dominique Baudis qui, mardi matin à la réunion du bureau politique de l'UDF a plaidé pour *« le particularisme »* de sa région et demandé que la droite ne rejette pas des voix *« incertaines »*.

L'AIGREUR DU PRG

Le maire centriste de Toulouse espère pouvoir mettre en avant les aigreurs des radicaux de gauche, à qui la direction nationale du PS a refusé la présidence de la région. En échange, elle lui a promis la présidence du conseil général du Gers en cas de victoire de la gauche aux élections cantonales.

« M. Censi ne peut être élu qu'avec les voix du Front national », s'indigne M. Malvy. A l'en croire, le coup est préparé de longue date et ne nécessiterait même pas de tractations de dernière minute. Le candidat socialiste ne voit pas d'autre explication à la volonté affichée par le président sortant de *se présenter à sa succession* quoiqu'il arrive. Le candidat socialiste est donc reparti en campagne pour dénoncer *« la combine »* et tenter *« d'ouvrir les yeux à certains élus de la droite modérée »*. Des contacts ont déjà été pris avec les organisateurs associatifs de la manifestation du 5 mars contre la venue de Jean-Marie Le Pen à Toulouse pour envisager une démonstration de masse, vendredi devant le bâtiment du conseil régional.

Marc Censi, lui, a choisi le mutisme. Il se dit lassé de devoir sans cesse répéter le slogan qui lui tient lieu de position officielle face au FN : *« Ni concession, ni négociation, ni compromission. »* Ce discours de fermeté affichée semble avoir quelque peu ébranlé les responsables régionaux de l'extrême droite. Bernard Antony, leur leader, réclame certes toujours *« une négociation au grand jour »* pour un accord politique et une vice-présidence, mais les élus frontistes sembleraient se satisfaire d'une sorte de brevet de respectabilité. Plusieurs d'entre eux ont insisté sur une reconnaissance publique les lavant définitivement des accusations de *« racisme, fascisme ou xénophobie »*.

Dans les rangs du nouveau groupe FN à la région, on laissait entendre qu'on écouterait attentivement le discours de politique générale de M. Censi. Cette bénédiction politique vaut-elle une messe ? Le président sortant refuse d'en dire davantage et s'obstine à vouloir présenter son bilan et son programme lors de l'élection de vendredi.

Stéphane Thépot

Haute-Normandie : élus UDF-RPR divisés face au FN

En renvoyant au 23 mars le scrutin pour la présidence de Haute-**Normandie, Antoine Rufenacht, le président RPR sortant, prolonge l'incertitude. Bernard Blois, premier vice-président (UDF-DL) sortant du conseil régional, confronté dans son canton d'Evreux-Nord à une triangulaire avec un radical de gauche et un Front national, s'est dit prêt *« à accepter les voix du FN pour faire barrage à la gauche »*, puis à briguer la présidence si M. Rufenacht ne se présente pas.**

Pour sa part, le 18 mars, Pierre Albertini, député UDF-PPDF de Seine-Maritime, a affirmé que *« l'union UDF-RPR n'a entrepris aucune discussion et encore moins signé d'accord »* avec le FN. *« S'il y a ambiguïté, il ne faudra pas se présenter »*, a-t-il prévenu. Le FN a vivement réagi au maintien d'un maire adjoint du Havre dans une triangulaire face à un sortant communiste. – *(Corresp).*

Languedoc-Roussillon : Jacques Blanc parie sur la fidélité de ses colistiers

Le président sortant est prêt à s'allier avec le FN

MONTPELLIER
de notre correspondant

L'hôtel de région de Languedoc-Roussillon ressemblait mercredi à un bunker. Une fois connues les consignes nationales du RPR rejetant toute majorité de droite acquise avec les voix du FN, Stephan Rossignol, le responsable héraultais du parti gaulliste, s'est inscrit aux abonnés absents.

REPORTAGE
Responsables et chargés de mission du RPR seront convoqués à Paris

Après avoir tenu une réunion secrète avec ses colistiers à Béziers, il a participé à un comité départemental extraordinaire du RPR au cours duquel ses amis ont, une nouvelle fois, tenté de le convaincre de soutenir Jacques Blanc, même si le Front national devait se joindre à lui. Pour Georges Fontès, ancien maire RPR de Béziers et proche de M. Blanc, *« l'appareil du RPR donne aujourd'hui certaines consignes qui sont totalement désavouées par la quasi-totalité de la base »*.

De son côté, Alain Jamet, le chef du groupe FN au conseil régional, assure que rien n'est définitivement arrêté sur l'attitude de son parti. *La décision devait être prise jeudi après-midi*, lors d'une réunion des principaux responsables *régionaux* du FN autour de Jean-Marie Le Pen. Mais si M. Jamet démentait tout contact direct avec M. Blanc, d'autres affirmaient que Jean-Claude Martinez, élu FN dans l'Hérault, s'était récemment entretenu avec lui, et que le soutien du FN était en bonne voie. Un rapprochement des positions a eu lieu depuis dimanche.

Dans le *Midi Libre*, M. Blanc a envoyé un signal au FN en répondant aux deux conditions qu'il a fixées en échange de son soutien : *« Pour la fiscalité, je me suis engagé très fortement à la baisser. Quant à la sécurité, en particulier dans les lycées, j'ai mesuré dans cette campagne le besoin de faire quelque chose pour lutter contre le racket, les trafics de drogue – dure et douce –, la violence. Alors si c'est ce que souhaite le FN, pourquoi ne le prendrait-il pas en compte ? »*

« VICE-PRÉSIDENCES POUR TOUS »

M. Blanc répète aussi qu'il a *« toujours confié des vice-présidences à tous les représentants de tous les partis, en vertu de la règle de la proportionnelle »*. Il jure en revanche qu'il ne déléguera pas la moindre signature à un élu FN et qu'il ne signera aucun accord.

Un soutien sans participation pourrait n'être qu'une première étape. Certains élus FN n'ont toujours pas digéré l'accord de 1986 qui les avait phagocytés dans une majorité où ils n'avaient aucun pouvoir réel. M. Jamet espère obtenir des responsabilités en matière de sécurité, une représentation dans les lycées et la réduction de subventions *« nocives »*, comme celles qui pourraient être allouées au *« MRAP ou à SOS-Racisme »*.

M. Blanc refuse de se considérer comme un otage potentiel du FN. Officiellement pour des raisons idéologiques. Il considère qu'il a réussir à contenir le FN en Languedoc-Roussillon en refusant de le « diaboliser ». Ensuite parce qu'une haine viscérale de son adversaire socialiste, Georges Frêche, l'empêche d'envisager l'idée même d'une défaite. La seule chose qui semble en mesure de le faire changer d'avis est une hypothétique défection de ses colistiers qui vouerait, de fait, sa tentative à l'échec. C'était ce à quoi s'employaient activement les états-majors du RPR et de l'UDF. Les responsables départementaux et les chargés de mission du RPR devaient pour cela être convoqués à Paris.

Pendant ce temps, la gauche allumait des contre-feux à Montpellier. Tandis que plusieurs dizaines d'intellectuels et d'artistes, dont Daniel Mesguich et Jean-Claude Carrière, lançaient un appel aux élus de droite du conseil régional, la candidature unique de M. Frêche, soutenue par l'ensemble de la gauche – Pierre Blotin (PCF) compris –, était annoncée comme acquise.

Jacques Monin

Des dissidences menacent la droite en Bretagne et en Lorraine

MÊME LÀ où elle dispose d'une majorité relative, la droite est divisée. Ainsi en Bretagne, l'ancien député UDF du Finistère, Jean-Yves Cozan, exige que la nouvelle assemblée s'engage à défendre fermement la culture régionale, faute de quoi il menace de présenter sa propre candidature à la tête de la région. Il se fait fort d'entrainer avec lui trois divers droite élus sur des listes dissidentes, bien qu'il assure de son amitié le candidat officiel, Josselin de Rohan, sénateur RPR. Aussi, Jean-Yves Le Drian, le chef de file de la gauche, a décidé, avec l'accord du PS, de tenter sa chance. Il estime, en effet que les deux camps sont *« en situation d'égalité »*. Mais cela n'est possible que si la gauche plurielle attire à elle l'élu de Lutte ouvrière et celui des chasseurs.

En Lorraine, la situation pour la droite est encore plus compliquée, après une campagne où ses divisions ont éclaté au grand jour. Aujourd'hui, elle dispose de 33 sièges sur 73, mais quatre des siens contestent à Gérard Longuet (UDF-DL) le droit de se succéder à lui-même. Jean-Marie Rausch, sénateur divers droite et maire de Metz, explique que le futur président doit être *« un homme irréprochable »* et *« désigné par les élus régionaux de droite, et non pas imposé par Paris à la suite d'un marchandage national »*. François Guillaume, exclu du RPR pour avoir conduit une liste dissidente en Meurthe-et-Moselle, affirme, lui aussi, qu'il appartient *« aux seuls Lorrains »* de décider de leur président. Le même état d'esprit règne en Moselle où aucune des quatre listes de droite n'a bénéficié du soutien de l'UDF et du RPR, pas même celle du président du conseil général, Philippe Leroy (RPR).

« Les partis nationaux ne contrôlent pas grand-chose ici », résume un gaulliste mosellan. Ainsi, l'ancien député de Metz Jean-Louis Masson (ex-RPR), qui a fait campagne sur le thème « Un président pour défendre la Moselle », a décidé de se présenter. La stratégie de Jean Kiffer (apparenté RPR) est comparable. Il affirme lui aussi *« être le seul candidat de droite en Moselle suffisamment crédible pour prétendre à la présidence de la région »*. Alors que le Parti socialiste a décidé de ne pas présenter de candidat, la gauche n'ayant pas de majorité relative, le Front national, par la voix de son secrétaire régional Jean-Claude Bardet, se déclare disposé à *« apporter son soutien »* à une candidature autre que celle de Gérard Longuet.

Avec nos correspondants à Rennes et à Metz

M. Soisson plaide pour un exécutif incluant le FN

DIJON
de notre envoyé spécial

Depuis dimanche soir, en Bourgogne, la droite rase les murs, évite micros et caméras, se méfie des calepins, mais s'agite beaucoup en coulisse. Elle se prépare à composer avec le Front national pour conserver la présidence du conseil régional. Car l'assemblée sortie des urnes se découpe en trois blocs : 24 élus pour la gauche plurielle, 22 pour la droite et 9 pour le FN. Plus 2 chasseurs qui font monter les enchères.

L'équation politique est simple : soit la gauche, arrivée en tête, accède à la présidence ; soit c'est la droite, avec le soutien de l'extrême droite. Le nom du candidat du RPR et de l'UDF sera connu seulement jeudi soir, la veille de l'élection. Deux hommes, deux lignes, s'affrontent. Jean-François Bazin, président (RPR) sortant, a fixé une limite : *« Pas de cogestion »* avec le FN. *« Je ne récuse pas les voix du Front national*, explique-t-il, *mais j'entends garder, en tant que président, ma pleine indépendance. »*

Pour M. Bazin – auquel Philippe Séguin aurait dit : *« Allez-y, Jean-François »* –, c'est une *« question d'honneur, de fidélité au gaullisme »*. *« Je ne veux pas faire quelque chose que mes enfants me reprocheront »*, résume-t-il, mal à l'aise.

L'autre postulant est Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre et député (UDF) de l'Yonne, qui a déjà occupé, en 1992, la présidence du conseil régional. Alors ministre d'ouverture dans le gouvernement d'Edith Cresson, il avait été élu dans de troubles circonstances avec, peut-être, l'appui du Front national. Devant le tollé politique, il avait dû démissionner du gouvernement. Un an plus tard, son budget ayant été adopté avec les voix de l'extrême droite, il avait quitté la présidence de la région, et M. Bazin lui avait succédé.

M. Soisson a d'abord plaidé pour un exécutif où les vice-présidences seraient distribuées à toutes les sensibilités politiques, du PC au FN. Personne n'a été dupe de cette proposition que la gauche ne pouvait que refuser. Désormais, M. Soisson incite les élus de droite à passer un accord avec le FN. En écho, Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de file du parti de Jean-Marie Le Pen en Bourgogne, répète que le maire d'Auxerre serait *« un président de haut vol »*. Nombre d'élus de droite semblent aujourd'hui disposés à sauter le pas : *« Comment répondre aux attentes des 15 % de la population ? »*, se demande Jean-Marc Nesme, premier vice-président (UDF-AD) sortant et ancien député.

UN CANTON EN « MONNAIE D'ÉCHANGE »

D'autres ont déjà établi des ponts. Henri de Raincourt, sénateur et président (UDF-DL) du conseil général de l'Yonne, a fortement insisté pour qu'Yves Capdevielle, candidat (divers droite) dans le canton de Sens-sud-est, se retire au second tour au profit de Pierre Péres (FN), arrivé derrière lui. S'estimant devenu *« monnaie d'échange pour permettre l'élection de Jean-Pierre Soisson à la présidence de la région »*, M. Capdevielle a dénoncé *« la mafia politique »* de l'Yonne. Pour M. de Raincourt, il s'agit *« simplement d'une sage solution afin d'éviter l'élection d'un conseiller. communiste »*. M. de Raincourt considère qu'*« un électeur FN est aussi digne qu'un électeur PC, PS ou RPR »*.

En attendant que la droite dévoile ses intentions, M. Jaboulet-Vercherre, membre du bureau politique du FN, et ancien adhérent du RPR, alterne sourire et menace : *« Si la droite, en Bourgogne, refuse un accord, je demanderais à nos électeurs de voter à gauche pour le second tour des cantonales. »*

La gauche plurielle a désigné son candidat à la présidence : Eugène Teisseire, un socialiste de la Nièvre, choisi à l'unanimité parce qu'il apparaît *« plus rond, plus bourguignon »*, des qualités susceptibles d'amadouer les deux élus CPNT. *Mais il n'est pas certain* que cela suffise vendredi matin.

Bruno Caussé

La Franche-Comté s'interroge sur l'âge de son capitaine

BESANÇON
de notre envoyée spéciale

Sur le papier, ce n'est qu'une question d'âge de capitaine. Comme une devinette absurde. Sachant que Christian Proust (MDC), quarante-huit ans, est le candidat de la gauche « plurielle » à la présidence de la Franche-Comté ; que Jean-François Humbert (UDF-PPDF), quarante-cinq ans, est celui de la droite au même poste ; que dix-sept conseillers régionaux portent les couleurs de la gauche, et dix-sept l'étiquette de la droite ; sachant enfin que, au troisième tour, le candidat est élu au bénéfice de l'âge, qui, de Pierre Bénichou *(né le 15 février 1931)*, Charles Robert (né le 17 février de la même année) ou de Jacques Bichet *(28 mars, même millésime), ravira* vendredi, au nom de l'UDF, le perchoir régional ?

Sans doyen, la gauche, en effet, semble a priori privée de la victoire. *« Une situation difficile »*, a *convenu Jean-Pierre Chevènement, mercredi.* D'abord parce que, malgré l'accord national entre *le PS et le MDC pour une candidature du Belfortin* Christian Proust, une défaillance parmi les *dix-sept voix de gauche n'est pas totalement à exclure.* La campagne « plurielle » a laissé des cicatrices. *Ainsi, mercredi 18 mars*, le premier secrétaire de la fédération socialiste du Doubs, Henri Laviolle, convoquait la presse locale pour *« commenter la position du bureau national »* du PS et dire, accessoirement, tout le mal qu'il en pensait. *In extremis*, Pierre Moscovici a réussi, de Paris, à stopper les hostilités et à annuler la rencontre.

La droite semble certaine de sa victoire. Sans les neuf voix du FN, mais avec celle du Chasseur René Mars : cet ancien élu du Front national, *« ami de Jean-Marie Le Pen »* comme il aime à le préciser, était rattaché au groupe UDF dans l'assemblée sortante, rappellent les dirigeants de la confédération libérale.

VERS UNE « COGESTION NÉGOCIÉE » ?

M. Mars propose bien, dans *L'Est Républicain* du 19 mars, d'offrir *« deux ou trois suffrages »* venus de l'extrême droite pour permettre l'élection de M. Humbert au premier tour, mais ce dernier les a d'ores et déjà refusés.

Pierre Bénichou, soixante-sept ans, médecin à la retraite, premier adjoint au maire de Lons-le-Saunier (Jura), radical valoisien, pourrait ainsi devenir vendredi, au troisième tour, le président de la région. A moins que le pédiatre belfortin Jacques Bichet, donné mercredi favori, ne lui ravisse la place.

Le ministre des affaires européennes cite lui-même ce conseiller municipal de Belfort pour jouer, dans la nouvelle assemblée, le rôle d'un *« sage »*. *« Un privilège d'âge, et non un vainqueur face à des vaincus »*, plaide M. Moscovici, favorable à une *« cogestion totale, négociée pour six ans, afin que la région puisse être gouvernée sans devenir l'otage du FN. »*, explique-t-il.

Mercredi soir, ni M. Humbert, ni M. Proust ne semblaient pourtant satisfaits de la proposition. Le premier n'est pas fermé à *« un accord de cogestion »*, mais il interroge : pourquoi, alors que M. Proust sait d'emblée que la droite l'emporte au bénéfice de l'âge, ne pas s'entendre sur sa candidature, plutôt que sur celle d'un vétéran ? Le candidat du MDC lui non plus, n'a pas peur d'un tel accord.

Mais il a une autre idée en tête. Il explique à tous les nouveaux élus de la droite que la Franche-comté doit profiter de la présence de la gauche au gouvernement. Jeudi, il pourrait proposer publiquement à M. Humbert un arrangement inédit : que la droite lui fasse confiance tant que ses *« amis »* sont au gouvernement. A charge, si la droite revient aux affaires avant six ans, de lui laisser alors la place...

Ariane Chemin

Le scrutin régional a confirmé le déclin de la droite modérée

Pour Jérôme Jaffré, directeur du Cecop, le mauvais score de la droite résulte du rétrécissement de son assise sociologique, de l'érosion déjà ancienne de ses bastions et de son abandon de l'espace centriste

LA DROITE MODÉRÉE paraît presque satisfaite d'avoir échappé au pire lors des élections régionales. Pour un peu, elle se féliciterait d'être en position de conserver une bonne dizaine des vingt régions qu'elle détenait. Elle se réjouirait de retrouver, à quelques décimales près, son score des élections législatives de 1997 (35,6 % des suffrages exprimés, contre 36,3 % il y a un an).

La vraie bonne nouvelle pour la droite réside dans la réduction de l'écart qui la sépare de la gauche « plurielle ». En 1997, la gauche « plurielle » et les divers gauche totalisaient 41,7 % des suffrages, soit une avance de 5,4 points sur la droite modérée. Lors du scrutin régional du 15 mars, la gauche est tombée à 36,6 %, et son avance n'est plus que de 1 point. L'an dernier, la droite *aurait perdu, sur la* base de ses résultats aux législatives, *quinze des vingt régions qu'elle dé*tenait. En un an, elle a probable*ment sauvé* l'Auvergne, la Bretagne, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes et peut-être même la Bourgogne et la Franche-Comté.

Mais, pour le reste, rien n'indique, bien au contraire, que la droite modérée a réussi à enrayer le processus de déclin qu'elle connaît depuis une vingtaine d'années. Son score de 35,6 % est, en réalité, le plus mauvais de l'histoire électorale française, tous scrutins confondus. Elle ne parvient pas à réduire l'influence du Front national, qui continue de prospérer. Entre une gauche élargie aux Verts et une extrême droite infréquentable, la droite reste bien loin des 40 % qui constituent pour elle le seuil nécessaire pour gagner les élections.

Pour remédier à cette situation, les dirigeants de l'opposition devraient chercher à mieux prendre en *compte les aspirations de leur élec*torat, qui veut l'union la plus *étroite, voire la fusion RPR-UDF, et* le renouvellement des dirigeants. *Mais les résultats des régionales ne* démontrent pas l'efficacité de ces thèses. *La diversité* sert plutôt l'opposition, tandis que l'unicité tend à *réduire son influence. Dans* les cas de primaires, le RPR et l'UDF (hors divers droite) ont progressé ensemble de 3,8 points par rapport aux législatives. La présence de listes dissidentes ou de divers droite a fait également progresser d'environ 1 point le total des voix de la droite modérée depuis 1997. En Moselle, où l'éclatement de l'opposition en quatre listes était spectaculaire, la droite gagne 10,1 points par rapport aux législatives. Dans plusieurs départements où une liste dissidente concurrençait la liste officielle, la progression de la droite est spectaculaire : + 11,3 points en Lozère, + 9,9 points en Aveyron, + 7,9 points en Haute-Marne.

Quant au renouvellement, souhaitable sur le principe, il est difficile à mettre en œuvre dans un camp qui, le plus souvent, limite la casse grâce à l'influence de ses grands notables. Là où les prési*dents de conseils régionaux de* droite étaient personnellement *têtes de liste*, *l'UDF et* le RPR gagnent, en un an, 5,3 points, et la *droite modérée dans son ensemble* 1,8 point. Dans la Meuse, Gérard *Longuet améliore de 14* points le score RPR-UDF des législatives ; dans le Puy-de-Dôme, Valéry Giscard d'Estaing gagne 9,8 points ; dans la Vienne, Jean-Pierre Raffarin progresse de 8,2 points ; dans la Haute-Garonne, Marc Censi gagne 7,2 points. Il est clair que si Jean-Claude Gaudin avait mené la bataille en Provence-Alpes-Côte d'Azur les résultats auraient été bien meilleurs que les pertes subies dans les Bouches-du-Rhône (1,2 point), le Var (2,8 points) et le Vaucluse (2,5 points). Appliqué à des formations sur la défensive, le renouvellement brutal peut être un remède pire que le mal, alors que, *dans un camp à l'offensive, il ren*force l'attraction exercée sur les *électeurs.*

A l'origine du déclin de la droite *modérée, il y a, bien sûr, la percée* du Front national. Mais, au-delà de ce phénomène bien connu, d'autres éléments pèsent dans la balance.

En premier lieu, la droite a perdu ses bastions, et le processus est engagé depuis de nombreuses années *(voir infographie).* Alors qu'elle n'obtenait jamais moins de 40 % des voix en 1965 et dans quatre départements seulement en 1981, malgré la défaite subie cette année-là, puis dans vingt-deux départements en 1986, la droite est passée en dessous de ce seuil dans cinquante-sept départements en 1992, dans soixante et onze en 1997 et, les choses continuant à se dégrader, dans soixante-treize départements en 1998.

Cette année, la droite modérée *n'a dépassé la barre des 50 %* que dans quatre départements : la Lozère, l'Aveyron, la Vendée et la Mayenne. Cela signifie qu'il n'y a *plus de sanctuaire ni de victoire as*surée. Partout, ou presque, la droite modérée est sur la défensive puisqu'elle doit se battre sur deux fronts, contre la gauche et contre le Front national.

> Le score recueilli par l'opposition parlementaire à ces élections régionales est le plus mauvais de son histoire électorale, tous scrutins confondus

En deuxième lieu, le rétrécissement sociologique de la droite limite fortement ses capacités électorales. On savait déjà que, depuis de nombreuses années, le Front national réduit drastiquement le score RPR-UDF en milieu populaire.

Ce qui ressort cette année des sondages préélectoraux – sous réserve de confirmation dans les études effectuées le jour du vote – est une chute importante chez les cadres supérieurs, de plus en plus tentés par le vote pour une gauche devenue gestionnaire, et un affaiblissement chez les petits commerçants, à nouveau tentés, depuis 1997, par le vote lepéniste. Privée d'un fort soutien chez les salariés modestes et mêmes supérieurs, concurrencée chez les commerçants, la droite s'appuie sur les travailleurs indépendants et les retraités, une base sociale très éloignée de la fraction la plus dynamique de la *société.*

Enfin, obnubilée par le Front national – *mais comment* ne le serait-elle pas ? –, la droite modérée délaisse la place du centre. Dans plusieurs départements qui participent le plus de cette tradition, la droite modérée se trouve devancée par la gauche « plurielle » et les divers gauche. C'est le cas, par exemple, dans les Pyrénées-Atlantiques (où la différence est de 9,5 points), en Savoie, dans le Tarn, la Drôme ou encore le Finistère. Dans une droite qui se voudrait « plurielle », on voit bien ce que pourrait apporter une UDF rénovée et audacieuse, puisque les têtes de liste de la confédération font aussi bien que celles du RPR. De même, l'UDF a gagné cinq des six primaires qui l'opposaient au RPR, que ce soit en Mayenne ou dans le Maine-et-Loire, ou encore dans le Nord, où la liste de Jean-Louis Borloo devance nettement la liste RPR de Colette Codaccioni.

Le défi pour la droite modérée est immense, mais on voit bien que la reconquête des salariés, et en particulier des cadres, ainsi que l'occupation du centre rendent indispensable, au-delà des grands principes, une attitude intransigeante à l'égard du Front national.

Jérôme Jaffré
directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop)

La disparition des bastions de la droite modérée

en nombre de départements où la droite a obtenu :	Présidentielle 1965 (1er tour)	Présidentielle 1981 (1er tour)	Régionales 1986	Régionales 1992	Législatives 1997	Régionales 1998
PLUS DE 50 % DES VOIX	78	40	18	7	4	4
ENTRE 40 ET 50 % DES VOIX	12	52	56	32	21	19
MOINS DE 40 % DES VOIX	0	4	22	57	71	73

Note : en 1965, on ne comptait que 90 départements métropolitains; à partir de 1981, ils sont au nombre de 96.

Source : Sofres

La défection des cadres supérieurs

en % des suffrages exprimés

	Vote en 1986	Vote en 1992	Vote en 1998	Evol. 1986/98 (en points)
AGRICULTEUR	59	51	52	– 7
PETIT COMMERÇANT, ARTISAN	56	57	46	– 10
CADRE SUPÉRIEUR	56	44	35	– 21
PROFESSION INTERM., EMPLOYÉ	35	32	31	– 4
OUVRIER	32	26	25	– 7
INACTIF, RETRAITÉ	53	40	42	– 11

Source : Sofres

La désespérance sociale nourrit la dynamique électorale du FN

Pour Pascal Perrineau, directeur du Cevipof, le Front national renforce son influence électorale dans les départements où la crise urbaine et sociale est la plus vive et dans ses zones d'implantation municipale

AVEC 15,27 % des suffrages exprimés aux régionales du 15 mars 1998, le Front national atteint, dans une élection locale le record qu'il avait enregistré au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, avec exactement le même pourcentage. Dans les élections locales du 15 mars, la dynamique électorale frontiste par rapport aux élections de même type est réelle : 9,68 % aux régionales de 1986, 13,90 % à celles de 1992, 15,27 % en 1998 ; 8,69 % aux cantonales de 1985, 12,31 % à celles de 1992, 13,88 % en 1998. D'affaire essentiellement nationale au début de sa percée électorale, dans les années 80, le Front national est devenu aussi une affaire locale, qui fait entendre ses échos au sein des conseils municipaux, des assemblées départementales et des conseils régionaux.

Cependant, cette dynamique du Front national, sensible sur le long terme (+ 5,59 points de 1986 à 1998, + 1,37 de 1992 à 1998), est inexistante sur le court terme (+ 0,02 point de 1997 à 1998). Le rêve de Jean-Marie Le Pen, qui était, après la sévère défaite du RPR et de l'UDF, en juin 1997, d'*« assécher le marigot »* entre le Front national et la gauche, n'est pas devenu réalité, et, même diminuée, la droite classique fait de la résistance. Néanmoins, cette extension du phénomène frontiste à tous les niveaux du système politique pose problème et exige que l'on éclaire les logiques de ce renforcement de l'influence électorale. Contrairement à ce que l'on entend souvent, la hausse du Front national n'est pas due avant tout à une *nationalisation irrésistible* de son influence qui le verrait, dans les années 90, combler son handicap électoral dans cette France de l'Ouest *et du Sud-Ouest qui*, jusqu'à maintenant, lui a été rétive. La progression du Front national est forte dans des zones qui étaient déjà des zones de force en 1992, *et la* hausse est même plus sensible dans les bastions que dans les « terres de mission ».

Dans les vingt-huit départements où il perd, même légèrement par rapport à 1992, on trouve davantage de terres de mission (Finistère, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Vendée, Calvados, Mayenne, Gers, Creuse, Lot, Landes, Lozère) que de bastions. Les deux seuls bastions où le Front national enregistre des pertes sont les Pyrénées-Orientales, où la succession de Pierre Sergent n'a pas été assurée de manière crédible, et, à un moindre degré, les Alpes-Maritimes, où le transfert de Jacques Peyrat au RPR a enrayé la progression.

PEURS ET MALAISES URBAINS

Dans l'ensemble des vingt-quatre départements qui connaissent une forte dynamique électorale frontiste depuis 1992 (entre + 3 points et + 9 points), on ne compte que très peu de terres de mission (sauf la Dordogne et l'Indre) ; en revanche, on retrouve la plupart des bastions méridionaux des années 80 (Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var, Gard), les nouveaux bastions orientaux des années 90 (Aisne, Ardennes, Haute-Marne, Meuse, Aube, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Vosges, Bas-Rhin) et des départements de la grande périphérie du bassin parisien (Oise, Eure, Loiret, Loir-et-Cher). C'est donc dans cette France où se mêlent grandes concentrations urbaines, forte présence de populations étrangères, montée de l'insécurité, mais aussi crise économique et sociale, déstructuration industrielle et diffusion des peurs et des malaises urbains à la périphérie des grandes agglomérations que prospère le Front national. Le caractère plus ou moins urbain de la population reste encore, aujourd'hui, un des éléments décisifs de l'implantation du Front national et de son développement sur le long terme.

Des départements ruraux aux départements les plus urbanisés, le Front national double presque son niveau électoral. Quant à la progression au cours des douze dernières années, elle bat tous ses records en zone très urbaine. A cet environnement général au sein duquel le Front national prospère, il faut ajouter, dans les années 90, la dimension populaire. De 1992 à 1998, la progression la plus vigoureuse du Front national s'est faite dans les départements les plus ouvriers. La capacité électorale du Front national à instrumentaliser la désespérance populaire, très sensible à l'élection présidentielle de 1995, perdure. Depuis les dernières régionales de 1992, le Front national progresse cinq fois plus dans les départements très ouvriers que dans les départements où le groupe ouvrier est marginal *(voir infographie).*

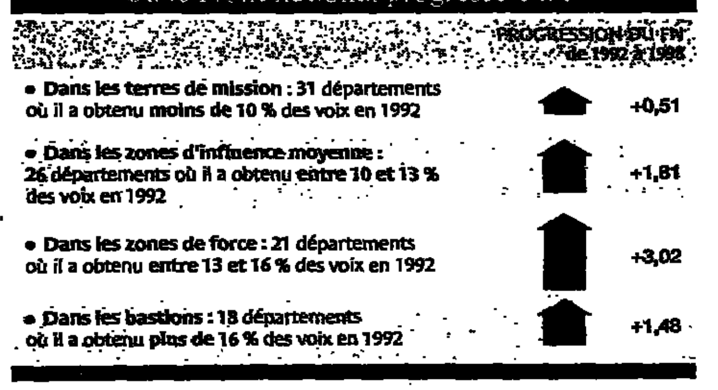
NOTABILISATION LOCALE

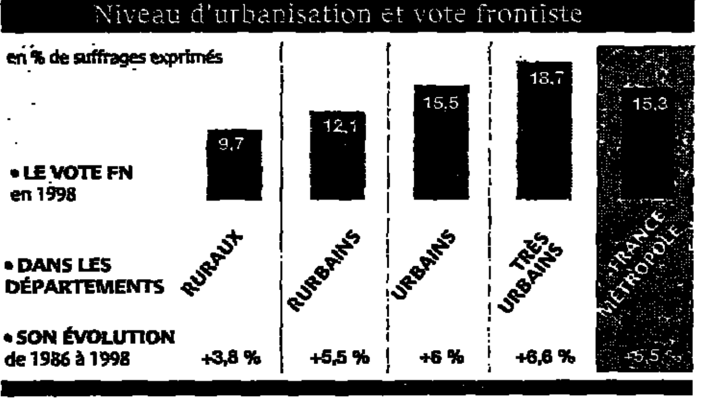
On voit bien ici que les logiques territoriales et sociales qui organisent l'implantation et la poussée du vote frontiste sont beaucoup plus fortes que les logiques politiques. Le type de territoire, le profil social des populations sont beaucoup plus éclairants sur l'enracinement du vote frontiste que les évolutions politiques du corps électoral. Les relations entre celles-ci et l'évolution du vote frontiste sont ténues. La progression du Front national, après s'être plutôt nourrie des défections d'un électorat de droite déboussolé dans les années 80, s'est ensuite alimentée, dans les années 90, auprès de tous les électorats, même de gauche.

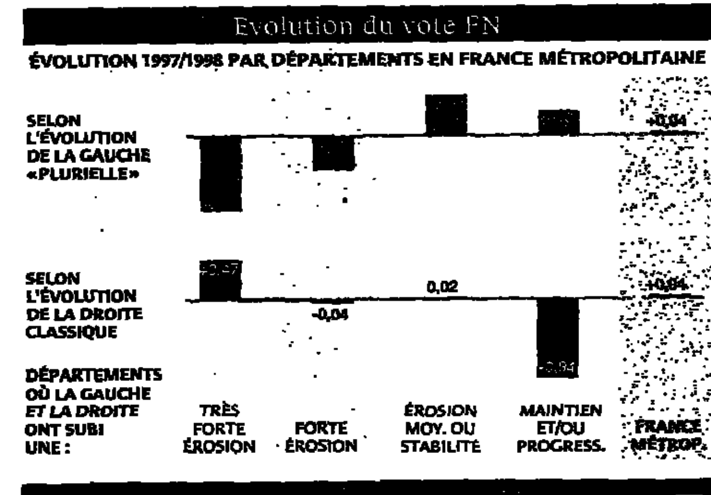
Sur la très courte période des dix derniers mois, l'érosion sensible de la gauche ne semble pas avoir alimenté le vote frontiste : dans les départements où la gauche se tasse fortement, le Front national a même une légère tendance à l'érosion (- 0,9 point). Il progresse en revanche légèrement dans les terres où la gauche résiste bien ou, même, croît (+ 0,3 à + 0,5 point), ce qui laisse deviner que, sur certains terrains, la gauche et le Front national sont concurrents, en particulier dans la reconquête de fractions de l'électorat populaire. En revanche, lorsque la droite modérée, qui, sur le plan national, a su résister honorablement, enregistre des pertes massives, le Front national continue sa lente progression électorale (+ 0,47 point).

Parmi ces départements de très forte érosion figurent nombre de poids lourds de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Alpes-Maritimes, Var, Vaucluse), où une droite classique en pleine crise avait à affronter un Front national, qui avait pris les allures *« respectables »* du pouvoir local depuis les succès municipaux de Marignane, Orange, Toulon et Vitrolles. Cette notabilisation du Front national a rendu plus aisés les transferts entre les électeurs déçus de la droite provençale classique et le parti de Jean-Marie Le Pen. Indépendamment des Alpes-Maritimes, où Jean-Marie Le Pen apportait sa notoriété nationale, c'est dans le bloc des trois départements d'un Front national municipaliste que la progression depuis 1997 a été forte (+ 3,87 points dans les Alpes-Maritimes et + 2,95 dans le Var, + 2,1 dans les Bouches-du-Rhône, + 1,9 dans le Vaucluse). Dans ces trois derniers départements, le Front national est maintenant devant l'union RPR-UDF, et, à défaut de pouvoir satisfaire sur le plan national ses rêves de recomposition de la droite française autour du Front national, Jean-Marie Le Pen peut considérer que ce rêve commence à rencontrer la réalité provençale. Pour que cet objectif reste cantonné à une seule des vingt-six régions françaises, il reste aux élus de droite à ne pas offrir au Front national un vendredi ce que les électeurs lui ont refusé le dimanche précédent.

Pascal Perrineau
directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof)







Pour la gauche, les départements de très forte érosion sont ceux où elle a perdu de 7,4 à 12,5 points (les départements d'érosion moyenne correspondent à une perte de 0,5 à 3,9 points). Pour la droite, la très forte érosion représente une baisse de 4,9 à 10,5 points.

INTÉGRATION Les femmes d'origine étrangère sont 600 000 à travailler en France et 200 000 à rechercher un emploi. Du fait de leur sexe et de leur origine, elles sont doublement vulnérables et doivent faire face à des discriminations spécifiques. Si leur taux d'activité progresse, elles sont plus souvent confrontées au chômage que l'ensemble des femmes. ● PARMI les femmes immigrées, celles qui ont suivi des études ont toujours du mal à faire reconnaître leurs compétences et leurs diplômes sur le marché de l'emploi. ● CHEZ LES MIGRANTS africains, les jeunes filles trouvent dans l'école un moyen de s'émanciper des traditions et *« apparaissent comme les vecteurs de l'acculturation et introduisent dans le foyer familial autant d'innovations et d'adaptations jusqu'alors inaccessibles aux parents »*, souligne une étude du ministère de l'emploi et de la solidarité.

Les femmes immigrées cherchent à s'insérer dans le monde du travail

Leur trajectoire professionnelle est de plus en plus proche de celle des Françaises. Cependant, elles cumulent toujours deux caractéristiques discriminantes : leur sexe et leur origine

ON ne les entend pas. Les statistiques officielles publiées chaque mois ne donnent que peu d'informations sur leur présence. Les responsables politiques n'évoquent que très rarement leur existence. Bien qu'elles représentent 45 % de la population immigrée et qu'elles constituent près du tiers des travailleurs étrangers recensés en France, les femmes immigrées sont absentes de l'importante littérature sociologique et historique sur les migrations.

La sociologue Françoise Gaspard explique ce phénomène par le fait que les femmes d'origine étrangère ont longtemps été perçues comme *« un simple élément de stabilisation psychologique d'une population. On pensait qu'elles venaient seulement rejoindre leur compagnon en France »*. De cette croyance, estime-t-elle, est née l'idée que ces femmes, recluses dans la sphère domestique, n'auraient aucun contact avec l'extérieur et surtout pas avec le monde du travail. Or la réalité est tout autre.

A partir de 1976, les femmes immigrées sont arrivées en France le plus souvent dans le cadre du regroupement familial. *« Aujourd'hui, ces femmes veulent et doivent souvent travailler »*, martèle Geneviève Fraisse, déléguée interministérielle aux droits des femmes. *« Il est faux de dire qu'elles font des enfants pour toucher des allocations, leur ambition est autre, d'autant que ce sont souvent elles qui font vivre leur famille »*, ajoute-t-elle. Des initiatives comme les femmes-relais, qui visent à donner à des immigrées vivant dans des quartiers difficiles un emploi proche de leurs préoccupations quotidiennes, ont déjà dix ans.

La revue *Informations sociales* de la Caisse nationale d'allocations familiales est l'une des rares publications à avoir consacré un numéro aux femmes d'origine étrangère et à l'emploi (n° 63, 130 p., 30 F). André Spire, agrégé en sciences sociales, y indique que *« l'entrée sur le marché de l'emploi constitue une forme d'intégration au pays d'accueil et offre un potentiel de ressources, tant matérielles que sociales, pour accéder ensuite à d'autres sphères de la société, comme la santé, les loisirs, le logement... »*.

DOUBLEMENT VULNÉRABLES

Mais dans un contexte de chômage touchant l'ensemble de la population, elles sont doublement vulnérables puisqu'elles cumulent deux caractéristiques discriminantes : être femme d'une part, immigrée de l'autre.

En 1996, les femmes immigrées étaient 600 000 à occuper un emploi et 200 000 à en rechercher un. La précarité les touche plus fréquemment que les autres femmes, mais cela ne ralentit pas leur désir d'entrer dans la vie active : leur taux d'activité augmente plus vite que la moyenne nationale. Leur trajectoire professionnelle est ainsi de plus en plus proche de celle des Françaises : la courbe des taux d'activité des immigrées ressemble désormais à s'y méprendre à celle de l'ensemble des femmes. En 1991, une part importante des femmes d'origine étrangère âgées de vingt-cinq à trente-neuf ans s'arrêtaient de travailler lorsqu'elles avaient des enfants. Cinq ans plus tard, ce modèle tend à disparaître. Comme l'ensemble des femmes, les immigrées qui entrent sur le marché du travail interrompent plus rarement leur carrière.

Huit femmes immigrées sur dix occupant un emploi travaillent dans le secteur tertiaire. La majorité d'entre elles appartiennent à la catégorie socioprofessionnelle des employés, indique l'Insee. Plus d'une sur quatre occupe un emploi lié aux services directs aux particuliers : serveuse, commis de restaurant, employée de l'hôtellerie, manucure, esthéticienne salariée, coiffeuse, assistante maternelle, gardienne d'enfants, travailleuse familiale, femme de ménage... Elles sont cependant particulièrement nombreuses parmi les ouvriers (22,3 %), deux fois plus que l'ensemble des femmes actives. Nombreuses sont celles qui travaillent à temps partiel avec des horaires imposés. En 1996, 45 % des travailleuses immigrées souhaitaient travailler davantage. Une immigrée sur trois travaille moins de trente heures par semaine.

Les discriminations qu'elles subissent sont nombreuses. *« On explique à une femme noire qu'elle ne pourra pas devenir serveuse dans la salle d'un restaurant parce que "les clients n'en veulent pas", mais qu'en revanche elle pourra faire la plonge parce qu'"on ne la verra pas" »*, rapporte par exemple Chantal Rogerat, sociologue au CNRS.

A La Courneuve, en banlieue parisienne, sur cent dix-huit assistantes maternelles agréées, près des deux tiers sont immigrées. Mais parmi les 23 % qui sont au chômage, c'est-à-dire qui n'ont pas d'enfants à garder parce que les parents n'ont pas voulu les leur confier, on trouve 78 % d'immigrées. *« Les familles demandeuses sont dans leur quasi-totalité des familles françaises*, explique Liane Mozère, de l'université de Rouen, qui a conduit une recherche sur ce thème. *Seule une infime minorité demande des listes qui ne comportent pas d'assistantes maternelles immigrées, ce que refusent de faire les services sociaux. Il n'en demeure pas moins que ces femmes subissent des discriminations flagrantes. »*

TAUX DE CHÔMAGE

Le chômage les frappe durement. En 1996, le taux de chômage des femmes immigrées a atteint 25 %, soit 11 points de plus que la moyenne nationale des femmes. Parmi les employées et les ouvrières, le taux de chômage général a atteint 15 % en 1996, il était de 22 % pour les seules immigrées. La situation s'est même dégradée depuis 1991. Pour les 25-49 ans, une chômeuse immigrée sur deux recherche un emploi depuis au moins un an. De trente à trente-neuf ans, une femme immigrée sur quatre est chômeuse, soit deux fois plus que l'ensemble de la population féminine au même âge. *« Le surchômage féminin s'accentue pour la population immigrée*, conclut Suzanne Thave de l'Insee. *Employées dans des secteurs subissant la crise économique, dans des catégories les plus touchées par le chômage, de nationalité étrangère pour la plupart, les immigrées cumulent les handicaps sur le marché du travail. »*

Selon leur pays d'origine, les femmes immigrées ne sont pas toutes également exposées au chômage. Celles qui sont originaires d'un pays d'Europe sont nettement moins touchées. Les femmes nées en Espagne et au Portugal occupent en général de manière continue un emploi. A l'opposé, le chômage touche très fortement celles qui sont originaires du Maroc et de l'Algérie, qui sont 46 % à se déclarer à la recherche d'un emploi. Leur trajectoire se caractérise par une forte inactivité et par de longues périodes de chômage.

Michèle Aulagnon

Des petits boulots pour survivre et des études pour exister

Fadia est âgée de trente ans. En 1995, elle était vétérinaire en Algérie. Aujourd'hui, elle travaille à mi-temps dans un hôpital parisien pour l'association inter-services migrants. Elle sert d'interprète aux malades ne parlant que l'arabe ou le kabyle. *« Je n'avais aucune illusion en arrivant en France*, explique cette jeune femme qui a fui l'Algérie après l'assassinat de sa sœur aînée, en février 1995. *Je savais que je ne pourrais pas exercer. La profession de vétérinaire est très fermée ici, il m'aurait fallu reprendre des études... »*

PORTRAIT

« C'est peut-être plus facile pour les filles, estime Shéhérazade. Nous, on trouve du baby-sitting ou des ménages »

Sa sœur, Shéhérazade, vingt-sept ans, enceinte de six mois, prépare une thèse sur la Perse au XIIe siècle. Pour survivre, elle fait du baby-sitting quelques heures par semaine et donne des cours particuliers de français à des enfants étrangers. *« J'ai eu la chance de pouvoir poursuivre mes études en France car j'ai tout de suite obtenu une équivalence à l'université*, raconte cette brune à l'enthousiasme communicatif qui est venue rejoindre sa sœur en mai 1995. *Pour l'instant, je ne peux pas faire valoir mes diplômes. Mais le temps travaille pour moi. »*

Malika, leur amie, est âgée de trente ans. Il y a moins de deux ans, elle travaillait en Algérie dans une entreprise de promotion immobilière. Elle est ingénieur de génie civil. Aujourd'hui, elle étudie à l'université pendant la semaine et, le week-end, elle est réceptionniste dans un hôtel. *« Le danger, c'est de s'enfermer dans des petits boulots*, explique-t-elle. *Le troisième cycle que je suis à l'université, un DESS, me permettra de trouver un emploi équivalent, je l'espère, à ce que je faisais en Algérie. Mais la fac la semaine, l'hôtel le week-end, tout cela reste précaire. »*

Le fait d'être femme ne leur semble pas être un obstacle pour trouver ce type de travail. *« C'est peut-être même plus facile pour les filles*, estime Shéhérazade. *Les garçons ne peuvent obtenir que des postes de veilleur de nuit. Nous, on trouve du baby-sitting ou des ménages. »* Parfois, leurs diplômes les desservent. A cause d'un parcours universitaire trop exemplaire, Malika s'est vu refuser un poste dans la restauration rapide.

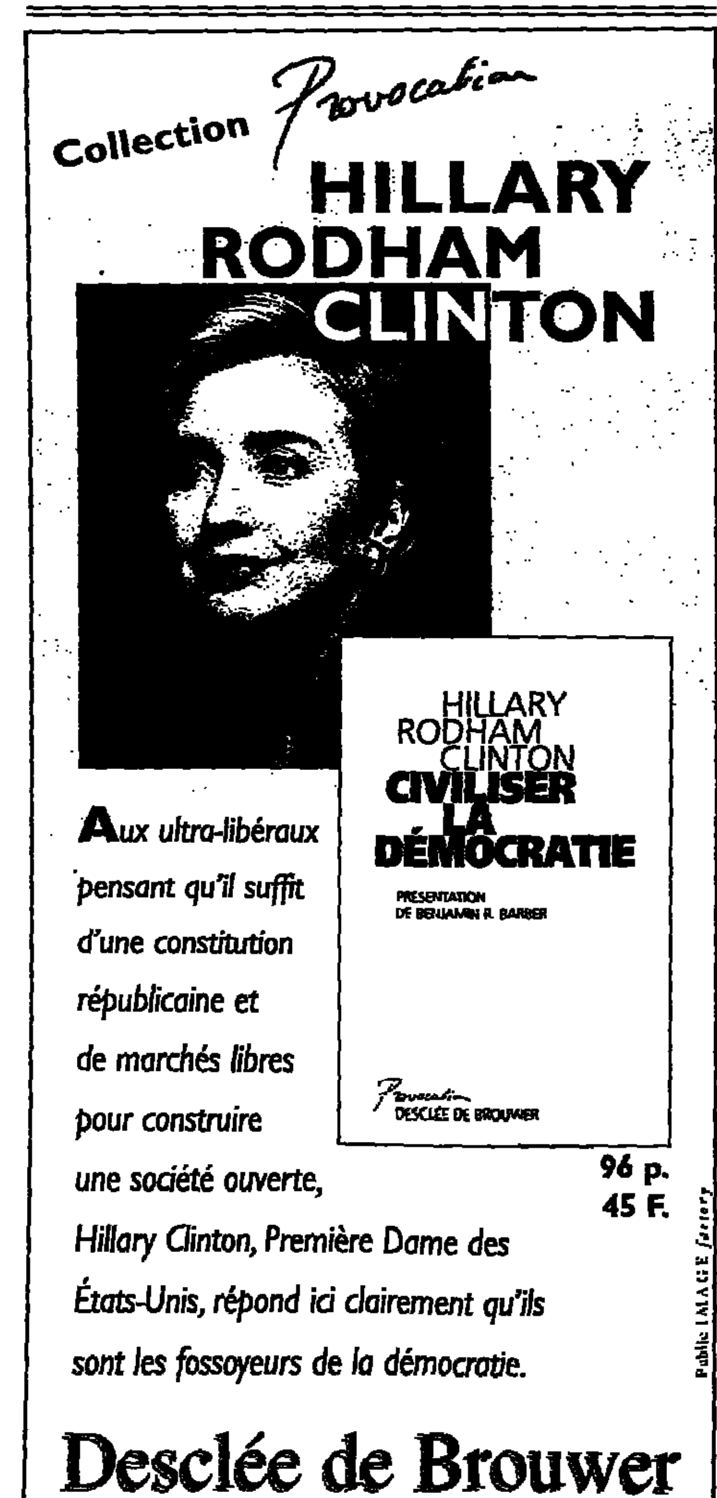
Elles ont pourtant cherché des emplois plus adaptés à leurs compétences. Des curriculum vitae ont été envoyés, des candidatures spontanées rédigées, mais rien n'a fonctionné. Seule manière de passer ce premier barrage, qu'elles n'assimilent pas à du racisme mais à un marché du travail déprimé : le « réseau ». Pour elles, le « réseau » est un ensemble de liens informels, entre exilés d'Algérie mais aussi Français, qui permet parfois de dénicher un travail.

Shéhérazade a ainsi pu être chargée de cours de français au Creps grâce à une de ses connaissances. Son départ précipité en Algérie en décembre 1996, lors du décès de ses parents, a mis fin à cette expérience. Pour Malika, qui fut hébergée pendant plus d'un an par Fadia, le « réseau » s'est élargi avec les parents français d'un petit garçon qu'elle gardait. Ils l'ont recommandée à une de leurs amies qui dirigeait une entreprise d'import-export. Pendant quelques mois, elle y exerça la fonction d'assistante. *« Puis, quand j'ai été admise en DESS*, raconte Malika, *ce fut elle qui m'encouragea à laisser tomber pour retourner à l'université. Elle était persuadée que je valais plus que ce que je faisais chez elle. »*

« RÉSEAU DE SOLIDARITÉ »

Fadia, quant à elle, considère en riant qu'elle est *« un réseau de solidarité à* [elle] *toute seule »*. Dans son premier travail – une association d'aide aux femmes immigrées –, elle avait constitué une banque de données à destination des arrivants d'Algérie. Les offres d'emploi – *baby-sitting, ménages, cours de langues,* postes de veilleur de nuit – y étaient recensées. Elle a hébergé cinq personnes depuis son arrivée en France, sans compter ceux qui passent pour un bain, un repas, une lessive... *« L'important, quand on arrive, c'est de se poser, sinon on sombre dans la marginalité*, explique-t-elle. *Certes, il ne faut pas être difficile sur le type de boulot qu'on nous propose, mais l'autonomie est à ce prix. »*

M. A.



Les jeunes Africaines, nouvelles championnes de l'intégration

NOUVELLES venues dans le paysage de l'immigration, les jeunes femmes d'origine africaine tirent relativement bien leur épingle du jeu incertain dans lequel elles sont engagées. Coincées entre de pesantes traditions familiales et l'appel de l'intégration dans la société, entre « machisme » à l'africaine et discriminations à la française, elles négocient habilement une trajectoire de *« rupture aménagée »* avec les modèles parentaux. Une étude récemment menée pour le ministère de l'emploi et de la solidarité décrit ces parcours.

Après l'émergence des « beurs » dans les années 80, c'est au tour des jeunes issus de l'immigration africaine de revendiquer leur place dans la société française. Comme à chaque page de l'histoire de l'immigration, le rôle des femmes apparaît déterminant. L'enseignement le plus intéressant de ce travail mené à partir d'entretiens approfondis avec vingt-cinq jeunes filles âgées de seize à vingt-huit ans tient dans un paradoxe : en multipliant les pressions pour faire de leurs filles de bonnes ménagères et de parfaites épouses à l'africaine, les parents favorisent indirectement leurs performances scolaires et donc leur désir d'indépendance.

« Il y a pour les jeunes filles une assignation à résidence dans la maison paternelle jusqu'au mariage et une obligation d'hospitalité des parents qui leur confère la possibilité objective de poursuivre leur scolarité sans interrogation pressante sur leur avenir », expliquent les auteurs. Pour les parents, le départ des filles du foyer ne peut résulter que du mariage précoce qu'ils ont patiemment préparé. La contradiction entre cet objectif presque obsessionnel et la poursuite des études ne leur apparaît pas. La scolarité des filles est encouragée, même si la famille ne possède ni les moyens intellectuels ni la connaissance du système scolaire qui permettent la réussite. *« Quand tu es noire, tu passes en dernier ; alors tu dois compenser par un diplôme »*, constate une mère africaine.

« DEUXIÈME GÉNÉRATION »

Les parents immigrés ont intégré le travail des femmes. *« Il y a moins de dix ans, les hommes migrants n'acceptaient pas que leurs femmes travaillent ; aujourd'hui, ils les encouragent »*, souligne l'étude. Là réside sans doute une spécificité des migrants africains par rapport aux Maghrébins : beaucoup de femmes ont échappé assez rapidement au statut de mère au foyer soumise. L'implication courante des femmes dans le travail au sein des sociétés africaines elles-mêmes rendait possible cette évolution. Les nécessités économiques en France, notamment le chômage de l'époux, l'ont rendue inéluctable. Cette révolution du travail salarié des femmes immigrées ne va pas sans conflits conjugaux – comme le souligne l'ouvrage *Les Soninké en France*, de Mahamet Timera (Karthala, 1996) – mais elle profite à la « deuxième génération », qui peut la tenir pour acquise.

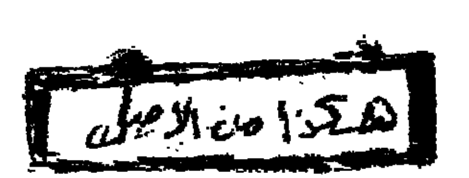
Pourtant les jeunes filles ne peuvent ignorer les normes. La famille africaine au sens large se charge de les transmettre. Dès l'âge de quinze ans, la plupart ont été « fiancées » à un garçon ; certaines ignorent son identité. L'honneur de la famille mais aussi le savoir des parents en matière de bonheur de leurs filles sont les principaux arguments utilisés pour faire accepter un mariage où la « persuasion » se substitue peu à peu à la « contrainte ». Les jeunes filles, elles, ont en réalité des parcours amoureux éloignés des modèles parentaux, dont elles veulent se démarquer *« sans rupture »*. Elles rejettent les pratiques comme l'excision, la polygamie ou le mariage forcé mais tentent parfois d'*« adapter leurs désirs individuels aux choix parentaux »*.

L'école joue un rôle central dans cette relative émancipation. L'ignorance des parents contraint les jeunes filles africaines à opérer seules certains choix et à rechercher activement un « tuteur » parmi les enseignants. A la maison, elles sont amenées à batailler contre une mère qui exige une bonne scolarité tout en les sollicitant pour les tâches ménagères. *« Les jeunes filles, notamment les aînées, apparaissent comme les vecteurs de l'acculturation et introduisent dans le foyer familial autant d'innovations et d'adaptations jusqu'alors inaccessibles aux parents »*, précise l'enquête.

Lieu d'adhésion aux normes de la société française, l'école est aussi l'endroit où se focalise la ségrégation sociale et où s'organise l'« orientation » vers les filières courtes ou de relégation, pour les enfants d'immigrés notamment. Pourtant les pressions familiales et communautaires qui les incitent à poursuivre leur scolarité *« accroissent leurs possibilités de performances scolaires »*. Elles se trouvent alors mieux armées pour imposer leurs propres choix.

Philippe Bernard

★ ***Les jeunes filles d'origine africaine en France. Parcours scolaires, accès au travail et destin social*, par Catherine Quiminal, Babacar Diouf, Hamédy Diarra, Babacar Fall, Mahamet Timera. Association pour la promotion de la langue et de la culture soninké, 30, rue de Strasbourg, 93200 Saint-Denis (tél. : 01-49-22-01-13). Synthèse disponible auprès de l'Agence pour le développement des relations interculturelles (tél. : 01-40-09-69-19).**



Certaines pilules de « troisième génération » vont être remboursées par la Sécurité sociale

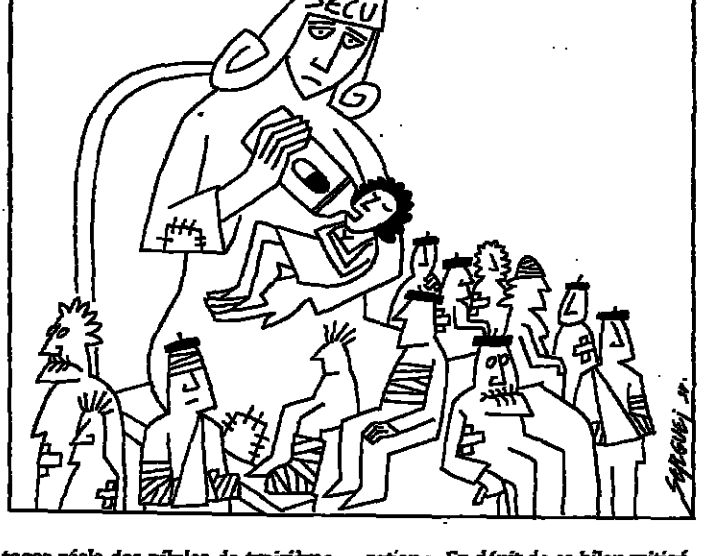
Ces micropilules présentent des dosages en œstrogènes moins élevés

Le gouvernement va demander au Comité économique du médicament d'engager des négociations avec les firmes pharmaceutiques produisant des pilules contraceptives de « troisième génération » afin de permettre leur remboursement par la Sécurité sociale. En France, sur les 4,3 millions de femmes qui ont recours à un contraceptif oral, 1,6 million utilisent ces pilules qui présentent des dosages en œstrogènes moins élevés.

LE GOUVERNEMENT va très prochainement demander au Comité économique du médicament d'engager des négociations avec les firmes pharmaceutiques productrices de pilules contraceptives dites de « troisième génération » afin de permettre leur remboursement par la Sécurité sociale. Ce geste est réclamé par le syndicat national des gynécologues-obstétriciens français ainsi que par l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (Ancic), la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac) et le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), qui ont lancé une pétition.

En France, sur les 4,3 millions de femmes qui ont recours à un contraceptif oral, 1,6 million utilisent ce type de pilules. Ces micropilules sont caractérisées par des dosages en œstrogènes moins élevés et une composition en progestatifs qui provoquent moins d'effets secondaires indésirables. Aujourd'hui, elles sont vendues entre 50 et 80 francs et aucune n'est prise en charge par la Sécurité sociale, alors que le remboursement des moyens de contraception a été instauré par la loi du 4 décembre 1974.

La décision gouvernementale est fondée sur un rapport de l'Agence du médicament qui a été transmis, mardi 17 mars, à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et à Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. Travaillant sous l'autorité du professeur Jean-Michel Alexandre, directeur de l'évaluation, et Frédéric Fleurette, directeur des études et de l'information pharmaco-économique, les spécialistes de l'Agence du médicament ont cherché à établir les avantages réels des pilules de troisième génération. A la lumière de l'analyse de l'ensemble de la littérature médicale et scientifique existant sur ce sujet, le rapport bénéfice-risque n'apparaît pas notablement différent de celui des autres contraceptifs oraux.



« Depuis leur introduction sur le marché, la composition des contraceptifs oraux œstroprogestatifs a été profondément modifiée, note le rapport. *Dans un premier temps, la diminution de la dose d'œstrogènes associée à une meilleure sélection des femmes justifiant d'une contraception orale ont conduit à une réduction importante des accidents thrombo-emboliques artériels et veineux. Dans un second temps, la nouvelle classe de progestatifs, dits de troisième génération, a été associée à ces produits. »*

Au chapitre de la « meilleure tolérance » de ces produits, les auteurs du rapport estiment que *« les études réalisées ne montrent pas d'avantages nets par rapport aux œstroprogestatifs de seconde génération »*. Ils soulignent que certaines études avaient conclu que différents œstroprogestatifs de troisième génération semblaient associés à un risque plus élevé de thrombo-embolies veineuses, ajoutant toutefois que des études plus récentes ont démontré qu'en réalité *« la différence, si elle existe, est faible et peu ou pas significative »*. *« Le risque d'accident vasculaire cérébral, ischémique ou hémorragique ne semble pas différer en fonction du type de progestatif »*, résument-ils. Rappelant que toutes les contre-indications et les précautions d'emploi visant à prévenir les risques de thrombose veineuse et artérielle doivent impérativement être respectées, *« quel que soit le type d'œstroprogestatif »*, ces spécialistes soulignent qu'*« il n'y a pas de données permettant de différencier le risque carcinogène entre les œstroprogestatifs de seconde et de troisième génération »*. En dépit de ce bilan mitigé, les auteurs de ce rapport concluent qu'*« en l'état actuel des connaissances l'accès à l'ensemble des contraceptifs œstroprogestatifs devrait être privilégié, l'élargissement de la gamme de ces molécules permettant au prescripteur d'optimiser son choix à l'échelon individuel »*. Fort de ces données, on estime aujourd'hui, dans l'entourage de Mme Aubry, qu'il ne s'agit pas d'*« une urgence de santé publique »*. On estime cependant nécessaire d'élargir la gamme des contraceptifs remboursables de manière, notamment, à faciliter l'action des médecins prescripteurs. *« Des consignes très strictes vont être données au Comité économique du médicament pour qu'il négocie avec les firmes concernées afin qu'elles baissent leurs prix dans le cadre des conventions qu'elles passent régulièrement avec les pouvoirs publics,* ajoute-t-on. *En contrepartie, ces mêmes firmes pourront être autorisées à faire de la publicité pour les pilules autorisées au remboursement. »*

Dans le même temps, certaines pratiques de fabricants qui distribuent gratuitement des échantillons de pilules les plus faiblement dosées – habituant par là même les femmes à l'utilisation de tels contraceptifs – pourraient être rapidement prohibées. Selon l'estimation faite il y a quelques jours par M. Kouchner, le remboursement, à leur prix actuel, des pilules de troisième génération prescrites en France constituerait une surcharge d'environ 1 milliard de francs par an pour la Sécurité sociale.

Michèle Aulagnon et Jean-Yves Nau

Une enquête de l'INED sur les utilisatrices d'un moyen contraceptif

Selon une enquête de l'Institut national des études démographiques (INED) datant de 1994, deux femmes sur trois âgées de vingt à quarante-neuf ans utilisent un moyen de contraception. Au total, sur l'ensemble des femmes en âge de procréer, 37 % ont recours à la pilule, 16 % utilisent un stérilet, 5 % utilisent le préservatif en méthode principale et 4 % recourent à l'abstinence périodique.

Sur cent femmes qui recourent à un moyen contraceptif, 57 % utilisent la pilule, 25 % le stérilet, 18 % ont recours à d'autres méthodes. En 1997, 4,3 millions de femmes utilisaient la pilule. Parmi elles, 2,6 millions étaient remboursées par la Sécurité sociale.

Manifestation pour la « régularisation de tous les sans-papiers »

UN MILLIER de personnes, sans-papiers africains, asiatiques et militants des associations de soutien, ont défilé, dans la soirée du mercredi 18 mars à Paris, entre les églises Saint-Ambroise (où avait débuté le mouvement deux ans auparavant) et Saint-Bernard, pour obtenir la *« régularisation de tous les sans-papiers »* et la libération des étrangers interpellés après les occupations d'églises de ces derniers jours. Arlette Laguiller, Mgr Jacques Gaillot, les professeurs Léon Schwartzenberg et Albert Jacquard ont participé au début de la manifestation, où des organisations comme la CGT, la CNT, SUD, Droits devant ! !, Act-up et la Ligue des droits de l'homme étaient symboliquement représentées.

Le matin, la police avait délogé des sans-papiers une heure après qu'ils eurent investi l'église Saint-Jean-de-Montmartre (Paris 18e) et procédé à une centaine d'interpellations. Commentant mercredi la multiplication de ces actions désespérées, le ministre de l'intérieur a estimé que *« les occupations d'églises sont pain bénit pour le Front national »*.

Affaire Maillard et Duclos : M. Bourachot lourdement condamné

ROBERT BOURACHOT, ancien président du directoire de l'entreprise Maillard et Duclos et directeur régional du groupe Dumez, a été condamné à trois ans de prison ferme, 800 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de gérer et de privation de droits, par le tribunal de Bourg-en-Bresse (Ain), mercredi 18 mars. Jean-François Donzet, considéré comme le cerveau des opérations, et Hubert Baudet, organisateur du circuit financier, se voient infliger trois ans de prison, dont deux ferme. Antoine de Galembert, ancien PDG de la Générale de prévention et de loisirs et de la Compagnie fermière de Vichy, a été condamné à deux ans de prison, dont un avec sursis.

L'enquête n'a jamais permis de faire la lumière sur les destinataires du système de financement occulte (près de 30 millions de francs détournés). Le jugement indique *« qu'à aucun moment »*, Robert Bourachot *« n'a apporté la preuve* (...) *d'une utilisation de ces espèces et des fins autres que personnelles »*. – (*Corresp.*)

DÉPÊCHES

■ **CORSE : *une reconstitution* de l'assassinat du préfet Claude Erignac** a été menée pendant huit heures dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 mars, à Ajaccio, sous la direction des juges d'instruction Jean-Louis Bruguière, Laurence Le Vert et Gilbert Thiel, ainsi que du chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, Irène Stoller. Les magistrats et les policiers ont notamment réentendu les vingt-cinq témoins oculaires du drame.

■ ***EXCLUSION : 70 personnes* ont occupé, mercredi 18 mars,** le siège de la société Artemis, actionnaire majoritaire du groupe Pinault-Printemps-Redoute, à l'appel d'un collectif d'exclus et de plusieurs associations et syndicats. Elles entendaient notamment protester contre le fait que François Pinault, patron du groupe, n'a pas été imposable au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune en 1997.

Pour l'avocat général, l'accusé avait conscience du « crime effroyable »

Marc Robert a estimé que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde s'était « habitué à traiter les juifs à part, comme des gens sans visage ». La complicité française ayant, selon lui, traversé toute la hiérarchie, cette « responsabilité partagée peut agir sur le "quantum" de la peine »

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Contre Maurice Papon – fait inhabituel aux assises –, le réquisitoire est à deux voix. Mercredi 18 mars, l'avocat général Marc Robert place les premières pierres de l'accusation que, le lendemain, le procureur général Henri Desclaux scellera, en requérant la peine, dit le premier, *« que nous estimons juste »*.

Devant un écritoire, placé sur les hauteurs du parquet général, Marc Robert se lance. *« Ce procès n'est pas celui de la France qui se donne en spectacle (...) pour exorciser de vieux démons. Maurice Papon n'est pas un Français que l'on prend en otage pour minimiser la responsabilité criminelle nazie. Ce procès n'est ni celui des Français de l'époque, ni celui de Vichy, ni de l'administration, ni de la Résistance, ni des mythes fondateurs de notre histoire, ni de l'épuration, ni de la politique algérienne de la France avant l'indépendance. Il n'est pas non plus celui de juifs intenté contre Maurice Papon. Ce procès est celui de la République contre un homme accusé de crimes contre l'humanité. »*

Et, devant un parterre d'avocats de la partie civile étonnamment éclairci, l'avocat général, d'emblée, gronde : *« Seul le ministère public est légitime à demander une peine, à l'exclusion de tout autre. »* M[e] Alain Jakubowicz, qui a demandé la perpétuité lors de sa plaidoirie, écoute. Au-dehors, Serge Klarsfeld, dont le fils Arno s'est opposé à la peine maximale, bat le pavé. Comme aux premiers jours du procès, banderoles et affiches à l'appui, les militants de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF) manifestent.

Dans le prétoire, Marc Robert poursuit : *« Cette justice, vous la devez à cette armée d'innocents, cette armée de sacrifiés qui viennent cogner à la porte des vivants. »* Puis il en vient à cette *« recherche de la vérité qui a pris du temps »*, au dossier d'instruction que la défense dit *« incomplet »*, sans qu'elle ait jamais songé, relève-t-il, à le remettre en cause auparavant. Et il parle de l'homme, *« cet homme autoritaire et entêté, froid, peu perméable à l'émotion, sauf quand il se sent concerné »*, cet homme si peu différent, à ses yeux, de ce que devait être, il y a cinquante ans, le *« bras droit »* trentenaire, le *« poulain »*, *« l'homme de confiance »* du préfet Maurice Sabatier. Au cœur de son réquisitoire, Marc Robert rappelle ce que Maurice Papon a éludé tout au long du procès : qu'il était un homme de Vichy, qu'il hanta les cabinets ministériels de 1940 à 1942, qu'il fut le serviteur d'un régime promoteur d'une politique d'exclusion exclusivement française.



18 mars, 15 h 15, la première voix du réquisitoire, l'avocat général Marc Robert. « Seul le ministère public est légitime à demander une peine, à l'exclusion de tout autre. »

« L'accusé peut-il nier qu'il a participé à cette politique ? En 1941, la neutralité d'un directeur de cabinet [NDLR : du secrétaire général à l'administration au ministère de l'intérieur] *n'était pas possible. A cette époque, Maurice Papon fabriquait de l'exclusion. »* Mais il ajoute : *« Cela, certes, n'est pas un crime contre l'humanité, mais un crime contre la République et ces valeurs d'égalité et de liberté. »*

Ni anti-démocrate, ni antisémite, ni xénophobe, selon l'avocat général, Maurice Papon appartenait, selon lui, à cette génération de fonctionnaires *« brillants, efficaces, sans état d'âme, pour qui le devoir d'obéissance tenait lieu de ligne de conduite, de valeur morale et revêtait un caractère technique »*. *« Maurice Papon voulait faire carrière*, dit-il, *à tout prix et vite. »* Marc Robert cite, à charge, les appréciations favorables des Allemands : *« maréchaliste »*, *« digne de confiance »*, *« suffisamment habile pour ne pas se compromettre »*.

L'accusateur attaque les moyens de défense de l'ancien secrétaire général de la Gironde. La Résistance ? *« L'antidote de l'accusé »*, qu'il classe dans la catégorie des *« fonctionnaires qui* [à l'approche du débarquement] *ont viré leur cuti »*. Son *« rôle humanitaire »* ? *« L'humanité ne fut en réalité qu'obéissance mise au service de l'occupant allemand. »* Les sauvetages ? *« Une formidable entreprise de mystification (...). Il ne faut pas avoir de pudeur pour tenter de faire croire aux victimes qu'on a sauvé des juifs en radiant du fichier des non-juifs. »* Les exemptions d'internement ? *« C'est se donner bonne conscience que de sauver quelques-uns quand d'autres partent. »*

Et l'avocat général tonne : *« Les véritables sauvetages, ce sont des Français, simples citoyens, qui en sont les auteurs. Ces inconnus qui savaient d'instinct où était leur devoir. Tous ces justes, dont a parlé Samuel Pisar, qui ont caché des enfants. Eux n'ont pas besoin de mentir (...). Tous les accusés de crime contre l'humanité ont dit qu'ils avaient sauvé des juifs. »*

Il conclut : *« Voilà l'homme pro-vichyste, ambitieux, carriériste, résistant quand la victoire se précise, qui prétend d'autant plus fort avoir sauvé des juifs qu'il a beaucoup aidé à en déporter d'autres. »* Du portrait de l'accusé en vichyste convaincu, le représentant du ministère public glisse maintenant sur la politique de collaboration de Vichy dans les déportations, puis sur l'organigramme de la préfecture régionale de Bordeaux. *« Maurice Papon*, dit-il, *numéro trois de la préfecture, est en fait le véritable numéro deux, jouant le rôle de filtre et de conseil du préfet pour les affaires délicates. »* Il questionne : *« Disposait-il d'une délégation pour les internements ? Rien ne l'indique. »* A l'audience, le président Castagnède avait déjà relevé que seul un bon d'internement de juif au camp de Mérignac signé Maurice Papon se trouvait au dossier (*Le Monde* du 8 novembre 1997). Mais l'avocat général relève que, dans d'autres secteurs, nombre d'internements administratifs d'étrangers, par exemple, ont été pris sur ordre de l'accusé.

Alors, Marc Robert aborde le terrain de la complicité. Dès juillet 1942, Maurice Papon *« connaît le plan concerté »*, dit Marc Robert. *« Une opération de longue haleine, vu les chiffres annoncés. Il sait le rôle que va jouer le fichier juif. Il connaît les modalités : les départs vers Drancy, vers l'Est. Il ne peut pas ignorer qu'il participe à des arrestations criminelles. L'accusé avait conscience du crime effroyable. »* Cependant, l'avocat général n'évoque pas la connaissance, par Maurice Papon, de la solution finale. Et, s'il parle de *« déportations »*, il ne se prononce pas, précisément, sur la complicité d'assassinat proprement dite.

De même, rejetant vivement l'idée que Maurice Papon ait pu agir sous la contrainte des Allemands, Marc Robert se place dans le cadre de *« l'obéissance aux ordres hiérarchiques »* donnés par Vichy. *« En matière de crime contre l'humanité*, dit-il, *de l'exécutant de base au sommet de la hiérarchie, tous sont impliqués. Qu'on ne vienne pas parler de la responsabilité individuelle (...). Ce travail d'équipe ne diminue pas la responsabilité de Maurice Papon. Il étend la responsabilité pénale à tous les participants. La complicité française traverse toute la hiérarchie. »* Et il précise, comme pour prévenir : *« Le fait qu'il y ait une responsabilité partagée peut agir sur le quantum de la peine. »*

Après plus de cinq heures d'intervention, reste à l'avocat général à évoquer les mobiles. *« Ce que regrette l'accusé*, commence Marc Robert, *c'est d'être là devant vous bien plus que la déportation des juifs elle-même. Jamais il n'a cherché à voir les visages des victimes derrière les listes à Mérignac. L'a-t-il fait par manque de courage ou par indifférence ? C'est la spécificité du crime contre l'humanité, son caractère collectif, qui permet à l'auteur d'ignorer sa victime. Maurice Papon s'est habitué à traiter les juifs à part, comme des gens sans visage. »* Il hausse le ton et lâche : *« L'obéissance s'explique par la volonté de faire carrière. Sa carrière est une succession d'obéissance et de fidélité professionnelle. Vichy n'y a pas échappé. Maurice Papon est un professionnel de l'opportunisme. »*

Puis il affirme : *« Il ne faut pas croire aux images d'Epinal. Le crime contre l'humanité n'est pas le fait d'une poignée d'illuminés et de barbares, il n'est pas le résultat de quelques fous qui, à eux seuls,* [ont commis des actes inhumains], *mais le fait de milliers de bureaucrates allemands et français qui ont fait cela comme le reste de leurs obligations professionnelles. Parmi ces bureaucrates, il y a des responsables, des fonctionnaires d'autorité comme Maurice Papon. Ces responsables ont tous, à un degré ou un autre, accepté et légitimé l'inacceptable. Ils ont anesthésié la conscience de leurs subordonnés. »*

Il s'interroge enfin : *« Est-il possible que Maurice Papon ait reconstruit la réalité ? Non. J'ai entendu trop de mensonges, trop de mises en cause. Non. Maurice Papon est un trafiquant de la réalité, un manipulateur de la mémoire. Il nous reste à dénombrer les éléments matériels de la complicité. Nous le ferons demain et vous jugerez. »*

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

M[e] Varaut dit croire à l'acquittement

Pour l'avocat de Maurice Papon, Jean-Marc Varaut, l'acquittement de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde est devenu une *« vraie possibilité »*. *« En fait et en droit, l'acquittement s'impose*, affirme-t-il. *Mais si je dis qu'il est seulement possible, c'est parce que je mesure la difficulté psychologique soulevée par les parties civiles. »*

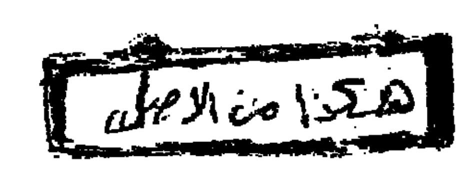
Pour l'avocat, l'idée d'un possible acquittement a fait son chemin grâce à la mise en liberté de son client, dès le début des débats, le 10 octobre. *« Cette remise en liberté, conforme au droit mais peut-être pas aux habitudes, a permis un procès équitable. Il y a eu égalité, en tout cas apparente, des armes. »* M[e] Varaut plaidera pendant deux jours au début de la semaine prochaine.

Comme aux premiers jours, banderoles et affiches à l'appui, les militants de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France manifestent

« Le génocide était le crime du silence »

En préambule à la première partie du réquisitoire, l'avocat général Marc Robert a estimé que le procès de Maurice Papon était *« légitime »* et que, s'il était tardif, cela n'était dû qu'au fait qu'après guerre *« le crime du génocide juif n'avait pas été saisi dans sa plénitude »*. *« Le génocide était le crime du silence*, a-t-il dit. *Silence de l'Etat, préoccupé de rétablir l'unité nationale, silence de l'opinion* [pour qui] *le génocide était l'affaire des seuls Allemands, silence des victimes, qui se sentaient rejetées et ne parvenaient pas à nommer l'indicible. »*

Malmené à l'audience parce qu'il a rédigé en 1991, pour le cabinet du garde des sceaux Henri Nallet, une note technique concluant à l'impossibilité de rejuger l'ancien secrétaire général à la police de Vichy, René Bousquet, condamné en 1949 à cinq ans d'indignité nationale et relevé aussitôt de sa peine (*Le Monde* des 27 janvier et 19 février), Marc Robert a précisé aux jurés : *« Ils devaient être trois devant vous. Maurice Sabatier, Jean Leguay, René bousquet. Ils sont morts. »* Poursuite tardive ? *« Simple destinée des hommes devant laquelle la justice se trouve désarmée »*, a dit l'avocat général.



DISPARITIONS

Alain Bosquet

Un homme de lettres d'une constante fécondité

ALAIN BOSQUET, qui est mort mardi 17 mars (*Le Monde* du 19 mars), a été, avec une constante fécondité, poète, romancier et critique. On lui doit une cinquantaine de livres et des milliers d'articles. De ces registres divers, c'est la poésie qu'il a toujours revendiquée comme sa vocation essentielle. Mais il a gardé jusqu'à la fin de sa vie le désir de faire partager ses passions de lecteur ; son dernier article date de quelques semaines. Quant à son dernier roman, *Portrait d'un milliardaire malheureux* (Gallimard), il a paru à l'automne de 1997.

Les vicissitudes de l'Histoire lui ont donné une culture cosmopolite sur laquelle s'est exercée une rapide et percutante intelligence. Il naît à Odessa le 28 mars 1919. Son père, Alexandre Bisk, poète à ses heures, a été le premier traducteur en russe de Rilke. La famille quitte le pays quelques mois après la naissance du petit Anatole – le vrai prénom d'Alain Bosquet – et s'installe en Belgique. Quand la guerre éclate, Anatole Bisk est un étudiant belge d'origine russe, qui se spécialise en philologie romane. L'invasion allemande de mai 1940 contraint les parents Bisk à un deuxième, puis à un troisième exil. Leur fils, qui en moins d'un mois a perdu la guerre à la fois dans l'armée belge et dans l'armée française, les rejoint, à Montpellier d'abord, puis à New York. Journaliste à *La Voix de la France*, organe gaulliste, il rencontre les grands émigrés européens, se lie avec André Breton, qui publie ses premiers poèmes. Puis il s'engage dans l'armée américaine, qui l'envoie à Londres, où se prépare le débarquement. Il la suivra en France, puis en Allemagne, où, à partir de 1945, il mène pendant six ans une vie dorée de vainqueur, sans oublier la littérature : il fonde une revue en langue allemande, publie une anthologie des surréalistes qui le brouille avec Breton, écrit les poèmes qui composeront son premier recueil paru en France : *La vie est clandestine* (Corréa, 1945).

En 1951, il s'installe à Paris, d'où il ne bougera plus, sauf pour des voyages auxquels l'invitent son désir de dépaysement, son enseignement dans les universités américaines, ses conférences à l'étranger, ses activités d'homme de lettres. Critique littéraire à *Combat*, il multiplie ses tribunes ; il a collaboré au *Monde* de 1961 à 1984. *Les Nouvelles littéraires*, plus tard *Le Quotidien de Paris*, *Le Figaro* publieront aussi ses articles. Il a tenu une chronique de poésie dans la *NRF*, une autre de littérature étrangère dans *Le Magazine littéraire*.

UN MASSIF AUTOBIOGRAPHIQUE

Un brillant essai sur la poésie moderne et ses ruptures avec la tradition, *Verbe et Vertige* (prix Femina Vacaresco 1961), ses études sur Saint-John Perse (1953), Emily Dickinson (1956), Pierre Emmanuel (1960), Walt Whitman (1960), ses anthologies de poésie américaine, française et du monde entier, ses traductions, les collections qu'il a animées, les revues, même éphémères, qu'il a lancées, l'ont imposé comme un spécialiste dans ce domaine difficile. Il a obtenu ainsi un pouvoir culturel qui lui a valu des ennemis.

C'est qu'Alain Bosquet tranchait parfois avec passion et selon l'idée qu'il s'était faite de la poésie à travers les influences qu'il avait reçues : le surréalisme, qui prétendait libérer la poésie des contraintes de la raison ; le dadaïsme, qui l'avait entraînée au sarcasme et à la négation ; l'expressionnisme allemand, école de malédiction contre l'homme et le monde ; enfin, les interrogations que la philosophie posait au langage.

La poésie d'Alain Bosquet aurait pu être sombre. Elle apparaît plutôt comme joueuse et cocasse, créatrice d'un monde déconcertant où plus rien n'est à sa place, où toute chose se métamorphose en une autre chose incompatible avec elle, où chaque ensemble se dissocie pour rendre libres les éléments qui le composent. Au poète de rapprocher ces fragments disparates afin qu'un irréel insolite et saugrenu se substitue au réel dont le poids est trop lourd.

Car une angoisse se masque sous cette fantasmagorie. Elle est tantôt métaphysique, ce qui le rapproche de l'existentialisme ; tantôt psychologique : l'homme réduit à sa chair n'est affronté qu'à la mort ; tantôt historique : la bombe atomique a donné à la planète les moyens de se suicider. Elle ne se résout pas en élégie plaintive mais en ironies, provocations, défis. Ses *Quatre testaments*, publiés séparément, lui ont valu le prix Max-Jacob, le prix Sainte-Beuve et le Grand Prix de poésie de l'Académie française. Il a été traduit dans de nombreux pays et en anglais par de grands écrivains qui étaient aussi ses amis : Samuel Beckett et Lawrence Durrell.

Alain Bosquet a commencé sa carrière de romancier chez Gallimard avec *La Grande Eclipse*, en 1952. Il la poursuit chez Grasset depuis *Un besoin de malheur* (1963). Il a toujours affirmé que, dans son œuvre en prose, il réglait ses comptes avec son siècle. On s'attend à des romans de mœurs, ce sont des romans de poète. Ils ont des apparences classiques, mettent en scène des personnages (des écrivains, un peintre, un médecin, un pilote de guerre) saisis au cours d'une crise et qui servent souvent de masque à l'auteur. Mais la virtuosité du langage dilue leur concentration dramatique, voire leurs intentions satiriques. Peut-être faut-il voir là la raison de la relative méconnaissance de son œuvre dans le grand public, sauf pour quelques exceptions : *La Confession mexicaine*, prix Interallié (Grasset, 1965), *Une mère russe*, Grand Prix de l'Académie française (Grasset, 1978).

Au milieu de cette production jaillit un massif autobiographique qui donne de l'éclat. C'est justement *Une mère russe* qui l'inaugure. Alain Bosquet y fait le portrait de sa mère qui vient de mourir, ou plutôt il recrée les relations pleines d'ambivalence qu'il a eues avec elle. Y jouent l'amour et la haine, le dévouement et l'égoïsme, l'admiration et l'agacement. Ces oscillations contradictoires du cœur renouvellent un thème rebattu. Alain Bosquet a poursuivi avec insistance cette veine autobiographique. Il consacre trois volumes à ses « trente premières années ». Le « tu » présidait à l'évocation de l'enfant, le « il » à celle du jeune homme, le « je » au récit de la guerre faite par l'adulte. (*L'Enfant que tu étais*, *Ni guerre ni paix*, *Les Fêtes cruelles*, Grasset). En 1986, un portrait de son père succède à celui de sa mère (*Lettre à mon père qui aurait eu cent ans*, Gallimard).

Les cinq livres offrent plusieurs variantes d'une même scène. L'effet compte moins que la transformation de ses proches en personnages, grâce à d'audacieux fantasmes. Il faut rattacher à cette autobiographie les pages de journal intime, assorties de souvenirs sur des écrivains et des peintres qu'Alain Bosquet a fréquentés (*La Mémoire et l'Oubli*, Grasset, 1990). Elles donnent l'image lucide qu'il se faisait de sa vie et de son œuvre, inaugurant une nouvelle forme de confession où le passé et le présent se joignent. Peut-être est-ce dans ce livre très prosaïque que l'on prend la plus juste mesure d'Alain Bosquet : un homme pathétique affronté à ses contradictions qui, sous les provocations et les parades d'un dandy baroque, n'a cessé de poursuivre une quête identitaire.

Jacqueline Piatier

■ **JACQUES DE FOLIN**, ancien ambassadeur en Jordanie, en Grèce et en Irlande, est mort mardi 17 mars à Paris. Il n'est pas fréquent de voir un officier de marine devenir diplomate. C'était pourtant le cas de Jacques de Folin. Né le 11 avril 1919, ancien des Forces navales de la France libre, il était entré au « Quai » en 1945. Chef de cabinet de Georges Bidault en 1953, il avait conservé cette fonction auprès de Pierre Mendès France lorsque celui-ci devint ministre des affaires étrangères. A ce titre, Jacques de Folin a été étroitement mêlé aux négociations qui ont mis fin, en 1954, à la première guerre d'Indochine. De cette expérience, il a tiré un livre, *Indochine 1940-1950, la fin d'un rêve* (Perrin, 1993), aussi lucide que documenté. La mort l'aura empêché de terminer un autre ouvrage, consacré au mécanisme de l'engagement américain au Vietnam, qu'il avait vécu de près, de 1970 à 1973, comme consul général à Saïgon. Jacques de Folin avait été également ambassadeur à Amman, Athènes et Dublin, laissant partout le souvenir d'un homme très courageux, poussant la rigueur jusqu'au scrupule.

■ **HANS JOACHIM PABST VON CHAIN**, l'un des pionniers de la propulsion aéronautique à réaction, est mort, vendredi 13 mars, en Floride (Etats-Unis), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Né à Dessau (Allemagne) en 1911, Hans Joachim Pabst von Chain a mené les premières études sur la propulsion à réaction en aéronautique, qui ont conduit au premier vol, le 27 août 1939, de l'avion militaire à réaction Heinkel He-178 sous les ordres de l'ingénieur allemand Ernst Heinkel. Installé aux Etats-Unis après la guerre, il a travaillé, de 1947 à 1979, au Laboratoire de recherches aérospatiales de l'armée de l'air américaine, en même temps qu'il enseignait l'aérothermodynamique à l'université de Dayton (Ohio).

■ **Mgr JACQUES MÉNAGER**, ancien archevêque de Reims, est mort vendredi 13 mars à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né le 24 juillet 1912 à Anor (Nord), il avait été ordonné prêtre en 1936, puis nommé évêque auxiliaire de Versailles en 1955 et évêque de Meaux en 1961. Mgr Ménager était devenu archevêque de Reims en juillet 1973 et s'était retiré en 1988.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anne YARMOLA
et
Eric BENOIT
sont enchantés d'annoncer la naissance de

Merlin,

le 11 mars 1998.

87, rue de Belleville,
75019 Paris.

Anniversaires de mariage

– Vergy, 20 mars 1968.

Un printemps frileux fêtait de ses bourrasques le mariage de

Pierre et Colette.

Noiron, 20 mars 1998.

Depuis trente ans, la chaleur de leur fournil les préserve des rigueurs climatiques.

Bon anniversaire !

Béatrice et Eric.

Décès

– Hayrünnisa Boratav,
son épouse,
Korkut et Murat,
ses fils, et leurs épouses,
Olus, Elvan, Sinan, David, Sarah,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pertev Naili BORATAV,
maître de recherche honoraire
au CNRS,

survenu, le 16 mars 1998, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont lieu le jeudi 19 mars, à 16 heures, au cimetière nouveau d'Ivry-sur-Seine.

– Le directeur et les membres de l'équipe Etudes turques et ottomanes du CNRS,
Le bureau et les membres de l'Association pour le développement des études turques,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, le 16 mars 1998, de leur maître et ami,

Pertev Naili BORATAV,
maître de recherche honoraire au CNRS,
spécialiste du folklore turc.

Les obsèques ont lieu au cimetière nouveau d'Ivry, le jeudi 19 mars, à 16 heures.

– Norma Bosquet
a l'immense douleur de faire part du décès de son époux,

Alain BOSQUET,
officier de la Légion d'honneur,
président fondateur
de l'Académie européenne de poésie,
président d'honneur
de l'Académie Mallarmé,
membre de l'Académie royale de langue et de littérature française de Belgique,

survenu à Paris, le mardi 17 mars 1998, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Montmartre, le samedi 21 mars, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

(Lire ci-dessus.)

– Nades. Montluçon. Paris.

Mme Lucienne Boucheret, née Nadaud,
Sa famille et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOUCHERET,
ancien directeur
de l'Ecole nationale
de l'enseignement technique
(Montluçon),
ancien proviseur
du lycée Dorian (Paris),
commandeur des Palmes académiques,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Pibrac (Haute-Garonne), le 16 mars 1998, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques civiles ont lieu le jeudi 19 mars, à 15 heures, au cimetière de Nades (Allier).

Ils rappellent le souvenir de

Jean BOUCHERET,

décédé le 3 juin 1984.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

17, rue des Abeilles,
31820 Pibrac.
1, rue Georges-Brassens,
03630 Désertines.

– Les anciens de la Résistance juive en France
ont la tristesse de faire part du décès de leur camarade

Henri BRODER,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, le 17 mars 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

– La famille,
Irus Hansma,
Et tous les amis de

Lydia DELECTORSKAYA,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 16 mars 1998.

Un office religieux sera célébré le mardi 24 mars, à 17 heures, en l'église russe des Trois-Saints-Hiérarques, 5, rue Pétel, Paris-15e.

– Mme Madeleine Chardon,
son épouse,
Annie Chardon,
Françoise Saubot,
Martine Pandelidès,
ses filles,
Ses petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Madeleine Thirion,
sa sœur,
Ses parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis CHARDON,
directeur général honoraire
de la Chambre de commerce
et d'industrie de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national
du Mérite,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 18 mars 1998.

Une messe sera dite samedi 21 mars, à 14 h 30, en l'abbatiale Sainte-Valérie, à Chambon-sur-Voueize (Creuse), avant l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

117, boulevard Exelmans,
75016 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Nicolas KARPIEL,
née Maria REGIEC.

Le service religieux sera célébré le samedi 21 mars 1998, à 10 heures, en l'église de Ruesnes (Nord).

De la part de
Casimir Karpiel,
M. et Mme Karpiel-Carlier,
M. et Mme Karpiel-Lesur,
M. et Mme Veziant-Karpiel,
Marie-Thérèse Karpiel,
ses enfants,
Et toute la famille.

140, banlieue vers Ruesnes,
59530 Le Quesnoy.

– Mme Marie-Thérèse Poisson, née Roux,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses proches,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Georges-Pierre POISSON,
président d'honneur
de la Société française d'homéopathie,

survenu le 17 mars 1998, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

Une messe sera dite le samedi 21 mars, à 11 heures, en l'église de Colmars-les-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Mme Marie-Thérèse Poisson,
66, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Remerciements

– Mlle Hélène Corre,
Ainsi que sa mère, et toute sa famille,
remercie ceux qui ont partagé sa peine par leur présence, leurs messages et pensées lors du décès de son père,

Jacques CORRE.

Anniversaires de décès

– Il y a sept ans nous a quittés brutalement

Hugo HESSE

Que son sourire et sa mémoire demeurent.

– Il y a vingt ans, le 20 mars 1978,

Georges MARGOLIN,
professeur de première supérieure
au lycée Henri-IV,

nous quittait.

Nous nous souvenons.

– Je me souviens.
Il y a deux ans ce 20 mars nous quittait

Maurice METAYER.

Il est resté dans le cœur de ceux qui l'ont aimé.

– Il y a déjà quatre ans, le 6 avril 1994,

Marie-Claude
OURY-GATELMAND,
recteur de l'académie d'Orléans-Tours,
chancelier des universités,

était victime d'un accident mortel d'autoroute.

Toujours présente dans le cœur des siens, sa disparition est ressentie avec un chagrin constant.

Ceux qui l'ont connue, estimée et aimée gardent vivant le souvenir de son ouverture d'esprit, de la force de ses convictions et du rayonnement de sa personnalité.

– Il y a huit ans, le 20 mars 1990,

Antoine PINGAUD

est mort du sida.

Nous pensons à lui, ainsi qu'à son ami

Denis CADOUX,

mort le 1er novembre 1992.

– Le 20 mars 1989 disparaissait

France POUMIRAU.

Souvent, nous pensons à elle.

« Et ce qui fleurit là, c'est mon silence. »
Rainer Maria Rilke

– Que tous ceux qui l'aimaient s'unissent à nous dans le lumineux souvenir de

Valérie QUENNESSEN,

disparue il y a neuf ans, le 19 mars 1989.

Marie, Stéphanie, Elsa-Louise,
Jean-Louis, Antoine, François.

Débats

– **« L'an 2000 et le sens du millénaire »**, avec d'éminents professeurs des sept universités d'Israël. Dimanche 22 mars, à 15 h 30, à la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

Conférences

Samedi 21 mars, à 17 heures
J.-L. Marion :
« La phénoménologie, hier, aujourd'hui, demain ».
Sorbonne, salle Liard.

Signatures

– Samedi 21 mars 1998, de 15 heures à 18 heures,

Jean RASPAIL

signera ses livres à

la « Boutique »
de l'ARTISANAT MONASTIQUE

68 *bis*, avenue Denfert-Rochereau,
75014 Paris.
Métro : Port-Royal ou Denfert-Rochereau. Bus : 38 - 91.

Colloques

– L'Association européenne des chefs d'établissement du secondaire (ESHA-France) organise, le mercredi 25 mars 1998, à La Villette, un colloque ayant pour thème **« Inappétence scolaire : dimension européenne »**. Les personnes intéressées peuvent pour tout renseignement contacter Mme Marion Benoit. Tél. : 03-21-02-21-93. Fax : 03-21-54-04-48.

– Les *Journées thématiques*, **Relier les connaissances**, conçues et animées par Edgar Morin, à l'occasion de la consultation nationale sur le thème « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? » :

Langues, civilisations, arts, cinéma, vendredi 20 mars, de 9 h 30 à 18 heures, amphi Stourdzé, 25, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris-5e. M. Fumaroli, Y. Bonnefoy, F. L'Yvonnet, G. Delannoi, E. Andréani, A. Guigue, F. Bon.

Histoire, samedi 21 mars, de 9 h 30 à 18 heures, amphi Poincaré, même adresse.
P. Ricoeur, A. Burguière, S. Gruzinski, J.-P. Rioux, F. Caron, F. Dosse, D. Borne, A. Grosser.

Cultures adolescentes, lundi 23 mars, de 9 h 30 à 18 heures, amphi Poincaré, même adresse.
D. Lepoutre, D. Pennac, S.D. Kipman, P. Meirieu, P. Mignon, N. Rouland, P. Quéau, D. Wolton.

Relier les connaissances, mardi 24 mars, de 9 h 30 à 18 heures, amphi Hermite, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, Paris-5e.
J. Ladrière, D. Lecourt, H. Meschonnic, I. Stengers, G. Berger, G. Lerbet, J.-L. Le Moigne, J. Ardoino, J. de Rosnay.

Communications diverses

ÉCOLE SPÉCIALE
D'ARCHITECTURE
en liaison avec l'Ecole Camondo
Journées portes ouvertes
vendredi 27 mars, 14 heures-18 heures,
samedi 28 mars, 10 heures-18 heures,
dimanche 29 mars, 10 heures-17 heures.
Tél. : 01-40-47-40-00
Fax : 01-43-22-81-16

Soutenances de thèse

– **Didier Epelbaum**, rédacteur en chef délégué à France 2, a soutenu une thèse d'histoire **« Les enfants de papier. L'intégration des juifs polonais immigrés en France, 1919-1939 »**, pour le doctorat de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le 13 mars 1998, à l'EHESS.

Le jury, composé de Pierre Birnbaum, professeur Paris-I ; Sylvie Anne Goldberg, directeur d'études EHESS ; Nancy Green, directeur d'études EHESS (directeur de thèse) ; Janine Ponty, professeur émérite, université de Franche-Comté ; Dominique Schnapper, directeur d'études EHESS, lui a décerné la mention très honorable avec félicitations.

– **Olivier Franza** soutiendra sa thèse de doctorat en sciences de l'université Paris-XI, intitulée **« Compensation formelle des interactions liées aux réseaux de capteurs en tomographie micro-ondes »**, dirigée par MM. les professeurs Jean-Charles Bolomey et Weng Cho Chew, le lundi 23 mars 1998, à 10 heures, dans la salle des séminaires du LSS à Supélec, plateau de Moulon, Gif-sur-Yvette (Essonne).

Spectacles

« La Grâce et le talent... »
MARLÈNE SAMOUN
chante
Trésor des musiques juives
au rythme de la modernité,
du 22 mars au 6 avril,
le dimanche à 17 heures,
en semaine, à 20 h 30,
au Tourtour, 20, rue Quincampoix,
Paris-4e.
Tél. : 01-48-87-82-48
et
le 28 mars, à 21 heures,
au Centre Rachi,
39, rue Broca, Paris-5e.
Tél. : 01-42-17-10-36.

Le gouvernement veut clarifier les aides des élus aux entreprises

Emilè Zuccarelli s'attaque à des pratiques souvent en marge de la légalité, au nom de la défense de l'emploi. Communes et départements interviendront comme les régions. Plusieurs parlementaires voudraient regrouper les projets de loi des différents ministres sur les collectivités locales

TIRANT les leçons du rapport critique publié par la Cour des comptes en novembre 1996 sur les interventions des collectivités locales en faveur des entreprises (*Le Monde* du 13 novembre 1996), le gouvernement met la dernière main à un projet de loi qui vise à la fois à simplifier le dispositif juridique et à « sécuriser » l'action des maires ou des présidents de département et de région. Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Emile Zuccarelli, qui travaille depuis plusieurs mois en coopération avec plusieurs parlementaires spécialistes du sujet, veut rajeunir un dispositif *« trop complexe et trop rigide »*, indique-t-on dans son entourage, qui remonte, pour l'essentiel, aux lois Defferre de 1982 et 1983.

Cette situation conduit les élus à intervenir à la hâte, souvent sous la pression des événements et en marge de la légalité. La jurisprudence, parfois contradictoire, n'a pas permis jusqu'à présent d'y porter remède. Les élus, indique-t-on encore dans l'entourage du ministre, sont exposés à des risques financiers et juridiques sérieux, notamment au regard du droit européen de la concurrence. Le gouvernement profitera de l'occasion pour clarifier aussi le régime des sociétés d'économie mixte (SEM), associant collectivités, établissements consulaires, partenaires privés et Etat.

UN SEUL RÉGIME DE SUBVENTIONS

Le gouvernement propose de mettre fin à la distinction parfois spécieuse entre aides directes et indirectes. Il ne devrait y avoir désormais qu'un seul régime de subventions. Les collectivités en détermineront elles-mêmes les conditions d'attribution, dans la limite d'un plafond qui pourrait être, par référence aux critères européens, de 7,5 % de l'investissement total pour les entreprises moyennes et 15 % pour les petites. Une majoration sera possible dans les zones prioritaires de la politique d'aménagement du territoire. Mais en aucun cas les aides locales ne devront être affectées à l'allègement des charges salariales ou de toute dépense d'exploitation. Des dispositifs spécifiques sont prévus pour les aides à la recherche, à l'environnement, au cinéma, ainsi que dans les quartiers urbains sensibles.

Autre innovation majeure : alors que, jusqu'à présent, la région avait un rôle pilote presque obligatoire dans l'attribution des aides, n'importe quelle collectivité pourra désormais intervenir, y compris un district ou une communauté de communes. A l'heure où de nouvelles équipes régionales se mettent en place et où Dominique Voynet veut précisément renforcer le rôle des régions, cette « banalisation » de l'instance régionale ne sera sans doute pas appréciée de la même façon par tous les dirigeants politiques.

Pour que les élus ne soient pas tentés d'engager les budgets locaux au-delà de ce qu'ils peuvent assumer, M. Zuccarelli veut fixer un plafond : le total des subventions ne pourrait dépasser 30 %, voire 40 %, des recettes de fonctionnement de la collectivité. Un recours systématique aux organismes spécialisés dans le domaine du capital-risque sera encouragé. Les conseils généraux seront autorisés à participer (à 50 % au maximum), au capital de ces organismes, faculté réservée jusqu'alors aux régions. Ces dernières garderont cependant un rôle de chef d'orchestre grâce à la création d'un observatoire de l'action économique locale, coprésidé par le président du conseil régional et le préfet. Pour répondre à un souhait de la Cour des comptes, cet observatoire fera un travail d'*« évaluation »* des politiques et définira *« une stratégie d'implantation des entreprises »*.

Quant aux SEM – dont le champ d'action est très divers, depuis l'urbanisme jusqu'à l'aquaculture en passant par les technopoles –, le gouvernement souhaite à la fois clarifier leur statut et les rendre plus efficaces. En effet, par divers artifices que le gouvernement qualifie de *« dérives »*, près de 100 % du capital est parfois détenu par une collectivité ou des organismes aux statuts divers, financés majoritairement par la collectivité en question. Au moins 20 % du capital devra être indépendant de la collectivité « centrale » de la SEM. Dans le domaine de la gestion, les anomalies constatées ont surtout touché, notamment en région parisienne, la manière dont une commune ou un département délègue à une SEM la gestion, souvent coûteuse, d'un service ou d'une opération d'aménagement urbain. Les collectivités devront *« obligatoirement »*, souhaite M. Zuccarelli, choisir entre deux modes de délégation : le mandat qui implique que la collectivité assume intégralement la charge financière des opérations réalisées pour son compte ; la concession (ou l'affermage, dans le cas d'un service) qui laisse à la societé concessionnaire le soin de se rémunérer sur les bénéfices générés par l'opération. Quant aux SEM qui interviennent dans le domaine du logement social, elles seront autorisées à recevoir des subventions d'investissement de la part des communes et des départements.

« TEXTE TROP CONTRAIGNANT »

Le projet de M. Zuccarelli va maintenant suivre le long cheminement des textes législatifs, avec des arbitrages interministériels et des consultations d'élus. La procédure pourrait être d'autant plus longue que plusieurs députés spécialistes de ces questions renâclent déjà : *« C'est un texte trop contraignant*, nous a déclaré Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne). *Il faut être plus ambitieux et plus cohérent. J'ai demandé au président du groupe PS de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, de mettre en place une commission spéciale chargée de réfléchir à un texte unique sur la décentralisation et l'aménagement, qui fusionnerait les projets que préparent chacun de leur côté Dominique Voynet, Jean-Pierre Chevènement et Emile Zuccarelli. Beaucoup de députés à droite et à gauche sont favorables à ce regroupement d'initiatives qui partent un peu dans tous les sens. Il faut une approche transversale et globale des questions de décentralisation et d'action territoriale. »*

Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne) se dit *« très proche »* de cette position : *« Ce texte n'est pas mauvais, mais il faut le rapprocher des autres. Surtout, il ne faut pas donner le droit aux communes d'intervenir si, au préalable, on ne rend pas quasi obligatoire la taxe professionnelle d'agglomération. »* Maurice Ligot (Maine-et-Loire, UDF-AD), en revanche, juge ce texte *« globalement acceptable, même s'il faut le fignoler sur plusieurs points »*.

François Grosrichard

Feu vert pour un mode de transport en site propre au Mans

LE MANS
de notre correspondant

Le Mans vient de s'engager sur la voie du transport en commun en site propre. Le conseil municipal et le conseil de communauté urbaine ont donné leur feu vert à un projet de 1,3 milliard de francs. Il s'agit de réaliser une ligne de 13,5 kilomères entre l'université du Maine, au nord de la ville, et la salle de spectacles Antarès, au sud. Cette ligne passera par le centre-ville et la gare. Une branche supplémentaire desservira les Sablons, un quartier en zone franche.

Ce tramway sur pneus ou sur rail – la municipalité choisira en fonction des réponses à son appel d'offres – entrera en service en 2005 ou 2006. Il ne remplacera pas totalement les bus, qui fonctionneront désormais au gaz et dont le réseau sera réorganisé autour de la ligne de transport en site propre.

Le Mans est une ville aussi étendue que Lyon. Elle a subi différents plans d'urbanisme sans grande cohérence. Ses artères, relativement étroites, n'offraient pas beaucoup de possibilités pour un tracé en site propre. Au grand regret de l'opposition municipale, qui s'est abstenue de voter, reprochant au maire, Robert Jarry (divers gauche), d'avoir soumis un seul projet de ligne au conseil et de ne pas avoir étudié de solutions alternatives au tramway, comme celle, par exemple, de bus confortables et silencieux circulant sur des voies réservées.

Confronté à des problèmes de circulation grandissants (des embouteillages se forment matin et soir aux dix entrées principales de la ville), Le Mans compte beaucoup sur ce futur tramway pour réconcilier ses habitants avec les transports en commun, dont la fréquentation stagne alors que les besoins de déplacement augmentent. Les élus manceaux envisagent également, avec le conseil général et les mairies concernées, d'améliorer l'offre des transports collectifs et les conditions de circulation sur la grande périphérie (25 communes) en créant une autorité des transports de l'agglomération. Celle-ci pourrait mettre en place des lignes de bus rapides et des parkings destinés à dissuader les automobilistes d'utiliser leur véhicule.

Philippe Cochereau

Un nouveau parc naturel régional dans le Nord-Pas-de-Calais

LE PARC NATUREL RÉGIONAL DE L'AVESNOIS (Nord-Pas-de-Calais) a été créé par décret ministériel du 13 mars. Ce parc de 125 000 hectares, comprenant 129 communes situées dans le département du Nord, constitue, avec le Boulonnais, un des deux grands pôles de la diversité biologique régionale. Les paysages du parc sont fortement marqués par l'activité agricole et sylvicole. Un « plan bocage » en cours permettra d'allier cette activité à la préservation des paysages.

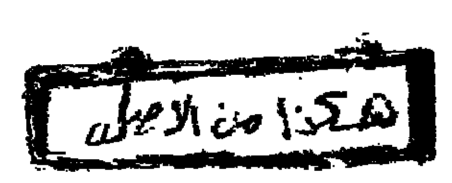
DÉPÊCHES

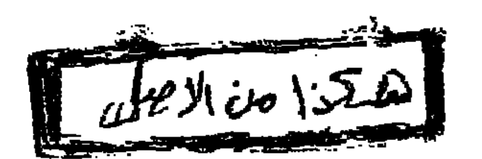
■ **EAU : 87 % des Français estiment que les eaux sales sont polluantes** pour la nature, selon le troisième « baromètre » annuel Sofres/Centre d'information sur l'eau, rendu public mardi 17 mars (sondage réalisé auprès de 2 226 personnes les 5 et 6 décembre 1997). Cette préoccupation se traduit par un résultat de 95 % de personnes interrogées en faveur de la dépollution des eaux usées avant leur rejet dans la nature. Si les industriels et les agriculteurs sont désignés (91 % et 75) comme les principaux pollueurs, trois Français sur quatre reconnaissent leur propre responsabilité.

■ **LYON : le collectif pour la gratuité de TEO**, le périphérique nord de Lyon, a saisi, mercredi 18 mars, le préfet du Rhône en lui demandant *« sursis à exécution et suspension provisoire du péage »*. Les opposants au péage urbain considèrent la délibération du conseil municipal décidant sa réouverture comme illégale, le Conseil d'Etat ne l'ayant pas au préalable autorisée.

■ **MAYOTTE : l'Union européenne et les autorités locales de** Mayotte ont décidé de consacrer plus de 3 millions d'euros (environ 20 millions de francs) à l'assainissement et au traitement des ordures ménagères sur l'île.

■ **PARIS : le maire de Paris, Jean Tiberi, a proposé**, mercredi 18 mars, d'exonérer les propriétaires de véhicules propres (électriques, à gaz) du paiement de la vignette. Cette mesure sera soumise au vote du Conseil de Paris lors de la séance sur le budget de la ville des 23 et 24 mars, où sera fixé le tarif de la vignette automobile parisienne pour 1999.





HORIZONS

ENQUÊTE

« Voici » fait amende honorable



Pour son dixième anniversaire, l'hebdomadaire qui a violé le tabou de la vie privée en France promet de s'assagir un peu. La mort de Lady Diana et le procès fait aux paparazzi l'ont transformé en accusé. Et la sévérité des juges lui coûte très cher : plus de 15 millions de francs en 1997

C'EST le journal le plus poursuivi de France. Et de loin. Son rédacteur en chef, Dominique Cellura, justifie ce phénomène en qualifiant son « *bébé* » de « *poil à gratter des stars* ». C'est un euphémisme. *Voici* est le seul journal français à bafouer de manière aussi « musclée » et répétitive la vie privée des princesses et acteurs, vedettes du petit écran et chanteurs, par un dosage piquant de confidences écrites et de photos volées au téléobjectif. C'est un journal quasi hors la loi, mais qui vend chaque semaine plus de sept cent mille exemplaires et passionne quatre millions de lecteurs – à 80 % des femmes. Ou, plutôt, c'est un hebdomadaire qui « *fait comme si la loi n'existait pas* », dit Gilles Dreyfus, l'avocat d'Isabelle Adjani et de Daniel Auteuil.

Ses victimes ? *Voici* leur a rendu « *hommage* » pour son dixième anniversaire : Stéphanie de Monaco arrive en tête avec cinquante-sept couvertures, puis sa sœur Caroline (47), Johnny Hallyday (32), Lady Di (30), Vanessa Paradis et Sarah Ferguson (13), Isabelle Adjani (10), Estelle Hallyday (9), Patrick Bruel (8) et Cindy Crawford (7). Sa ligne rédactionnelle ? Amours, grossesses, naissances, *fausses couches*, *liaisons*, ruptures. *Voici* les dévoile, les tribunaux sanctionnent. De plus en plus lourdement.

C'est dans ce cadre tendu que Dominique Cellura a publié, le 2 mars, un éditorial sous le titre « Vous avez changé, *Voici* aussi... ». Et d'évoquer, en filigrane, un virage ébauché depuis quelques semaines : *Voici* sera moins agressif. « *Pas un poil de vie privée à la "une"* », écrit-il à propos d'un numéro récent. « *Dès septembre, nous avons pris conscience que nous ne pouvions plus réaliser ce magazine comme avant.* »

Avant quoi ? Le 31 août 1997, une princesse mourait dans un accident, à Paris. Les paparazzi firent figure d'accusés, tout comme *Voici*, leur principal commanditaire en France. Le journal d'Axel Ganz a vendu 35 % de plus avec les deux numéros qui ont suivi l'accident de Lady Diana, mais son image est désastreuse. Dans un kiosque de gare, une fille lance à sa mère : « *N'achète pas* Voici, *c'est eux qui ont tué Diana !* »

Après la mort de la princesse de Galles, le groupe Prisma Presse, filiale du géant allemand de la communication Bertelsmann, a vacillé. *Voici* ne pouvait plus rester comme avant. Le journal change donc une nouvelle fois de ligne rédactionnelle – qui se souvient qu'il y avait des poèmes d'Apollinaire et de Mallarmé ou des nouvelles d'Henry James dans les premiers numéros ? – pour s'intéresser à toutes les coulisses du showbiz, et non plus aux seules chambres à coucher. En s'assagissant quelque peu, il espère séduire au passage des annonceurs, un peu affolés par la mauvaise image du journal. Le recadrage annoncé répond à un problème judiciaire, économique, commercial et, à l'arrivée, à une cruciale question d'image dont la mort de Diana n'est que le révélateur.

Plus de cent soixante-dix procès ont été intentés contre *Voici* en 1997. Soit une moyenne de trois par semaine. La quasi-totalité sont perdus par le journal, condamné à verser des dommages et intérêts. Les amendes habituelles tournent entre 50 000 francs et 100 000 francs. Au bilan, l'addition est salée. « *Les procès nous coûtent autour de 10 millions de francs par an* », dit-on dans la maison de la rue Daru. Un dépouillement des minutes pour l'année 1997, aux tribunaux de Paris et de Nanterre, qui accaparent la quasi-totalité des procès « vie privée » en France, montre que la note dépasse 15 millions de francs, sans les frais d'avocats.

Le nombre de procès s'est accéléré depuis trois ans. « *C'est lié à la médiatisation de* Voici *en tant que phénomène judiciaire* », affirment les avocats de Prisma Presse, Olivier d'Antin et Luc Brossolet. Six affaires de vie privée sont généralement examinées chaque mercredi à Paris, dont une bonne part concernent *Voici*. Le planning des audiences est complet jusqu'en juin, sans compter les fréquents référés. Entre les juges, le tandem de *Voici* et les avocats des stars se joue un étrange théâtre judiciaire, mélange de routine, de connivence, de détails croustillants, d'humour et d'indignation.

DAVANTAGE de procès, mais surtout des amendes plus élevées. Et vice-versa : « *Les montants augmentent et suscitent l'engouement des plaideurs. Des gens qui n'avaient jamais poursuivi s'y mettent* », confirment les avocats de *Voici*. Le 31 juillet 1997, en plein été, l'hebdomadaire a vécu la journée la plus chère de son abondante histoire judiciaire : huit plaintes déposées, dont sept par la famille Grimaldi, de Monaco, et, à l'arrivée, 1,5 million de francs d'amendes, dont 1,2 million pour les seuls Caroline et Ernst de Hanovre. Deux personnalités qui obtiendront également 450 000 francs le 8 octobre.

« *Vous en avez ras le bol de Caroline. Ça tombe bien, nous aussi* », écrit Dominique Cellura, le 2 mars, à ses lectrices. Sans doute pas pour les mêmes raisons, tant Caroline et son avocat Alain Toucas sont à l'origine d'une justice bien plus lourde. Parce que la princesse n'étale plus sa vie dans les gazettes et poursuit systématiquement les journaux, expliquent les juges. Johnny et Laetitia Hallyday ont également multiplié les référés en 1997, obtenant 1,3 million de francs du tribunal de Paris. Stéphanie de Monaco attaque aussi fréquemment que sa sœur, mais avec beaucoup moins de succès. « *Parce qu'elle est complaisante avec la presse* », expliquent des juges.

Cette complaisance, c'est l'argument principal des avocats de *Voici*, qui dénoncent ce qu'Albert du Roy appelle, dans un livre, « *Le Carnaval des hypocrites* » (Seuil) : des personnalités poursuivent *Voici*, mais étalent leur vie privée dans d'autres médias pour assurer la promotion d'un disque, d'un film, d'un livre ou simplement de leur personne. Pour cerner le préjudice moral subi par la personnalité – et le peser financièrement –, le juge civil en tient compte, mais il apprécie aussi l'agressivité de l'atteinte à la vie privée, notamment par l'emploi du téléobjectif.

Ce calcul est un sacré casse-tête. « *Il y a une disproportion entre le préjudice subi et le montant de l'amende*, plaident les avocats de *Voici*. *Beaucoup de personnes aimeraient gagner des milliers de francs, parce qu'elles sont photographiées en faisant du jogging au bois de Boulogne.* » La page « courrier » de *Voici* dénonce toutes les semaines le « *scandale des dommages et intérêts* » – nets d'impôts – accordés aux stars et aux princesses « *qui ont trouvé un moyen d'arrondir leurs fins de mois* ».

Le problème est qu'il n'est pas seulement question de jogging ou de romance à l'eau de rose dans *Voici*. On peut aussi y annoncer une naissance alors que la personnalité va faire une fausse couche, ou dévoiler un adultère. « *Cela nous est arrivé de le faire, mais jamais sciemment* », confie un journaliste. Les juges sont d'ailleurs divisés sur la « méchanceté » de *Voici*, ce qui fait dire à l'avocat Gilles Dreyfus : « *Le fait de se savoir épié et suivi de façon régulière est de nature à entraîner une perturbation psychologique ou psychatrique parfois plus importante que les tribunaux ne l'estiment.* »

Des juges ont invoqué un autre critère pour alourdir les amendes : la répétition d'atteintes à la vie privée d'une même personne. Cet argument, contesté par *Voici*, qui y voit « *plus une sanction qu'une réparation* », est né de la lassitude des juges : ceux-ci avaient beau condamner, *Voici* continuait. Au point que Vincent Lindon ou Caroline ont dû attaquer des dizaines de fois. « *Nos décisions sont méprisées. On en a marre d'avoir* Voici, Voici, Voici *à chaque audience* », affirme un juge parisien.

Un magistrat et un tribunal incarnent ce surcroît de sévérité : Xavier Raguin, vice-président de la première chambre civile du tribunal de Nanterre, surnommé « *le bourreau des paparazzi et de la presse* people ». Il s'en défend, d'un léger sourire : « *J'ai un texte de loi, je l'applique.* » L'article 9 du code civil – violé chaque semaine par *Voici* – est limpide : « *Chacun a droit au respect de sa vie privée.* » Mais M. Raguin précise la spécificité de *Voici* : « *Un acharnement, une volonté réitérée de porter atteinte, malgré les condamnations. Un détournement de la notoriété des artistes pour satisfaire des intérêts commerciaux.* »

Cette réputation de sévérité a fait grimper le nombre d'affaires de vie privée déposées à Nanterre : soixante-trois en 1995, cent soixante-six en 1996, deux cent quatorze en 1997. Deux cents procédures sont en cours, dont la moitié pour *Voici*... Nanterre a marqué les esprits quand l'hebdomadaire a dû changer au dernier moment une couverture et supprimer deux pages sous menace de 600 000 francs d'astreinte. Ce qui fait dire à Xavier Raguin : « *Je ne sais à quelle somme ils s'arrêteront. Nous n'y sommes pas encore. Mais nous y arriverons si* Voici *néglige tous les signaux que nous lui envoyons.* »

> « Je suis bafouée toutes les semaines parce qu'ils recommencent, mais ça me fait mal de donner autant d'argent à des personnes qui ne sont pas dans le besoin »
>
> **Une juge parisienne**

L'avertissement est clair et apparemment entendu aujourd'hui. Longtemps, les procès n'étaient que de simples épines sur l'armure de Prisma Presse. Et puis des condamnations ont grimpé à 200 000 francs ; aujourd'hui, à 400 000 francs. Demain, combien ? Didier Pourquery, éditeur de *Voici*, ne pouvait que tenter d'enrayer la spirale : « *Depuis quelques mois, devant la pression de la justice, on s'adapte, on fait attention.* »

Il n'y a pas que les amendes. En 1997, les juges ont condamné *Voici* à insérer en couverture d'une quinzaine de numéros – sur cinquante-deux – des publications judiciaires pour que « *les lectrices* » soient informées des graves entorses à la vie privée. Ajoutons à cela les déclarations de stars épinglées – Sandrine Bonnaire a déposé un jour un tas de purin devant l'entrée de l'immeuble du groupe – et les accusations sévères dans plusieurs émissions de télévision. Un avocat affirme même que *Voici* représente « *un danger pour la démocratie* ».

TOUJOURS est-il que les ventes de *Voici* sont à la baisse depuis trois ans – comme l'ensemble de la presse *people* du reste. Sa diffusion était de 804 556 exemplaires en 1995 (avec deux numéros à un million), elle devrait être de 721 000 exemplaires en 1997. Mais cette chute est compensée par la hausse des rentrées publicitaires (464 pages en 1997, contre 328 en 1995) pour un chiffre d'affaires de 240 millions de francs.

Cet hebdomadaire, qui constitue une belle réussite financière de la presse de ces dix dernières années, « *reste très rentable* », affirme Didier Pourquery, à la tête d'une petite – et jeune – équipe d'une cinquantaine de personnes. Il défend avec acharnement son « *vilain petit canard* » : « Voici *traite l'information* people *en disant la vérité, à la manière de la presse populaire anglo-saxonne. Nous sommes en dehors des plans de communication des stars. Nous possédons une équipe de vrais journalistes. C'est plus du journalisme que de recevoir des rapports par La Poste et les présenter comme des scoops. Les gens n'ont pas honte de lire* Voici. »

Multipliant les tests « vu-lu », la direction affirme rendre des comptes uniquement à ses lectrices. « *La complicité n'est plus entre le photographe et la personnalité, mais entre le photographe et le lecteur*, explique Jean-Denis Walter, responsable du service photo. *Le ton* Voici, *c'est donner une info à des gens qui n'y ont pas accès, tout en restant bon esprit.* »

Voici a cassé les codes promotionnels de la presse *people*. Mais sa ligne pose un problème de fond : les célébrités ont-elles encore droit à un espace de vie privée ? De faire le moindre pas dans la rue, d'amener leurs enfants à l'école sans être photographiées ? C'est tout le dilemme et le malaise de cette juge parisienne : « *Je suis bafouée toutes les semaines parce qu'ils recommencent, mais ça me fait mal de donner autant d'argent à des personnes qui ne sont pas dans le besoin.* »

Pour Daniel Amson, avocat de Vincent Lindon – détenteur du record de France des poursuites –, « *il faudrait mieux distinguer les vedettes qui sont complaisantes, tolérantes ou hostiles dans leurs rapports aux médias* ». Il suggérait également, dans *Le Figaro* du 1er septembre 1997, le vote d'« *un texte qui autoriserait les tribunaux à condamner les sociétés éditrices des journaux qui méconnaissent la loi sur la vie privée à verser à une œuvre d'intérêt général une indemnité d'un montant égal à celui qu'elles doivent payer aux victimes de leurs indiscrétions* ».

Le mari d'une comédienne a découvert un jour sa photo en « une » de *Voici*, illustrant un article sur sa vie privée. En déposant une plainte, il a refusé les dommages et intérêts, ne voulant pas recevoir d'« *argent sale* ». Il a demandé que *Voici* soit condamné à offrir la totalité de sa couverture à une association humanitaire.

Michel Guerrin et Alain Salles

Dessin : Eric Giriat

Dits et non-dits du pape *par Jean Kahn*

AUSCHWITZ, Maïdanek, Treblinka. Que ces syllabes soient gravées dans ton cœur. Tu les apprendras à tes enfants. Tu en parleras constamment à la maison et en voyage, en te couchant et en te levant. Cette antique adjuration, l'ancien déporté Primo Levi la répétait.

Car ces enfants que l'on chassait, nus, tremblants, effrayés vers les chambres à gaz, ce sont nos enfants. Nous, survivants, qu'avons-nous à répéter aujourd'hui, sinon que la Shoah est une tragédie juive, exclusivement juive, et qu'Auschwitz est exclusivement un lieu mort qui ne tolère aucun carmel – nous avons réussi à le faire déplacer –, aucune croix – nous n'avons pas encore réussi à la faire déplacer – ?

Aussitôt après la guerre, Mgr Angelo Roncali, nonce à Paris, visionnant une montagne de cadavres juifs d'un KZ s'écria : « *Voici le corps mystique du Christ.* » Plus tard, il devint Jean XXIII – que sa mémoire *soit bénie* –, premier pape à dénoncer l'enseignement du mépris selon lequel, depuis deux mille ans, le peuple juif est un peuple déicide.

A chaque pape son périple. Encore évêque de Cracovie, Karol Wojtila déclare en 1972 que la Shoah était un sacrifice expiatoire des juifs pour se faire pardonner la mort de Jésus, et Auschwitz, son Golgotha.

L'Eglise et Jean Paul II ont, depuis, rejeté une relation aussi singulière, aussi infondée, entre les juifs et la Croix, et dont l'effet est de blesser infiniment notre mémoire. Jean Paul II a guidé l'Eglise sur le chemin fraternel d'une connaissance du peuple juif et de sa dignité. D'une reconnaissance, aussi, de l'Etat juif d'Israël et de la contribution de la culture juive à la culture européenne. En se rendant à la synagogue de Rome, *où une présence juive est millénaire*, le pape a noué un lien indéfectible avec les communautés juives d'Europe.

Le concile Vatican II avait déjà, en 1965, rappelé « *le lien qui relie spirituellement le peuple du Nouveau Testament avec la lignée d'Abraham* ». Les juifs ne devaient être présentés ni comme réprouvés par Dieu ni maudits, « *comme si cela découlait de la Sainte Ecriture...* ». Une Eglise tourmentée voulut aller plus loin. Une déclaration sur la Shoah était annoncée dès l'automne 1987. Etions-nous des demandeurs si pressés ? Sont-ils si impatients, les enfants juifs gazés, brûlés et qui ne sont plus « christianisés » ? Il n'est *pas sûr que l'Eglise ne soit pas davantage* en situation d'attente que les juifs.

« *Ce phénomène douloureux* [l'antisémitisme], *qui est notre péché à tous, nous unit dans une même honte devant la même culpabilité (...). Nous espérons que la victime révèlera à son bourreau les raisons profondes théologiques de sa haine du juif. Lui seul peut véritablement dévoiler à nos yeux les principes fondamentaux qui, dans notre foi, sont antisémites.* » Autrement dit, le chrétien André Lacoque incite les juifs à psychanalyser leurs bourreaux.

Vaste programme. Pourquoi les juifs sont-ils morts ? Parce qu'ils ont été tués. Qui les a tués ? Qui a exécuté la solution finale, la solution totale, inexplicable, d'une cruauté qui dépasse les limites de l'univers : « *La Shoah*, écrit le professeur Pierrard, *dirigeant de l'Amitié judéo-chrétienne* (1994), s'est tramée et déroulée en terre chrétienne dans une Europe de baptisés où les nazis eux-mêmes et leurs affidés et alliés avaient été élevés dans l'enseignement chrétien... »

A chercher des liens entre le christianisme et les juifs, on peut en découvrir. Le document du 16 mars : « Souvenons-nous. Une réflexion sur la Shoah » apporte deux réponses. D'abord un mea culpa : « *Des chrétiens n'ont pas apporté, à ceux qui étaient persécutés, toute l'aide et l'assistance que l'on était en droit d'attendre d'eux...* » Pardon pour les fautes.

Les fautes de qui ? Les fautes « *de chrétiens* ». *Une réponse sommaire.* Elle fait silence sur le pape Pie XII, qui savait de l'atrocité des crimes ce que savaient les princes du monde. Sans se réfugier dans un immobilisme total, mais, dit-on, redoutant des représailles, Pie XII fut le pape du silence, alors que les enfants juifs pénétraient dans les chambres à gaz. S'il avait rompu son silence, comme nombre d'évêques et surtout nombre de justes chrétiens, qui sait si des millions de vies humaines n'auraient pas été sauvées ?

Ensuite, un refus de mea culpa. « *La Shoah*, dit la déclaration du Vatican, *a été l'œuvre d'un régime néo-païen moderne ; son antisémitisme trouve ses racines en dehors du christianisme...* » « *Un régime qui*, ajoute le pape, *a également persécuté des fidèles de l'Eglise.* » Il est malaisé, pourtant, de comparer les deux persécutions. *Mais affirmer que la* Shoah est extérieure, totalement extérieure à une Eglise qui mérite un acquittement universel, est en contradiction avec l'histoire.

Le 27 janvier 1995, les évêques allemands, à l'occasion du 50e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, ont déclaré : « *Les routes qui nous ont menés à Auschwitz ont été pavées par l'antisémitisme séculaire.* » Les croisades meurtrières, les bûchers de l'Inquisition, les expulsions, les pogroms, la circulaire de Himmler à Kaltenbrunner, en 1943, ordonnant la diffusion d'un livre sur « *les meurtres rituels juifs* », illustrent un enseignement du mépris, un antijudaïsme chrétien *pour lequel* « *le juif* » *assassin du* Christ est le maudit, réprouvé pour l'éternité.

En ce sens, la déclaration du Vatican appelle une explication. Comment nier le lien étroit, perfide qui lie l'enseignement du mépris aux persécutions antijuives, et finalement à Auschwitz ?

Jean Kahn *est président du Consistoire central israélite de France.*

Faut-il ratifier

traité d

LE débat sur les modalités de la révision constitutionnelle requise pour *ratifier le* traité d'Amsterdam a occulté la question préalable de l'opportu*nité pour la France de procéder* à cette ratification, eu égard à l'intérêt bien compris de la construc*tion européenne. A entendre* les appels de certains au référendum, on imaginerait presque que ce traité-peau de chagrin s'est mystérieusement mué en un ambitieux pacte fédéraliste. Il n'en est évidemment rien. La question de la ratification du résultat d'Amsterdam – fût-elle de pure raison – mérite d'être posée à plus d'un titre.

Les partisans de la cause européenne ont suffisamment invoqué, à très bon droit, le caractère vital pour l'Europe de la ratification du traité de Maastricht, puis du respect du calendrier et des critères de l'euro, pour ne pas reconnaître aujourd'hui que l'Eu*rope survivrait sans doute à l'en*terrement de ce traité-ci. Cela signifie que nous pouvons, pour la première fois, nous offrir un vrai débat sur les mérites propres d'un traité européen – et sur les dysfonctionnements de la construction européenne qu'il traduit – sans craindre de faire disparaître le bébé avec l'eau du bain. Ce débat est d'autant plus important qu'il ne porte plus, comme en 1992, sur les prétendus méfaits de la « bureaucratie bruxelloise », mais bien sur la capacité des Etats – seuls maîtres à bord depuis la crise de Maastricht – à continuer à donner du sens au projet européen.

Sur le contenu du traité, ses acquis limités, ses simples virtualités et ses énormes carences eu égard aux nécessités de l'élargissement comme de l'approfondissement, l'essentiel a été dit. Après la déception initiale, une bienveillante résignation et la pression des états-majors ont conduit la classe politique à considérer le verre à moitié plein plutôt qu'aux trois quarts vide. *De fait*, on peut aisément se convaincre que la construction européenne est œuvre de longue haleine, *que de* petits pas en avant sont toujours bons à engranger et, à tort ou à raison, que, *dans un domaine* aussi sensible, le rejet du traité provoquerait une crise inutile. *Encore faudrait-il qu'Amsterdam* ne cause pas à l'Europe de dommage majeur.

On passera sur maintes petites régressions dont l'objet est généralement de limiter la portée des *avancées*, pourtant modestes, consenties par ailleurs et qui ne mettent pas en péril la construction européenne. Tel n'est pas le cas, en revanche, de l'impasse quasi totale faite par le traité sur la réforme des institutions. Ici encore, responsables politiques et experts ont, au cours des dernières années, suffisamment martelé le caractère indispensable

l ratifier le traité d'Amsterdam ?

par Laurent Cohen-Tanugi

d'une telle réforme avant l'élargissement pour ne pas tirer clairement les conséquences du fiasco d'Amsterdam sur ce terrain.

Si le consensus mou de la classe politique française en faveur de la ratification s'accompagne généralement d'un rappel du préalable institutionnel posé à l'élargissement, ce rappel résonne de plus en plus comme un vœu pieu, pour au moins deux raisons. La première est que la pente naturelle en faveur d'un élargissement à institutions inchangées est infiniment plus forte que les velléités de réforme, et qu'elle se renforce inexorablement avec l'augmentation du nombre des Etats membres. L'idée d'une reprise prochaine du chantier institutionnel pour « compléter » Amsterdam paraît, en conséquence, singulièrement irréaliste, tant que la France sera, avec l'Italie et la Belgique, seule à la défendre contre la majorité des autres Etats membres, notamment l'Allemagne.

Quant à l'hypothèse d'un « veto institutionnel » à l'élargissement, elle méconnaît la force des considérations géopolitiques et des réflexes « souverainistes » qui ont toujours conduit les Etats à faire prévaloir *de facto* l'élargissement sur l'approfondissement.

Le pire est d'autant plus sûr que, par un « protocole sur les institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne » annexé au traité, les Quinze ont déjà arrêté le calendrier des prochaines réformes institutionnelles. L'article premier de ce protocole dispose qu'à la date d'entrée en vigueur du prochain élargissement de l'Union, le nombre de commissaires sera réduit à un par Etat membre *« à condition qu'à cette date la pondération des voix au sein du Conseil ait été modifiée (...) »*. Quoi qu'on pense de cette réforme de la Commission – qui n'en réduit que marginalement l'effectif tout en consacrant une certaine « nationalisation » d'une institution incarnant par excellence l'intérêt commun –, il est clair qu'elle ne verra le jour que par la grâce d'un accord (à quinze ou, plus probablement même, avec les nouveaux adhérents) sur la pondération des voix au Conseil.

L'article 2 est encore plus problématique, qui reporte à *« un an au moins avant que l'Union européenne ne compte plus de vingt Etats membres »* la convocation de la prochaine conférence intergouvernementale destinée à procéder à une réforme d'ensemble des institutions. Ainsi, en ratifiant ce protocole, la France acceptera que l'Union accueille jusqu'à cinq nouveaux membres d'Europe centrale et orientale avant même qu'une conférence intergouvernementale n'ait été convoquée pour commencer à négocier – à vingt – une réforme des institutions et des processus de décision... Si l'on se place à présent sur le terrain de l'approfondissement de l'Union, on ne peut qu'être frappé par le contraste entre le caractère profondément politique et engageant de l'aventure de l'euro, et l'absence de projet politique commun, qui se dégage de presque toutes les dispositions du traité d'Amsterdam. On mesure ici l'anachronisme de ceux qui voudraient rejouer Maastricht en provoquant un référendum sur le thème des « transferts de souveraineté », alors que la seule, mais dirimante question que pose Amsterdam consiste à se demander si ce traité minimaliste permet ou non à l'Europe d'affronter son avenir, déterminé par l'avènement de l'euro et l'élargissement vers l'Est.

Le rappel du préalable institutionnel posé à l'élargissement résonne de plus en plus comme un vœu pieu

Un grand débat public sur ce thème serait à l'évidence bienvenu, mais ne rêvons pas : une question aussi complexe ne saurait être aujourd'hui tranchée par les populations, à supposer même que les gouvernements se hasardent à la leur poser. Il revient donc au Parlement et aux militants européens de s'en charger.

Si l'on exclut un « non » européen à Amsterdam, la voie à suivre appelle une double démarche : écarter d'abord, selon une modalité juridique ou une autre, le protocole institutionnel du champ de la ratification, pour ne pas être lié par son calendrier ; déclencher ensuite, dès la tenue des élections allemandes, un processus non intergouvernemental de réflexion et de proposition sur l'avenir du projet politique européen et les conséquences qui en découlent, dans la perspective d'une union économique et monétaire relativement vaste et de l'élargissement vers l'Est.

La première étape est une condition *sine qua non* de la seconde et prolongerait la Déclaration en ce sens annexée par la France, l'Italie et la Belgique, dépourvue toutefois d'effet juridique. Par contraste avec le « non » danois à Maastricht, une réserve française sur la nouvelle fuite en avant institutionnelle décidée à Amsterdam aurait le triple avantage de porter sur un élément circonscrit et entièrement détachable du traité, d'être foncièrement « européenne », et d'adresser ainsi, sans crise majeure, un message clair aux diplomaties nationales quant au nécessaire rééquilibrage des progrès respectifs de l'élargissement et de l'approfondissement.

La voie serait alors libre pour un travail préparatoire et indépendant sur l'avenir politico-institutionnel de l'Union, dans la lignée de ceux réalisées par les comités Spaak, Dooge et Delors, d'où sont issus, respectivement, le marché commun, l'Acte unique et l'Union économique et monétaire.

Déjà nécessaire avant la Conférence intergouvernementale de 1996, une telle approche l'est d'autant plus aujourd'hui que les Quinze sont peu susceptibles de dépasser les points de rupture révélés à Amsterdam avant d'avoir tranché les conflits financiers et budgétaires liés à l'élargissement.

Ce travail de restauration du sens de l'entreprise européenne aurait un triple objet :

– clarifier les options fondamentales qui s'offrent aux Européens quant à la nature et la finalité politiques de l'Union : construction d'une nouvelle entité politique démocratique à vocation de puissance mondiale ; simple instrument de pacification, d'organisation et de modernisation du continent européen ; ou, entre les deux, l'hypothèse hybride, mais réaliste, d'un acteur économique et monétaire régional sans vocation politique ;

– expliciter les implications de ces choix en termes de répartition des compétences entre l'Union et ses Etats membres, de détermination des frontières géographiques de l'Union, d'articulation entre les différents sous-ensembles du système européen (Union élargie, UEM, « noyau dur » politique...) et de recomposition éventuelle de ces sous-ensembles ;

– recentrer le débat institutionnel sur ses enjeux essentiels, à savoir la survie du système communautaire dans une Union de plus de vingt Etats, laquelle passe notamment par l'institution d'un véritable exécutif européen et la généralisation de la majorité qualifiée au Conseil. Le renforcement de l'efficacité des institutions dans une Union élargie s'impose au demeurant même dans une redéfinition à la baisse des ambitions européennes.

Si les deux années qui viennent ne sont pas mises à profit pour mener à bien une telle entreprise, la construction européenne continuera à voir s'éroder, lentement mais sûrement, les vertus qui ont fait sa spécificité et son succès. L'Europe peut difficilement se le permettre.

Laurent Cohen-Tanugi *est avocat.*

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Forte et fragile Italie

L'ITALIE a connu les tragiques *« années de plomb »* de la décennie 70. Au début des années 90, elle a puisé en elle les ressources d'une étonnante renaissance politique et civique à laquelle l'activité courageuse – quelquefois héroïque – de certains magistrats de Palerme, de Milan et d'ailleurs ne fut pas étrangère : succès dans la lutte contre la Mafia, opération « Mani pulite » (« mains propres »). D'enfant jugé faible et réputé *sans avenir* de la *famille* européenne, elle s'est muée en un partenaire à part entière, écouté et même jalousé en raison de son infatigable énergie économique.

Or voici que, en quelques jours, deux étranges signes d'un passé que l'on croyait aboli nous arrivent de la Péninsule. Le 13 mars, le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, *Angelo Giorgianni*, suspecté de liens avec la Mafia, est révoqué. Certes, une telle netteté de *décision eût été impensable* il y a quelques années encore. Mais cet ancien magistrat passé à la politique s'est contenté de dénoncer la *« culture du soupçon »* et de s'en déclarer victime. Les Italiens s'en souviennent pourtant : la « Pieuvre » n'a prospéré chez eux, dans une impunité longtemps totale, que parce qu'elle était représentée avec constance dans les plus hautes sphères de l'Etat, parfois au centre même *des lieux qui étaient censés diri*ger la lutte contre elle.

Avec le énième rebondissement de l'affaire Adriano Sofri – le refus, mercredi 18 mars, par la cour d'appel de Milan, d'envisager une révision du procès qui a abouti à la condamnation à vingt-deux ans de prison de cet ancien militant de l'organisation *d'extrême gauche Lotta Continua* et de deux de ses compagnons –, nous nous trouvons replongés au cœur glauque des années de plomb. Aujourd'hui encore, nous ne savons pas tout – il s'en faut de beaucoup – de la genèse, des commanditaires ou des exécutants des attentats-massacres qui ont ravagé l'Italie à partir de *1969. Le rouge et le brun, le terro*risme militant et les menées de factions dévoyées des services se*crets ou d'éléments* manipulés de l'extérieur, la peur panique du communisme, ou simplement de la gauche, et la haine de la démocratie : tout cela s'est plus d'une fois mélangé, avec les résultats que l'on a vus.

Nous ne savons pas comment est mort le cheminot anarchiste Pinelli, tombé du quatrième *étage de la préfecture de police* de Milan, où se trouvait le bureau du commissaire de police Luigi Calabresi, le 15 décembre 1969. Savons-nous par qui a été assassiné, le 12 mai 1972, le commissaire Calabresi ? En réalité, nous ne le savons pas. La chose doit être bien difficile à établir puisque sept procès ont été nécessaires, entre 1990 et 1997, avant la condamnation définitive de Sofri, Bompressi et Pietrostefani, à la suite du témoignage d'un *« repenti »*. Innocents ou non, Sofri et ses amis n'ont-ils *pas droit à une clarté judiciaire* qui a jusqu'ici fait défaut ? Ils la réclament.

L'Italie qui la leur refuse ne ressemble en rien à celle qui a su briser le mortel carcan des années de plomb. Est-il excessif de s'en inquiéter ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général :
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Des jeunes soldats mal nourris

NOUS AVONS reçu de nombreuses doléances relatives à la façon dont sont nourris les jeunes soldats. Ces plaintes émanent de familles appartenant à des catégories sociales très différentes. Elles soulignent l'insuffisance de l'alimentation dans des garnisons, des centres d'instruction, des camps éloignés les uns des autres, situés en France, en Allemagne ou en Autriche occupées.

On se rend facilement compte que la ration alimentaire journalière, à peine suffisante pour des adultes se consacrant à des travaux peu fatigants, est nettement insuffisante pour des jeunes gens de vingt ans, soumis dans la plupart des cas à un entraînement physique très poussé et à la vie en plein air. Encore faut-il admettre que les chefs de corps veillent non seulement à ce que tous les éléments de la ration soient exactement perçus, sans détournement ni coulage, qu'ils soient utilisés au mieux, et que la mauvaise qualité de l'alimentation et de la cuisine n'aggrave pas l'insuffisance de l'ordinaire.

La direction du service de santé au ministère de la guerre, émue des doléances qui lui sont parvenues, a fait des enquêtes dont il résulte que ni la courbe de morbidité ni la courbe de poids ne semblent accuser un fléchissement de l'état sanitaire des jeunes soldats. Cette constatation signifie peut-être que les familles s'ingénient à suppléer à l'insuffisance de la ration allouée à leurs enfants par l'envoi de colis nombreux. Mais cette solution, même en admettant que les plus favorisés partagent avec les autres, est une mauvaise solution.

F. Bonnet-Roy
(20 mars 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Tony Blair, Gerhard Schröder, Lionel Jospin, fractures multiples

Suite de la première page

Le programme du SPD, qui s'inspire d'une *« politique combinant les impératifs de l'offre et de la demande »*, est surtout marqué par un engagement clair à ne pas accroître l'endettement de l'Etat. Extrêmement flou sur ses intentions, le nouveau SPD se contente de dire qu'il *« corrigera »* certaines lois sociales adoptées par la majorité conservatrice/libérale au pouvoir au cours des dernières quatre années. Une phrase résume bien l'inspiration philosophique de ce programme : *« Nous voulons qu'à l'avenir aussi les meilleures voitures soient construites en Allemagne. »*

Quant à Tony Blair, tout son effort consiste à réformer le *welfare state* britannique. Le budget présenté le 18 mars est dominé par les baisses d'impôts sur les sociétés (voir *Le Monde* du 19 mars). Héritier critique de Margaret Thatcher, dont il cherche à corriger certains excès, le premier ministre britannique, en bientôt un an de pouvoir, n'est pas revenu sur les privatisations ni sur la rigueur budgétaire. Il estime, comme ses prédécesseurs du parti Tory, que la prospérité du pays passe par les incitations à la responsabilité individuelle, la création d'entreprises, la libération systématique des forces vives de la nation. Le patronat britannique ne s'y est pas trompé, et il a globalement salué les mesures contenues dans le budget.

Le SPD allemand choisit, lui aussi, une ligne qui diffère peu de celle des conservateurs au pouvoir. Toutes les interprétations sont possibles à la lecture de son programme, sauf sur des points comme le contrôle de l'immigration, où le SPD allemand adopte des positions restrictives qui diffèrent peu de celles de la CDU. Comme l'écrit la *Süddeutsche Zeitung : « le SPD ne défend plus de sentences anticapitalistes, de formules doctes sur l'environnement ou de visions universelles »*. Rien, dans son programme, qui rappelle les emplois-jeunes ou les 35 heures de Lionel Jospin (il est vrai que celles-ci sont déjà largement appliquées dans le pays, sans grand effet sur le niveau de l'emploi).

NI DE DROITE NI DE GAUCHE

Dès lors qu'il est analysé d'un point de vue anglo-saxon, Gerhard Schröder n'a rien à voir avec Tony Blair. *Considéré comme un cousin* germain des socialistes français par les observateurs britanniques ou américains, il défend une vision dirigiste et interventionniste de l'économie. C'est ce qu'on a pu constater lorsque le ministre-président de Basse-Saxe, en janvier, a préféré que son Land prenne une majorité des parts d'une grosse société sidérurgique de sa région, Preussag Stahl, plutôt que de la voir passer sous contrôle autrichien.

Le principal problème de Gerhard Schröder, c'est qu'Helmut Kohl lui-même incarne une forme de social-démocratie, à mille lieux du modèle capitaliste anglo-saxon dont on s'inspire en Grande-Bretagne, que le pouvoir soit Tory ou bien Labour. Helmut Kohl a toujours tenu à dire qu'il *« refusait catégoriquement de transporter le modèle américain aux conditions qui existent en Allemagne (...). Nous avons une tout autre conception de la responsabilité sociale »* (propos tenus en 1996).

Pour s'imposer face à un Helmut Kohl très centriste et finalement très social, le nouveau leader du SPD doit donc s'efforcer d'incarner une forme de modernité qui ne soit ni de droite ni de gauche. Dans le même temps, il doit rassurer les Allemands et promettre la restauration d'un modèle allemand menacé par la mondialisation. D'où la promesse faite par Gerhard Schröder d'organiser, s'il est élu, un « pacte pour l'emploi » sur le modèle de celui qui fut imaginé, puis enterré, par Helmut Kohl en janvier 1996.

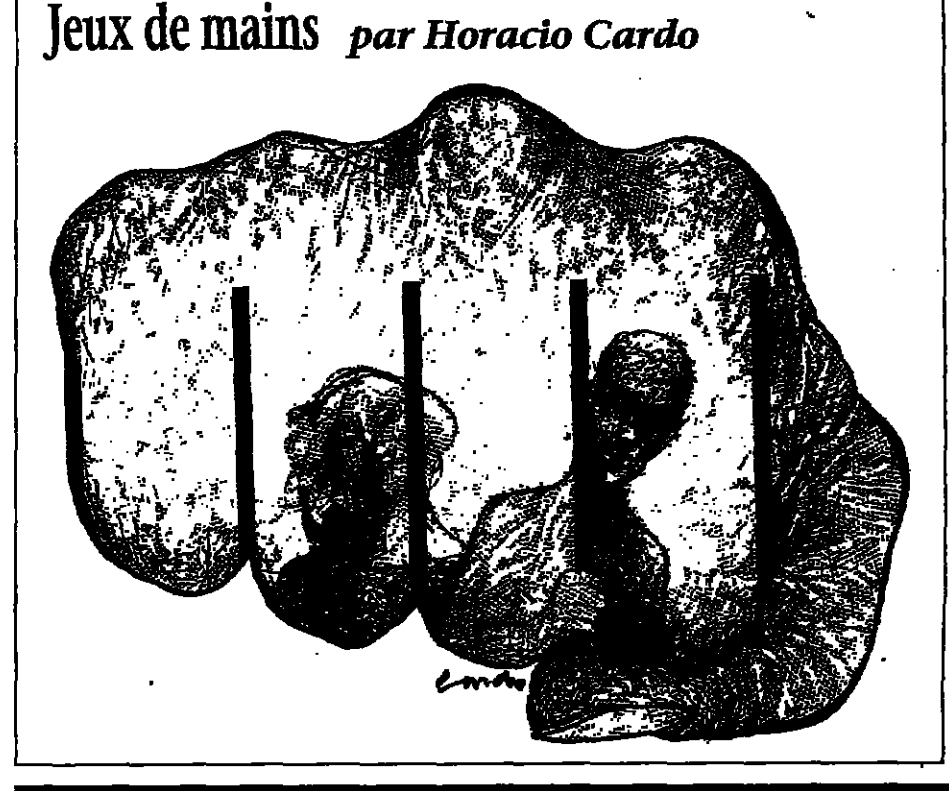
Dans ses discours, Gerhard Schröder dénonce sans cesse l'apparition, en Allemagne, d'un modèle d'économie à l'américaine, un « capitalisme de casino » qui se traduit par des licenciements massifs, des OPA inamicales, et un accroissement des inégalités. Mais dans son effort pour restaurer un « modèle allemand », le nouveau leader du SPD ne cherche pas à se rapprocher de ses amis français. Au contraire : il affiche volontiers des tendances eurosceptiques, se méfie de la France et regarde volontiers vers des horizons britanniques, américains, ou néerlandais.

Le paradoxe le plus révélateur, c'est qu'au milieu d'un paysage politique européen aussi confus les socialistes français trouvent leurs meilleurs alliés auprès de leurs compatriotes gaullistes. Lorsqu'ils défendent les intérêts de la France à l'étranger, le président Chirac et le premier ministre Lionel Jospin sont souvent très proches l'un de l'autre, plus proches en tout cas que de leurs partenaires idéologiques européens.

A Londres, le 12 mars dernier, Jacques Chirac et Lionel Jospin argumentaient exactement de la même façon pour marquer leur hostilité au dernier projet de traité de libre-échange proposé par la Commission européenne. L'un et l'autre défendent une même idée, très française, de la prééminence du politique sur l'économique et, lorsqu'ils parlent de « modèle économique européen », ils pensent à la défense d'un modèle français. Une référence tout aussi menacée que l'est aujourd'hui le « modèle allemand » et que l'était hier, avant Margaret Thatcher, l'Etat-providence britannique.

Lucas Delattre

Jeux de mains *par Horacio Cardo*



Défaite morale

Suite de la première page

Contre toutes leurs déclarations antérieures, contre toute raison, contre toute prudence, les dirigeants de la droite sont désormais tentés d'ouvrir au Front national la porte de la « grande opposition » qui, ne cessent de proclamer MM. Le Pen et Mégret, ne peut se former sans eux. La petite porte, dira-t-on : qu'est-ce que quelques présidences de conseils *régionaux*, acquises à *bulletins* secrets et sans accord formel avec l'extrême droite ? L'opprobre en sera vite effacé, puisque personne ne s'intéresse, hors les périodes d'élections, au fonctionnement de ces assemblées qui sont les mal connues de la République et dont le champ d'intervention est, au demeurant, consensuel : les lycées, les transports, la formation. L'important n'est-il pas d'être élu, à charge pour le président, protégé *désormais par le « 49-3 régional »*, d'agir au mieux des intérêts de tous ?

Chacun voit bien, pourtant, que l'enjeu est tout autre. Pour Jean-Marie Le Pen et, plus encore, pour Bruno Mégret, qui voit sa stratégie triompher, l'acceptation par la droite du concours des élus d'extrême droite pour la désignation des présidents de région vaut effacement de la « diabolisation » qui mettait le FN hors jeu de la démocratie. En aucun cas, la situation ne peut être assimilée à celle – déjà inacceptable – de *1986, précisément parce que* du temps a passé depuis, pendant lequel le Front national a confirmé *tous les motifs qui justifient* que près des trois quarts des Français voient en lui un danger pour la démocratie comme pour la devise républicaine.

L'illusion au nom de laquelle *certains responsables de la droite* avaient pu considérer comme acceptable, en 1986, de s'entendre dans les régions avec des « cousins » susceptibles de revenir dans le droit chemin, ne peut plus tromper personne aujourd'hui. Le Front national n'est pas un parti *transitoire*, ayant vocation à s'intégrer au sein de la droite en y négociant sa place, mais une formation solide, qui entend peser sur la recomposition de l'opposition en y inscrivant son programme et ses méthodes, sa sinistre idéologie.

Preuve en est que la solution hypocrite, dénoncée sans ambiguïté par Philippe Séguin et imaginée aujourd'hui par certains dirigeants de la droite, leur a été imposée par le Front national et *par les alliés qu'il a tactiquement* réussi à susciter dans les rangs du RPR et de l'UDF. Si ces derniers *devaient avoir gain de cause, ce* serait accepter de faire ou de laisser faire ce à quoi ils se refusaient jusqu'à maintenant avec hauteur. A la défaite électorale des élections législatives de 1997, ils ajouteraient une défaite morale. C'est-à-dire un pas de plus vers le discrédit politique qui les ronge et qui est largement à l'origine de l'incrustation du Front national dans le paysage français.

La mesure en est donnée par le *revirement d'Alain Juppé* : secrétaire général, puis président du RPR, il avait revendiqué avec *constance la paternité d'une stra*tégie fondée sur l'idée simple que le FN ne cherche pas à renforcer la droite, mais à la dominer, autrement dit à la tuer. Le même, aujourd'hui, justifie, dans le secret des conclaves gaullistes, la tentative de conserver la présidence de l'Aquitaine – que le RPR rangeait encore mardi parmi les régions perdues par la droite –, tentative qui ne peut aboutir qu'avec les voix du Front national.

UN TOURNANT STRATÉGIQUE

C'est bien un tournant stratégique qui menace, dans l'affolement, les dirigeants de la droite dite libérale ou centriste, sous la pression de leurs élus. Or les uns et les autres n'ont même pas l'excuse de faire, en l'occurrence, la politique de leurs électeurs : tous les sondages montrent que l'électorat de l'opposition républicaine est massivement hostile à des accords avec l'extrême droite, que l'évêque de Nîmes, Mgr Jean Cadillac, qualifie tout bonnement, à l'adresse de Jacques Blanc, de *« prostitution »*. Ce n'est pas à leurs électeurs qu'ils obéissent, mais à leurs intérêts immédiats et à ceux des petites cohortes de clients qui gravitent autour de leurs bureaux et de leurs crédits.

Le parti de l'alliance, comme on pouvait le redouter, sort de l'ombre à l'occasion de ces élections régionales. De peur de le voir se constituer en provoquant la cassure de leurs maisons respectives, des dirigeants de la droite préféreraient lui céder. Céder un peu aujourd'hui pour préserver beaucoup demain : la bé*vue a fait ses preuves dans* l'histoire.

RÉHABILITER OU COMPROMETTRE

Au demeurant, on ne peut faire une chose et son contraire : *« réhabiliter »* la droite, comme le proclamait lucidement Philippe Séguin au soir du 15 mars, et la compromettre avec l'extrême droite, comme il lui est demandé de l'accepter aujourd'hui. Ou bien l'opposition n'a d'avenir que dans la reconquête de et sur ses propres valeurs, ou bien elle choisit de les altérer, de les pervertir, *en accueillant celles du* Front national.

Face à cet abandon, face au silence de Jacques Chirac, *synonyme* une nouvelle fois d'impuissance, un seul devoir s'impose à la gauche. Les électeurs, loin de plébisciter la rénovation jospinienne, lui ont néanmoins accordé un crédit mesuré. La seule manière de ne pas le dilapider est d'en tirer la conclusion que la réforme de la vie politique est en France à l'ordre du jour, comme elle le fut il y a peu en Italie. C'est d'une nouvelle République qu'il faut aujourd'hui faire accoucher le paysage dévasté de la vie publique en France, comme à chaque fois que les démons de la névrose ethnique, communautaire et populiste ont menacé la démocratie.

Comme du boulangisme, de l'antidreyfusisme, des ligues et de la collaboration, la République doit sortir par le haut : par la refondation du pacte sur lequel elle repose.

J.-M. C.

RECTIFICATIFS

L'EGLISE CATHOLIQUE ET LA SHOAH

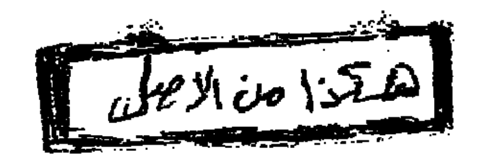
Le titre de l'article que nous avons publié sur l'Eglise catholique et la Shoah dans nos éditions du 17 mars – « Le Vatican reconnaît la responsabilité de l'Eglise dans la Shoah » – était erroné. De plus, il allait au-delà des informations alors disponibles, dans la mesure où la traduction intégrale du document du Vatican, intitulé « Souvenons-nous : une réflexion sur la Shoah », ne fut en notre possession qu'après la parution de nos éditions du 17 mars. Comme nous l'expliquions le lendemain, en publiant le texte intégral du *document du Vatican, celui-ci assure* qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre l'antijudaïsme historique des chrétiens et l'antisémitisme des nazis. Il dit, néanmoins, que l'Eglise exprime, à ce propos, *« sa profonde douleur devant la défaillance de ses fils et de ses filles de tout âge »*.

CONSEILS RÉGIONAUX

Nous avons écrit (*Le Monde* du 27 février) que trois régions – la Haute-Normandie en 1995, l'Ile-de-France en 1997 et Rhône-Alpes en 1998 – avaient été, faute de majorité, dans l'impossibilité de faire voter leur budget. C'est exact. En revanche, seules les deux premières ont dû s'en remettre au préfet de son exécution. La région Rhône-Alpes n'y a pas été contrainte. En effet, le code des collectivités locales fixe au 31 mars la date limite d'adoption des budgets régionaux, et ce délai était déjà allongé jusqu'au 15 avril pour l'année de renouvellement des conseils. Au terme de la nouvelle loi sur le fonctionnement des conseils régionaux, promulguée le 7 mars, ce délai est encore allongé. Le futur exécutif régional de Rhône-Alpes pourra présenter un nouveau budget dans les dix jours suivant la date du 30 avril.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Contrairement à ce qu'affirmait un titre malencontreux (*Le Monde* du 13 mars), la Société générale n'est pas la banque française la plus rentable, que ce soit par le chiffre absolu de son bénéfice ou par la rentabilité de ses fonds propres.



FINANCE Le groupe AXA a réalisé en 1997 *un bénéfice* net de 7,9 milliards de francs. Un an et demi après l'annonce de la fusion avec l'UAP, le nouvel ensemble a déjà atteint ses premiers objectifs de rentabilité en affichant un retour sur fonds propres de 11,2 %. ● AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES de 364,6 milliards de francs en 1997, AXA-UAP est le numéro deux mondial de l'assurance derrière Nippon Life, et le premier pour la gestion *d'actifs (3 020 milliards de francs).* ● LA FUSION entre les deux maisons semble sur le plan de ses résultats économiques être un succès. Même si ce que les deux présidents *(Claude Bébéar et Jacques Friedmann)* qualifiaient de *« mariage d'égaux »* en novembre 1996 laisse aujourd'hui un goût plutôt amer à bon nombre de salariés de l'UAP... ● *LE RAPPROCHEMENT* sur le terrain sera effectif le 1er avril.

AXA commence à récolter les fruits de la prise de contrôle de l'UAP

Le numéro deux mondial de l'assurance a dégagé en 1997 un résultat net de 7,9 milliards de francs. Le rapprochement entre les deux groupes sera achevé le 1er avril. Mais la marque AXA flotte déjà seule sur les tours de la Défense à Paris

LES DIRIGEANTS d'AXA ne cachaient pas leur satisfaction, jeudi 19 mars, lors de *l'annonce* des résultats pour 1997, les premiers véritables du nouvel ensemble AXA-UAP. Le groupe dirigé par Claude Bébéar a réalisé en 1997 un bénéfice net confortable de 7,9 milliards de francs. Un an et demi après l'annonce de la fusion entre AXA et l'UAP, *créant*, avec un chiffre d'affaires de 364,6 milliards de francs, le numéro deux mondial de l'assurance derrière Nippon Life, et le premier pour la gestion d'actifs (3 020 *milliards* de francs), le groupe a déjà atteint son premier objectif de rentabilité. Le retour sur fonds propres atteint 11,2 %, contre 10,2 % en 1996 pour AXA – les capitaux *propres consolidés se situaient* à 78,7 milliards de francs fin 1997. Le groupe réaffirme et rend plus crédible son objectif d'un rendement sur fonds propres de 15 % à moyen terme.

Ce résultat est assez proche du résultat courant, explique Gérard de la Martinière, l'un des directeurs généraux d'AXA. Les éléments exceptionnels s'annulent. *Les éléments* positifs, de 2,2 milliards de francs, dont 540 millions de plus-value réalisée sur la cession de la Banque Bruxelles Lambert par la Royale Belge, *et 588 millions sur la vente* de la filiale immobilière de la filiale américaine Equitable, doivent être mis en regard avec des éléments négatifs de 2,6 milliards, dont 1,1 milliard dû au nettoyage du portefeuille immobilier d'Equitable.

Le groupe a aussi bénéficié de l'évolution très positive des marchés financiers. Les plus-values latentes nettes (revenant aux actionnaires) ont plus que doublé, bondissant de 12,5 milliards fin 1996 à 28 milliards fin *1997*, les plus-values réalisées, surtout sur les actions, se situant à 3,8 milliards de francs.

La France, qui représente 29 % du chiffre d'affaires du groupe, a fait *plus que doubler sa contribution* aux résultats, souligne avec satisfaction Claude Tendil, le PDG des sociétés d'assurances en France. Les pertes d'UAP-vie se sont réduites à 115 millions de francs contre 513 millions en 1996. Pour autant, cette filiale reste un des points noirs du groupe. L'activité vie de l'UAP avait nécessité des provisions de 1,67 milliard en 1996, renforcées de 1,2 milliard en 1997. La Commission de contrôle des assurances avait exigé des ajustements. AXA a dû procéder à une augmentation de capital de 233 millions à la fin de 1997 pour refinancer UAP-vie, qui a obtenu par ailleurs un prêt de 4,5 milliards de francs de la Banque Worms. Au total, le manque de fonds propres d'UAP-vie au regard des exigences réglementaires se situe à plusieurs milliards. Des ajustements complémentaires seront peut-être encore nécessaires en 1998.

La guerre des tarifs a repris

La guerre tarifaire fait rage sur l'assurance de particuliers et d'entreprises. AXA, premier assureur dommages français, affirme qu'il ne participera jamais à une offensive commerciale de baisse des prix. Pourtant, l'assaut est rondement mené du côté des mutualistes et de certains *étrangers, dont Allianz,* expliquent plusieurs assureurs. *« La naissance de deux majors du secteur* [AXA-UAP et Allianz-AGF] *ne va pas forcément simplifier le problème »,* confie le président d'un assureur français. De fait, cette baisse des prix entraîne un tassement du chiffre d'affaires en assurance-dommages en 1997, qui se confirme en 1998.

L'amélioration de la sinistralité en *assurance-dommages* et la bonne tenue des marchés financiers facilitent ce mouvement. En assurance-vie, les premiers mois de 1998 sont difficiles. Le chiffre d'affaires a baissé de 20 % à 30 % sur les deux premiers mois de l'année, après une fin d'année 1997 *« exceptionnelle ».* Aujourd'hui, c'est l'attentisme.

FUSION ACHEVÉE DANS LES FAITS

L'une des raisons de la faible rentabilité des sociétés vie de l'UAP tient au fait que le portefeuille des *sociétés d'assurances en France* est pénalisé par les actifs dits stratégiques portés par ces sociétés (10 milliards de francs), dont le rendement est faible. L'objectif d'AXA est de faire remonter en trois ou quatre ans ces titres à la holding de tête. *« L'UAP-vie servait de réceptacle aux participations du groupe, ses fonds propres étaient insuffisants pour couvrir ses titres de participations »,* résume un proche du dossier. L'activité dommages en France a de son côté contribué à hauteur de 1,2 milliard de francs aux résultats du groupe.

La fusion sur le terrain entre AXA *et l'UAP sera effective le 1er avril,* mais est achevée dans les faits. *« La marque AXA flotte déjà sur les tours de la Défense »,* fait remarquer Claude Tendil. Le rapprochement concerne au premier chef les 26 000 salariés des sociétés d'assurance en France. *« Le calendrier de la fusion se tient au jour près »,* souligne M. Tendil, qui ajoute que la fusion n'a pas pesé sur l'activité.

Pour AXA, le pari est tenu. Claude *Bébéar affichait, il y a quinze ans,* l'ambition de devenir le numéro un mondial de l'assurance, il y est parvenu. Cet industriel de l'assurance a bâti son empire en rachetant les unes après les autres les sociétés mal en point. En France, d'abord avec la reprise de Drouot en 1982, de La Providence en 1986, de la Compagnie du Midi en 1989, au terme d'une bataille sans précédent. Puis à l'étranger avec le rachat de l'américain *Equitable* en 1992, *puis* l'Asie et National Mutual en Australie en août 1996. Aucune de ces opérations n'était gagnée d'avance, encore moins le rachat de l'UAP.

Mais la fusion entre les deux maisons, compliquée à mettre en œuvre, semble être, sur le plan de ses résultats économiques, un succès. Même si ce que les deux présidents (Claude Bébéar et Jacques Friedmann) qualifiaient de *« mariage d'égaux »* lors de l'annonce du rapprochement le 12 novembre 1996 laisse aujourd'hui un goût plutôt amer à bon nombre de salariés de l'UAP. L'assureur qui a été pendant de longues années le *« numéro un oblige »* n'aura tout simplement plus d'existence commerciale propre le 1er avril ! Seules les enseignes UAP des 1 500 agences d'assurances vont subsister, mais seront peu à peu remplacées par celles d'AXA.

Claude Bébéar, en mettant la *main pour 37 milliards de francs* sur l'UAP, seulement deux ans et demi après sa privatisation, a brisé un tabou, l'UAP étant considérée comme une forteresse et un pilier de l'économie française. Il a bousculé le monde des affaires, et précipité la restructuration du secteur français de l'assurance. La bataille récente autour des AGF et finalement leur reprise par l'allemand Allianz sont une conséquence directe du rapprochement entre AXA et l'UAP. Le numéro un français et Allianz sont engagés dans une compétition acharnée pour occuper la première place en Europe et dans le monde.

Pascale Santi

Un profit proche de 8 milliards de francs

● **Résultat net consolidé** part du groupe : 7,9 milliards de francs.
● **Résultat brut** consolidé total (avant impôts et intérêts minoritaires) : 21 milliards de francs.
● **Rendement** des fonds propres : 11,2 %.
● **Dividende net** par action : *9 francs.*
● **Contribution des différentes activités** au résultat : 3,9 milliards de francs pour l'assurance-vie ; 2,4 pour l'assurance-dommages ; 0,813 pour la réassurance ; 2,4 pour les services financiers, dont 1,7 milliard aux Etats-Unis ; – 1,6 *pour les holdings.*

Les syndicats du CIC sont mobilisés, mais prudents sur le rachat du groupe

LES SYNDICATS du CIC jouent la prudence. Forts des résultats d'un « référendum » organisé auprès des 21 000 salariés du groupe les invitant *« à rejeter les candidatures perçues comme un danger par le groupe »,* ils auraient pu élever la voix publiquement contre les acheteurs potentiels du CIC les plus souvent mis à l'index par les salariés : la BNP et la Société générale. Ils ont toutefois refusé de le faire, l'intersyndicale se limitant à indiquer qu'elle adressait *« une mise en garde solennelle aux pouvoirs publics sur les risques qu'ils prendraient à retenir une solution massivement rejetée par le personnel ».* Elle tient les résultats du sondage à la disposition du ministre, sans les rendre publics, et se déclare satisfaite de ce qu'elle appelle un *« tour de chauffe »,* qui a remobilisé tous les salariés.

Les salariés s'inquiètent *surtout* des risques de recoupement de clientèles. Selon les syndicats, qui s'appuient sur le rapport d'un expert, le problème se pose surtout pour *les candidatures* de la BNP et de la Société générale. Les représentants des salariés n'ont toutefois pas brandi haut et fort cet argument, car la consultation a montré que tous les projets sont sujets à critiques : certains commerciaux du CIC n'ont pas oublié la concurrence féroce du Crédit mutuel, d'autres salariés s'interrogent sur l'organisation proposée par le CCF.

Les syndicats ne souhaitent pas non plus que leur consultation soulève une polémique, dangereuse à deux titres. Pour l'unité de l'intersyndicale tout d'abord, dont les membres n'étaient pas tous favorables à la consultation. La polémique pourrait également venir des candidats à *la reprise et se déplacer* sur le terrain juridique : le référendum a été organisé dans la précipitation et les projets présentés aux représentants des salariés par les cinq candidats n'ont pu être suffisamment détaillés à tout le personnel.

Parallèlement, la Commission de privatisation, présidée par Pierre Laurent, président de secteur honoraire au conseil d'Etat, continue à examiner les différentes offres. Par *souci de déontologie,* deux de ses membres s'abstiennent de siéger lors des débats : il s'agit de deux anciens dirigeants de banques aujourd'hui candidates, Daniel Deguen, président honoraire du CCF, et Daniel Hua, directeur général honoraire de la Société générale. L'avis de la Commission n'est pas attendu avant la semaine prochaine.

Sophie Fay

Alcatel Alsthom rectifie à nouveau son périmètre d'activités

PAS À PAS, Serge Tchuruk continue de recentrer Alcatel Alsthom sur les télécommunications, secteur en très forte croissance. En décembre, il avait annoncé la mise en Bourse de GEC-Alsthom, spécialiste des centrales électriques et du matériel ferroviaire. Les deux actionnaires, Alcatel et le britannique General Electric Company (GEC), réduiront chacun leur participation de 50 % à 24 % à cette occasion. Ce projet devrait se concrétiser d'ici à juin.

Une deuxième opération se déroulera parallèlement, a révélé le groupe, jeudi 19 mars. Cegelec (ingéniérie et systèmes), filiale à 100 % d'Alcatel, sera cédée à GEC-Alsthom pour un montant non précisé. Cette société (25 milliards de francs de chiffre d'affaires) réalise des installations dans l'énergie, l'industrie et les transports, marchés qui sont aussi ceux de GEC-Alsthom. L'émancipation de ces deux sociétés rendra Alcatel moins lourd à gérer, avec des effectifs de 110 000 personnes au lieu de 160 000 aujourd'hui.

SECTEUR EN TRANSFORMATION

Les secteurs d'activité de Cegelec ont une rentabilité médiocre : la branche ingéniérie et systèmes a rapporté 400 millions de francs en 1997 (contre une perte de 200 millions en 1996), alors qu'Alcatel a annoncé, jeudi, un résultat net part du groupe de 4,7 milliards, légèrement supérieur aux chiffres provisoires (*Le Monde* du 30 janvier), pour un chiffre d'affaires de 185,9 milliards. Une performance due au redressement des télécommunications, qui ont gagné plus de 3 milliards après avoir perdu près de 1 milliard en 1996.

Dans ce domaine, le groupe n'aura pas de trop des recettes de la mise en Bourse de GEC Alsthom et de la cession de Cegelec. Les télécommunications sont en pleine transformation. Il faut donc innover ou acquérir les technologies en pointe. Alcatel a tenu à démontrer, mercredi, qu'il possède cette capacité. Au salon CeBIT d'Hanovre, le groupe a présenté un central téléphonique, le 1000 BBX, qui pourra transmettre 1 milliard d'informations binaires par seconde (une minute suffirait pour acheminer la totalité du fonds de la Bibliothèque Nationale), soit 1 000 fois plus que des centraux classiques.

Avec ce type d'équipement, Alcatel s'estime bien placé pour bénéficier du déploiement chez les opérateurs, au tournant du siècle, de réseaux capables d'acheminer de très grands débits d'informations. *« Il s'agit de pouvoir prendre en compte l'énorme croissance à venir du trafic lié à Internet, avec ce que cela veut dire comme temps de connexion plus longs, de transferts de données plus importants, dont, de plus en plus, d'images animées »*, indique Etienne Fouques, coprésident de l'activité commutation d'Alcatel. Le 1 000 BBX sera commercialisé en 1999.

Une étude de Salomon Smith Barney conclut que le groupe peut espérer réaliser *« beaucoup d'argent »* à la faveur de cette évolution, dans la mesure où il dispose d'une *« énorme base installée »* de centraux téléphoniques – la première au monde. Mais, *« pour ne pas se trouver en situation de désavantage compétitif »*, les fabricants d'équipements de télécommunications devront aussi proposer des produits capables d'assurer une continuité entre services fixes et mobiles, souligne cette étude.

A Hanovre, Alcatel a démontré qu'il est prêt pour cette échéance avec différents produits et services. *« Il s'agit par exemple de permettre à un utilisateur de GSM de disposer d'un seul numéro de téléphone, de faire acheminer par le réseau fixe et non via le réseau mobile comme aujourd'hui, ses appels lorsqu'il se trouve à son domicile, d'avoir une seule messagerie électronique »*, explique M. Fouques.

Philippe Le Cœur et Anne-Marie Rocco



La baisse des prix du brut inquiète sérieusement les pays producteurs et les petites compagnies

L'hypothèse d'un accord au sein de l'OPEP n'est plus écartée

Malgré un léger sursaut le 18 mars, les cours du pétrole sont tombés à des niveaux qui commencent à préoccuper les acteurs du secteur. Aux Etats-Unis, les indépendants ont prévenu les autorités qu'ils pourraient prochainement fermer certains puits. Les grandes compagnies se montrent moins pessimistes et n'envisagent pas pour l'instant de revoir leurs programmes. Elles prédisent un ressaisissement des cours.

LES COURS du pétrole se sont repris mercredi 18 mars, portés par l'espoir qu'une réunion prochaine de l'ensemble des onze membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) pourra se tenir et aboutir à un accord susceptible d'enrayer la chute des cours du brut. Au départ, l'évocation d'une possible réunion du cartel en Arabie saoudite à la fin de la semaine a stoppé la tendance baissière. Un démenti saoudien publié plus tard dans la journée n'a pas conduit à une nouvelle chute. Car le Venezuela, principal reponsable du dépassement de la production au sein de l'organisation, annonçait un éventuel assouplissement de sa position.

Le ministre de l'énergie, Erwin Arrieta, a évoqué la possibilité de se rendre à Vienne le 30 mars pour discuter d'une baisse de la production si d'autres pays, principalement l'Arabie saoudite, acceptent d'en prendre leur part. Caracas souhaite toujours associer à cette mesure l'ensemble des producteurs hors OPEP. Dans ce contexte, le brent, qualité de référence de la mer du Nord, clôturait à 12,03 dollars mercredi, sur le marché londonien, après être tombé à un plus bas de 11,18 dollars.

Malgré ce rebond, les prix du pétrole restent à leurs plus bas depuis *dix ans, soit novembre 1988. En* termes réels, ils évoluent même depuis plusieurs semaines sous leur niveau de 1986, époque du contre-choc pétrolier. *Au summum* de la crise, les cours du panier de référence de l'OPEP étaient tombés à 8,8 dollars, ce qui correspond en valeur de 1998, *selon le CGES, Centre* for Global Energy Studies, à un niveau de 13,2 dollars...

Cette dégradation inquiète les pays producteurs, *dont les revenus* proviennent essentiellement de l'huile. Elle commence aussi à donner du souci aux compagnies pétrolières, principalement les petites, ayant une activité aux Etats-Unis. Le 17 mars, l'IPAMS (Independant Petroleum Association of the Mountrains States) a alerté les autorités par la voix de son directeur exécutif, Karyn Grass, qui a indiqué que *« les prix du pétrole vont poser des problèmes à long terme »*. Pour ce responsable, cité par l'agence Bloomberg, *« les producteurs vont maintenant commencer à fermer leurs puits les moins rentables, ce qui pourrait conduire à perdre 20 % de la production totale du pays »*. Les indépendants envisagent également de revoir leur budget d'exploration et de production. Dans cet esprit, la compagnie Ranger Oil a annoncé une réduction de 18 % de son programme d'investissement cette année.

Au plus bas depuis dix ans

COURS DU BARIL DE PÉTROLE BRUT QUALITÉ BRENT, EN DOLLARS

Les cours du pétrole sont passés sous les 12 dollars mardi 17 mars, avant de se ressaisir le lendemain.

UN CERTAIN OPTIMISME

Du côté des grandes compagnies, le sentiment est différent. Un responsable de Shell UK indiquait en début de semaine que la baisse des cours n'avait pas pour l'instant d'impact sur les activités. *« Nous n'avons pas remis en question nos projets d'investissements »* affirmait-il, indiquant que son groupe était armé pour résister aux fluctuations de prix. Cette tendance se retouve chez Total où son président, Thierry Desmarest, affiche même un certain optimisme. Selon lui, le prix du baril de brut devrait repasser au-dessus de 15 dollars à la fin de 1998, mais le calendrier est difficile à prévoir car il dépend d'une décision des producteurs de réduire leur production de pétrole. *« Plus les prix baissent, plus la remontée sera rapide. A un certain stade, le fait que la chute soit importante est de nature à accélérer une réaction des producteurs et à pousser l'OPEP à dépasser ses divisions internes »*, a précisé M. Desmarest le 18 mars. Il n'est donc pas question pour la compagnie pétrolière de revoir sa politique d'investissement. Tous ses projets sont calculés pour avoir une *« bonne rentabilité à 15 dollars »*, ce qui veut dire que le point mort se trouve quelques point en dessous.

En revanche, cette crise accélère les mesures de restucturation. Ainsi, le pétrolier russe Yukos a annoncé, mercredi, des mesures d'économie sévères, qu'il vient de renforcer en raison de la chute de prix. Ces mesures sont destinées à préparer la fusion des deux firmes Yukos et Sibneft dans une nouvelle entité, Yuksi, qui deviendra la première compagnie pétrolière du pays avec 22 % de la production nationale. Il n'est pour l'instant pas question de réduire la production. Le président de Yukos, Mikhail Khodorkovski, a estimé que cette crise, conjuguée à celle de l'Asie, constituait un véritable danger pour l'économie russe et allait faire perdre au pays *« des milliards de dollars »*. Une analyse partagée par les autorités. Elles ont cependant fait savoir qu'elles ne réduiraient pas les taxes sur les ventes de pétrole comme le souhaitent les compagnies.

Dominique Gallois

L'essence plombée par les taxes

« *Franchement, je ne trouve pas très sérieux que le rapporteur général du budget à l'Assemblée se plaigne du niveau élevé des prix de l'essence. C'est le Parlement qui vote les taxes.* » Mercredi 18 mars, le président de Total, Thierry Desmarest, a retourné aux pouvoirs publics la responsabilité de l'absence d'impact de la baisse des cours sur les prix à la pompe. La semaine dernière, dans une lettre ouverte, le rapporteur du budget, Didier Migaud (PS), estimait que « *si la baisse des cours avait été répercutée intégralement, les prix à la pompe auraient dû être inférieurs, en janvier, de 20 à 40 centimes selon les carburants* ». Les pétroliers ont alors rappelé qu'en moyenne 80 % du prix du litre de carburant est composé de taxes. L'impact d'une baisse des cours du brut est donc minime. Selon le ministère de l'industrie, le super sans plomb 95 a baissé de 11 centimes. Il aurait baissé de 21 centimes sans l'augmentation de 10 centimes de la fiscalité pétrolière de janvier.

Microsoft veut aider la France à adopter les technologies de l'information

LE FABRICANT américain de logiciels Microsoft devait annoncer, jeudi 19 mars, le lancement en France d'un programme, baptisé « Compétences 2000 », avec lequel il affirme vouloir *« accélérer l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le grand public, l'éducation et les entreprises »*. Avec cette initiative, à laquelle il consacrera... *« 30 millions de francs »*, le groupe entend *« former au moins 10 000 personnes en trois ans »*.

Cinq sous-programmes ont été élaborés, visant des publics différents. Il s'agit d'abord d'accompagner l'équipement des établissements de l'éducation nationale en initiant 2 000 « formateurs » *d'ici à l'an 2000, dans les 30 académies* (dont 1 000 disposant d'emplois-jeunes). Un concours national du meilleur site internet créé par des enseignants sera par ailleurs organisé.

Des formations complémentaires seront aussi proposées à 4 000 étudiants des filières informatiques (BTS, IUT, écoles d'ingénieurs). Il s'agit d'un prolongement d'actions engagées par le groupe depuis 1997 sur quelques établissements pilotes (à l'IUT informatique de Nice par exemple).

Microsoft va également mettre en place des cycles de mise à niveau pour 2 000 demandeurs d'emploi, tout en se proposant de compléter la formation, voire de reconvertir aux technologies du jour, 600 ingénieurs informaticiens chaque année, sur trois ans.

Cette initiative intervient alors que le numéro un mondial du logiciel fait l'objet d'accusations de pratiques commerciales déloyales. Le ministère de la justice américaine, par exemple, lui reproche d'abuser de sa position dominante dans les logiciels d'exploitation pour les ordinateurs personnels – ses produits équipent plus de 80 % de ces machines – pour étouffer ses concurrents.

Il n'est pas sûr que le programme Compétences 2000 contribuera à atténuer ses soupçons sur la volonté d'hégémonie du groupe. Quand Microsoft déclare vouloir favoriser l'adoption des nouvelles technologies en France à travers les programmes précédents, c'est exclusivement aux siennes qu'il pense. Il reviendra à ses concurrents de développer des initiatives similaires – ou de mieux les médiatiser si elles existent – s'ils veulent démontrer que le futur *technologique n'a pas qu'une couleur.*

Philippe Le Cœur

Les résultats de France Télécom respectent le plan de marche de M. Bon

LES CHIFFRES peuvent être trompeurs. En 1997, le résultat net de France Télécom n'a progressé que de 2,75 %, à 14,9 milliards de francs. Et la hausse du chiffre d'affaires (+ 3,56 %, à 156,7 milliards de francs) n'est guère plus spectaculaire. Pourtant ces données recouvrent la profonde mutation opérée depuis deux ans.

Michel Bon, le président de France Télécom, s'en est félicité. Selon lui, le groupe bouge mieux et plus vite que ne l'avaient pronostiqué les observateurs. En revoyant, en 1996, sa politique tarifaire dans la téléphonie fixe (le prix des communications nationales a été réduit de 50 % en deux ans), France Télécom a réussi à stimuler la consommation. L'accroissement du trafic de 6,6 % n'a pas suffi à compenser la baisse des prix. Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe (qui représente encore 64 % du total), a donc reculé de 2,2 %, à 100 milliards de francs.

L'exercice 1997 marque également les premiers succès dans les nouveaux métiers du groupe. Internet et la téléphonie mobile ont conquis le grand public. Et dans des proportions inattendues. Le nombre d'abonnés à un service de téléphonie mobile a été multiplié par 2,5 en France. Et Itineris, la filiale spécialisée de France Télécom, a largement profité de cet engouement en recrutant 1,7 million de nouveaux abonnés, soit la moitié du marché français.

Revers de la médaille : les subventions versées aux nouveaux abonnés étant passées directement en charge dans les comptes, Itineris est resté déficitaire. *Mais il devrait atteindre* l'équilibre cette année. Dans les services Internet, Wanadoo, avec 170 000 abonnés auxquels vont s'ajouter ceux de Microsoft et d'Oléane (qui vient de passer dans le giron de France Télécom), a conforté sa place de leader en France avec 22 % du marché. Quant à Transpac qui achemine les données, ses capacités ont été multipliées par deux en un an.

Si l'opérateur français a démontré sa capacité à mener la danse dans les nouvelles technologies, il a également fait preuve de son dynamisme en dehors de ses frontières. Son ambition est de devenir un acteur de premier plan en Europe. La progression à l'international explique la majeur partie de la hausse du chiffre d'affaires. Mais elle a pesé sur les résultats. Ainsi, le consortium Global One (regroupant France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint) a fait perdre 1,3 milliard de francs au groupe français. Nullement découragé, Michel Bon a réaffirmé ses ambitions à l'étranger. Mais cette stratégie nécessitant de lourds investissements, elle doit être menée en partenariat avec Deutsche Telekom.

Michel Bon a précisé que le renforcement de l'alliance est toujours d'actualité et que des groupes de travail ont identifié les domaines où les deux groupes peuvent coopérer. Cette réflexion pourrait déboucher, au second semestre, sur un échange de participations croisées, même si l'envolée de l'action France Télécom (+95 % depuis son introduction en octobre 1997) a modifié le rapport de force entre les deux groupes. Un argument que Michel Bon a balayé en affirmant qu'une alliance destinée à affronter le XXI[e] siècle ne doit pas tenir compte des dernières évolutions boursières. Ce mouvement de hausse réjouit au moins l'Etat actionnaire. Il a demandé la hausse du dividende à 6,50 francs et pourrait céder en Bourse une nouvelle fraction du capital en septembre. L'année 1998 devrait confirmer les tendances de 1997. Le redressement de l'étranger et de la téléphonie mobile devrait compenser le déclin de la téléphonie fixe. Conséquence, le résultat net de France Télécom pourrait, selon Michel Bon, être voisin de celui des deux années précédentes.

Enguérand Renault

Un nouveau conseil d'administration

Les actionnaires de France Télécom sont convoqués en assemblée générale le 26 mai. A cette occasion, leur sera soumise la nouvelle composition du conseil d'administration induite par la mise en Bourse. L'Etat y sera majoritaire avec onze représentants (sur vingt et un). Les administrateurs-salariés conserveront leurs sept postes. Michel Bon, le président de l'opérateur, disposera d'un siège. Tout comme les actionnaires salariés. C'est François Grappotte, le président de Legrand, qui siégeait jusqu'à présent au sein du conseil au titre de personnalité qualifiée, qui sera proposé comme représentant des actionnaires privés. Aucun poste n'est pour le moment prévu pour un représentant de Deutsche Telekom, si jamais un échange de participations devait intervenir entre les deux groupes. En revanche, un poste de « censeur » sera créé pour que siège au conseil un représentant des usagers du téléphone.

Les syndicats du Printemps portent plainte au pénal pour marchandage

L'ONDE de choc a atteint le Printemps, mais devrait se propager rapidement aux autres grands magasins parisiens. Son origine ? Une plainte contre X... déposée au pénal fin 1997 par M[e] Michel Jouet, l'avocat du comité d'entreprise (CE), pour délit de marchandage. Selon lui, si sa plainte aboutit, un des pans du système social sur lequel reposent les grands magasins pourrait s'écrouler.

Dans ce type de commerce, une grande partie des salariés ne sont pas directement employés par l'enseigne du lieu, mais par la marque qu'ils vendent. Longtemps marginale, cette pratique est désormais monnaie courante, puisqu'elle concerne 70 % des 4 000 personnes travaillant aux Galeries Lafayette et environ 60 % de celles travaillant au Printemps. Conséquence : les effectifs gérés directement par les grands magasins et bénéficiant des avantages de la profesion diminuent au profit de salariés isolés qui voient très rarement leur employeur.

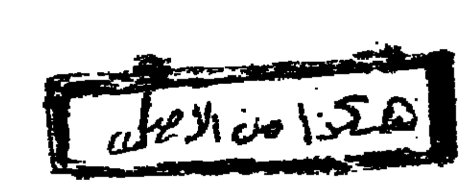
Décidant de mettre fin à cette situation qui accroît la précarité, le comité d'entreprise a porté plainte contre X... pour non-respect de l'article 43 de la convention collective des grands magasins. Celui-ci indique que les salariés des distributeurs doivent bénéficier de conditions de travail *« équivalentes »* et que les sociétés de démonstration doivent verser une cotisation au comité d'entreprise. Surtout, le CE dénonce une nouvelle organisation du travail qui va imposer aux salariés de ces distributeurs de recevoir les encaissements pour n'importe quel produit vendu au Printemps, et non plus seulement pour les produits de la marque qui les emploie. Selon M. Jouet, l'ensemble de ce système peut être qualifié de *« marchandage »*. L'article L 125-1 du code du travail est formel : *« Toute opération à but lucratif de fourniture de main-d'œuvre qui a pour effet de causer un préjudice au salarié qu'elle concerne ou d'éluder l'application des dispositions de la loi, de règlement ou de convention ou accord collectif de travail, ou marchandage, est interdite. »*

SOCIÉTÉS-ÉCRANS

Déjà suffisamment grave, l'affaire a pris une nouvelle ampleur quand les syndicats se sont rendu compte, fin 1997, à l'occasion du transfert du stand de Sony à la Fnac voisine – qui appartient aussi au groupe Pinault-Printemps-Redoute –, que les démonstrateurs n'étaient pas employés par le groupe japonais, mais par une société prestataire de services, PB Imex. Après enquête syndicale, il apparaît que plusieurs dizaines de démonstrateurs ne travaillent pas pour Sony, Moulinex, Rowenta, Thomson..., mais pour PB Imex, le cabinet Bessière (convention collective de la métallurgie), Quartz (convention collective de la publicité), Artial, Soprodem... des *« agences »* dont la spécialité officielle est de fournir aux distributeurs des démonstrateurs lors d'opérations promotionnelles (soldes, semaine du blanc, fêtes de Noël...) qui ne doivent pas excéder quelques jours. Pourtant, des démonstrateurs du Printemps connaissent ce régime depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, la direction du Printemps cherche à régulariser cette situation. *« Nous avons découvert cette situation en même temps que les syndicats. Sur 2 100 démonstrateurs, nous savons désormais qu'une trentaine sont employés par des sociétés-écrans. Nous poussons les fournisseurs à mettre fin à cette pratique »*, a expliqué au *Monde* Per Kaufmann, président du conseil de surveillance du Printemps. Ordre a en effet été donné de mettre fin à cette situation dès la fin de ce mois. Mais nul ne sait ce que vont devenir les salariés concernés. Ce qui confirme l'opacité et la précarité de leur situation, dénoncée par les syndicats.

Frédéric Lemaître



Norsys utilise une méthode de recrutement originale, sans sélection

L'entreprise veut se donner le temps de juger

« ICI, LA VALEUR AJOUTÉE, c'est le respect de l'homme avant tout », assure Sylvain Breuzard, le dirigeant de Norsys, une entreprise spécialisée dans la prestation de services informatiques et implantée à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille. A trente-huit ans, le patron de cette société créée voilà quatre ans avec deux associés est plus que jamais persuadé qu'*« il faut mettre l'économie au service de l'homme et non l'inverse »*. Membre actif du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), il a choisi de privilégier une méthode de recrutement peu traditionnelle, tournée en priorité vers les jeunes. A Norsys, la moyenne d'âge des nouveaux embauchés se situe autour de vingt-trois ans.

REPORTAGE

« Il faut mettre l'économie au service de l'homme et non l'inverse »

« Contrairement aux méthodes classiques, notre démarche consiste à ne juger personne d'emblée », explique M. Breuzard. Pas question d'avoir recours à des cabinets de recrutement, de décortiquer longuement les CV, d'éliminer d'office les moins performants ou les profils atypiques. *« Le diplôme ne traduit qu'une capacité d'assimilation. Il ne dit rien des valeurs ou de la motivation »*, souligne le dirigeant. Pas question non plus de convoquer plusieurs candidats en même temps, puis de les départager à coups de tests graphologiques ou psychologiques. *« Nous avons un besoin, nous prenons un rendez-vous avec un homme »*, explique-t-il, convaincu que *« la priorité lors d'un entretien n'est pas de mettre des gens dans des cases mais de donner une chance à toute personne qui le souhaite »*.

Pour ce faire, Sylvain Breuzard puise simplement dans la pile de candidatures spontanées que lui adressent régulièrement de jeunes informaticiens. Ceux-ci sont pour la plupart diplômés de l'université puisque c'est avec ce type de formation qu'il a choisi de développer des contacts. *« Parmi les candidatures dont je dispose, je prends simplement la plus ancienne. »*

L'objectif de la rencontre qui suivra est d'informer au maximum le jeune postulant au sujet de l'entreprise. Dans un deuxième temps, le candidat est invité à aller discuter au sein de l'entreprise avec les plus anciens. *« Au final, c'est à lui de faire son choix, de décider s'il a envie de rester. »* Cela passe d'abord par l'obtention d'un premier poste sous la forme d'un contrat à durée déterminée (CDD) de six mois. *« C'est le temps nécessaire pour se juger mutuellement, pour vivre des événements ensemble et corriger les problèmes que l'on peut rencontrer. »* Dans la quasi-totalité des cas, cela débouchera sur une embauche définitive.

Si la démarche est atypique, elle n'en est pas moins efficace, selon ce chef d'entreprise qui met en avant un taux d'échec particulièrement faible. Sur les 40 informaticiens embauchés de cette manière ces trois dernières années, un seulement a quitté l'entreprise à l'issue des deux premiers mois. Aujourd'hui, Norsys compte quelque 65 salariés, dont la moyenne d'âge s'élève à vingt-huit ans.

Nadia Lemaire

En dix ans, la Chase Manhattan est redevenue la première banque américaine

Management. Le plus grand établissement financier des Etats-Unis veut poursuivre une stratégie de réduction des coûts qui lui a réussi et annonce 4 500 suppressions d'emplois

FRAPPÉES par la crise des pays en voie de développement puis par celle de l'immobilier, la Chemical Bank, Manufacturers Hanover et la Chase Manhattan Bank faisaient grise mine en 1990. Les rumeurs allaient alors bon train à New York, pariant sur une fusion entre la Chemical et Manufacturers. En juillet 1991, les deux banques affaiblies annonçaient leur rapprochement. Ensemble, avec l'appui d'une politique monétaire très favorable pour tout le secteur bancaire américain, elles ont rapidement retrouvé de leur superbe. Quatre ans plus tard, la nouvelle Chemical, présidée par Walter Shipley, pouvait voler au secours de la Chase Manhattan, dont le président Thomas Labrecque était pressé par ses actionnaires de prendre un tournant stratégique. En août 1995, les deux banques annonçaient leur fusion.

Depuis, les deux hommes n'ont pas eu à le regretter. La nouvelle Chase Manhattan a ravi à la Citibank sa première place au classement des banques américaines et s'est hissée au quatrième rang mondial par le montant de ses fonds propres. Elle a dégagé en 1997 un résultat net de 3,71 milliards de dollars (22,6 milliards de francs), en hausse de 51 %, et un rendement sur fonds propres de 19,5 %, à faire palir d'envie les actionnaires de la plupart des groupes français et largement salué par la Bourse. Pour en arriver là, les trois banques et leurs salariés ont toutefois dû surmonter deux des plus grandes fusions de l'histoire bancaire américaine, faisant preuve d'une capacité d'adaptation à toute épreuve. *« C'est comme si, en France, la BNP, le CCF et la Société générale s'étaient rapprochées »*, explique au *Monde* M. Shipley, qui dirige la nouvelle Chase avec une conviction : pour réussir aujourd'hui, il faut soit exceller dans une niche, *« comme Lazard »*, soit être très grand. *« La position du milieu est très difficile »*, affirme-t-il, ne regrettant rien des anciennes Chemical, Manufacturers Hanover ou Chase, qui seraient aujourd'hui dans cette position médiane.

Il a fallu prendre des mesures énergiques et recommencer avec la Chase les figures imposées auxquelles avait déjà donné lieu la fusion entre Chemical et Manufacturers Hanover. Choisir un seul nom, tout d'abord, pour n'avoir qu'une marque à gérer : celui de la Chase Manhattan, fondée par David Rockefeller, le magnat du pétrole, aussi célèbre dans l'Amérique profonde qu'hors de ses frontières, a fait l'unanimité. Puis supprimer 12 000 postes, sur 75 000, avant de rationaliser le double réseau d'agences en fermant près de la moitié des guichets.

L'opération aurait pu être douloureuse, et elle avait, à l'époque, inquiété le maire de New York. Mais elle a été menée avec une rapidité et une fluidité difficiles à imaginer en Europe. *« Entre le moment où nous avons annoncé la fusion et le moment où elle a été effectivement mise en œuvre, en mars 1996, le jeu des départs naturels avait déjà permis d'atteindre un tiers de l'objectif*, dédramatise M. Shipley. *Nous avons proposé à d'autres salariés de partir en préretraite. Nous n'avons donc eu à supprimer effectivement que 30 % à 40 % des 12 000 emplois. »*

« GÉNÉREUSEMENT INDEMNISÉS »

Les derniers salariés concernés ont été *« généreusement indemnisés »* au regard des normes américaines, explique la banque, à raison d'une indemnité correspondant à trois semaines de salaire par année d'ancienneté dans la banque et d'un soutien en formation et recherche d'un autre emploi.

Pour les questions informatiques et technologiques, la Chemical a bénéficié du savoir-faire lié à sa première fusion : *« Il y a dans ce domaine une courbe d'expérience*, estime M. Shipley. *Lors de la fusion entre Chemical et Manufacturers Hanover, nous avions mis plus d'un an pour réussir le rapprochement des réseaux d'agences. Lors de la seconde fusion, trois mois ont suffi. »* Aujourd'hui, les résultats sont là : *« En rapprochant les trois banques, nous avons pu éliminer des frais de structure qui représentent une économie de 2,5 milliards de dollars par an ! »*, explique M. Shipley. Mais la Chase ne s'en contente pas : la banque vient d'annoncer un nouveau plan de suppression de 4 500 emplois, soit 6 % de ses effectifs, qui lui permettra d'améliorer encore de 460 millions de dollars sa structure de coûts.

Ce dernier plan doit lui permettre de réorganiser ses services administratifs et de dégager les économies nécessaires pour les réinvestir dans des métiers qui génèrent davantage de revenus – comme la distribution de prêts hypothécaires, la gestion d'actifs ou le conseil en fusions et acquisitions… – et recréer ainsi des emplois. *Une fusion, pour réussir*, doit non seulement permettre de réduire les coûts, mais également de dégager suffisamment de marge de manœuvre pour se redéployer.

Jusqu'à présent, cela a plutôt bien réussi à la Chase, comme le souligne une étude de Robert Albertson, analyste de Goldman Sachs. Dans plus de vingt métiers, des produits dérivés aux cartes de crédit, la Chase et la Chemical étaient, il est vrai, complémentaires. Dans la banque de détail, le nouvel établissement (numéro un en crédit automobile, troisième émetteur de cartes de crédit et distributeur de crédits hypothécaires) a su profiter de la révolution marketing opérée par les banques américaines, qui misent sur la qualité de la relation avec le client plutôt que sur les produits. Le nouveau slogan de la Chase est devenu : *« The relationship company »*.

Mais c'est surtout dans le domaine de la banque dite de gros, qui s'adresse aux entreprises et grands investisseurs, que le rapprochement a permis de faire un bond en avant. *« La nouvelle Chase se trouve en très bonne position dans ces métiers financiers en forte croissance. Elle a une taille que personne n'approche »*, souligne l'étude de Goldman Sachs. Au point que la banque a absorbé sans difficultés une perte de 160 millions de dollars sur les marchés de produits dérivés au plus fort de la crise asiatique. Sur l'ensemble de 1997, cette perte a été ramenée à 78 millions de dollars et s'est fondue dans le bénéfice net de 2,47 milliards de dollars, en hausse de 11 %, dégagé par la banque dans ces activités avec les grandes entreprises.

Pour poursuivre son développement dans ce secteur, comme le permet désormais la législation américaine, la Chase a toutefois une lourde décision à prendre. Grande banque commerciale, elle peut soit continuer à développer seule ses activités de banque d'investissement, ce qu'elle a commencé à faire, soit décider de faire l'acquisition d'une banque spécialisée, comme Merrill Lynch, DLJ, la filiale d'AXA, ou Lehman Brothers. Cela lui donnerait une place qu'elle n'a pas encore sur les marchés américains d'actions ou d'obligations.

La presse américaine affirme que M. Shipley a approché les dirigeants de Merrill Lynch, le plus gros réseau de conseillers financiers aux Etats-Unis. Ce qu'il ne dément pas. Mais, pour l'heure, compte tenu de la santé florissante des maisons de titres et de leur prix, il hésite, à quelques années de son départ en retraite, à faire un pas supplémentaire et dangereux dans la croissance externe.

Sophie Fay

Hachette Filipacchi Médias veut accroître sa rentabilité

La filiale presse du groupe Lagardère va devoir faire des économies et freiner ses investissements. Parmi les priorités de 1998 : la réorganisation de la presse du Sud – « Nice-Matin » et « La Provence » – et le développement de « Fémina Hebdo »

HACHETTE Filipacchi Médias réduit la voilure. Le groupe a consacré plus de 200 millions de francs en 1997 à des investissements : 106 millions de francs pour les lancements de *Quo, Top Famille* et *Fémina Hebdo*, 62 millions pour la fusion du *Provençal* et du *Méridional* et 45 millions pour la presse magazine internationale.

La filiale de Lagardère donne aujourd'hui la priorité à la consolidation de ses activités et surtout à l'amélioration de sa rentabilité. C'est l'objectif majeur que s'est fixé le PDG, Gérald de Roquemaurel, mercredi 18 mars, en présentant les premiers résultats du groupe issu de la fusion d'Hachette Filipacchi Presse et de Filipacchi Médias, qui a eu lieu en juin 1997.

Le chiffre d'affaires est en hausse de 11 % à 12,365 milliards de francs, grâce notamment à la hausse du dollar. Cette progression affecte principalement la presse magazine internationale. L'activité en France étant *« proche du niveau de 1996 (hors lancement) »*, selon un communiqué de l'entreprise. La presse magazine internationale est le principal secteur d'activité du groupe, représentant 41 % de son chiffre d'affaires, devant la presse magazine française, 39 %. Le résultat net est en hausse de 5 %, à 457,2 millions de francs.

Mais le résultat d'exploitation affiche un recul de 2,9 %, à 772 millions de francs. Gérald de Roquemaurel s'est fixé comme objectif d'*« augmenter de 50 % la rentabilité »*. Le résultat d'exploitation doit dépasser le milliard de francs en 1999. Cette amélioration de la rentabilité doit être obtenue par *« de meilleurs résultats au niveau des ventes et des recettes publicitaires »*, *« en limitant le programme d'investissement »* et par des mesures d'économie, dont une bonne partie sont *« naturellement induites par la fusion des deux groupes »*.

Le plan d'économies doit permettre de dégager 200 millions de francs en 1999. L'ensemble des secteurs d'activité du groupe devrait être concerné par cette amélioration de la rentabilité, y compris l'imprimerie et la presse régionale, traditionnellement moins rentables.

INTÉRÊT POUR LA COMAREG

En 1998, Hachette compte donner *la priorité à l'acquisition de Nice-Matin*, et à la réorganisation de la presse du Sud, qui sera le *« grand chantier de 1998 »*. Hachette devrait atteindre un chiffre d'affaires en presse régionale de 1,5 milliard de francs et une diffusion de 500 000 exemplaires, au bord de la Méditerranée. M. de Roquemaurel a rendu hommage au PDG de *Nice-Matin*, Gérard Bavastro, décédé dans la nuit du 14 au 15 mars, et salué *« son courage impressionnant dans les dernières semaines »*. Sur l'augmentation de sa participation à *Midi Libre*, de 3 à 8 %, il a précisé : *« Nous ne sommes pas à* Midi Libre *pour acheter le* Midi libre », en expliquant qu'il répondait à la demande du PDG du quotidien, Claude Bujon.

L'autre priorité du groupe en France est l'élargissement de son supplément *Fémina Hebdo*, qui est aujourd'hui diffusé à 1,5 million d'exemplaires. Ce chiffre ne comprend pas des journaux proches du groupe comme *Nice-Matin* ou *Midi Libre*. L'arrivée de nouvelles rotatives dans les imprimeries italiennes et espagnoles devrait permettre de tirer *Fémina Hebdo*. Hachette a enfin mis en place un travail de réflexion sur son titre-phare : *Télé 7 jours*, dont la diffusion et l'audience sont arrivées à saturation depuis quelques années.

En dehors de l'Hexagone, Hachette poursuit les projets initiés en 1997 : lancement de *Première* au Japon, de *Paris-Match* en Russie (après le lancement en Espagne, cette semaine), *Red* (magazine féminin lancé en Grande-Bretagne avec Emap). Le groupe met ainsi un terme à la politique de lancement d'un titre par mois dans le monde qu'il suivait depuis quelques années. La *crise en Asie, qui était l'une des* principales zones de développement des magazines, oblige le groupe à revoir sa politique. Elle a cependant un avantage pour Gérald de Roquemaurel : *« Elle devrait freiner l'ardeur des papetiers. »* Si une première vague d'augmentation de 8 % du prix du papier a eu lieu en début d'année, selon M. de Roquemaurel, on ne devrait pas atteindre en 1998 la hausse prévue par les papetiers de 15 %.

Gérald de Roquemaurel a indiqué *qu'il n'était pas intéressé par* la presse professionnelle ou économique d'Havas. Il serait prêt par contre à reprendre les journaux gratuits de la Comareg, filiale d'Havas, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, si ceux-ci étaient à vendre. Après avoir cédé plusieurs titres en 1997 (*Vital, Femme, Tennis magazine*, etc.), Hachette semble en avoir terminé. Il a cependant confirmé que la vente de Skyrock *« devrait se faire dans les trois mois »*.

Alain Salles

Les magazines d'Hachette Filipacchi Medias

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1997 en millions de francs

TÉLÉVISION – *Télé 7 jours, TV Hebdo* : 1 445

PRESSE FÉMININE – *Femina Hebdo, Parents, Elle, Jeune et Jolie* : 917

JEUNESSE ET VIDÉO JEUNES – *OK Podium, Super Picsou Géant, Picsou Magazine, Le Journal de Mickey* : 497

LOISIRS – *Télé 7 jeux, Première, Quo* : 475

SPORT – *Action Auto-Moto - Onze mondial - Week-end* : 165

ACTUALITÉ ET GRAND PUBLIC – *Paris-Match, Journal du dimanche, France-Dimanche, Ici Paris*

Liste non exhaustive des magazines — Source : Hachette Filipacchi Medias

Le chiffre d'affaires 1997 HFM est de 12,3 milliards de francs. La presse magazine aux Etats-Unis représente 3,5 milliards ; en France, 4,9 ; en Espagne, 664 millions ; en Asie-Pacifique, 450. La presse régionale représente 890 millions de francs ; les activités de régie publicitaire, 1,5 milliard ; l'imprimerie, 1 milliard, et la diversification, 600 millions.

Les reporters d'images de France 2 maintiennent leur grève

FACE au conflit qui couve à la rédaction de France 2, Albert du Roy, directeur général adjoint, chargé de la rédaction, pratique la négociation et parfois se montre ferme. Alors que les journalistes reporters d'images (JRI) ont décidé de maintenir le préavis de grève que les syndicats avaient déposé et de cesser le travail, jeudi 19 mars, il leur a fait porter, dès l'aube, une lettre de propositions concernant notamment l'organisation du service des prises de vues et les salaires. Une forme de réponse aux demandes de cette catégorie de la rédaction *qui s'estime à la fois mise à l'écart du reste des* journalistes et qui attend toujours que la réforme rédactionnelle décidée par Albert Du Roy à l'automne dernier se concrétise.

Mais en même temps qu'il faisait ces propositions le patron de la rédaction de France 2 déclarait, à l'antenne de France-Inter, que *« les journalistes bénéficient d'un privilège qui est la clause de conscience qui leur permet de quitter une entreprise lorsqu'ils ne sont plus d'accord avec la politique rédactionnelle qui y est menée »*.

Après plusieurs rencontres avec Albert du Roy, les syndicats et les JRI *« ont pris acte des avancées pratiques faites par la direction »*. Ils reconnaissent avoir obtenu des satisfactions sur leur rôle dans la rédaction, notamment la possibilité de sortir de leur fonction purement technique en poposant des sujets de reportage et en ayant une collaboration plus étroite avec les rédacteurs.

CONFIANCE

Mais *« ils n'ont pu que constater*, indiquent-ils dans un communiqué diffusé le 18 mars, *qu'il y avait mésentente entre eux et cette direction sur le fond de leur revendication : l'application du projet rédactionnel »* (*Le Monde* du 18 mars). *« Pour Albert du Roy, le projet avance, même si c'est moins rapidement qu'il le souhaiterait, mais il a toute confiance dans les personnes qu'il a nommées pour le mettre en pratique. Ce sont, d'après lui, les meilleures. Les journalistes font une analyse passablement différente »*, commentent ces derniers.

Une assemblée générale a réuni, mercredi 18 mars, une petite cinquantaine de personnes sur les 300 journalistes que comprend la rédaction de France 2. Dans le tract distribué mercredi 18, les syndicats SNJ, CFDT, CGT et FO soulignent que *« les journalistes ne veulent pas être des exécutants. Ils rappellent leur attachement aux missions du service public et à la déontologie »*.

Un mot d'ordre suffisamment large pour essayer d'entraîner le reste de la rédaction dans le mouvement lancé par les JRI. Une assemblée générale, qui devait avoir lieu en milieu de journée, devrait en décider.

F. Ch.

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : dans un entretien à *Libération* du 19 mars, Catherine Trautmann estime que, *« dans un domaine aussi capital que la liberté de communication, on ne bâtit pas une loi contre tel ou tel groupe »*, à propos de son projet de loi sur l'audiovisuel, en précisant qu'après Bouygues (TF 1) *« maintenant tout se focalise sur la Générale des eaux »*. La ministre de la culture et de la communication indique, à propos de la radio Le Mouv', qu'elle a demandé à Michel Boyon, PDG de Radio France, *« comment faire passer Le Mouv', dont l'audience est restreinte et les moyens importants, à une radio jeunes de service public plus largement accessible »*. Elle attend de lui, *« pour la fin avril, des réponses précises »*.

■ **TÉLÉVISION** : la chaîne Mezzo consacrée à la musique, à l'opéra et à la danse sera diffusée dans la formule basique du bouquet Télévision par satellite (TPS) à partir du 21 mars, ainsi que sur le câble via France Télécom Câble et Lyonnaise Câble. Elle remplace France Supervision et dispose d'un budget annuel de 40 millions de francs.

■ **PRESSE** : le bénéfice net 1997 du groupe d'édition néerlandais VNU a progressé de 25,8 % et s'est établi à 398 millions de florins (soit 4,9 milliards de francs), tandis que le chiffre d'affaires s'est accru de 16,3 %. Ces résultats se caractérisent par une forte hausse du bénéfice d'exploitation de Business Information USA (+ 41,9 %) et par l'augmentation du chiffre d'affaires et du bénéfice d'exploitation dans tous les pays européens. C'est le cas des magazines consuméristes aux Pays-Bas et en Belgique et des magazines sur les puzzles en Grande-Bretagne, dont plusieurs lancements ont été réussis. VNU se développe aussi en Europe centrale et orientale (notamment en République tchèque et en Hongrie) grâce au faible coût du papier.

■ **IMPRIMERIE** : Imprimeries Québécor Europe, filiale du groupe canadien Québécor (*imprimeries, édition et produits forestiers*), a confirmé son intention d'implanter une nouvelle usine d'héliogravure dans le Nord ou en Belgique : à Wavrin, près de Lille, ou à Onnaing, près de Valenciennes, ou en Wallonie. Cette usine, d'un coût de 500 millions de francs, créera 200 emplois ; elle réalisera de très gros tirages en couleur pour des catalogues, des magazines ou des documents. La décision devrait être prise fin mars-début avril.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **NIKE : le premier fabricant *mondial* de vêtements de sport** a annoncé, mercredi 18 mars, qu'il prévoyait 1 600 suppressions d'emplois dans le monde en 1998. Ses résultats au 3e trimestre sont en baisse de 70 %.

● ***MATTEL* : le groupe américain numéro un mondial du jouet a** signé un contrat avec le groupe Norbert Dentressangle pour la réalisation dans l'Ain de son centre de logistique pour l'Europe du Sud. Il emploiera entre 40 et 80 personnes selon la saison.

● **NORTHERN TELECOM : le groupe canadien a acquis la société américaine Aptis** (équipements d'accès à internet) pour 1,74 milliard de francs.

● **PANASONIC : Les forces de l'ordre ont évacué,** jeudi 19 mars, vers 4 h 30, les salariés qui occupaient depuis la veille le siège de Panasonic France à la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les occupants retenaient trois dirigeants pour obtenir un plan social plus *avantageux*, dans le cadre de la fermeture de l'usine de Longwy.

FINANCE

● **BANQUE LA HENIN : le groupe *Suez-Lyonnaise* des** eaux a indiqué, mercredi, qu'il a engagé le processus de cession de sa filiale bancaire.

● **DOW JONES : le groupe américain d'informations financières** va vendre sa filiale de services financiers Dow Jones Markets à son concurrent Bridge Information Systems, pour 510 millions de dollars (3,1 milliards de francs).

● **ABN AMRO : le premier groupe bancaire néerlandais a** annoncé, mercredi 18 mars, avoir signé une *lettre d'intention* pour une prise de participation de 75 % dans la Bank of Asia, une banque thaïlandaise. ABN AMRO injecterait 7,5 milliards de bahts (environ 1,1 milliard de francs)

● **NOUVEAU MARCHÉ : *devant* l'afflux des liquidités investies** en prévision des nouveaux contrats d'assurance-vie dits contrats DSK, le Nouveau Marché vient de décider le passage à la cotation en continu (au lieu du *fixing) pour les valeurs les plus* actives.

SERVICES

● **CAP GEMINI : la société de services informatiques** *procédera du 26 mars au 8 avril* à une augmentation de capital, d'un montant de 3,75 milliards de francs, avec l'émission d'environ 6,8 millions d'actions au prix de 550 francs l'unité.

RÉSULTATS

■ **AXA : le premier groupe d'assurances français a dégagé en** 1997 un résultat net part du groupe de 7,9 milliards de francs (*lire p. 19*).

■ **SPIE-BATIGNOLLES : le groupe français de BTP,** après de fortes restructurations, a dégagé en 1997 un bénéfice de 91 millions de francs, en hausse de 79 %.

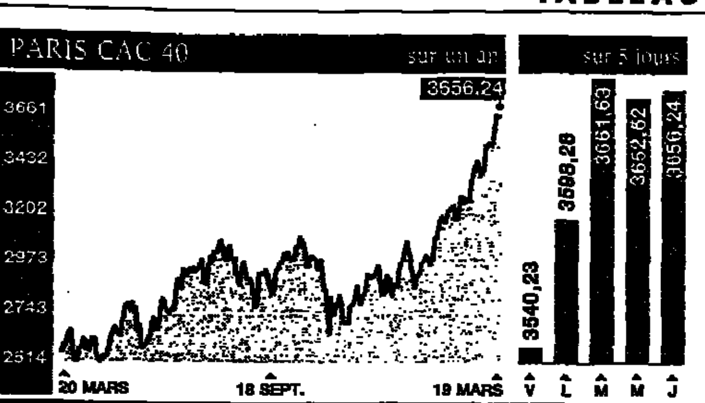
■ ***SAGEM* : le groupe électronique a réalisé en 1997** un bénéfice de 698,2 millions de francs, en hausse de 9,4 %. Son chiffre d'affaires atteint 16,757 milliards de francs (+ 8,7 %).

■ **HENKEL : le groupe chimique allemand** a annoncé jeudi un bénéfice net de 626 millions de DM en 1997 (environ 2 milliards de francs), en hausse de 13 % à périmètre comparable. Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 20,065 milliards de DM (environ 66 milliards) une hausse de 23 %.

■ **HISPANO SUIZA : le fabricant de nacelles d'avions et d'inverseurs de poussée,** filiale à 100 % du motoriste Snecma, a dégagé un résultat net de 79 millions de francs en 1997, contre une perte de 12 millions l'année précédente, pour un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de francs (+ 20 %).

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». *www.lemonde.fr*





Indices boursiers

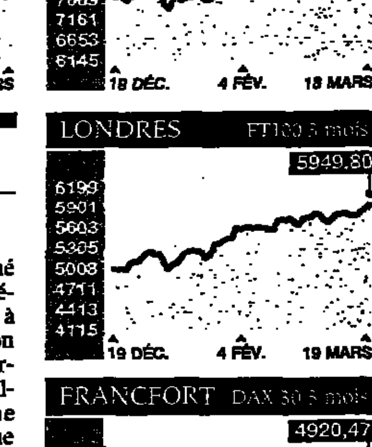
Europe 12h33	Cours 19/03	Var. % 18/03	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3656,24	0,10	21,92
PARIS SBF120	2413,23	0,12	21,52
PARIS SBF250	2360,06	– 0,09	21,35
PARIS SEC. MAR.	2293,56	– 0,30	21,74
PARIS MIDCAC	1864,22	—	17,40
LONDRES FT100	5949,80	0,78	15,86
AMSTERDAM AEI	1196,19	0,07	21,07
BRUXELLES BEL	2907,22	– 0,10	20,21
FRANCFORT D30	4920,47	0,02	16,78
MADRID IBEX35	9503	– 0,19	30,98
MILAN MIB30	31371	– 0,38	27,78
SUISSE SMI	7159,90	0,38	14,27
DJ STOXX 666	272,92	0,30	—
DJ EURO STO.326	277,35	0,12	—
DJ STOXX 50	3102,63	0,36	—
DJ EURO STOXX50	3037,33	0,05	—

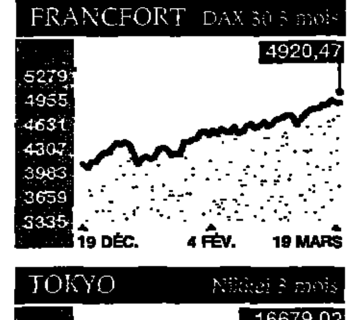
Monde	Cours 18/03	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8775,40	0,29	10,97
- SP 500	1085,52	0,47	11,86
- NASDAQ	1728,26	0,50	13,88
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	0,58	– 1,88
JOHANNESBURG	8530,30	0,88	15,56
MEXICO BOLSA	509,91	1,42	– 7,35
SANTIAGO IPSA	102,49	– 1,75	– 8,30
SAO PAULO BOU.	11934	0,73	—
TORONTO FSE I.	7426,76	– 0,19	10,88
ASIE 10h15	19/03	18/03	31/12
BANGKOK SET	37,15	0,19	42,92
HONGKONG H.	11445,04	2,81	8,74
SÉOUL	60,17	0,60	42,11
SINGAPOUR ST.	1898,75	3,25	11,04
SYDNEY ALL O.	2772,60	0,11	5,97
TOKYO NIKKEI	16679,02	0,36	9,31

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 18/03	Var. % 17/03	Var. % 31/12
UNION ASSUR.F.	1072	+ 7,20	+ 35,99
PERNOD-RICARD	447	+ 5,42	+ 28,27
SKIS ROSSIGNO	124,90	+ 4,87	+ 16,20
LEGRAND	1611	+ 4,33	+ 34,36
SCOR	347,90	+ 3,85	+ 20,88
LVMH MOET HEN.	1039	+ 3,61	+ 29,02
GAUMONT #	449,90	+ 3,54	+ 2,83
LEGRAND ADP	1026	+ 3,42	+ 35,17
CHRISTIAN DIO	757	+ 3,13	+ 22,69
DEV.R.N-P.CAL	57,65	+ 3,06	+ 25,89

Baisses	Cours 18/03	Var. % 17/03	Var. % 31/12
LAPEYRE	426	– 6,38	+ 28,20
GEOPHYSIQUE	364	– 5,50	– 8,57
ISIS	629	– 4,69	– 4,69
CAP GEMINI	897	– 4,65	+ 41,23
DYNACTION	154,50	– 4,42	+ 27,12
HACHETTE FILI.	1602	– 3,95	+ 28,18
BULL#	65,20	– 3,38	+ 2,88
LEGRIS INDUST.	257	– 3,08	+ 27,75
CLUB MEDITERR.	530	– 3,07	+ 28,26
DMC (DOLLFUS	123	– 3	+ 20,56





LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

JEUDI 19 MARS, une tendance nette a du mal à se dégager à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40 se situe alternativement dans le rouge et le vert. A midi, il gagnait tout de même 0,10 %, à 3 656 points.

La forte baisse de l'action France Télécom (– 7,5 %, à 328 francs) pèse sur le marché, d'autant que ce titre monopolise un quart des transactions. En quelques heures, la capitalisation boursière de France Télécom a fondu de 28 milliards de francs. Les analystes sont déçus par le recul de 13 % de son résultat d'exploitation.

En revanche, la hausse de 74 % du résultat net d'Alcatel-Alsthom favorise la hausse du titre de 3,5 %. Les cours des deux valeurs pétrolières Elf (+ 5 %) et Total (+ 3,7 %) ont profité de la hausse de leurs homologues américaines hier à Wall Street.

LONDRES

LA BOURSE de Londres s'est adjugé un nouveau record historique le 18 mars. L'indice FTSE a progressé de 1,18 %, à 5 903,6 points. Le recul de 1,2 % des ventes de détail et la modération des hausses de salaires prouvent que l'économie britannique n'est pas en état de surchauffe et que les risques inflationnistes semblent contenus.

NEW YORK

MERCREDI 18 mars, l'indice Dow Jones a inscrit son troisième record consécutif en s'adjugeant un gain de 0,29 %, à 8 775,40 points. Le recul du marché obligataire a été compensé *par le net redressement des valeurs* pétrolières dont Texaco (+ 5,3 %) et Mobil (+ 3,7 %) et par la spéculation autour d'une possible OPA de la Chase Manhattan sur Merrill Lynch.

TOKYO

LA BOURSE nippone a terminé la séance du 19 mars sur une légère hausse de 0,4 %, à 16 679,02 points. La progression de 88,7 % de l'excédent commercial en février 1998, à 1 284,7 milliards de yens (la onzième hausse consécutive), s'explique par une chute des importations (– 15 %). Ce chiffre a permis d'enrayer la faiblesse du yen face au dollar. Mais, en fin de séance, le billet vert est, tout de *même, resté au-dessus de* 130 yens.

FRANCFORT

JEUDI 19 mars, à l'ouverture des transactions électroniques, la *Bourse allemande était en* hausse de 0,53 %, à 4 934,64 points. Elle comblait ainsi le recul de 0,55 % enregistré la veille en raison d'une légère tension sur le marché obligataire.

Valeur du jour : Euro Disney reste spéculatif

EURO DISNEY est repassé au-dessus de la barre des 10 francs pour la première *fois depuis un an. L'action* a terminé, mercredi 18 mars, à 10,05 francs, soit une progression annuelle de 43,57 %, alors que, sur la même période, les valeurs françaises ont en moyenne gagné 21,79 %. Cette progression laisse toutefois les analystes circonspects. *« Je ne connais pas d'investisseurs qui aient des titres en portefeuille et je n'en connais pas qui achètent, et pourtant le cours monte ! »*, confiait un analyste mercredi soir à la clôture.

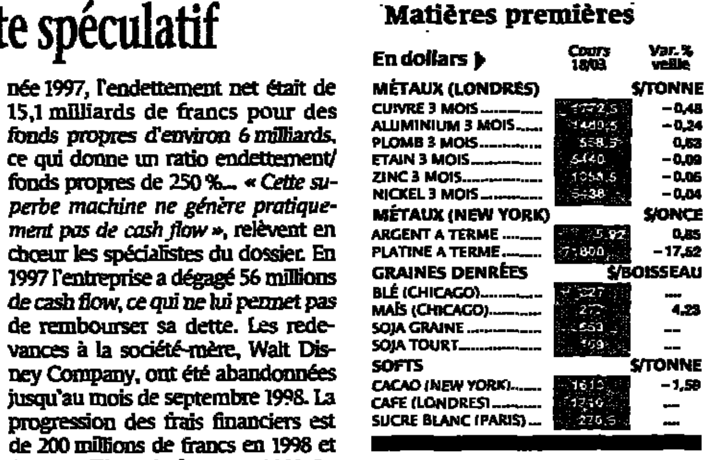
Antoine Nodet, analyste financier *chez Pinatton, trouve toutefois* quelques raisons à la progression du titre du parc de loisirs. Il bénéficie de la baisse des taux, n'est pas exposé à la crise asiatique et, surtout, est une valeur strictement européenne. En outre, il profite de parités monétaires *plus favorables. Enfin, la nouvelle* phase « marketing » mise en place par le parc devrait porter ses fruits : la desserte s'est améliorée avec même un accueil dès Londres sur l'*Eurostar* pour les visiteurs britanniques. Selon lui, cette nouvelle politique a permis une très forte amélioration du chiffre d'affaires en basse saison, qui est traditionnellement celle où le parc perd le *plus d'argent.*

Pourtant, un grand nombre d'anlystes constatent que les risques liés à l'endettement subsistent : à la fin de l'année 1997, l'endettement net était de 15,1 milliards de francs pour des *fonds propres d'environ 6 milliards*, ce qui donne un ratio endettement/fonds propres de 250 %... *« Cette superbe machine ne génère pratiquement pas de cash flow »*, relèvent en chœur les spécialistes du dossier. En 1997 l'entreprise a dégagé 56 millions *de cash flow, ce qui ne lui permet pas* de rembourser sa dette. Les redevances à la société-mère, Walt Disney Company, ont été abandonnées jusqu'au mois de septembre 1998. La progression des frais financiers est de 200 millions de francs en 1998 et *de 150 millions de francs en 1999*. La perspective de ses échéances financières rend peu attractif le titre.

Antoine Colonna, analyste de Credit lyonnais securities, relève ainsi le contraste entre, d'une part, la performance commerciale soutenue et, d'autre part, le poids grandissant des échéances financières. Selon lui, au cours du mercredi 18 mars, le titre se paye 57 fois les bénéfices de 1998 et 38,6 fois ceux de 1999, ce qui est loin d'être bon marché !

En attendant que – pourquoi pas – la maison-mère accepte un report des redevances ou une diminution, le bénéfice net par action se situe entre 22 et 25 centimes, à perpétuité ajoutent les plus pessimistes.

François Bostnavaron



Matières premières

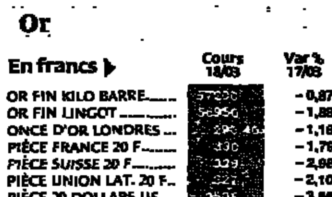
En dollars	Cours 18/03	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1772,5	– 0,48
ALUMINIUM 3 MOIS	1440,5	– 0,24
PLOMB 3 MOIS	558,5	0,63
ETAIN 3 MOIS	5440	– 0,09
ZINC 3 MOIS	1053,5	– 0,06
NICKEL 3 MOIS	5438	– 0,04
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,92	0,85
PLATINE A TERME	[illegible]	– 17,52
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	327	....
MAÏS (CHICAGO)	272	4,23
SOJA GRAINE	[illegible]	—
SOJA TOURT	159	—
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1613	– 1,59
CAFE (LONDRES)	1740	—
SUCRE BLANC (PARIS)	276,5	—

Pétrole



En dollars	Cours 18/03	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	12,51	—
WTI (NEW YORK)	15,03	– 0,07
LIGHT SWEET CRUDE	14,35	2,46

Or



En francs	Cours 18/03	Var % 17/03
OR FIN KILO BARRE	57200	– 0,87
OR FIN LINGOT	56950	– 1,89
ONCE D'OR LONDRES	295,46	– 1,18
PIÈCE FRANCE 20 F	330	– 1,79
PIÈCE SUISSE 20 F	329	– 2,98
PIÈCE UNION LAT. 20 F	327	– 2,10
PIÈCE 20 DOLLARS US	2505	– 3,85
PIÈCE 10 DOLLARS US	1550	+ 13,97
PIECE 50 PESOS MEX	2130	– 1,16

MONNAIES

● **Dollar :** la devise américaine était en hausse face au franc, jeudi 19 mars, *lors* des premières transactions interbancaires, à 6,1231 francs, contre 6,12 francs la veille en clôture et 6,1125 francs au cours indicatif de la Banque de France. En revanche, le billet vert reculait face au deutschemark, à *1,8265 deutschemark, contre* 1,8285 deutschemark mercredi soir. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le billet vert restait ferme face au yen, il cotait 130,50 yens pour un dollar. Mais, en dépit de cette vigueur, les courtiers ont in*diqué que sa tendance haussière* était contrariée par des spéculations sur une intervention de la Banque du Japon (BoJ), le bruit ayant couru que la BoJ avait confié ses ordres de vente de dollars à la Banque d'Angleterre mercredi soir.

● **Franc :** *le franc était stable face* au mark, à 3,3525 francs pour un deutschemark, contre 3,3522 francs, *mercredi en fin* d'après-midi.

Cours de change

19/03 12h33	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,11	6,66	10,23	4,11	2,97	4,69	0,34	3,35	....
DM	1,83	1,99	3,06	1,23	0,89	0,14	0,99	....	0,30
LIRE	1801,85	1956,36	3006,22	1208,24	874,28	1387,64	....	985,29	293,92
YEN	129,85	140,99	216,57	87,08	62,98	....	7,21	71,01	21,19
FLORIN	2,06	2,24	3,44	1,38	....	1,59	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,49	1,62	2,49	....	0,72	1,15	0,08	0,82	0,24
LIVRE	0,60	0,65	....	0,40	0,29	0,46	0,03	0,33	0,10
ECU	0,92	....	1,54	0,62	0,45	0,71	0,51	0,50	0,15
DOLLAR	....	1,09	1,67	0,67	0,49	0,77	0,06	0,55	0,16

Taux d'intérêt (%)

Taux 18/03	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,32	3,42	4,90	5,45
ALLEMAGNE	3,33	3,45	4,86	5,43
GDE-BRETAG.	7,06	7,42	5,92	5,73
ITALIE	5,94	5,50	5,15	5,70
JAPON	0,47	0,48	1,79	—
ÉTATS-UNIS	5,47	5,16	5,56	5,89
SUISSE	0,98	1,09	2,82	—
PAYS-BAS	3,32	3,34	4,87	5,44

Matif

Cours 12h33	Volume 19/03	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 JUIN 98	[illegible]	104,07	104,15
Pibor 3 mois JUIN 98	[illegible]	96,34	96,37

Marché des changes

Devises 17h35	Cours BDF 18/03	Achat 18/03	Vente 18/03
ALLEMAGNE (100)	335,36	322	346
AUTRICHE (100)	47,65	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,68	16,78
CANADA	4,30	3,99	4,59
DANEMARK (100)	87,93	82	92
ESPAGNE (100)	3,95	3,84	4,24
ÉTATS-UNIS	6,11	5,80	6,40
FINLANDE (100)	110,40	104	115
GDE-BRETAGNE	10,22	9,76	10,61
GRÈCE (100)	1,93	1,70	2,20
IRLANDE	8,41	7,94	8,78
ITALIE (1000)	3,40	3,12	3,62
JAPON (100)	4,69	4,48	4,83
NORVÈGE (100)	80,80	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,45	—	—
PORTUGAL (100)	3,27	2,90	3,60
SUÈDE (100)	76,84	70,50	80,50
SUISSE (100)	411,45	399	423

TAUX

● **France :** le marché obligataire français a ouvert en légère baisse, jeudi 19 mars. Dès les premières transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 13 centièmes, à 104,03. La veille, il avait terminé sur une baisse de 4 centièmes sur un marché calme au cours duquel seuls quelque 46 000 lots avaient été échangés. *« Le niveau des marchés obligataires étant très élevé, en l'absence de chiffres significatifs, ils plafonnent quelque peu et consolident leur progression en attendant des événements susceptibles de les faire rebondir »*, soulignait un opérateur, qui ne s'attendait pas dans les jours prochains à des fluctuations importantes dans ce domaine.

● **États-Unis :** sur le marché américain, le rendement moyen sur l'obligation du Trésor à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, a progressé à 5,90 %, contre 5,893 % la veille en clôture.

ÉCONOMIE

La Chine « ne peut pas dévaluer le yuan »

LE NOUVEAU premier ministre chinois, Zhu Rongji, a assuré jeudi 19 mars que la Chine *« ne peut pas dévaluer le yuan »*, tout en reconnaissant que la crise financière asiatique posait *« de graves défis »* à l'économie chinoise. Le maintien de la parité du yuan est important *« non seulement pour la Chine, mais aussi pour la prospérité et la stabilité de toute l'Asie »*, a déclaré M. Zhu au cours de sa première conférence de presse de premier ministre. (*Lire p. 3.*)

■ **JAPON : l'excédent commercial japonais a bondi de 88,7 % en février,** par rapport à son niveau du même mois de 1997, pour atteindre 1 284,7 milliards de yens (60 milliards de francs), sous l'effet d'une forte dégradation des importations, a annoncé jeudi le ministère des finances.

■ **INDONÉSIE : Djakarta a la volonté de mettre en œuvre l'intégralité des réformes** de son économie couvertes par son accord avec le Fonds monétaire international (FMI), a indiqué jeudi à Tokyo son nouveau vice-président, Bacharuddin Habibie. Le président indonésien Suharto avait signé le 15 janvier un programme de réformes, comprenant au total 50 mesures, en contrepartie d'une aide d'urgence internationale de 40 milliards de dollars rassemblée par le FMI.

■ **ÉTATS-UNIS : le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin** a déclaré mercredi que l'économie américaine pouvait *être vulnérable* à une *nouvelle* crise financière dans le monde si le Congrès ne votait pas les financements américains au Fonds monétaire international (FMI).

■ **L'étroitesse persistante du marché du travail aux Etats-**Unis *ces dernières semaines* paraît avoir entraîné *« un accroissement des tensions sur les salaires »*, indique la Réserve fédérale dans son dernier rapport sur l'économie américaine (*beige book*) publié mercredi.

■ **PÉTROLE : le prix du baril de brut de référence** (*light sweet crude*), pour livraison la plus rapprochée en avril, a gagné 1,09 dollar à 14,30 dollars mercredi sur le marché new-yorkais, grâce à une reprise technique et aux indications que le Venezuela serait prêt à abaisser sa production. (*Lire p. 20.*)

■ **La chute des prix pétroliers va entraîner de sérieuses conséquences** pour la Russie, a estimé mercredi le premier vice-premier ministre russe Anatoli Tchoubaïs.

■ **ITALIE : Rome pourrait ramener à zéro son déficit public en seulement quatre ans,** estime le Fonds monétaire international (FMI). Un tel objectif pourrait être *« parfaitement atteint »* à condition que l'Italie décide de *réduire la fiscalité du travail* et de relancer les investissements publics.

■ **DANEMARK : la Banque centrale** du Danemark a lancé mercredi une mise en garde contre la *surchauffe de l'économie en 1998*, appelant le gouvernement *« à serrer la vis »* afin de préserver l'excédent de la balance des paiements.

■ **EURO : six banques centrales de l'Union européenne devraient présenter** un rapport à leur gouvernement sur l'état de la convergence économique, à l'instar de la Bundesbank, a déclaré jeudi le commissaire européen chargé des affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguy.

NOMINATIONS

■ ***LAZARD* : Kendrick Wilson,** l'un des quatre vice-présidents de la banque d'affaires Lazard Frères, à New York, va rejoindre la banque concurrente Goldman Sachs en tant que Senior Managing Director.

■ **NCR FRANCE : David Turner** devient PDG de NCR France et succède à Jean-François Badet.

■ **CLUB MÉDITERRANÉE : Bernadette Chevallier** a été nommée directeur général de Forum Voyages et directeur de Club Med Découvertes.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 19 MARS

Liquidation : 24 mars
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h33

CAC 40 ↗ PARIS
+0,05 %
CAC 40 : 3654,29

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	1008	1030	+ 2,18	993
Cr.Lyonnais(T.P.)	925	925	—	920
Renault (T.P.)	2022	2030	+ 0,39	1978
Rhone Poulenc(T.P)	2535	2540	+ 0,19	2495
Saint Gobain(T.P.)	1290	1285	− 0,38	1300
Thomson S.A (T.P)	950	982	+ 3,36	960
Accor	1419	1399	− 1,40	1300
AGF-Ass.Gen.France	330,50	331,80	+ 0,39	325
Air Liquide	1071	1062	− 0,84	945
Alcatel Alsthom	944	987	+ 4,55	755
Atos CA	1075	1058	− 1,58	915
Axa	642	647	+ 0,77	560
Bail Investis.	891	892	+ 0,11	860
Bazar Hot. Ville	730	785	− 2,08	625
Bertrand Faure	430	435	+ 1,16	415
BIC	467	465	− 0,42	430
BIS	577	—	—	505
B.N.P.	457	450,80	− 1,35	345
Bollore Techno.	922	935	+ 1,40	850
Bongrain	3175	3185	+ 0,31	2610
Bouygues	893	920	+ 3,02	835
Bouygues Offs.	255	264,80	+ 3,84	225
Bull#	65,20	64	− 1,84	56
Canal +	1213	1230	+ 1,40	1150
Cap Gemini	697	705	+ 1,14	685
Carbone Lorraine	2252	2206	− 2,04	1830
Carrefour	3641	3664	+ 0,63	3420
Casino Guichard	407	413,50	+ 1,59	365
Casino Guich.ADP	290	296	+ 2,06	255
Castorama Dub.(Li)	1012	1051	+ 3,85	780
C.C.F.	472	473,10	+ 0,23	430
Cegid (Ly)	862	860	− 0,23	785
Cerus Europ.Reun	38,65	38,65	—	34
CGIP	2590	2599	+ 0,34	2240
Chargeurs	402,50	404	+ 0,37	360
Christian Dalloz	765	752	− 1,69	770
Christian Dior	757	774	+ 2,24	668
Ciments Francais	307	313	+ 1,95	295
Cipe France (Ly) #	210	211,50	+ 0,71	210
Clarins	558	558	—	550
Club Mediterranee	536	528	− 1,49	440
Coflexip	654	677	+ 3,51	615
Colas	1040	1040	—	1020
Comptoir Entrep.	15,45	15,30	− 0,97	14
Comptoirs Mod.	3265	3230	− 1,07	3010
CPR	480	480	—	465
Cred.Fon.France	113,40	119	+ 4,93	92
Credit Lyonnais CI	494	514	+ 4,04	370
CS Signaux(CSEE)	317	310	− 2,20	220
Damart	3900	3979	+ 2,02	3790
Danone	1322	1383	+ 4,61	1180
Dassault-Aviation	1798	1798	—	1400
Dassault Electro	648	645	− 0,46	630
Dassault Systemes	249,50	246,40	− 1,24	210
De Dietrich	336	330,90	− 1,51	380
Deveaux(Ly)#	939	937	− 0,21	850
Dev.R.N-P.Cal Li #	57,20	57	− 0,34	50
Dexia France	811	809	− 0,24	730
DMC (Dollfus Mi)	129	129	—	141
Dynaction	194,50	200	+ 2,82	183
Eaux (Cie des)	973	978	+ 0,51	900
Ecia	1583	1599	+ 1,01	[illegible]
Eiffage	372,90	388,50	+ 4,18	320
Elf Aquitaine	681	720	+ 5,72	660
Eramet	248,60	243	− 2,25	250
Eridania Beghin	1145	1160	+ 1,31	1080
Essilor Intl	2149	2137	− 0,55	1850
Essilor Intl.ADP	1899	1900	+ 0,05	1780
Esso	535	547	+ 2,24	510
Eurafrance	2840	2859	+ 0,66	2400
Euro Disney	10,05	10,10	+ 0,49	9
Europe 1	1499	1456	− 2,86	1300
Eurotunnel	5,65	5,65	—	6,50
Fimalac SA	635	637	+ 0,31	615
Finextel	111,50	112,40	+ 0,80	108
Fives-Lille	408	419,90	+ 2,91	370
France Telecom	354,60	323	− 8,91	288
Fromageries Bel	4888	4878	− 0,20	4450
Galeries Lafayette	4236	4200	− 0,84	3880
GAN ex.dt sous	170,20	170	− 0,11	148
Gascogne (B)	529	530	+ 0,18	525
Gaumont #	449,90	441	− 1,97	420
Gaz et Eaux	2780	2830	+ 1,79	2500
Geophysique	704	740	+ 5,11	620
G.F.C.	563	565	+ 0,35	355
GrandVision	233	234	+ 0,42	215
Groupe Andre S.A.	698	703	+ 0,71	650
Groupe GTM	458	455,10	− 0,63	415
Gr.Zannier (Ly) #	166,20	165,20	− 0,60	149
Guilbert	963	951	− 1,24	935
Guyenne Gascogne	2050	2040	− 0,48	1970
Hachette Fili.Med.	1602	1620	+ 1,12	1420
Havas	501	504	+ 0,59	490
Havas Advertising	934	930	− 0,42	880
Imetal	852	849	− 0,35	720
Immeubl.France	446,50	445,20	− 0,29	390
Infogrames Enter.	244	244	—	220
Ingenico	148,50	142,10	− 4,30	148
Interbail	172,20	172	− 0,11	176
Intertechnique	1540	1515	− 1,62	1420
ISIS	629	647	+ 2,86	550
Jean Lefebvre	405,10	414	+ 2,19	370
Klepierre	965	965	—	905
Labinal	1959	1933	− 1,32	1690
Lafarge	496,10	490,30	− 1,16	410
Lagardere	245,60	244	− 0,65	215
Lapeyre	425	427	+ 0,47	340
Lebon	291	—	—	285
Legrand	1611	1680	+ 4,28	1330
Legrand ADP	1026	1062	+ 3,50	860
Legris indust.	267	269	+ 0,74	233
Locindus	812	820	+ 0,98	805
L'Oreal	2775	2760	− 0,54	2530
LVMH Moet Hen.	1289	1305	+ 1,24	1100
Marine Wendel	1051	1047	− 0,38	800
Metaleurop	68,20	66,50	− 2,49	60
Metrologie Inter.	14,65	14,60	− 0,34	13,50
Michelin	369,70	361,60	− 2,19	340
Moulinex #	163	162	− 0,61	145
Natexis	419,20	416,40	− 0,66	385
Nord-Est	131	130	− 0,76	[illegible]
Nordon (Ny)	467	475	+ 1,71	420
NRJ #	1160	1150	− 0,86	990
Olipar	69	68,10	− 1,30	61
Paribas	585	586	+ 0,17	500
Pathe	1281	1284	+ 0,23	1140
Pechiney	276,60	276,50	− 0,03	235
Pernod-Ricard	447	457	+ 2,23	375
Peugeot	929	940	+ 1,18	825
Pinault-Print.Red.	4365	4342	− 0,52	3880
Plastic Omn.(Ly)	890	880	− 1,12	815
Primagaz	535	530	− 0,93	505
Promodes	2740	2748	+ 0,29	2490
Publicis #	650	644	− 0,92	600
Remy Cointreau	109,40	111	+ 1,46	100
Renault	245,40	256,30	+ 4,44	198
Rexel	2335	2365	+ 1,28	2600
Rhone Poulenc A	294	295,10	+ 0,37	265
Rochette (La)	27,20	27,40	+ 0,73	24
Rue Imperiale(Ly)	6560	6470	− 1,37	5620
Sade (Ny)	235	241	+ 2,55	220
Sagem SA	3894	3800	− 2,41	3490
Saint-Gobain	926	925	− 0,10	830
Salvepar (Ny)	504	505	+ 0,19	485
Sanofi	685	690	+ 0,72	600
Sat	2216	2200	− 0,72	1780
Saupiquet (Ns)	551	541	− 1,81	500
Schneider SA	394	395	+ 0,25	365
SCOR	347,90	343,10	− 1,37	320
S.E.B.	985	977	− 0,81	825
Sefimeg CA	388	391	+ 0,77	380
SEITA	260	254,50	− 2,11	245
Selectibanque	74,60	74,50	− 0,13	70
SFIM	1156	1150	− 0,51	1090
SGE	220	214	− 2,72	175
Sidel	440	444,90	+ 1,11	410
Silic CA	958	958	—	950
Simco	464	462,60	− 0,30	470
S.I.T.A.	1438	1422	− 1,11	1290
Skis Rossignol	124,80	124,50	− 0,24	119
Societe Generale	1135	1132	− 0,26	885
Sodexho Alliance	3895	3846	− 1,25	3550
Sogeparc (Fin)	418	417	− 0,23	395
Sommer-Allibert	259	270,80	+ 4,55	220
Sophia	251	251	—	255
Spir Communic. #	506	503	− 0,59	440
Strafor Facom	496	491	− 1	450
Suez Lyon.des Eaux	870	[illegible]	+ 0,22	[illegible]
Synthelabo	878	[illegible]	+ 0,11	[illegible]
Technip	770	[illegible]	− 0,38	[illegible]
Thomson-CSF	248,30	[illegible]	− 0,52	[illegible]
Total	643	[illegible]	+ 3,88	[illegible]
UIF	442	[illegible]	− 0,42	[illegible]
UIS	220	[illegible]	—	[illegible]
Unibail	685	[illegible]	+ 5,10	[illegible]
Union Assur.Fdal	1072	[illegible]	− 4,85	[illegible]
Usinor	98,20	[illegible]	− 0,56	[illegible]
Valeo	540	[illegible]	− 1,85	[illegible]
Vallourec	461	[illegible]	+ 1,08	[illegible]
Via Banque	197,20	[illegible]	+ 4,51	[illegible]
Worms & Cie	374	[illegible]	− 0,27	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1569	[illegible]	− 1,21	[illegible]
Elf Gabon	1060	[illegible]	+ 1,60	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	139,20	[illegible]	+ 0,86	[illegible]
Adecco S.A.	2335	[illegible]	− 2,52	[illegible]
Adidas AG #	1043	[illegible]	+ 0,67	[illegible]
American Express	585	[illegible]	+ 1,53	[illegible]
Anglo American #	254	[illegible]	+ 0,51	[illegible]
Amgold #	220	[illegible]	− 2,63	[illegible]
Arjo Wiggins App.	20,10	[illegible]	+ 1,24	[illegible]
A.T.T. #	400	[illegible]	+ 0,12	[illegible]
Banco Santander #	287	[illegible]	—	[illegible]
Barrick Gold #	116,70	[illegible]	+ 0,85	[illegible]
B.A.S.F. #	250,30	[illegible]	− 0,71	[illegible]
Bayer #	267,30	[illegible]	+ 1,01	[illegible]
Crown Cork ord.#	332	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	300	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	553	[illegible]	+ 1,26	[illegible]
De Beers #	128,80	[illegible]	+ 0,93	[illegible]
Deutsche Bank #	445	[illegible]	—	[illegible]
Diageo PLC reg.	69,70	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
Dresdner Bank	284,50	[illegible]	− 0,87	[illegible]
Driefontein #	34,80	[illegible]	+ 2,58	[illegible]
Du Pont Nemours #	400,10	[illegible]	+ 1,99	[illegible]
Eastman Kodak #	371,40	[illegible]	+ 1,85	[illegible]
East Rand #	1,26	[illegible]	+ 0,79	[illegible]
Echo Bay Mines #	11,70	[illegible]	+ 1,28	[illegible]
Electrolux #	503	[illegible]	—	[illegible]
Ericsson #	286	[illegible]	+ 1,43	[illegible]
Ford Motor #	377	[illegible]	− 0,50	[illegible]
Freegold #	26	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Gencor act.regr.	10,30	[illegible]	− 0,48	[illegible]
General Elect. #	486,60	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
General Motors #	432,80	[illegible]	+ 0,55	[illegible]
Gle Belgique #	780	[illegible]	− 1,41	[illegible]
Hanson PLC reg.	35,70	[illegible]	+ 1,82	[illegible]
Harmony Gold #	18	[illegible]	+ 1,11	[illegible]
Hitachi #	44,05	44,05	—	46
Hoechst #	237,80	238,30	+ 0,21	225
I.B.M #	624	624	—	625
I.C.I #	114,10	111,60	− 2,19	105
Ito Yokado #	321	310	− 3,42	330
Kingfisher plc #	110	116,50	+ 5,90	104
Matsushita #	91,30	89,90	− 1,53	91
Mc Donald's #	322,50	323	+ 0,15	315
Merck and Co #	807	804	− 0,37	745
Mitsubishi Corp.#	46,10	46,10	—	47
Mobil Corporat.#	447	455	+ 1,78	435
Morgan J.P. #	812	812	—	675
Nestle SA Nom. #	10740	10770	+ 0,27	10500
Nipp. MeatPacker #	78	—	—	73
Nokia A	648	661	+ 2	580
Norsk Hydro #	293,10	298,50	+ 1,84	265
Petrofina #	2116	2115	− 0,04	2020
Philip Morris #	258,20	260,50	+ 0,89	250
Philips N.V #	431,10	437,50	+ 1,48	460
Placer Dome Inc #	75,50	77,85	+ 3,11	75
Procter Gamble #	516	517	+ 0,19	505
Quilvest	339,50	335	− 1,32	335
Randfontein #	10,50	10,60	+ 0,95	12
Rio Tinto PLC #	84,30	84,40	+ 0,11	79
Royal Dutch #	328,10	335,50	+ 2,25	315
Sega Enterprises	114	113,50	− 0,43	117
Schlumberger #	422,50	436,90	+ 3,40	460
SGS Thomson Micro.	432	434	+ 0,46	415
Shell Transport #	42,15	43	+ 2,01	41
Siemens #	375,10	378	+ 0,77	385
Sony Corp. #	516	515	− 0,19	540
Sumitomo Bank #	65,60	66,25	+ 0,99	70
T.D.K #	449	449	—	420
Telefonica #	248,50	250	+ 0,60	192
Toshiba #	26	25,45	− 2,11	27
Unilever act.Div.#	406,40	406	− 0,09	370
United Technol. #	555	560	+ 0,90	520
Vaal Reefs #	225	223	− 0,88	255
Volkswagen A.G #	4350	4434	+ 1,93	3740
Volvo (act.B) #	196	197,50	+ 0,76	162
Western Deep #	111	109,60	− 1,26	126
Yamanouchi #	139,90	139	− 0,64	145
Zambia Copper	14,50	14,35	− 1,05	13,50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h33

JEUDI 19 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117	3,452 d
CEPME 9% 89-99 CA#	106,60	5,351
CEPME 9% 92-06 TSR	—	6,756 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	122,08	1,249
CFD 8,6% 92-05 CB	121,80	0,990
CFF 10% 88-98 CA#	103,38	4,192 d
CFF 10,25%90-01 CB#	115,43	0,253 o
CLF 8,9% 88-00 CA#	109,45	7,315 ↓
CNA 9% 4/92-07	127,10	7,989
CRH 8,6% 92/94-03	117,64	6,315 ↓
CRH 8,5% 10/87-88#	104,28	0,442 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	107,88	0,572 d
EDF 8,6% 92-04 #	119,80	8,229 o
Finansder 9%91-06#	127,85	2,910
Finansd.8,6%92-02#	113,97	1,319
Flora9,75% 90-99#	107,08	6,491
OAT 9/85-98 TRA	—	2,219
OAT 9,50%88-98 CA#	101,47	7,079
OAT TMB 87/99 CA#	99,98	0,556 ↑
OAT 8,125% 89-99 #	104,79	6,745 ↓
OAT 8,50%90/00 CA#	108,59	8,407
OAT 85/00 TRA CA#	—	2,908
OAT 10%5/85-00 CA#	112,11	8,247
OAT 89-01 TME CA#	100,70	0,689
OAT 10% 90-01 ecu	—	0,712 d
OAT 7,5%7/86-01CA#	110	4,973 B
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,97	0,210
OAT 8,5% 87-02 CA#	117,14	2,271
OAT 8,50% 89-19 #	139,84	3,493 o
OAT 8,50%92-23 CA#	142,67	7,755 ↓
SNCF 8,8% 87-94CA	106	1,206 ↓
Suez Lyon.Eaux 90	985	

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		54	51,10
Baccarat (Ny)		756	767
Bains C.Monaco		660	655
Bque Transatlantl.		246	246,10
B.N.P.Intercont.	◆	1180	1180
Bidermann Intl.	◆	110	110
B T P (la cie) 7,60		—	
Centenaire Blanzy		534	533
Champex (Ny)	◆	19,20	19,20
CIC Un.Euro.CIP		540	535
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2835	2835
Generali Fce Assur		1471	1480
Continental Ass.Ly		589	589
Darblay	◆	500	500
Didot Bottin		811	810
Eaux Bassin Vichy	◆	2980	2980
Ent.Mag. Paris	◆	1390	1390
Fichet Bauche		42	42,50
Fidei		39	38,50
Finalens	◆	282	282
F.I.P.P.		265,50	280
Fonciere (Cie)	◆	770	770
Fonc. Lyonnaise #		867	867
Foncina #	◆	551	551
Francarep	◆	320	320
France S.A.	◆	1382	1382
From. Paul-Renard	◆	1050	1050
Gevelot	◆	1281	1280
G.T.I (Transport)		402	[illegible]
Immobail		184,20	[illegible]
Immobanque		730	[illegible]
Lucia	◆	59	[illegible]
Monoprix		390	[illegible]
Metal Deploye		401	[illegible]
Mors		6,50	[illegible]
Navigation (Nle)	◆	125,10	125,10
Optorg		362,90	370
Paluel-Marmont		435,10	451
Exa.Clairefont(Ny)		936	940
Parfinance		334,60	318
Paris Orleans		310	310
Promodes (CI)		2095	2000
PSB Industries Ly		595	600
Rougier #		330,10	334,50
Saga		140	144,90
S.I.P.H.		299,50	299,50
Sofragi		4902	4910
Taittinger		3800	3810
Tour Eiffel	◆	282	282
Vicat		558	560
Caves Roquefort		1900	1900
Elyo	◆	319,50	319,50
Finaxa		515	520
Gaillard (M)		1551	1550
Givaudan-Lavirotte	◆	1290	1290
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	280	280
Gd Moul.Strasbourg		2010	2000
Hotel Lutetia		385	400
Hotels Deauville		748	725
Immeubl.Lyon (Ly)	◆	547	547
L.Bouillet (Ly)	◆	280	280
Lloyd Continental	◆	9520	9520
Matussiere Forest		55,80	53,80

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h33

JEUDI 19 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		45	44
AFE #		750	730
Aigle #		445	452
Albert S.A (Ns)	◆	163	163
Altran Techno. #		3100	3042
Arkopharma#		438	442,50
Montaignes P.Gest.	◆	1996	1996
Assystem #		345	347
Bque Picardie (Li)	◆	848	848
Bque Tarneaud(B)#		403,10	403
Bque Vernes		169	169
Beneteau CB#		525	517
B I M P		140	140
Boiron#(Ly)		420	415
Boisset (Ly) #		460	460
But S.A.		310	312
C.E.E #		94	94
Change Bourse (M)		235	242
CNIM CA#		245	244
Codetour #		392	402,90
Comp.Euro.Tele-CET		300	308
Conflandey #		350	345
C.A. Hte Normandie		331	335
C.A. Paris IDF		890	895
C.A.Ille & Vilaine		305	302
C.A.Loire Atl.Ns #		293	294
C.A.Pas de Calais		557	555
C.A.du Nord#(Li)		504	497
C.A. Oise CCI		323	317
C.A. Somme CCI		345	345
C.A.Toulouse (B)		420	422
Devanlay	◆	715	715
Devernois (Ly)		600	580
Ducros Serv.Rapide		39,90	38
Emin-Leydier (Ly)#		403,90	400
Europ.Extinc.(Ly)		495	480
Expand s.a		1015	1025
Factorem		690	690
Faiveley #		235	234,50
Finacor	◆	63,50	63,50
Fininfo		770	790
Assur.Bq.Populaire		659	659
Gautier France		290	292
Gel 2000		38	38
GEODIS #		380	383
GFI Industries #		1379	1378
Girodet (Ly) #	◆	25,50	25,50
GLM S.A		240	239,90
Gpe Guillin # Ly		250,50	249,90
Kindy #		188,10	187
Guerbet		208,50	209
Hermes internat.1#		476,10	490
Hurel Dubois		850	850
ICBT Groupe #		189,10	188
I.C.C.#		156,20	156,10
ICOM Informatique		500	495
Idianova		67,50	67,50
Int. Computer #		64	64
IPBM	◆	69	69
M6-Metropole TV		725	715
Manitou #		842	829
Manutan	■	537	547
Marie Brizard #		570	570
Maxi-Livres/Profr#		36,10	38
Mecelec (Ly)		83	82,20
MGI Coutier #		363	365
Monneret Jouet Ly#		158,50	160
Naf-Naf #		94,20	92,50
Norbert Dentres.#		840	831
NSC Groupe Ny		829	827
Onet #		970	968
Paul Predault		134	135
P.C.W. 19		—	[illegible]
Petit Boy #		94,55	[illegible]
Phyto-Lierac #		299,90	[illegible]
Pochet		894	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)		226,90	[illegible]
Radiall #		695	[illegible]
Robertet #		1205	[illegible]
Rouleau-Guichard		250	[illegible]
Securidev #		105	[illegible]
Smoby (Ly)#		588	[illegible]
Sofco (Ly)		12	[illegible]
Sofibus		365	[illegible]
Sopra #		1430	[illegible]
Steph.Kelian #	◆	74,50	[illegible]
Sylea		700	[illegible]
Teisseire-France		189,20	[illegible]
TF1		725	[illegible]
Thermador Hol. #		375	[illegible]
Trouvay Cauvin #		124	[illegible]
Unilog		1470	[illegible]
Union Fin.France		802	[illegible]
Viel et Cie #		177,50	[illegible]
Vilmorin et Cie #		570	[illegible]
Virbac		576	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h33

JEUDI 19 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		40	[illegible]
Belvedere		1020	[illegible]
BVRP		284	[illegible]
Coil		175	[illegible]
Electronique D2		564	[illegible]
FDM Pharma n.	●	182	[illegible]
Genset		505	[illegible]
Guyanor action B		10,45	[illegible]
High Co.		252	[illegible]
Infonie		92,05	[illegible]
Joliez-Regol		116,80	[illegible]
Mille Amis		71	[illegible]
Naturex		98	[illegible]
Olitec		1120	[illegible]
Picogiga		228	[illegible]
Proxidis		21,50	[illegible]
R21 Santé		514	[illegible]
Stelax		6,20	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h33

JEUDI 19 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	880	880
Générale Occidentale	◆	160	160
Sté lecteurs du Monde	◆	165	165
Via Crédit (Banque)	◆	25,30	25,30

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

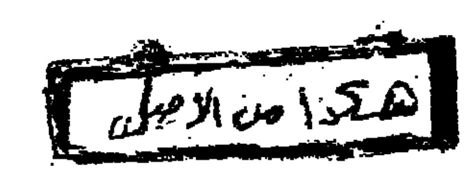
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

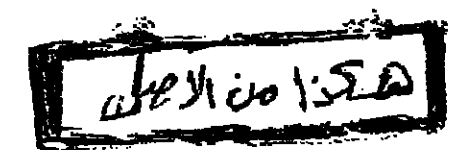
SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 18 mars

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		160,89	153,23
Agipi Actions (Axa)		145,38	138,46
BNP — 3615 BNP			
Natio Court Terme		14496	14496
Natio Epargne		2278,72	2256,16
Natio Oblig. M.T. C/D		891,07	882,25
Natio Ep. Croissance		3925,35	3848,38
Natio Ep. Patrimoine		165,29	162,05
Natio Epargne Retraite		193,53	189,74
Natio Epargne Tresor		11592,67	11568,53
Natio Euro Valeurs		1330,55	1304,46
Natio Euro Oblig.		1066,44	1057,86
Natio Euro Opport.		1396,81	1369,42
Natio Inter		1156,27	1133,60
Natio Opportunités		237,22	232,57
Natio Revenus		1132,44	1121,23
Natio Sécurité		11377,37	11377,37
Natio Valeurs		1687,14	1654,06
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		94416,91	94416,91
Oblig. ttes cate.		290,47	286,18
CDC·GESTION (Groupe Caisse des dépôts)			
Livret Bourse Inv. D PEA	◆	1033,37	1003,27
Nord Sud Develop. C	◆	2711,89	2706,48
Nord Sud Develop. D	◆	2562,44	2557,33
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C		321,33	315,03
Patrimoine Retraite D		311,61	305,50
Sicav Associations C	◆	2462,34	2462,34
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
Fonsicav C		20081,08	20081,08
Mutual. dépôts Sicav C		19723,90	19704,20
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
Écur. Act. Futur D PEA		356,19	349,21
Écur. Capitalisation C		267,51	267,51
Écur. Expansion C		84888,68	84888,68
Écur. Géovaleurs C		4226,63	4143,75
Écur. Investis. D PEA		282,11	276,58
Écur. Monépremière		11571,36	11571,36
Écur. Monétaire C		13262,06	13262,06
Écur. Monétaire D		12292,52	12292,52
Écur. Trésorerie C		325,44	325,44
Écur. Trésorerie D		305,14	305,14
Écur. Trimestriel D		2087,97	2087,97
Éparcourt-Sicav D		198,71	198,71
Géoptim C		13623,69	13422,35
Géoptim D		12513,90	12328,97
Horizon C		2703,05	2650,05
Prévoyance Écur. D		110,16	110,16
Sensipremière C		14176,08	14140,73
Fonds communs de placements			
Écur. Capipremière C		12454,83	12429,97
Écur. Sécuripremière C		12276,68	12264,42
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM			
Amplia	◇	122117,46	122117,46
Atout Amérique		218,38	213,05
Atout Asie		89,94	87,75
Atout France Europe		1076,35	1039,60
Atout France Monde		265,24	258,77
Atout Futur C		1039,05	1013,71
Atout Futur D		967,90	944,29
Coexis		2034,11	2000,11
Dièze		2527,46	2485,21
Elicash	◇	970377,66	970377,66
Eurodyn		3303,65	3223,07
Indicia	◆	2260,39	2210,40
Indocam Convert. C	◆	15173,50	14731,55
Indocam Convert. D	◆	14274,98	13859,20
Indocam Europe Nouv.	◆	15874,22	15411,86
Indocam Hor. Eur. C	◆	1233,20	1197,28
Indocam Hor. Eur. D	◆	1233,20	1197,28
Indocam Multi Oblig.	◆	1005,55	976,26
Indocam Orient C	◆	220,51	210,51
Indocam Orient D	◆	202,16	192,99
Indocam Unijapon	◆	936,04	893,59
Indocam Str. 5-7 C		1992,72	1959,41
Indocam Str. 5-7 D		1425,57	1401,74
Moné.J C	◇	12166,31	12166,31
Moné.J D	◇	11525,42	11525,42
Oblifutur C		580,15	570,45
Oblifutur D		555,91	546,62
Oraction		1540,38	1502,81
Revenu-Vert		1208,92	1188,71
Sévéa	◆	121,21	118,25
Synthésis		19610,03	19263,29
Uni Associations	◇	120,12	120,12
Uni-Foncier		1696,94	1655,55
Uni-Régions		1983,53	1935,15
Univar C	◇	315,31	315,31
Univar D	◇	302,18	302,18
Univers Actions		293,07	285,92
Univers-Obligations		266,16	261,71
Fonds communs de placements			
Indocam Dollar 3 m	◆	—	—
Indocam Val. Restr.	◆	—	—
Optalis Dynamiq. C	◆	118,38	116,06
Optalis Dynamiq. D	◆	118,38	116,06
Optalis Equilib. C	◆	114,71	112,46
Optalis Equilib. D	◆	114,71	112,46
Optalis Expansion C	◆	108,89	106,75
Optalis Expansion D	◆	108,89	106,75
Optalis Sérénité C	◆	108,16	106,04
Optalis Sérénité D	◆	108,16	106,04
Pacte Sol. Logem.	◆	513,62	508,53
Pacte Vert T. Monde	◆	542,51	531,72
CIC — CIC BANQUES			
Francic		190,93	[illegible]
Francic Pierre		165,23	[illegible]
Europe Régions		291,56	[illegible]
CIC — CIC PARIS			
Associc		1098,39	[illegible]
Cicamonde		1837,99	[illegible]
Converticic		456,67	[illegible]
Ecocic		2000,85	[illegible]
Mensuelcic		10142,99	[illegible]
Oblicic Mondial		4178,14	[illegible]
Oblicic Régions		1240,91	[illegible]
Rentacic		166,55	[illegible]
CREDIT LYONNAIS			
Euro Solidarité		1408,90	[illegible]
Lion 20000 C		17459,13	[illegible]
Lion 20000 D		16334,55	[illegible]
Lion-Associations C		11333	[illegible]
Lion-Associations D		10740,29	[illegible]
Lion Court Terme C		26971,58	[illegible]
Lion Court Terme D		23762,24	[illegible]
LionPlus C		1659,04	[illegible]
LionPlus D		1582,55	[illegible]
Lion Trésor		2601,48	[illegible]
Oblilion		2334,57	[illegible]
Sicav 5000		913,45	[illegible]
Slivafrance		1551,44	[illegible]
Slivam		671,42	[illegible]
Slivarente		264,17	[illegible]
Slivinter		955,77	[illegible]
Trilion		5231,84	[illegible]
CRÉDIT MUTUEL			
Avenir Alizes		2643,53	[illegible]
CM Option Dynamique		164,62	[illegible]
CM Option Equilibre		296,94	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		190,58	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		947,34	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.C		184,48	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J		23366,78	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde		1981,41	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.		1958,54	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre		1096,59	[illegible]
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		110,11	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		581,36	[illegible]
Saint-Honoré Capital		21074,77	[illegible]
St-Honoré March. Emer.		724,29	[illegible]
St-Honoré Pacifique		644,60	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux		1862,75	[illegible]
Stratégie Actions		1266,35	[illegible]
Stratégie Rendement		2115,60	[illegible]
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
Amplitude Amérique C		137,30	[illegible]
Amplitude Europe C		211,73	[illegible]
Amplitude Europe D		208,19	[illegible]
Amplitude Monde C		1200,32	[illegible]
Amplitude Monde D		1145,11	[illegible]
Amplitude Pacifique C		94,06	[illegible]
Elanciel D PEA		238,81	[illegible]
Émergence Poste D PEA		182,01	[illegible]
Géobilys C		701,78	[illegible]
Géobilys D		663,97	[illegible]
Kaleis Dynamisme C		1270,97	[illegible]
Kaleis Equilibre C		1171,65	[illegible]
Kaleis Sérénité C		1102,22	[illegible]
Latitude C		151,23	[illegible]
Latitude D		137,78	[illegible]
Oblitys D		660,40	[illegible]
Plénitude D PEA		254,73	[illegible]
Poste Gestion C		15178,69	[illegible]
Revenus Trimestr. D		5294,89	[illegible]
Solstice D		2372,42	2366,50
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		38719,83	38719,83
Actimonétaire D		30676,21	30676,21
Cadence 1 D		1076,65	1065,99
Cadence 2 D		1064,90	1054,36
Cadence 3 D		1054,23	1043,79
Capimonétaire C		417,95	417,53
Capimonétaire D		377,12	376,74
Sogeoblig C/D		9677,99	9582,17
Interoblig C	◆	7928,14	7849,64
Intersélection France D		441,32	432,67
S.G. France opport. C		2595,84	2544,94
S.G. France opport. D		2457,25	2409,07
Sogenfrance C		2525,28	2475,76
Sogenfrance D		2292,64	2247,69
Sogépargne D		306,43	303,40
Soginter C	◆	2720,60	2667,25
Sogeliance D		1767,61	1750,11
Sogenfrance Tempo D		312,10	305,98

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.





SPORTS Les footballeurs de Monaco ont réussi un exploit, mercredi 18 mars, en se qualifiant pour les demi-finales de la Ligue des champions. Le club monégasque a obtenu le nul (1-1) sur le terrain d'Old Trafford (0-0 au match aller). La qualification s'est dessinée dès la cinquième minute, grâce à un but de David Trezeguet. ● C'EST LA DEUXIÈME FOIS dans son histoire que le club parvient au stade des demi-finales de la plus prestigieuse des compétitions européennes. La surprise de la soirée est venue de Kiev, où le Dynamo a été battu par la Juventus Turin (4-1, 1-1 au match aller). Le Borussia Dortmund a dominé le Bayern Munich (1-0 après prolongation, 0-0 au match aller). ● LE REAL MADRID s'est qualifié face au Bayer Leverkusen (3-0, 1-1 au match aller). Le tirage au sort des demi-finales aura lieu vendredi 20 mars, à Lausanne.

Pour rejoindre les grands d'Europe, Monaco a lutté contre le temps

Un but de David Trezeguet a permis à l'équipe monégasque d'obtenir un match nul (1-1) sur le terrain du club réputé le plus riche d'Europe, Manchester United, et de se qualifier ainsi pour les demi-finales de la Ligue des champions

MANCHESTER
de notre envoyé spécial

Il y eut le but de David Trezeguet. Puis une interminable attente. Quatre-vingt-cinq minutes qui minaudent, lambinent, s'effeuillent avec une indécente lenteur. Quatre-vingt-cinq-minutes, c'est plus que ne peut résister une allumette entre les dents de Jean Tigana, fumeur repenti et entraîneur de Monaco. C'est aussi long qu'un voyage en train à grande vitesse entre Paris et Bruxelles : un billet pour les demi-finales de la Ligue des champions est vraiment un interminable voyage.


FOOTBALL

A Old Trafford, vieille maison de football, le temps est relatif. L'horloge du stade s'est arrêtée le 6 février 1958, quand neuf joueurs de Manchester United périrent dans un accident d'avion, à Munich. Depuis ce drame, le club vit de mémoire et d'espoir. Trente ans après son dernier titre en Coupe des clubs champions, mercredi 19 mars 1998, l'équipe s'est une nouvelle fois cassée les dents en Coupe d'Europe. Le club le plus riche d'Europe ne remportera pas, cette fois non plus, le titre continental qui en ferait le plus grand.

David Trezeguet est, lui, un jeune homme pressé. A vingt ans, l'attaquant monégasque brûle les étapes. Deux ans après ses débuts en championnats de France, le voilà en demi-finales de la Ligue des champions, en attendant une probable place en Coupe du monde avec l'équipe de France. Mercredi, les derniers des 53 183 spectateurs cherchaient encore leur place que le Franco-Argentin faisait remonter l'amertume de leur dernière pinte de bière.

UN BALLON À 170 KM/H

A la cinquième minute, l'escogriffe, absent du match aller sur blessure, ratissait un ballon cafouilleux dans les pieds de son défenseur, le faisait nettoyer par deux partenaires et le retrouvait impeccable à ses pieds, dans un recoin des dix-huit mètres. D'une exceptionnelle frappe dans la foulée, l'attaquant envoya l'objet dans la lucarne droite du Néerlandais Raimond Van der Gouw, suppléant de Peter Schmeichel, blessé à la cuisse. La télévision britannique aurait estimé la vitesse de l'engin survolant son territoire à près de 170 km/h (96 miles exactement).

« J'ai toujours pensé que nous marquerions à l'extérieur. » Jean Tigana l'a dit. David Trezeguet l'a fait. Fort du match nul (0-0) réalisé au stade Louis-II, l'affaire partait donc sur de bonnes bases en ce match retour. D'autant que Monaco maîtrisait, si ce n'est toujours la balle, au moins l'usage qui en était fait par son adversaire. Infatigable coureur des Highlands, John Collins apportait sa contribution à l'œuvre monégasque en même temps qu'à l'éternelle rivalité footballistique entre Ecossais et Anglais. Franck Dumas, le libero, godillait avec aisance d'un défenseur à l'autre, au gré des urgences. Si le Bosniaque Muhamed Konjic, préposé au marquage d'Andy Cole, besognait un peu, Martin Djetou, commis à celui de Teddy Sheringham, faisait montre d'une réelle aisance. Le Franco-Ivoirien de Monaco aurait pourtant pu être sanctionné d'un penalty sur une main dans la surface que l'arbitre Hellmut Krug, bon prince, jugea involontaire.

Bref, côté monégasque, le temps fila gentiment jusqu'à la mi-temps. Mais, au retour des vestiaires, la grande aiguille commença à égrener les minutes de coiffeur. Décimé par les blessures, miné par ses revers successifs dans le championnat domestique, Manchester United avait semblé falot. A la pause, les officiels regonflèrent un ballon jugé un peu mou par les protagonistes. Alex Ferguson, l'entraineur de l'équipe locale, fit de même avec ses joueurs.

LA TROTTEUSE ÉTAIT BLOQUÉE

En seconde mi-temps, les Diables rouges sortirent de leur boîte. A la 53e minute, le Norvégien Ole Gunnar Solskjaer égalisa au bout d'une action confuse : l'arbitre désignait déjà le point de penalty pour sanctionner une faute de Franck Dumas quand Manchester marqua dans la continuité de l'action. Le but était accordé. Dès lors, le public mancunien haussa encore les vocalises, faisant résonner la tôle d'Old Trafford. Il restait encore trente-sept minutes de jeu, et le sablier soudain s'engorgeait.

Arc-boutés sur le but de Fabien Barthez, le champion de France défendait sa place en demi-finales et l'honneur du football national. Des dix clubs engagés en Coupes d'Europe au début de la saison, il n'en restait plus qu'un, et il n'était pas à la fête. La trotteuse était bloquée, comme le jeu, dans le périmètre monégasque. Les rares sorties des assiégés se révélaient dangereuses, mais n'apportaient pas le soulagement d'un but.

« L'éternité, c'est long, surtout vers la fin », assure Woody Allen. Une partie de football également. Les arrêts de jeu ajoutèrent encore quelques douloureux instants. L'arbitre se décida finalement à envoyer Monaco en demi-finales de Coupe d'Europe. Le club de la principauté permet à la France d'atteindre ce stade pour la neuvième année consécutive. Sur le fil, il repousse ainsi le grand examen de conscience sur le déclin éventuel du championnat de France. Mais c'était moins une.

Benoît Hopquin

Christian Karembeu en action

Le Borussia Dortmund, le Real Madrid et la Juventus Turin sont les trois autres clubs qualifiés pour les demi-finales de la Ligue des champions. *Le club italien a créé la sensation en allant battre le Dynamo Kiev* (4-1, match aller 1-1). Filippo Inzaghi a réalisé le *hat trick* (trois buts consécutifs). Le Borussia Dortmund a, lui, dominé le Bayern Munich (1-0) dans la prolongation, par un but de son attaquant suisse, Stéphane Chapuisat (match aller 0-0). Le Real Madrid, *enfin, a surclassé le Bayer Leverkusen 3-0 (match aller 1-1).* Christian Karembeu, remis d'une petite déchirure de la cuisse, a marqué le premier but, suivi par Fernando Morientes et Roberto Carlos.

Cinq fois vainqueur en Coupes d'Europe, le Real Madrid apparaît comme un solide prétendant au titre : *« Madrid est probablement la meilleure équipe du monde en ce moment,* a déclaré Christophe Daum, l'entraîneur de Leverkusen. *Non seulement il compte des joueurs talentueux, mais ceux-ci jouent très bien collectivement. »*

Le Paris-Saint-Germain n'ira pas jouer au Stade de France la saison prochaine

LE PSG n'est pas un club de football comme les autres. Mercredi *18 mars, un amphithéâtre* surchargé assistait à la conférence de presse donnée par Pierre Lescure, PDG de Canal Plus et président de la SAOS (société anonyme à objet *sportif) du club*, au lendemain de la décision de remplacer Michel Denisot par Charles Biétry au poste de président délégué (*Le Monde* du 19 mars). Ce qui, dans neuf clubs *sur dix du championnat de France* de première division, aurait été perçu comme un remaniement « banal » à l'aune des pratiques chères au football professionnel – *« Changeons les hommes si les résultats ne viennent pas »* – prend d'autres proportions sur les bords de la Seine.

Une heure durant, Pierre Lescure, Charles Biétry, Michel Denisot et le directeur général des programmes de la chaîne, Alain de Greef, ont *voulu donner l'impression que la* « famille Canal » était toujours soudée. Echange de politesses entre Biétry et Denisot, pour couper court aux rumeurs faisant état de discordances entre les deux hommes. Evocation d'objectifs autant sportifs que festifs par le nouvel homme fort du club : *« Que notre public passe de 36 000 à 50 000, qu'il fasse la olà dans le stade (...), que l'équipe remonte dans la hiérarchie européenne. »* Et coup de poing sur la table de Pierre Lescure, après qu'il lui eut été demandé si la *réorganisation opérée n'était pas la* conséquence directe de la défaite (3-0) subie par les hommes de Ricardo dimanche dernier à Lens : *« C'est le contraire d'une réaction à chaud. »* De cette démonstration d'union sacrée, une information est *sortie mercredi : le Paris-Saint-Germain* n'ira pas jouer au Stade de France la saison prochaine. La commission chargée d'évaluer l'opportunité d'un déménagement à *Saint-Denis* a rendu son rapport voilà quelques jours au PDG de Canal Plus.

TROP CHER

« Le poids de gestion est tel que le PSG, pas plus que tout autre club, ne peut envisager de se rendre au Stade de France », a indiqué Pierre Lescure. En d'autres termes, le prix de *location proposé par le consortium* chargé de gérer l'équipement serait trop élevé pour les caisses du club parisien. Après calcul, le coût d'exploitation du Stade de France excéderait de 70 millions de francs par an le budget du PSG. Une semaine *avant la remise des dossiers* de candidature pour l'utilisation du Stade de France demandée par le ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, l'es*poir de voir le PSG changer de toit* à l'intersaison s'est envolé.

Est-ce à dire que l'équipe actuellement classée cinquième au championnat de D1, à dix points du leader, Metz, ne jouera *« jamais »* dans la Seine-Saint-Denis ? Si les Parisiens parviennent à se qualifier pour une Coupe d'Europe d'ici quelques semaines, ce qui reste *possible dans les trois compétitions* continentales, l'idée d'aller disputer exceptionnellement au Stade de France un ou plusieurs matches pourrait resurgir. Concernant une occupation régulière, il faudra attendre. Pierre Lescure a précisé *que, si déménagement il devait y* avoir, celui-ci ne se ferait pas *« avant au moins un an et demi »*. Le temps pour le consortium de revoir sa politique des prix ? Ou le temps *pour le Paris-Saint-Germain de* trouver des ressources supplémentaires qui lui permettraient de réaliser ce rêve secret ?

Tout serait plus simple si une autre *question ne se posait pas :* que faire du Parc des Princes, d'ici là ? Le projet de rénover l'enceinte – améliorer les loges, construire un restaurant, créer un nouveau siège pour le club, *trouver des parkings...* – pourrait bien tomber à l'eau si les dirigeants du PSG persistent dans leur indécision. Principal bailleur de fonds de travaux estimés à 120 millions de francs, la Ville de Paris a réagi par la voix de son maire, Jean Tiberi : *« Pour que ces investissements soient mis en œuvre, notre partenariat* [avec le PSG] *devra bien entendu s'inscrire sur une longue durée.* » La mairie nourrit l'intention de faire signer au club une convention de douze ans, ce qui éviterait au Parc des Princes d'être livré au chiendent.

La situation pourrait déboucher sur un inattendu *statu quo* quand sonnera l'heure, *en août*, du prochain championnat de France de football : ni lifting pour le Parc des Princes ni club résident pour le Stade de France. Pour sa prise de *fonctions officielle prévue* pour le 14 juillet, le nouveau patron du Paris-Saint-Germain, Charles Biétry, aura sur son bureau un dossier des plus épineux.

Frédéric Potet

Le rôle et l'avenir des hommes en place

SI L'ANNONCE de la redistribution des cartes au sommet du Paris-Saint-Germain a été soudaine, la nouvelle donne ne sera pas effective avant le 14 juillet. Mais, dès à présent, elle provoque des secousses. Dans la foulée de Michel Denisot, un certain nombre de ses fidèles pourraient quitter le club. En attendant l'arrivée de l'équipe de Charles Biétry, voici l'état des lieux.

● **Pierre Lescure** (cinquante-deux ans, président de Canal Plus et président de la SAOS Paris-Saint-Germain) a pris l'initiative de la révolution de palais. Même s'il s'en défend, ce sont bien les derniers résultats catastrophiques du club qui l'ont conduit à *décharger* Michel Denisot de ses fonctions. Il dément vigoureusement toute pression de la Compagnie générale des eaux, qui contrôle Canal Plus.

● ***Charles Biétry*** (*cinquante*-quatre ans, directeur sortant des sports de Canal Plus, président-délégué du PSG à partir du 14 juillet) réalise son rêve en dirigeant un club de *football. Sa connaissance* du milieu lui sera précieuse. Il lui incombe de rebâtir une équipe et de nommer un nouvel entraîneur avec pour mission de restaurer l'image de marque du PSG. *Réputé interventionniste*, rétif à la délégation des pouvoirs, il n'a pas que des amis au club.

● **Michel Denisot** (cinquante-deux ans, président délégué sortant du PSG, *directeur* du service des sports de Canal Plus à partir du 14 juillet) avait été reconduit, en novembre 1997, à la tête du PSG pour trois ans. Les résultats calamiteux du club ont fini par *détériorer* l'image de la chaîne cryptée. Inacceptable pour Pierre *Lescure, qui a* mis fin au mandat de son *« ami »*. Pris de court, Michel Denisot a accepté la direction du service des sports de Canal Plus.

● **Bernard Brochand** (cinquante-neuf ans, président de l'Association PSG et de l'agence de publicité DDB Needham International) est l'un des dirigeants historiques du PSG. Mis devant le fait accompli, tout comme les représentants de la Ville de Paris, il n'a pas pesé dans la redistribution des cartes. Au fil des années, ses relations avec Michel Denisot se sont dégradées. Il acceptait mal d'être si peu consulté sur le recrutement, qu'il jugeait sévèrement en privé.

● ***Christian Hervé*** (*quarante*-trois ans, directeur financier de Canal Plus, président du Servette Genève, repris par la chaîne en 1997) veille aux comptes du PSG avec une *intransigeance* qui agace parfois les recruteurs du club. Spectateur neutre de la guerre des clans, il n'est pas touché par le bouleversement de la hiérarchie.

● **Jean-François Domergue** (quarante ans, directeur général du PSG) est toujours resté confiné à des tâches administratives ou ingrates (sécurité, suivi de la frange des supporteurs extrémistes). Fervent militant d'un renouvellement de l'effectif depuis 1994, il n'a jamais pu appliquer ses idées. Très critique sur les méthodes de Michel Denisot, et en conflit permanent avec Jean-Michel Moutier, il entretient avec Charles Biétry des rapports jugés *« moyens »*. Annoncé sur le départ, il a démenti.

● ***Jean-Michel Moutier*** (quarante et un ans, directeur délégué à la synergie avec le Servette Genève) a guidé les premiers pas de Michel Denisot dans le monde du football professionnel. Directeur sportif de juin 1991 à juin 1997, il était en charge du recrutement. Rendu responsable de plusieurs ratés, il a été placé en réserve de la République l'été dernier. Il n'apprécie pas Charles Biétry, et réciproquement, ce qui limite singulièrement son avenir parisien.

● **Claude Le Roy** (cinquante ans, directeur sportif du PSG) a pris la *succession de Jean-Michel Moutier* en juin 1997, avec une double fonction de recruteur et de grand communicateur. Auparavant, il était le consultant principal de Canal *Plus. Charles Biétry ne lui a pas par*donné d'avoir rejoint Michel Denisot. Contacté par la fédération camerounaise, qui veut lui confier la sélection nationale, il pourrait accompagner l'ancien président délégué au service des sports de la chaîne.

● **Ricardo** (trente-trois ans, manager général du PSG) ne sollicitera *pas le renouvellement de son* contrat, qui arrive à terme le 30 juin. Désenchanté par la guerre des clans qui mine son effectif, il a accompagné le déclin du PSG depuis son ar*rivée, en juin 1996. Son adjoint*, Joël Bats, qui avait le titre d'entraîneur, quittera également le club dans deux mois, tout comme le préparateur physique, Jean-Claude Perrin.

Elie Barth

Le Grand Prix de France de F1 aura bien lieu

APRÈS plusieurs mois d'incerti*tude, le conseil mondial de la Fé*dération internationale de l'automobile (FIA) a annoncé, mercredi 18 mars, que le Grand Prix de France aura bien lieu et sera dispu*té le 28 juin sur le circuit de Ma*gny-Cours. L'adoption par l'Assemblée nationale, le 24 février, d'une modification de la loi sur les questions des exclusivités télévi*sées, donnant latitude à chaque fé*dération de mettre en place son propre règlement, a débloqué la situation. *« Le gouvernement français a clarifié la loi concernant les droits de télévision, c'est ce que nous demandions*, a expliqué Max Mosley, le président de la FIA. *Il a fallu se montrer patient. »*

DÉPÊCHE

■ **VOILE :** ***Royal-and-SunAlliance* a dû abandonner** son tour du monde sans escale (Trophée Jules-Verne) après avoir brisé son mât à quelques 2 000 milles du cap Horn, le 18 mars. Parti le 3 février d'Ouessant, l'équipage féminin dirigé par Tracy Edwards tentait d'améliorer le record détenu depuis le 19 mai 1997 par Olivier de Kersauson sur *Sport-Elec* (71 jours, 14 heures, 22 min et 8 s). Au moment de l'incident, après 43 jours de mer, le bateau accusait un jour et demi de retard sur le tableau de marche établi par Kersauson et, sous gréement de fortune, hésite à faire route vers Ushuaïa ou vers l'île de Chiloe (Chili).

■ **LOTO :** les tirages n° 22 effectués mercredi 18 mars ont donné les résultats suivants :
Premier tirage : 8, 13, 19, 30, 46, 49 *complémentaire* 45 ; rapport pour 6 bons numéros : 1 760 665 F ; rapport pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 40 630 F ; pour 5 bons numéros : 4 305 F ; pour 4 bons numéros, plus le complémentaire : 218 F ; pour 4 bons numéros : 109 F ; pour 3 bons numéros, plus le complémentaire : 26 F ; pour 3 bons numéros : 13 F.
Second tirage : 2, 6, 7, 12, 22, 35 complémentaire : 38 ; rapport pour 6 bons numéros : 2 516 515 F ; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 91 105 F ; pour 5 bons numéros : 3 275 F ; pour 4 bons numéros, plus le complémentaire : 168 F ; pour 4 bons numéros : 84 F ; pour 3 bons numéros, plus le complémentaire : 20 F ; pour 3 bons numéros : 10 F.

La génétique moléculaire secoue l'arbre de la vie

L'étude comparative du génome des espèces proches fournit des indices qui, parfois, remettent en cause le schéma de l'évolution déduit de l'observation morphologique des fossiles. Mais le débat sur l'importance relative de ces indices est loin d'être clos

En vingt ans, l'explosion de la génétique a révolutionné le regard que nous portons sur l'histoire de la vie. Parallèlement à l'étude des fossiles, la « paléontologie moléculaire » peut en effet se pratiquer sur des êtres vivants. Elle compare non plus les formes, mais les gènes ou les chromosomes d'une espèce à une autre. Plus les ressemblances sont grandes, plus l'ancêtre commun est considéré comme récent. Cette approche nouvelle a, parfois, entraîné une remise en cause de l'ordre des embranchements établi jusqu'alors. Elle soulève, par exemple, des controverses passionnées, concernant l'évolution des baleines ou des rongeurs, ou encore sur les origines de la cellule eucaryote dont nous descendons tous. Elle permet, enfin, de combler les vides laissés par les fossiles. Ainsi, dans le cas des primates, l'étude comparative des chromosomes répond partiellement aux interrogations posées par le « chaînon manquant », cette période durant laquelle l'aventure humaine a vraiment commencé, il y a cinq à dix millions d'années.

IL A SUFFI d'une vingtaine d'années à la biologie pour révolutionner le regard que nous portons sur l'histoire de la vie. L'introduction des études génétiques et biomoléculaires, venues compléter les études morphologiques qui permettent aux évolutionnistes de reconstituer l'arbre généalogique des espèces, a ébranlé bien des certitudes et lancé un débat qui semble loin de devoir s'éteindre.

Pour étudier l'histoire fossile d'un groupe – comme celui des hominidés ou des mammifères –,



on compare avec les espèces actuelles les fossiles que l'on a trouvés. On peut ainsi retracer une trajectoire de l'évolution entre l'ancien et le moderne, qui repose sur l'acquisition régulière des caractères nouveaux. Mais cette méthode implique que le représentant le plus ancien d'une lignée serait celui auquel manquent tous les traits présents dans le spécimen moderne. En poussant cette idée à l'extrême, le fossile se situant au tout premier embranchement d'une lignée – avant l'acquisition par ses représentants de caractères distincts – ne peut donc pas être identifié.

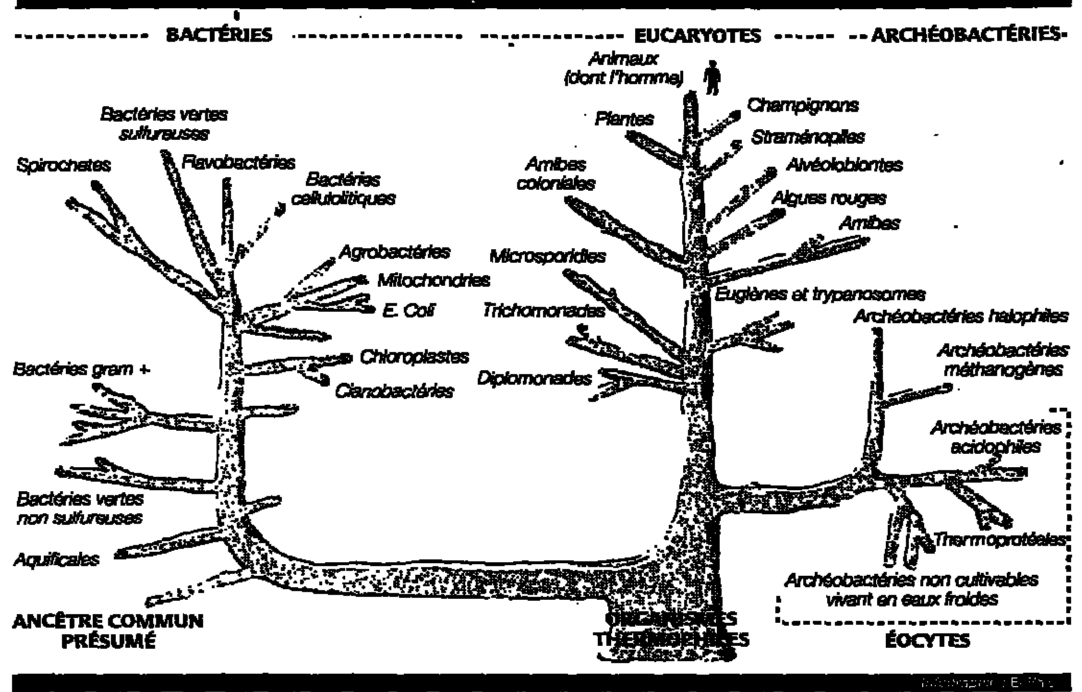
La « paléontologie moléculaire » peut, en revanche, se pratiquer sur des êtres vivants. Elle compare non plus les formes, mais les chaînes d'acides aminés des protéines et, plus en amont, les séquences d'ADN qui constituent les gènes. Cette discipline s'appuie sur le principe selon lequel plus les ressemblances sont grandes, plus l'ancêtre commun est récent, et, par conséquent, plus proche est la parenté des deux espèces étudiées. On peut ainsi déduire directement le cours de l'évolution et, de comparaison en comparaison, remonter jusqu'au point de jonction des lignées. Jusqu'à l'embranchement entre l'homme et le singe, par exemple.

Cette approche nouvelle a parfois entraîné une remise en cause de l'ordre des embranchements fondé sur les comparaisons morphologiques et soulevé des controverses. L'étude, publiée en 1991 dans la revue *Nature* par l'Israélien Dan Graur sous le titre *Le cobaye est-il un rongeur ?* constitue un exemple frappant. Après analyse des gènes du cochon d'Inde (*Cavia porcellus*), Graur et son équipe répondaient par la négative à cette provocation.

Le problème est ardu. L'ordre des rongeurs, le plus important de la classe des mammifères par le nombre des espèces, peut se diviser en trois grands groupes : les écureuils, les souris et apparentés, et les rongeurs d'Amérique du Sud, comme le cochon d'Inde. Mais, s'ils forment apparemment un groupe distinct fondé sur leur morphologie, les rongeurs sont difficiles à situer dans l'arbre de l'évolution des mammifères. Leur squelette ne présente aucun trait distinctif, à l'exception du crâne et des dents, profondément modifiés par un régime végétarien particulier. Une modification qui a occulté toutes les traces d'ascendance.

Les scientifiques ont donc saisi l'occasion qu'offraient les molécules de résoudre le problème. Leur réponse a de quoi surprendre : les gènes des rongeurs d'Amérique du Sud se révèlent si *différents de ceux des autres* représentants du groupe qu'ils constitueraient une lignée complètement à part dans l'évolution. Les cochons d'Inde et leurs apparentés ne ressembleraient aux rongeurs que par convergence, une conséquence de la tendance qu'ont des êtres sans parenté à adopter une morphologie semblable, en réponse à des pressions externes : ici, la nécessité de transformer des aliments durs de nature végétale.

Le royaume du vivant



Reflet du dogme dominant actuellement, cet arbre phylogénique se scinde dès son origine en trois branches, respectivement dédiées aux bactéries, aux eucaryotes et aux archéobactéries. Selon une autre hypothèse, ce sont les éocytes qui seraient à l'origine des eucaryotes.

Cette idée est renforcée par l'existence des multituberculés, des mammifères primitifs, disparus il y a cinquante millions d'années, qui possédaient une mâchoire et des dents semblables aux rongeurs, alors qu'ils ne leur sont pas apparentés.

Bien que ces travaux restent controversés, leurs résultats sont constamment confirmés par des études laissant entendre que beaucoup de rongeurs et autres animaux semblables constituent des lignées depuis longtemps indépendantes. L'ordre des rongeurs ne représenterait donc pas un véritable groupe descendant d'un ancêtre commun, mais se composerait plutôt d'un assemblage de mammifères quelque peu primitifs qui se ressemblent pour d'autres raisons.

Il n'en reste pas moins que toutes ces déductions reposent sur la thèse dite de « l'horloge moléculaire ». Cette dernière suppose que les gènes évoluent à un rythme semblable quelle que soit la famille considérée. Or, s'il apparaissait que les gènes d'une lignée se transforment plus vite que prévu, ils seraient considérés comme plus « différents » des autres qu'ils ne le sont en réalité.

Ce débat met en lumière la question, d'ordre plus général, de l'opposition entre morphologie et molécules. Cette question, qui domine le débat sur les rongeurs, se pose également à propos de l'évolution des baleines. Parce que leur morphologie actuelle, profilée par la mer, occulte les traces de leur ancêtre terrestre, on a eu du mal à les situer dans un schéma de parenté avec les mammifères.

Contrairement à ce qui se passe à propos des rongeurs, la paléontologie s'est révélée utile dans l'identification des fossiles de baleines primitives qui vivaient il y a cinquante-cinq millions d'années et avaient des pattes. Ces pattes présentaient des ressemblances avec celles des artiodactyles (ongulés à sabots pairs, parmi lesquels se classent les bovins, le mouton, le cochon, le daim, le chameau et l'hippopotame). Mais les fossiles les relient à un groupe éteint portant le nom de mésonychides.

Des baleines primitives avaient des pattes ressemblant à celles d'ongulés : bovins, mouton, cochon, daim, chameau, hippopotame

Les paléontologues ont tendance à distinguer le groupe des artiodactyles de celui des baleines, dont les ancêtres pourraient cependant remonter aux mésonychides ou à quelque chose de semblable. Une équipe de chercheurs japonais a fait sensation, l'an dernier, en expliquant, dans un article publié par *Nature*, que les baleines et les artiodactyles ne constitueraient pas des groupes séparés. Selon eux, elles seraient, au contraire, issues de l'arbre artiodactyle, et plus étroitement apparentées à l'hippopotame et aux ruminants qu'au cochon. Ces travaux ont soulevé des interrogations concernant la morphologie des artiodactyles.

Des questions qui rappellent celles posées à propos des rongeurs. Ces débats vont sans doute se poursuivre des années durant, car il reste difficile d'y apporter une réponse définitive. L'évolution moléculaire a le pouvoir de créer autant de problèmes qu'elle en résout.

Henry Gee
Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize

L'origine de la cellule à noyau : une théorie sulfureuse

ON PENSAIT depuis longtemps que la plus grande partie des gènes des eucaryotes (organismes dotés de cellules à noyau) provenaient d'organismes hyperthermophiles, qui peuvent vivre à des températures très élevées. Les données fournies ces dernières années par la génétique ont précisé cette idée. Parallèlement, elles ont montré qu'un pourcentage élevé de leurs gènes provient de bactéries, comme *Escherichia coli*. Les vieilles croyances qui stipulaient que les bactéries n'échangent pratiquement aucun matériel génétique entre elles ayant par ailleurs fait long feu, cette hypothèse n'a rien d'invraisemblable.

Jim Lake, de l'université de Californie (Los Angeles), précise encore les choses. Il pense que les cellules eucaryotes ont hérité des gènes hyperthermophiles une certaine catégorie d'archéobactéries, qu'il a baptisées « éocytes ». Ces organismes – qui vivent dans les geysers et les zones abyssales – sont anaérobies, se nourrissent de soufre et supportent des températures supérieures à celles entraînant la cuisson des tissus vivants.

Mais leur classification porte à polémique. Sous la houlette de l'Américain Carl Woese (université d'Urbana, Illinois), l'un des principaux initiateurs de l'étude des archéobactéries, la plupart des chercheurs pensent que ces éocytes ont le même ancêtre que d'autres archéobactéries, telles les halobactéries (qui se nourrissent de sel) et les méthanobactéries. Selon Jim Lake, au contraire, ils formeraient une branche à part. Le chercheur californien va plus loin. Il affirme que les éocytes sont les candidats les plus vraisemblables à l'origine des organismes eucaryotes. A la lumière des données moléculaires (toujours sujettes à diverses interprétations), il parie ainsi sur le fait que notre ancêtre commun était une bactérie, qui vivait *dans un milieu à température très élevée et sur* laquelle nous n'avons qu'une certitude : elle ne respirait pas d'oxygène.

« C'EST LÀ QUE VOUS FINIREZ »

. D'autres bouleversements se sont produits à l'aube de la vie, impliquant de nombreux processus métaboliques. Les cellules eucaryotes furent une grande innovation : de taille plus *importante que les cellules procaryotes* (cellules sans noyau), elles contiennent des mitochondries, petits éléments cellulaires qui les aident dans le métabolisme énergétique. D'après la théorie « endosymbiotique », démontrée pour le première fois par Michael W. Gray, de l'université de Dalhousie (Halifax, Canada), l'origine des mitochondries est, elle aussi, bactérienne. Les cellules eucaryotes auraient absorbé une bactérie, qui aurait peu à peu perdu du volume, des gènes et des fonctions pour devenir les mitochondries que nous connaissons aujourd'hui.

Lake raconte que, quand il publia son hypothèse sur l'ancêtre des eucaryotes, il reçut une lettre qui disait : *« Vous affirmez que la vie a surgi d'une bactérie qui vivait à des températures torrides et qui empestait le soufre ? J'ai des nouvelles pour vous. Ce n'est pas de là que la vie a surgi, mais c'est là que vous finirez. »* Visiblement, l'idée dérange. Mais rien ne prouve pour autant qu'elle est fausse.

Reste, toutefois, à comprendre comment sont apparues les structures typiques des cellules eucaryotes, comme le noyau ou le cytosquelette. Une énigme à laquelle les archéobactéries, cette fois, ne semblent pas pouvoir répondre.

Malen Ruiz de Elvira
Traduit de l'espagnol par Hélène Prouteau

« Homo sapiens sapiens », un singe parmi les autres

LES DÉCRYPTEURS de fossiles ont bien travaillé. Grâce aux vestiges retrouvés un peu partout dans le monde, ils sont parvenus à reconstituer, dans ses grandes lignes, l'évolution des mammifères, apparus il y a 150 à 200 millions d'années sous la forme d'un petit rongeur. Depuis la célèbre question posée par Buffon dans son *Histoire naturelle* (l'âne et le cheval ont-ils un ancêtre commun ?) et, surtout, depuis la réponse affirmative apportée par Lamarck en l'an 1800, ils ont patiemment retracé, rameau par rameau, l'arbre généalogique de cette grande famille. Mais ils ont achoppé sur ce qui les touchait au plus près. L'histoire des préhominiens, qui a abouti à l'émergence de l'homme, continue pour l'essentiel d'échapper à leur entendement.

Aucun fossile n'a été retrouvé qui éclairerait la période cruciale, il y a de 10 à 5 millions d'années, durant laquelle l'aventure humaine a véritablement commencé. Et si le plus ancien hominidé connu, *Ardipithecus ramidus*, découvert en 1993 dans les roches vieilles de 4,4 millions d'années du bassin de l'Awash (*Awash, Ethiopie*), a été classé dans la famille humaine en raison de caractéristiques de son crâne et de ses dents, il s'en est fallu de peu. D'un *Ardipithecus* légèrement plus « primitif », les chercheurs n'auraient pu dire s'il appartenait à la lignée des hominidés, ou à celle qui mène au chimpanzé.

Ce chaînon manquant tant regretté, ce « vide fossile » de 5 millions d'années peut-il être comblé par la génétique ? C'est ce à quoi s'efforcent de répondre divers laboratoires dans le monde, parmi lesquels, depuis une quinzaine d'années, une équipe française du CNRS. *Dirigés par Bernard Dutrillaux*, biologiste à l'Institut Curie (Paris), ses travaux s'appuient non pas sur la comparaison des gènes d'une espèce à une autre, mais sur celle, plus macroscopique, de leurs chromosomes. Avec des résultats qui ont progressivement convaincu la communauté scientifique, et qui montrent que l'espèce humaine tient somme toute une place fort banale dans son album de famille.

Sauf exceptions, tous les individus d'une même espèce possèdent le même caryotype, autrement dit le même nombre et la même configuration de chromosomes. Celui de l'homme comprend 46 chromosomes, dont deux sexuels. Les primates comportant le plus petit nombre de chromosomes (20) sont les lépilémurs de Madagascar, ceux en ayant le plus (84) sont les tarsiers d'Asie. Avec, entre ces deux extrêmes, toutes sortes de variantes.

LE RÔLE DES « ACCIDENTS »

Depuis l'apparition de l'ancêtre commun à tous les primates se sont donc produits, conjointement à la diversification des espèces, de multiples réarrangements chromosomiques. Quel rôle ont joué ces « accidents » dans la mécanique évolutive ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais, à mesure que s'est affinée l'étude des caryotypes (les techniques de la biologie moléculaire permettent désormais d'établir très finement la composition des chromosomes), une certitude s'est fait jour : de la même façon que la comparaison d'un gène entre deux espèces fournit des informations sur leur lien de parenté, l'étude des accidents chromosomiques offre une voie d'accès pour remonter l'échelle de l'évolution.

Limite de la méthode : plus les espèces sont éloignées, plus la comparaison directe de leurs chromosomes est difficile. Pour reconstituer l'arbre généalogique des primates, Bernard Dutrillaux a donc procédé étape par étape, en commençant par la comparaison d'espèces proches. *« Par exemple, le fait que le chimpanzé, le gorille et l'orang-outan possèdent un chromosome identique au chromosome 6 humain indique que leur ancêtre commun possédait déjà ce chromosome »*, précisait-il récemment (*La Recherche*, mai 1997).

Partant de ce principe – dit de « parcimonie », car il adopte l'hypothèse la plus économe en remaniements –, son équipe a effectué la comparaison systématique de 120 espèces de primates. Avec, comme résultat immédiat, la confirmation de la classification établie par la systématique traditionnelle. L'ordre des primates se divise bien en deux sous-ordres, celui des prosimiens (incluant les lémuriens) et celui des simiens. Le sous-ordre des simiens comprend à son tour deux infra-ordres, celui des platyrhiniens et celui des catarhiniens, auquel appartient l'homme.

Mais l'apport de la « phylogénie chromosomique » ne s'arrête pas là. Partant de la forme générale de l'arbre des primates, elle a également permis de préciser la longueur de ses branches, c'est-à-dire de savoir à quel moment les lignées ont divergé les unes des autres. *« Cet arbre indique, pour commencer, que l'évolution des primates a été très vite divergente »*, poursuit Bernard Dutrillaux. A la lecture de leurs seuls chromosomes, simiens et prosimiens ancestraux auraient même bifurqué dès leur apparition, il y a environ 70 millions d'années.

BIFURCATIONS

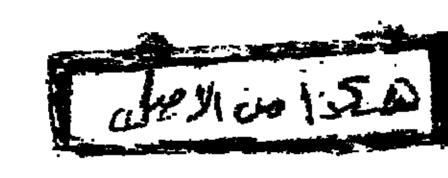
Les simiens semblent également partager un tronc très court, avant de se séparer en platyrhiniens et catarhiniens. Ce dernier groupe, en revanche, garde un long tronc commun, avant que se produisent les nouvelles bifurcations qui mèneront finalement aux hominidés.

La suite, dans le détail, reste encore à préciser. Mais, déjà, les grandes lignes sont tracées. L'orang-outan prend tout d'abord la tangente, tandis que l'ancêtre commun du chimpanzé, du gorille et de l'australopithèque (duquel émergera l'homme) poursuit sa route. Quand les trois espèces se sépareront à leur tour, elles garderont en commun onze chromosomes et la majeure partie de leurs gènes.

On sait notamment – et la chose, certifiée dans les années 1970, ne fut pas si facile à admettre – que l'homme et le chimpanzé ont en commun 99 % de leur génome. En supposant que l'évolution moléculaire se produit à un rythme précis et régulier (ce qui reste à vérifier), les deux lignées auraient divergé il y a 5 millions d'années à peine. Une estimation que ne contredit pas la morphologie mi-homme mi-chimpanzé de l'*Ardipithecus ramidus*, dont les 4,4 millions d'années seraient alors situées très près de l'embranchement.

Catherine Vincent

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*.



Ensoleillé surtout dans le Sud

LE TEMPS restera sec sur l'ensemble de la France vendredi, avec un franc soleil sur un grand nombre de régions. Seules celles proches des frontières belge et allemande subiront plus de nuages. Les températures seront juste de saison sur la moitié nord, encore agréables au sud.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. – La journée est partout ensoleillée, avec seulement de discrets nuages. Les températures sont de saison, avec 11 à 13 degrés.

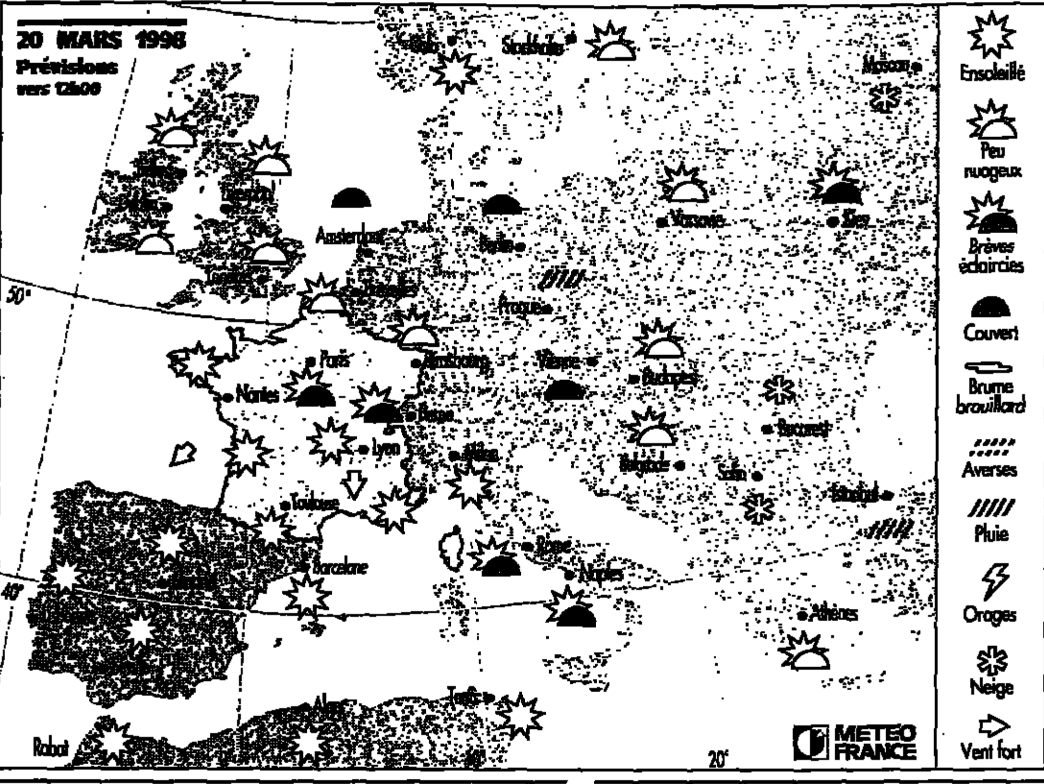
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après la dissipation de bancs de brouillards, la matinée est ensoleillée en Ile-de-France, Haute-Normandie et Centre ; elle est partagée entre soleil et nuages dans le Nord, la Picardie et les Ardennes. L'après-midi, les nuages se font plus nombreux, surtout près de la frontière belge. Les températures sont à peine de saison, entre 9 et 11 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La matinée est ensoleillée en Franche-Comté et Bourgogne, un peu plus nuageuse ailleurs. Ensuite, des nuages venus du nord envahissent peu à peu le ciel, surtout près de la frontière belge. Les températures sont un peu fraîches, entre 8 et 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – C'est une belle journée, une fois les rares bancs de brouillard dissipés dans le Sud-Ouest. Les températures s'échelonnent de 11 dans le Centre à 15 ou 16 degrés dans le Sud-Ouest.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La journée est ensoleillée avec de rares brouillards matinaux dans les vallées, puis quelques nuages en journée. Le thermomètre atteindra 12 à 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil régnera partout. Le mistral soufflera à nouveau, surtout l'après-midi où les rafales atteindront 80 km/h. Les températures seront comprises entre 16 et 19 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **COMORES.** Un troisième vol hebdomadaire sera assuré, à partir du dimanche 29 mars, par Emirates, *via* Dubaï, de Paris à Moroni, chaque dimanche. Cette liaison s'ajoute aux vols des mercredis et vendredis. Les trois continuent sur Johannesburg. De Nice, la compagnie aérienne annonce un deuxième vol aller vers Moroni, et un troisième vol retour. Ces nouvelles liaisons seront assurées en Airbus A 310-330 configurés en deux classes : affaires et économique. Réservation, tél. : 01-53-05-35-35.

■ **AMÉRIQUES.** Delta Air Lines et Air Jamaica annoncent le partage de leurs codes à partir du 6 avril. Cela implique une meilleure desserte de la Jamaïque et des Caraïbes orientales, depuis Atlanta (plaque tournante de Delta), Miami et New York, vers Montego Bay et Kingston (Jamaïque), la Barbade et Sainte-Lucie.

PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	26/31 P	KIEV	-4/-1 S	VENISE	3/12 N	LE CAIRE	9/18 S
				POINTE-A-PIT.	22/30 P	LISBONNE	12/23 S	VIENNE	1/5 C	MARRAKECH	13/28 S
				ST-DENIS-RÉ.	24/30 S	LIVERPOOL	6/11 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/26 S
				EUROPE		LONDRES	7/12 N	BRASILIA	20/28 N	PRETORIA	17/31 S
				AMSTERDAM	4/9 C	LUXEMBOURG	1/8 N	BUENOS AIR.	16/26 N	RABAT	11/23 S
FRANCE métropole		NANCY	0/7 N	ATHENES	7/10 N	MADRID	6/22 S	CARACAS	24/30 S	TUNIS	10/17 S
AJACCIO	6/16 S	NANTES	4/12 N	BARCELONE	9/15 S	MILAN	1/16 S	CHICAGO	0/4 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	7/13 S	NICE	8/15 S	BELFAST	8/11 N	MOSCOU	-8/-4 *	LIMA	24/30 N	BANGKOK	26/36 N
BORDEAUX	6/15 S	PARIS	3/9 S	BELGRADE	-3/6 N	MUNICH	-3/7 N	LOS ANGELES	13/20 S	BOMBAY	22/34 S
BOURGES	2/10 S	PAU	4/14 S	BERLIN	0/4 C	NAPLES	5/12 S	MEXICO	16/27 S	DJAKARTA	26/31 P
BREST	6/11 S	PERPIGNAN	10/20 S	BERNE	-2/7 S	OSLO	-7/3 S	MONTREAL	-3/2 C	DUBAI	19/27 C
CAEN	5/8 S	RENNES	5/11 S	BRUXELLES	5/10 N	PALMA DE M.	6/18 S	NEW YORK	6/11 N	HANOI	23/27 C
CHERBOURG	6/10 S	ST-ETIENNE	2/8 S	BUCAREST	-2/5 *	PRAGUE	-3/4 P	SAN FRANCS.	8/14 C	HONGKONG	17/22 N
CLERMONT-F.	2/10 S	STRASBOURG	0/8 N	BUDAPEST	-2/5 N	ROME	2/14 S	SANTIAGO/CHI.	9/26 S	JERUSALEM	7/15 C
DIJON	2/8 S	TOULOUSE	5/15 S	COPENHAGUE	-2/5 P	SEVILLE	10/25 S	TORONTO	-3/3 C	NEW DEHLI	18/31 S
GRENOBLE	3/14 S	TOURS	3/10 S	DUBLIN	6/11 N	SOFIA	-2/3 *	WASHINGTON	9/19 C	PEKIN	-7/2 S
LILLE	2/9 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	3/10 N	ST-PETERSB.	-8/-4 N	**AFRIQUE**		SEOUL	1/8 S
LIMOGES	3/10 S	CAYENNE	25/31 S	GENEVE	-1/9 S	STOCKHOLM	-7/3 N	ALGER	5/18 S	SINGAPOUR	27/32 C
LYON	4/11 S	FORT-DE-FR.	25/30 N	HELSINKI	-9/-2 N	TENERIFE	13/17 S	DAKAR	23/27 S	SYDNEY	20/28 S
MARSEILLE	5/16 S	NOUMEA	25/29 N	ISTANBUL	1/6 P	VARSOVIE	-4/0 N	KINSHASA	23/33 N	TOKYO	9/20 P

Situation le 19 mars à 0 heure TU

Prévisions pour le 21 mars à 0 heure TU

METEO FRANCE

VENTES

Environ 140 tableaux orientalistes proposés à Drouot

MALGRÉ des cotes assez mouvantes, le courant orientaliste continue d'exercer son attrait sur un public très international, arabe et européen. D'une manière générale, l'exotisme reste en Europe une des valeurs sûres du marché de l'art, aussi bien pour les tableaux que les objets. Dans l'orientalisme, l'interprétation des pays du Maghreb et du Moyen-Orient par des peintres occidentaux attire d'abord les acheteurs originaires de ces lieux : les Libanais recherchent leurs paysages familiers, les Egyptiens le Nil, les Turcs le Bosphore.

Les émirs originaires de pays producteurs de pétrole sont également amateurs, et leurs interventions sporadiques bousculent régulièrement ce secteur. Un engouement soudain, la création d'une fondation ou d'un musée expliquent pourquoi, tout à coup, les prix peuvent bouger.

Apparu en France après le voyage au Maroc d'Eugène Delacroix en 1832, ce mouvement pictural a inspiré des artistes de toute l'Europe qui ont développé plusieurs écoles, française, italienne, espagnole, allemande, etc. Ils se sont attachés à dépeindre l'atmosphère de l'Orient, captant la vie quotidienne et la lumière.

A Drouot, jeudi 26 et vendredi 27 mars, une vente d'art islamique propose environ 140 tableaux orientalistes des différentes écoles européennes. Parmi les plus représentatifs du genre figure une grande toile de Fabio Fabbi (1861-1946), un Italien apprécié pour son exotisme très pompier. *La Danse des gargoulettes* est un bel exemple des fameuses danseuses, partie intégrante du folklore orientaliste avec les représentations des femmes au harem (300 000 à 400 000 francs).

Dans ce type de scène, on apprécie la beauté du mouvement, celle des femmes, le raffinement des décors et des costumes. La rue, les marchés, les villages font partie des thèmes maintes fois repris. Les amateurs aiment y retrouver des détails architecturaux typiques (minarets, fontaines, etc.), mis en valeur par une composition bien construite où évoluent des foules grouillantes et des personnages pris sur le vif.

Une *Rue animée du Caire* est l'œuvre d'un peintre suédois, Franz Odelmark (1849-1937), qui s'est particulièrement intéressé à l'architecture (80 000 à 120 000 francs). De l'école russe, on découvrira les œuvres colorées d'Alexandre Roubstzoff (1884-1949), qui s'était fixé en Tunisie au début du siècle (15 000-25 000 francs). Terminons par deux Français dont la manière très personnelle se démarque complètement du courant orientaliste bien qu'ils aient peint les mêmes endroits. Une toile spectaculaire de Théodore Frère (1814-1888), *Campement au pied de la citadelle au Caire*, offre une grande perspective baignée de rose et de blanc où les personnages du premier plan se fondent littéralement dans le paysage du désert qui, lui-même, vient s'achever dans le trait net de la citadelle (300 000 francs).

Jacques Majorelle (1886-1962), fils du célèbre ébéniste de Nancy, élabore un art très construit, plein de géométrie. Le village de Freija, dans la vallée du Sous (Maroc), peint à la gouache rehaussée d'or et d'argent, daté de 1930 (180 000 à 200 000 francs).

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu jeudi 26 et vendredi *27 mars*. Exposition mercredi 25 de 11 à 18 heures. Les jeudi et vendredi de 11 à 12 heures. Etude Tajan, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. : 01-53-30-30-30. Expert Lucien Arcache, tél. : 01-45-00-26-80.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Gex** (Ain), parc expo, du vendredi 20 au dimanche 22 mars, de 9 à 20 heures, 80 exposants, entrée 35 F.

● **Castres** (Tarn), parc expo du vendredi 20 au lundi 23 mars, vendredi de 14 à 19 heures, samedi 21 et dimanche 22 mars de 10 à 19 heures, 40 exposants, entrée 17 F.

● **Vichy** (Allier), parc expo-Palais du Lac, samedi 21 et dimanche 22 mars, de 9 h 30 à 18 h 30, 40 exposants, entrée 20 F.

● **Angoulême** (Charente), parc expo Bel-Air, samedi 21 et dimanche 22 mars, de 9 à 19 heures, 50 exposants, entrée 20 F.

● **Lorient** (Morbihan), Palais des Congrès, samedi 21, de 9 h 30 à 19 h 30, et dimanche 22 mars, de 10 heures à 19 h 30, 30 exposants, entrée 20 F.

● **Péronne** (Somme), salle Mac Orlan, samedi 21 et dimanche 22 mars, de 9 h 30 à 19 heures, 20 exposants, entrée 10 F.

BROCANTE

● **Bordeaux** (Gironde), parc expo Le Lac, du vendredi 20 au dimanche 22 mars, 300 exposants.

● **Alençon** (Orne), parc expo, du vendredi 20 au dimanche 22 mars, 80 exposants, entrée 25 F.

● **Paris**, avenue du Maine, du vendredi 20 au dimanche 29 mars, 130 exposants, entrée libre

● **Concarneau** (Finistère), salle de l'Hermine, du samedi 21 au dimanche 22 mars, samedi de 9 à 19 heures, dimanche de 10 à 19 heures, 35 exposants, entrée 15 F.

COLLECTIONS

● **Toulouse** (Haute-Garonne), Salon du livre ancien, salle EDF-Brazacle, samedi 21 et dimanche 22 mars, 40 exposants.

● **Floirac** (Gironde), Salon des coquillages. Maison du sport et de la culture, du vendredi 20 au dimanche 22 mars, 15 exposants.

● **Avignon** (Vaucluse), Salon auto-moto de collection, parc expo, samedi 21 et dimanche 22 mars, 120 exposants, entrée 40 F.

● **Panazol** (Haute-Vienne), Salon des vieux papiers, Centre Jean-Cocteau, samedi 21 et dimanche 22 mars, 30 exposants, entrée 10 F.

■ **ART TIBÉTAIN : la vente de succession** d'une collection d'Extrême-Orient aura lieu à Mayenne dimanche 22 mars. On y trouvera des bronzes tibétains des XVII[e] et XVIII[e] siècles (25 000 à 40 000 F), des peintures tibétaines du XVII[e] au XIX[e] siècle (3 000 à 30 000 F), et des objets de culte chamanique et tantrique : masques (2 000 à 15 000 F), tabliers de chamane... Etudes Blouet, tél. : 02-43-04-13-74. Expert Bernard Gomez, tél. : 04-91-31-61-61.

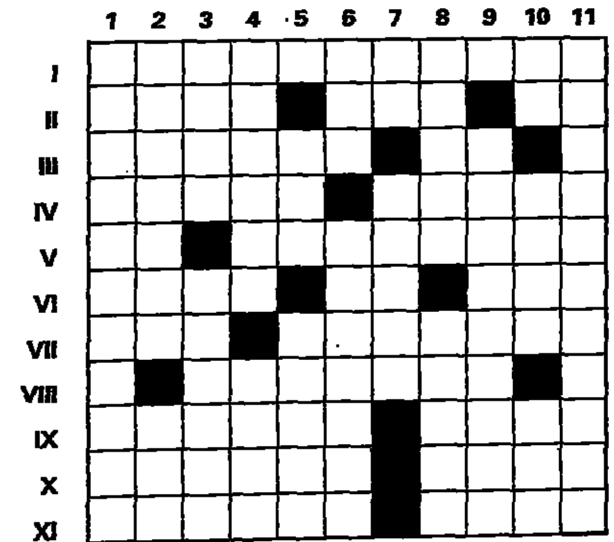
■ **POSTIMPRESSIONNISME : la galerie Popoff** (86, faubourg Saint-Honoré 75008 Paris) étend ses activités à la peinture. Jusqu'au 12 avril, une exposition est consacrée à Michel Saint-Alban, un postimpressionniste contemporain (20 000 à 90 000 F). *Tous les jours de 10 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures.*

■ **TISSUS ET COSTUMES : un ensemble** de pièces XVIII[e] et XIX[e] siècles est proposé à Senlis samedi 28 mars. A noter une robe à la française en lampas de soie brochée sur fond damassé blanc, vers 1765 (60 000 à 80 000 F), un habit d'homme à la française en pékin vert richement brodé, d'époque Louis XVI (5 000 à 6 000 F), un voile de Gênes du début du XIX[e] (6 000 à 8 000 F). Etude de Muizon-Le Coënt, Senlis, tél. : 03-44-53-03-42. Expert, M. Petitcol, tél. : 05-58-98-72-65.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98068

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. La fin du 1 vertical. – II. Indispensable pour le 1 vertical. Toujours actif au Japon. Propos enfantin. – III. Assemblent marches et contremarches. Patrie d'Abraham. – IV. Fait des petits trous. Profession de foi. – V. Personnel. Ouverture sur la vie. – VI. Déformés. Nouveau à chaque tour. Parlé à Taïwan. – VII. Pas fréquentable par son inverse. Planqué pour certains. – VIII. Signaler le danger ou avoir peur. – IX. Ramassas la sanction. Compagnon de saint Paul. – X. Apprécient. Au bout de la prière. – XI. Elément décoratif. Stabilise le bâtiment.

VERTICALEMENT

1. Assure un bon départ dans la vie. – 2. Un bon moyen pour faire taire. Un bon moyen pour se faire entendre. – 3. Attaque l'acier. Attaque le bois. – 4. Ramollos. Sapé n'importe comment. – 5. Un début de nécrose. Partent du cœur. – 6. Grande quantité. Laisse passer facilement. – 7. Bonne carte. Coquillages méditerranéens. – 8. Se rangent dans un sac. Corps simple éclatant. – 9. Remis sous presse. – 10. Reste anonyme. Passif comptable. Possessif. – 11. Problème de timbre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98067

HORIZONTALEMENT

I. Chansonnier. – II. Hélium. Ogre. – III. Arlésiennes. – IV. Tees. Rare. – V. Ode. Feue. Ce. – VI. Ui. Fin. Talc. – VII. Itération. – VIII. La. Lundi. – IX. Liminaire. – X. Ire. Aïe. Ame. – XI. Sermonneurs.

VERTICALEMENT

1. Chatouillis. – 2. Héréditaire. – 3. Allée. Mer. – 4. Nies. Frai. – 5. Sus. Fia. Nao. – 6. Omirent. Ain. – 7. Eau. Ilien. – 8. Non-retour. – 9. Igné. Anneau. – 10. Ere. Cl. Mr. – 11. Respectives.

L'ART EN QUESTION N° 58

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Idéale Isabelle

LES TRAVAUX de l'église Saint-Louis de Poissy furent commencés sans doute en 1297 et se poursuivirent jusqu'en 1331. L'édifice fut entièrement détruit au XIX[e] siècle. Il est connu grâce à des plans et des dessins réalisés après l'incendie de 1695, qui ravagea les parties hautes de l'église. Le décor intérieur est extrêmement raffiné : le transept était consacré à la glorification de Saint Louis et de sa famille. Les sculptures témoignent des tendances novatrices de cette époque par la souplesse des drapés, par l'élongation du corps et par leur *élégante simplicité*.

Six enfants royaux étaient représentés avec Louis IX et son épouse Marguerite de Provence. Aujourd'hui, seuls deux d'entre eux ont été retrouvés, dont l'effigie d'Isabelle de France.

Qui est représenté sur la deuxième sculpture ?

■ Louis, mort en 1276.

■ Philippe, futur Philippe III le Hardi, mort en 1285.

■ Pierre, comte d'Alençon, mort en 1284.

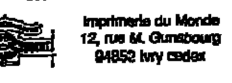
Réponse dans *Le Monde* du 27 mars.

Isabelle de France pierre, hauteur : 116 cm. Collégiale de Poissy, actuellement au Grand Palais, jusqu'au 30 juin, à l'occasion de l'exposition « L'art au temps des rois maudits, Philippe le Bel et ses fils, 1285-1328 ».

PHOTO RMN

Solution du jeu n° 57 paru dans *le Monde* du 13 mars

Le Portrait d'un vieillard et d'un jeune garçon de Domenico Ghirlandaio représente probablement le directeur de la banque Medicis, Francesco Sassetti (1420-1490), dont le nom est associé à la décoration de la chapelle funéraire de l'église Santa Trinità, à Florence.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

MUSIQUE L'Orchestre symphonique de Boston a commandé en 1994 une nouvelle pièce au Français Henri Dutilleux, qui n'a rendu sa partition que trois ans plus tard. *The Shadows of Time* a été créé en octobre 1997 dans l'acoustique exceptionnelle du Symphony Hall de Boston, par Seiji Ozawa, à la tête de la *formation* qu'il dirige depuis 25 ans. ● « THE SHADOWS OF TIME » constitue l'une des plus belles réussites du compositeur français né en 1916. Conçus pour grand orchestre et troix voix d'enfants, ces « cinq épisodes » seront donnés le 20 mars à Paris, par les mêmes interprètes, au Théâtre des Champs-Elysées. ● PRÉSENTÉ à Boston, lors des deux concerts du 12 et 13 mars, la maison Erato va faire paraître un disque compact enregistré dans les conditions du direct. Moins d'une semaine après son enregistrement, il sera disponible à la vente à l'issue du concert parisien.

« The Shadows of Time », prodige artistique et prouesse technique

La firme Erato fera paraître en moins d'une semaine le premier enregistrement de cette œuvre exceptionnelle d'Henri Dutilleux, créée à Boston. Elle sera donnée à Paris le 20 mars par l'Orchestre symphonique de Boston, sous la direction de Seiji Ozawa

BOSTON
de notre envoyé spécial

Pour Henri Dutilleux, Boston, Massachusetts, son Symphony Hall, son orchestre légendaire, tout cela représente de vieux et chers souvenirs. Ceux, en particulier, de Charles Munch, qui y créa sa *Deuxième Symphonie* (1959). Presque quarante ans après sa première visite, Henri Dutilleux est là, de nouveau. En 1994, Seiji Ozawa lui a commandé une pièce pour l'Orchestre symphonique de Boston, avec lequel il fête vingt-cinq années de collaboration en tant que directeur musical. Créée en octobre 1997 à Boston, redonnée à New York par le Boston Symphony, puis créée en Europe par l'Orchestre philharmonique de Berlin, *The Shadows of Time* (« *Les Ombres du temps* ») sera donnée en première française au Théâtre des Champs-Elysées, à Paris, le 20 mars, dans le cadre d'une tournée européenne.

Les Français, qui ont déjà pu entendre la pièce diffusée en direct de Berlin sur les antennes de France-Musique, découvriront cependant une mouture légèrement différente, le compositeur ayant souhaité rajouter une « rustine » de quelques mesures, à la fin de sa pièce, un peu comme il l'avait fait en glissant un interlude entre les deux mouvements de *Timbres, Espace, Mouvement* (1978), écrits à la mémoire de Charles Munch, à l'occasion des dix ans de sa disparition.

Les Américains connaissent et apprécient la musique de Dutilleux (beaucoup de commandes de ses œuvres émanent des Etats-Unis). On lui demande des cours, les orchestres les plus importants (tout récemment l'Orchestre symphonique de San Francisco) le convient à des résidences. L'un de ses chefs favoris, Jukka Pekka Saraste, lui demande d'assister, à Toronto, à l'enregistrement de trois de ses pièces, en mai prochain. Dutilleux, qui porte bien ses quatre-vingt-trois ans malgré les suites d'une grave maladie et un emploi du temps chargé, n'accepte d'être présent que lorsqu'il peut assister au moins à une répétition et intervenir s'il le faut. Venir recueillir des bravos au concert n'est pas le genre de cet homme discret et exquisement urbain, très différent de Stravinsky qui, à la fin de sa vie, se faisait payer cher pour simplement assister à l'exécution de sa musique...

CONTINUITÉ D'ÉCRITURE

Le public du concert en matinée du vendredi 13 mars est essentiellement composé de vieilles dames, mais le succès est de taille. Le compositeur, qui en a vu d'autres et sait que de nombreux étudiants étaient présents la veille au soir, s'amuse du commentaire, en français, d'une digne Bostonienne lorsque celle-ci, venue probablement pour la seconde partie (la *Sixième Symphonie*, de Mahler), le croise dans l'escalier du Symphony Hall à l'entracte : « *Très intéressant, monsieur !* »

Très intéressante, la musique de Dutilleux ? Cela va sans dire. Disons plutôt : émouvante, forte, libre. Dans *The Shadows of Time*, malgré la gravité du « sujet », du moins de l'inspiration (les douleurs de la guerre, de l'enfance martyrisée, le drame d'Anne Frank... Mais les voix d'enfants présentes quelques instants ne sont en rien une concession à l'anecdotique), l'œuvre témoigne d'une force inventive presque joyeuse. Il y a bien des moment oppressés (figures iambiques aux cordes), mais on est transporté par les dessins des vents, projetés par grappes ou gerbes, formant comme des vagues sonores, par les solos de trompette au début de l'œuvre rappelant l'incroyable vitalité d'*Iberia*, de Claude Debussy. La flexibilité des figures ondulantes et parallèles des bois, dans la première partie, peut rappeler celles, mystérieuses, du début du *Château de Barbe-Bleue*, de Bela Bartok...



WOLFGANG OSTERHELD

Henri Dutilleux.

Henri Dutilleux, qui accorde beaucoup d'importance au phénomène de la mémoire, même inconsciente, se laisse prendre au doux piège, non de l'autocitation, mais d'une continuité d'écriture, d'atmosphère... Les connaisseurs retrouveront sûrement la figure iambique des cordes de la cinquième partie de *The Shadows of Time* dans telle section de *Mystère de l'instant* ou de *Timbre, espace, mouvement*. Mais rarement la musique de Dutilleux n'a sonné si polyphonique, si libre et concertée à la fois, admirable dans tous ses paramètres : saveur des timbres, beauté de l'harmonie, extrême liberté des couches sonores parallèles. Et ce « je-ne-sais-quoi » d'évident qui confère à cette pièce le statut de « classique » immédiat, ni début ni fin de siècle : *The Shadows of Time* est une musique raffinée et complexe, abordable et lisible, touffue et jamais rebutante.

Pendant ces deux concerts des 12 et 13 mars, les micros d'Erato sont présents. Martin Sauer, directeur artistique du label et directeur artistique d'enregistrement, supervise les opérations, avec le concours de John Newton, ingénieur du son américain enregistrant aussi bien les disques de John Adams que ceux de Daniel Barenboïm ou d'Anonymous 4. La filiale française de Warner Classics a décidé de produire en un temps record un disque compact de *The Shadows of Time*, confectionné à partir de ces deux exécutions bostoniennes, destiné à être disponible le soir même du concert du Boston Symphony à Paris, moins d'une semaine après *(lire l'entretien ci-dessous)*.

MOINS « PROPRE », PLUS INSPIRÉE

Deux prises complètes de la pièce et un raccord de vingt minutes suffisent pour corriger quelques détails de mise en place dans l'orchestre ou de bruit dans la salle. Le lendemain, samedi 14, à 8 h 45, Martin Sauer et Henri Dutilleux quittent l'Hôtel Eliot pour Jamaica Plain, à quelque quinze minutes du centre-ville. Là se trouvent les studios spacieux et calmes de Sound Mirror, la compagnie de John Newton. Seiji Ozawa rejoint les deux hommes pour une séance de contrôle et de vérification des montages. Le chef japonais a peu de temps, entre une répétition et un voyage transatlantique le soir même, mais il est disponible et enthousiaste. Chacun a sa conception : le compositeur est ravi, mais tient à « son » tempo pour la fin de l'œuvre, noté « *comme un mouvement d'horlogerie* ». Il insistera pour que l'on prenne la partie satisfaisante de la première exécution (celle du 12 mars), plus « urgente », et que l'on conserve le début de la dernière section dans la version du 13 mars, plus « habitée ».

Martin Sauer respecte les niveaux, surveille la mise en place et tente de corriger au mieux les bruits (dont une toux qui restera finalement au montage final...). Il avait fait un choix inverse pour cette fin, mais en bon directeur artistique, il se rallie au vœu du compositeur et à celui du chef. La prise est moins « propre » – soit –, mais elle est plus inspirée. Va donc pour celle-ci. Seiji Ozawa, qui, dès la première, en octobre dernier, dirigeait de mémoire, accepte de jeter un œil sur une partition qu'il connaît visuellement dans les moindres détails et qu'il a dirigée magnifiquement, comme si elle faisait partie de son répertoire depuis toujours. La trompette, que double un autre instrument sur la même note, a-t-elle réellement joué à telle mesure ? On réécoute. Fausse alerte. Les oreilles sont aux aguets car il faut faire au mieux dans le cadre d'un timing implacable. Rien n'est *définitif* (surtout dans le cas de Dutilleux, dont les pièces sont fréquemment réenregistrées), mais autant que faire se peut, plutôt donner la meilleure image de la pièce pour sa première diffusion, tout en respectant le caractère « naturel » de cet enregistrement pris sur le vif.

L'ingénieur du son exécute les corrections demandées. Grâce à un système informatique très sophistiqué, il peut déplacer les montages, essayer des « rustines » (*patches*), il peut même « maquiller » certains raccordements périlleux par le système du *cross fade*, véritable antirides sonore dont un usage raisonnable peut se révéler secourable. Martin Sauer vérifie tous les détails litigieux. L'ordinateur repère en quelques secondes le moment idoine, l'isole, le copie et le recolle (le couper-coller familier aux utilisateurs de l'informatique pour un simple traitement de texte). L'idée était judicieuse, mais le souvenir trompeur. On gardera l'extrait tel quel. Une réécoute globale rassure tout le monde : on n'y entend que du feu.

R. Ma.

★ Dutilleux : *The Shadows of Time* – Mahler : *Symphonie n° 6 « Tragique »*, le 20. Mahler : *Symphonie n° 3*. Orchestre symphonique de Boston, Seiji Ozawa. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. M° Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 630 F.

Le Symphony Hall, meilleure salle américaine

Le Boston Symphony Hall est un lieu mythique qui n'a pas volé sa réputation. Longtemps concurrente de Carnegie Hall, cette salle construite en 1900 est, depuis la réfection contestée de la salle new-yorkaise, considérée comme la meilleure acoustique nord-américaine. Construite sur le modèle de l'ancien Gewandhaus de Leipzig, en forme de « boîte à chaussures », cette salle néo-classique vient d'être restaurée et peut accueillir 2 635 spectateurs.

A l'occasion des célèbres Boston Pops Concerts, les sièges du parterre sont retirés pour laisser place à 241 petites tables autour desquelles on boit et on mange. L'acoustique est idéale : clarté, réverbération qui ne noie pas le son (comme cela peut être parfois le cas au Concertgebouw d'Amsterdam, une salle de plan similaire). Le seul léger désagrément est la taille du plateau : peu adapté aux grandes formations modernes, il comprime le son dans les grands tuttis et favorise les cuivres.

« J'ai pensé aux enfants d'Izieu, à Anne Frank »

LE COMPOSITEUR Henri Dutilleux décrit les circonstances de la conception de « The Shadows of Time » :

« Je n'aime pas les programmes, mais je dois avouer que pour *The Shadows of Time*, j'ai été influencé par la période pendant laquelle j'ai commencé à travailler. C'était pendant le cinquantenaire de la Libération, et beaucoup de souvenirs sont revenus à ma mémoire. J'ai pensé aux enfants d'Izieu, à Anne Frank. D'où le texte, court, que chantent les trois voix d'enfants dans l'interlude, au centre de la pièce : « *Pourquoi nous, pourquoi l'étoile ?* » J'ai eu une enfance heureuse, un peu mélancolique, mais je n'ai pas souffert de quoi que ce soit. Pourtant, nous vivions encore les suites de la première guerre mondiale quand Hitler a fait parler de lui. Ce siècle aura été assez terrible. Pourtant, je ne me résous pas à être pessimiste.



VERBATIM

» J'ai d'abord travaillé sans idée ni plan préconçus. J'ai jeté des idées sur le papier. C'étaient des fragments pour bois et cuivres, que l'on retrouve d'ailleurs, presque tels quels, dans la version définitive. Je souhaitais dans un premier temps écrire pour un orchestre sans cordes. Et j'en suis revenu à l'idée d'un grand orchestre symphonique traditionnel. Près de mon studio, sur l'île Saint-Louis à Paris, il y a une cour d'école. Les braillements des enfants et ces souvenirs de la dernière guerre se sont mêlés. D'où l'idée de cette présence de voix d'enfants dans *The Shadows of Time*.

» *J'aimerais enfin écrire pour la* voix, aujourd'hui, s'il m'est permis de le faire... J'ai longtemps été bloqué par le problème de la convention prosodique. Mais c'est en fait que je n'ai pas trouvé le texte qui convienne à ce dessein. Je n'ai pas envie d'écrire pour une voix instrumentale ou blanche, comme celle des enfants, mais pour une voix chaude, lyrique, celle d'un mezzo ou d'un contralto. »

Martin Sauer, directeur artistique des disques Erato

« Il fallait inscrire rapidement cette œuvre à notre catalogue »

BOSTON
de notre envoyé spécial

« Vous avez décidé de produire un disque compact de *The Shadows of Time*, d'Henri Dutilleux, en moins d'une semaine. Comment est-ce possible ?

– *Fabriquer un disque compact* n'est pas en soi une affaire si compliquée. Il faut simplement que les divers maillons de la chaîne se succèdent sans encombre. D'abord lors de l'enregistrement : pas de malades, pas de problèmes techniques pendant l'exécution. Quelques minutes après le deuxième concert, nous avons retenu l'orchestre pour des raccords. Cela a duré une vingtaine de minutes. Le soir même du deuxième concert, nous avons effectué le premier montage, à partir des deux exécutions de la pièce et de ce raccord. J'ai travaillé avec l'équipe technique jusqu'à minuit. Le lendemain matin, on a fait entendre à l'auteur et au chef ce premier état de l'enregistrement et pris note de leurs remarques.

» Une fois le plan de montage établi et accepté collégialement, je corrige les dernier détails. Nous établissons le plageage puis fabriquons le *master*, c'est-à-dire la bande définitive. Je quitte Boston pour Francfort le samedi 14 mars au soir. Dimanche matin, je prends une voiture à l'aéroport *pour me rendre à l'usine d'Alsdorf*, où, trois heures plus tard, je déposerai la bande orginale. Mardi, tout devrait être prêt pour la livraison à Paris et le transfert des exemplaires au Théâtre des Champs-Elysées, pour une vente en *avant-première après l'exécution* de la pièce...

– Comment avez-vous réglé le problème des livrets, souvent le plus épineux ?

– Tous les textes du livret et de la jaquette ont été préparés et traduits en amont. Les films étaient prêts pour l'imprimerie, et les livrets sont certainement déjà glissés dans les boîtiers en plastique. La seule chose qui ne pourra figurer précisément sur ces livrets, c'est la durée exacte de la pièce, puisque jusqu'au dernier moment nous sommes susceptibles de la modifier, par exemple en rallongeant le temps de silence avant les applaudissements ou l'enchaînement entre deux sections. Mais comme il s'agit d'un disque « un titre », si j'ose dire, cela ne devrait pas poser de gros problèmes pour les auditeurs.

– Comment finance-t-on un tel disque ? Devez-vous compter sur des ventes exceptionnelles ?

– Dans ce cas-ci, le fait que nous l'enregistrions dans les conditions du direct nous fait économiser de l'argent par rapport à un enregistrement en studio. L'orchestre et Seiji Ozawa ont été très raisonnables quant à leurs cachets. Nous ne gagnerons pas d'argent sur ce disque, du moins pas tout de suite, car les coûts sont tout de même fort élevés et les rentrées d'argent seront moindres puisque ce titre d'une vingtaine de minutes sera vendu à prix économique. Mais c'est un défi auquel nous tenions beaucoup, avec Didier Durand-Bancel, PDG d'Erato. Henri Dutilleux est un compositeur qu'Erato a beaucoup enregistré. Il paraissait indispensable de voir dès que possible cette œuvre inscrite à notre catalogue.

– Comptez-vous sur d'autres ventes pour équilibrer vos comptes ? On dit que vous avez beaucoup vendu de disques des motets de Mondonville par William Christie...

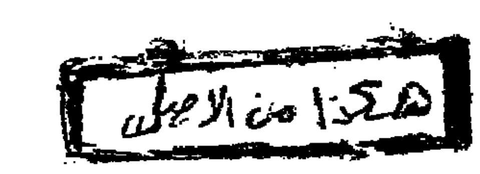
– Il faut toujours se méfier des ventes prétendument miraculeuses. Oui, ce disque s'est bien vendu ; mais il coûtait très cher... Et quant à prétendre qu'il nous a enrichis... Le récital du ténor José Cura nous a en revanche fait gagner de l'argent : 100 000 exemplaires, ce n'est pas rien. Cela nous permet d'investir ailleurs, là où les dividendes sont moins forts.

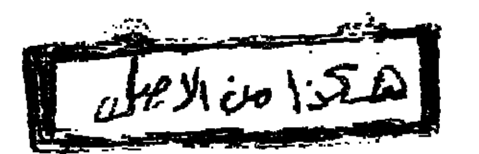
– Comment vivez-vous la crise du disque classique actuelle ?

– Chez Erato, nous ne sommes pas encore parvenus à des bénéfices substantiels, mais la maison se porte bien si on compare sa situation à celle d'autres maisons. Nous sommes en progression mais nous devons être très prudents. Il y a des signes très alarmants. Par exemple, le nombre d'exemplaires vendus aux Etats-Unis de l'opéra *Hippolyte et Aricie*, de Rameau, enregistré par William Christie, un artiste très présent en Amérique lors de ses tournées... 1 000 exemplaires environ... C'est inquiétant.

» Les Etats-Unis, l'Allemagne et la France sont des secteurs qui sont en baisse. Mais la Grande-Bretagne et le Japon voient nos ventes décoller. Il y a aussi d'excellentes nouvelles, comme les ventes du très beau disque Brahms d'Hélène Grimaud et Kurt Sanderling... Nous faisons partie d'un groupe solide et nous avons de beaux projets. Il y a encore heureusement de belles surprises dans ce métier... »

Propos recueillis par Renaud Machart





Les dix millions de livres de la BNF prennent le chemin de la bibliothèque François-Mitterrand

Le rez-de-jardin de Tolbiac ouvrira ses portes aux chercheurs le 8 octobre

Le déménagement vers la bibliothèque François-Mitterrand – l'antenne rive gauche de la Bibliothèque nationale de France – des dix millions de livres, du million de documents audiovisuels et autant de périodiques de la rue de Richelieu, a débuté lundi 16 mars. L'opération devrait coûter 25 millions de francs et rendre indisponibles les collections du 30 août au 7 octobre. Le rez-de-jardin de Tolbiac ouvrira ses portes le 8 octobre.

UNE SORTE de guérite de tôle est installée rue Croix-des-Petits-Champs, à l'extrémité d'une aile de la Bibliothèque nationale. Elle coiffe une fenêtre dont l'embrasure a été élargie. Un monte-charge permet de glisser directement les « colis » au cul des camions qui attendent dans la rue. Chaque véhicule peut emporter 60 de ces « colis ». Il y en aura 60 000. Car le grand déménagement est commencé : celui de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Les dix millions de livres qui occupent, rue de Richelieu, 130 kilomètres de rayonnages doivent riper vers le socle et les tours de la bibliothèque François-Mitterrand, antenne rive gauche de la BNF. Sans compter le million de documents audiovisuels et autant de périodiques. Lundi 16 mars, le premier véhicule de Bretagne Déménagements a franchi la Seine avec sa première cargaison : des thèses qui n'ont pas dû être consultées depuis leur publication.

CHOC ÉMOTIONNEL

En effet, l'opération, minutieusement préparée par Jacqueline Sanson, directrice générale adjointe de la BNF, consiste à entamer le transfert par celui des volumes les moins demandés. Cette première phase de la noria durera jusqu'au 29 août. A cette date, environ 60 % du stock sera à Tolbiac. Pendant ce temps, les salles de lecture de la rue de Richelieu resteront ouvertes. Les ouvrages déjà expédiés de l'autre côté de la Seine pourront être communiqués aux chercheurs dans un délai de vingt-quatre heures. Du 30 août au 7 octobre, Richelieu fermera. Comme le rez-de-jardin de la bibliothèque François-Mitterrand ne sera pas encore ouvert, c'est l'ensemble de la BNF qui sera close – en revanche, la fermeture traditionnelle d'avril (deux semaines) est annulée. Pendant ces cinq semaines, la rotation du déménagement va s'accélérer. Les camions partiront également de la cour d'honneur. Et ce sont les collections les plus consultées qui seront alors transférées – en particulier la lettre L, l'histoire de France, mais aussi la réserve des livres rares et tous les usuels des salles de lecture. Le 8 octobre s'ouvrira la bibliothèque des chercheurs – le rez-de-jardin – à Tolbiac.

La noria se poursuivra jusqu'à la fin du mois de décembre. Les ouvrages encore à Richelieu pourront être communiqués, à Tolbiac, dans un délai de vingt-quatre heures. En janvier 1999, les magasins des imprimés de la vieille BN seront vides. L'opération aura coûté 25 millions de francs. Toutes les précautions sont prises pour faire en sorte que ce déménagement massif, sans doute le plus important jamais entrepris à Paris, soit effectué dans des conditions optimales de sécurité. Les livres sont logés dans des sortes d'armoires pendant le trajet – les fameux « colis ». Les camions sont anonymes pour éviter toute agression. Et un sérieux rodage a été effectué : l'annexe de Versailles où étaient conservés 70 kilomètres de publications périodiques a déjà été transférée dans les entrailles du bâtiment de Dominique Perrault – sans problème.

Pour le personnel de la vieille bibliothèque, le début de ce déménagement, qui n'est certes pas une surprise, provoque néanmoins une sorte de choc émotionnel. Même si un bonne partie des collections restent rue de Richelieu (les 15 millions d'estampes notamment), c'est une longue page qui se tourne. Symboliquement, Jean-Pierre Angrémy, le président de la BNF, quittera son bureau de la rive droite pour gagner celui de la rive gauche. Et avec lui la majorité du personnel. Sur plus de 2 000 personnes travaillant pour la BNF, il n'en restera plus que 400 rue de Richelieu, en 1999.

Pourtant, cette migration en masse n'est, affirme Jacqueline Sanson, qu'une étape pour la BNF. « Celle-ci ne prendra son visage définitif que lorsque la réorganisation de la rue de Richelieu sera achevée. » Mais cette réorganisation passe par un programme qui est loin d'être formalisé. Car il ne s'agit pas seulement de donner plus de place aux départements restants. Il faut assurer une réelle cohérence entre les deux sites. Il faut surtout savoir ce que l'on veut installer dans les locaux devenus vacants.

L'Institut national d'histoire de l'art (INHA) réclamé par André Chastel est toujours à l'ordre du jour. Force est de constater que le profil du futur établissement ne se dessine pas nettement. En dépit de multiples rapports, études et rencontres, le dossier semble toujours au point mort. On sait seulement que l'Ecole du patrimoine et l'Ecole des chartes, qui devaient à un moment s'installer ici, n'iront pas dans ce quadrilatère. Que l'enveloppe financière prévue pour l'INHA est passée de 800 millions de francs à moins de 500 millions de francs. Et que les conservateurs de musée ont toujours autant de mal à s'entendre avec les historiens d'art.

Emmanuel de Roux

Les nouveaux lecteurs de Tolbiac

Après des débuts difficiles, le grand public semble avoir trouvé le chemin des nouvelles salles qui lui sont destinées. Chaque jour, le haut-de-jardin de la bibliothèque François-Mitterrand accueille désormais de 3 000 à 3 500 personnes, avec des pointes à 4 000 ou 4 500 le dimanche – la vitesse de croisière espérée demain. Les journées portes ouvertes organisées par la BNF à l'automne dernier semblent avoir porté leurs fruits.

La fermeture de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Georges-Pompidou, en dépit de la réouverture d'une BPI réduite dans l'espace Brantôme, a certainement conduit de nouveaux lecteurs à Tolbiac. La réussite de l'exposition consacrée à « L'Art du nu au XIXe siècle », qui a attiré 50 000 personnes, a également contribué à faire découvrir ce lieu encore jugé « réfrigérant » par nombre d'usagers. La fréquentation épouse assez étroitement le rythme universitaire : les étudiants sont les lecteurs les plus assidus.

L'académicien Henri Troyat accusé de plagiat

DÉCIDÉMENT, on assiste aujourd'hui en France à une sorte d'épidémie d'accusations de plagiat. Après celles visant le signataire d'un livre qu'il n'avait pas écrit (Mgr Gaillot, qui a reconnu avoir été « abusé »), après les rivalités entre deux jeunes romancières (Marie Ndiaye et Marie Darrieussecq), c'est aujourd'hui un écrivain célèbre, très populaire, qui est mis en cause. Henri Troyat, quatre-vingt-six ans, académicien français, auteur de plus de cent livres (romans, biographies littéraires et historiques), serait-il à son tour coupable de ce délit suprême des gens de lettres, ou victime d'une manie procédurière ressemblant à une forme nouvelle de *political correctness* ? Toujours est-il que l'académicien, auteur d'une biographie de Juliette Drouet parue en septembre 1997 chez Flammarion (il a depuis annoncé qu'il quittait cet éditeur pour publier chez Grasset), se trouve assigné avec son éditeur devant le tribunal de grande instance de Paris pour « contrefaçon évidente ». Il se serait ainsi livré à « une reproduction maquillée » d'un ouvrage publié cinq ans plus tôt chez Fayard et consacré à la même maîtresse de Victor Hugo : *Juliette Drouet ou la dépaysée*, de Gérard Pouchain et Robert Sabourin.

Si l'on en croit les termes de l'assignation, l'Académie française se trouverait donc à nouveau au centre d'une polémique peu reluisante pour l'image de ses immortels. Déjà, en 1996, elle avait décerné son grand prix à la romancière Calixthe Beyala, pourtant condamnée par la justice pour avoir emprunté littéralement de longs passages à deux écrivains, Howard Buten et Ben Okri. Henri Troyat offrirait-il un exemple similaire ? Interrogé, l'écrivain nous a déclaré « être étonné » de ces accusations, tout en se résignant, semble-t-il, aux tendances de l'époque : « C'est une mode. Il y a actuellement une épidémie dans le milieu intellectuel qui consiste à rechercher des contrefaçons afin de s'offrir de la publicité à bon compte. »

PROXIMITÉ FRAPPANTE

Certains des procédés incriminés par les auteurs ne paraissent pourtant pas relever d'une simple recherche de publicité. Le travail comparatif entre les deux ouvrages dont fait état le texte d'assignation laisse apparaître une appropriation du travail de recherche de Gérard Pouchain et Robert Sabourin : cinq années pour dépouiller notamment 17 000 lettres à la Bibliothèque nationale, dont plusieurs inédites, et mettre en fiches 70 000 journaux d'époque. Henri Troyat en fait usage sans en mentionner systématiquement l'origine – mais plusieurs notes et une bibliographie renvoient à l'ouvrage paru chez Fayard.

Exemples à l'appui, les auteurs dénoncent encore « l'ensemble des procédés du plagiat : formulations quasi identiques où seul un mot est changé, chiasmes (déplacements et inversions de mots ou d'expressions), coupures identiques dans les citations, changements de temps de verbes et formes verbales, modifications d'énonciations, recours aux synonymes, etc. ». De multiples passages du livre d'Henri Troyat confirment ces affirmations ; par ailleurs, le plan général et les titres de chapitres sont d'une proximité frappante dans les deux ouvrages, même lorsque le commentaire sur un passage de la vie de Juliette Drouet « est le fruit d'une création littéraire indépendamment de la vérité historique ». Voici quelques exemples de titres de chapitres dans chacun des ouvrages. Chez Fayard, « La Madelonnette » devient, chez Henri Troyat, « Une Madelonnette en quête de protection ». Et ainsi de suite : « Les débuts bruxellois »/« Mademoiselle Juliette comédienne à Bruxelles » ; « Les tribulations de Juliette »/« Tribulations théâtrales et sentimentales » ; « Juliette, l'héroïque Juliette »/« L'héroïque Juliette ».

Est-il si aisé, cependant, de distinguer en tous points la contrefaçon de la simple formulation identique d'un même fait, lorsqu'il s'agit de biographies ? « Il y a des coïncidences inévitables », plaide Henri Troyat, qui déclare avoir passé deux ans à mettre au point son livre. « J'ai emprunté à celui de Gérard Pouchain et Robert Sabourin, comme à ceux d'André Maurois, de Jeanine Huas ou d'Alain Decaux qui ne s'en plaint pas. » Pour cet auteur de biographies populaires, dont les publications tiennent le rythme quasiment régulier de deux titres par an (son *Juliette Drouet* s'est vendu à près de 30 000 exemplaires), il va de soi que le travail de recherche ne peut être celui d'un véritable archiviste. L'écrivain aurait-il été abusé par un « nègre » dont il n'aurait pas vérifié les sources ? L'académicien nie fermement s'entourer de collaborateurs dont on a pu voir, dans des cas récents, qu'ils étaient à l'origine d'une nouvelle forme de floraison des affaires de plagiat (*Le Monde* du 10 mars). La justice devra donc trancher cette affaire.

Marion Van Renterghem

SORTIR

PARIS

Matériau Koltès
Catherine Marnas entretient une relation forte avec l'œuvre de Bernard-Marie Koltès, dont elle a mis au jour une pièce de première jeunesse, *L'Héritage*, en octobre 1997. Avec *Matériau Koltès*, Catherine Marnas poursuit son voyage, au Théâtre du Conservatoire. Elle a travaillé avec des élèves de troisième année sur des inédits, des notes de travail, des lettres et des scènes de pièces connues, pour restituer « les lames de fond » de cette œuvre majeure.
Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris-9e. Mo Rue-Montmartre. Les 19, 20 et 21, à 19 h 30. Tél. : 01-53-24-90-16. Entrée libre sur réservation.

Aujourd'hui (titre provisoire)
Ce n'est pas un spectacle, mais un chantier. Du « théâtre ouvert », comme l'annonce justement en ouverture son maître d'œuvre, Michel Deutsch. Auteur et metteur en scène, il dirige cinq jeunes comédiens (et un musicien), qui se livrent à un exercice sans filet : parler du théâtre en direct, de ce qui le justifie et l'anime, des questions qu'il pose. Karl Marx, Heiner Müller et surtout Bertolt Brecht se taillent la part du lion dans cet échange à six voix, fragile, pugnace et confidentiel.
Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véron, Paris-18e. Mo Blanche. Les 19 et 20, à 20 h 30 ; le 21, à 16 heures. Tél. : 01-42-62-59-49. 50 F.

Germania III, les Spectres du mort-homme
Cette ultime pièce de Heiner Müller met en scène l'histoire du siècle allemand, dans une succession de scènes où les cadavres idéologiques s'amoncellent sur les ruines de l'Europe. Texte testamentaire, radical et passionnant, *Germania III* se satisfaisait mal de la mise en scène illustrative de Jean-Louis Martinelli. A sa création au Théâtre national de Strasbourg, *Germania III, les Spectres du mort-homme* n'avait pas convaincu (*Le Monde* du 14 mars 1997). Pour la reprise à la Colline, le directeur du TNS a remis son travail en chantier. A voir, donc.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e. Mo Gambetta. Du mercredi au samedi, à 21 heures ; mardi, à 19 h 30 ; dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 11 avril.

Dominique Bagouet / So schnell
So schnell est la dernière pièce du chorégraphe Dominique Bagouet, avant qu'il ne meure en décembre 1992. Depuis, quelques-uns de ses danseurs et amis se sont regroupés au sein de l'association Les Carnets Bagouet afin que vive et se perpétue l'œuvre du disparu, qui incarne si fort l'esprit français. Ainsi *So schnell* a-t-il été transmis au Ballet de l'Opéra de Paris par Olivia Grandville et Matthieu Doze. Au même programme, le Vaslaw de John Neumeier, une évocation de Nijinski sous forme de pas de deux. Très réussie.
Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9e. Mo Opéra. Les 19, 20, 21 et 23, 19 h 30 ; le 22, à 15 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 45 F à 280 F.

VALENCE

Repérages 1998
La troisième édition de « Repérages » tourne autour du *Fantôme de l'Opéra*, adaptation d'un roman de Gaston Leroux, porté pour la première fois à l'écran par Rupert Julian en 1925. L'histoire dramatique de ce fantôme amoureux qui hante les sous-sols de l'Opéra est le pivot d'une programmation d'une quarantaine de films parmi lesquels des œuvres de Georges Franju, Fritz Lang, Louis Feuillade, Tod Browning... Le Fantôme de l'Opéra sera accompagné par l'orchestre de l'Opéra-Studio de Genève, qui interprétera la partition originale composée par Gabriel Thibaudeau.
CRAC, scène nationale, 36, boulevard du Général-de-Gaulle, 26000 Valence. Du 19 au 29 mars. Tél. : 04-75-82-44-10.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

L'Aiguilleur
de Jos Stelling (Hollande, 1 h 35).
Boogie Nights (**)
de Paul Thomas Anderson (E-U, 2 h 33).
La Buena Vida
de David Trueba (France-Espagne, 1 h 45).
Combat de fauves
de Benoît Lamy (Belgique-France-Allemagne, 1 h 30).
Don Juan
de Jacques Weber (France-Espagne-Allemagne, 1 h 44).
L'Illusionniste
de Jos Stelling (Hollande, 1 h 30).
Junk Mail
de Pal Sletaune (Norvège, 1 h 18).
Secret Défense
de Jacques Rivette (France, 2 h 50).
Le Témoin du mal
Film américain de Gregory Hoblit (E-U, 2 h 03).
The Last Bus Home
de Johnny Gogan (Irlande, 1 h 33).
Watani un monde sans mal
de Med Hondo (France, 1 h 43).
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Punishment Park
de Peter Watkins, avec Mark Keats, Kent Foreman, Carmen Argenziano. Américain, 1971 (1 h 28).
VO : Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. *De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.*

Orchestre national de France
Franck : *Symphonie*. Beethoven : *Symphonie no 6 « Pastorale »*. Evgueny Svetlanov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. le 19, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

London Symphony Orchestra
Bartok : *Pièces pour orchestre*. Schoenberg : *Concerto pour piano et orchestre op. 42*. Carter : *A Symphony of Three Orchestras*. Debussy : *La Mer*. Emanuel Ax (piano), Pierre Boulez (direction).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. le 19, à 20 h 30. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Jane Coop (piano)
Œuvres de Brahms, Beethoven, Schumann et Chopin.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Miromesnil. le 19, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 85 F à 200 F.

Compagnie Pierre Droulers
De l'air et du vent.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille. Le 19, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 120 F.

RESERVATIONS

Michel Petrucciani
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Le 23 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 219 F à 307 F.

Dick Annegarn
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Les 26, 27 et 28 mars, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 132 F.

DERNIERS JOURS

22 mars :
Les Deux Gentilshommes de Vérone
de William Shakespeare, mise en scène d'Adel Hakim.
Théâtre, 1, rue Simon-Dereure, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 01-46-72-37-43. De 50 F à 110 F.

Morphine
de Mikhaïl Boulgakov, mise en scène de Patrick Sommier.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

EN VUE

■ Mercredi 18 mars, la police new-yorkaise annonçait : « *Pour la première fois de mémoire d'homme, pas un meurtre n'a été commis en une semaine dans le quartier de Brooklyn.* »

■ Comme les clients affluent pour remplir un contrat avant de « *nouer avec une employée une relation entre adultes consentants* », **Littler, Medelson, Fastiff, Tichy** et **Mathiason**, le plus grand cabinet d'avocats américain, leur a préparé des formulaires standards.

■ Les enfants du président **Kennedy**, outrés, scandalisés, se sont finalement arrangés avec le collectionneur du Maryland qui vendait aux enchères, mercredi 18 et jeudi 19 mars, à New York, des objets personnels de leur père. En 1996, **Caroline** et **John** avaient tiré 34 millions de dollars (204 millions de francs environ) des souvenirs de **Jackie**, leur mère, dispersés chez Sotheby's.

■ L'avocate **Cherie Blair** défendra le brasseur **Shepherd Neame** qui attaque en justice le projet de taxe sur la bière du gouvernement de **Tony Blair**, son mari. Récemment, l'épouse du premier ministre avait plaidé, devant les tribunaux européens, contre les travaillistes au pouvoir accusés par les lesbiennes de discrimination.

■ Les chercheurs de l'Université du Texas à Austin estiment avoir trouvé une explication biologique à l'homosexualité féminine à partir de travaux portant sur l'oreille interne : l'« *écho du limaçon* », généralement plus fort chez les femmes que chez les hommes, serait également faible chez les lesbiennes.

■ D'après l'anthropologue **Les Malezer**, des aborigènes d'Australie auraient été abattus, entre 1850 et 1920, pour honorer les commandes de musées ou de collections privées en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Italie. Le Muséum d'histoire naturelle de Londres, qui en possède cent-soixante empaillés, dément.

■ *Vendredi 13 mars*, dans une forêt d'un îlot de Sumatra, soixante-dix *chasseurs et cueilleurs*, qui défendaient leur subsistance, ont *attaqué des bûcherons en train* d'abattre illégalement des bois *précieux pour le compte de la fille* du président **Suharto**. Les valeureux, armés d'arcs et de flèches, ne leur ont fait aucun mal.

■ Samedi 14 mars, avant la visite du président Clinton, **Janet Museveni**, première dame d'Ouganda, supervisait le nettoyage de Kampala, où une armée d'hommes et de femmes, équipés de brouettes et de balais, époussetait les trottoirs, arrachait les herbes folles, coupait les branches qui dépassent, foulait, plus loin, les plantations de bananiers... « *Ces gens n'ont aucune pitié* », a dit ensuite une vieille femme devant son jardin tondu par la tornade.

Christian Colombani

L'incident diplomatique entre Jérusalem et Londres

Les quotidiens israéliens – « Haaretz », « Maariv » ou « The Jerusalem Post » – critiquent vivement la rencontre avec un élu palestinien qu'a voulue le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook

« *ARROGANCE et provocation.* » Rien ne va plus entre la Grande-Bretagne et Israël. Même s'ils divergent quant aux conséquences à court terme de l'« *incident* » survenu le 17 mars à Jérusalem entre le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, tous les médias israéliens le considèrent comme « *très sérieux* ».

Souhaitant « *marquer la ferme opposition de l'Europe à l'expansion des colonies juives dans les territoires occupés* » palestiniens, le ministre britannique, qui représente jusqu'à la fin du mois de juin la présidence tournante de l'Union des quinze pays européens, a entrepris, contre l'avis de Benyamin Nétanyahou, de se rendre mardi sur le site controversé de la onzième colonie juive en construction dans la partie arabe annexée de Jérusalem, Har Homa. Accueilli par une escouade de colons d'extrême droite vitupérant contre l'« *antisémitisme britannique* », Robin Cook commit l'« *inacceptable* » en écoutant sur place et pendant cinq minutes les explications d'un élu palestinien qui l'attendait. Furieux, le chef du gouvernement israélien a réagi sur le champ en annulant abruptement le dîner officiel qu'il devait offrir deux heures plus tard au représentant de l'Europe.

The Jerusalem Post estime aujourd'hui que Robin Cook « *a peut-être irrémédiablement détruit les efforts européens pour jouer un rôle dans le processus de paix* ». Sur la même ligne politique, *Maariv* va plus loin et parle du « *coup de poignard diplomatique* » porté par le ministre « *dans le dos de Benyamin Nétanyahou* ».

A la veille de l'arrivée de l'intéressé mardi en Israël, le même journal, dans une longue analyse, avait rappelé à ses lecteurs – et à Londres – que « *le haut commissaire britannique* » avait « *quitté le pays* [en fait, la Palestine mandataire] *le 14 mai 1948. Le mandat des Anglais pour interférer dans le conflit entre Juifs et Arabes*, poursuivait le quotidien, *a pris fin il y a cinquante ans. Le Royaume-Uni n'a plus, aujourd'hui, aucun privilège pour intervenir dans les négociations bilatérales entre nous et les Palestiniens* ».


מעריב
קלינטון למתקפת נגד; גובר הלחץ להתפטרותו

Que les dites négociations aient pris fin il y a plus d'un an, précisément lorsque Israël décida, contre l'avis unanime de la communauté internationale, de lancer la construction de Har Homa sur un site plus proche de la ville arabe autonome de Bethléem qu'il ne l'est de Jérusalem-Ouest, ne change rien à l'affaire.

« *Même Ehoud Barak*, soulignait jeudi le *Jerusalem Post, soutient la position du gouvernement sur cette affaire.* » D'ailleurs, le chef de l'opposition travailliste, évoquant l'« *arrogance anglaise* », n'a-t-il pas à son tour annulé, mercredi matin, la rencontre qu'il devait avoir avec le ministre britannique ? Tout cela « *était-il bien nécessaire ?* », s'interroge le prestigieux *Haaretz* dans un éditorial. « *Benyamin Nétanyahou a dénoncé la provocation de M. Cook contre la souveraineté d'Israël sur Jérusalem.* » Ce n'était probablement pas la meilleure façon de « *se conduire entre deux pays amis* ».

Bien sûr, admet *Haaretz*, « *il serait douteux que la visite de M. Cook à Har Homa ait en rien contribué à dégeler le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens* ». Mais il est non moins évident, constate le quotidien libéral, que, « *si le gouvernement avait honoré ses engagements de se retirer* » d'une partie des territoires arabes occupés, le ministre britannique « *n'aurait certainement pas entrepris de transformer sa visite en une campagne d'identification avec la partie palestienne* ».

Patrice Claude

DANS LA PRESSE

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Quoi qu'il se passe demain (...) la démocratie sera mise à mal ! Ou bien des président de droite seront élus grâce au Front national, c'est-à-dire grâce à une alliance doublement immorale avec les amis de Jean-Marie le Pen : alliance honteuse parce qu'elle sera un reniement des engagements pris pendant la campagne ; odieuse parce qu'elle consistera à vendre son âme pour la seule conservation d'un pouvoir menacé. Ou bien des présidents de gauche seront élus grâce au Front national, c'est-à-dire grâce au recours doublement immoral à la stérilisation de trois millions de suffrages (...) : recours doublement honteux parce qu'il ne sera qu'un artifice tactique pour conquérir un pouvoir que les électeurs refusent en majorité à la gauche ; odieux, parce qu'il équivaudra à considérer pour nuls les suffrages d'un sixième de l'électorat.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
Georges-Marc Benamou

■ C'est un résultat qu'on nous a dissimulé le soir des élections, dimanche 15 mars. (...) C'est un chiffre et, derrière la fausse victoire de la gauche et la fausse défaite de la droite, ce chiffre est le vrai résultat des élections. Il est effrayant : dimanche dernier, 60 % des Français se sont exprimés contre notre système politique. Ils ont voté majoritairement contre les partis républicains ou bien il les ont boycottés, qu'importe. (...) Faisons les comptes : plus de 40 % d'abstentions ; 15 % de Front national ; 5 % d'extrême gauche ; 5 % de votes blancs ou nuls : et 2 % de chasseurs et pêcheurs. C'est du jamais vu dans notre pays.

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ La droite parlementaire modérée s'est laissée entraîner dans des turbulences d'une intensité sans précédent pour des élections locales. Leur gravité ne se compare qu'au déchirement gaulliste en 1974, lorsqu'il s'était agi de choisir entre la candidature de Jacques Chaban-Delmas et celle de Valéry Giscard d'Estaing, voire aux controverses passionnées à propos de l'Algérie au tout début de la Vᵉ République. L'objet de ces clivages est clair : les états-majors nationaux préfèrent perdre des régions que de s'allier avec le Front national ; certains élus (...) préfèrent une alliance avec le Front national à la perte de leur région.

THE NEW YORK TIMES

■ A la demande du pape Jean-Paul II, le Vatican a travaillé pendant onze ans pour examiner son attitude pendant l'Holocauste. Cette étude vient d'aboutir à une déclaration soigneusement formulée qui va au-delà de tout ce que l'Eglise catholique avait déclaré jusqu'ici dans ce domaine et qui aborde honnêtement sa passivité pendant la période nazie et son antipathie historique à l'égard des Juifs. Cette innovation politique et théologique du Vatican est importante et bienvenue. Le document ne va pas cependant jusqu'à une reconnaissance résolue de responsabilité, comme l'ont été ces dernières années celle des évêques catholiques de France et d'autres pays européens.

www.alb-net.com/html/kcc.html

Le Centre de crise du Kosovo propose une sélection de liens vers les meilleurs sites d'information albanais

IMAGES de corps mutilés ou calcinés, crânes fracassés, gorges tranchées. Des hommes. Mais aussi des vieillards, des femmes et des enfants. Les photos des victimes des massacres de la région de Drenica, fief montagneux de la résistance albanaise où la police serbe a mené une opération musclée début mars, se trouvent sur le site web du Centre de crise du Kosovo (Kosova Crisis Center, KCC). Un pied de nez aux autorités serbes qui avaient interdit l'accès aux médecins légistes internationaux.

Sur la page d'accueil, deux photos invitent le visiteur à prendre la mesure de la répression : la première représente les unités anti-émeutes serbes matraquant des manifestants albanais ; la seconde, un champ où s'alignent les cinquante-trois tombes des habitants de Prekaz, dans la région de Drenica. Le KCC affiche sa volonté de sensibiliser l'opinion internationale sur la crise au Kosovo, peuplé à 90 % d'Albanais de souche qui revendiquent leur indépendance.



La rubrique « Comment aider » propose un formulaire de soutien. Mais le site est avant tout un lieu d'information. La première page donne accès aux dernières nouvelles par une sélection de sources albanaises de qualité : on y trouve notamment les dépêches de l'agence ARTA, dirigée par Veton Surroï – ancien leader d'un parti pro-européen –, qui défend des points de vue souvent iconoclastes, ainsi que celles du Centre d'information du Kosovo (CIK), proche de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le principal parti albanais de la région, dont le leader est Ibrahim Rugova. Une revue de presse internationale vient ensuite élargir le champ de l'information aux positions internationales sur la crise du Kosovo.

Ce site propose également une intelligente sélection de liens parmi la multitude de sites albanais qui ont vu le jour depuis 1997. Au programme, outre les dépêches du CIK et d'ARTA, le site du grand quotidien de la région, *Koha Ditore*, du même Veton Surroï, celui de la République autoproclamée du Kosovo avec son fonds de documents, et celui du Conseil des droits de l'homme et des libertés de Pristina, l'un des symboles de la résistance pacifique albanaise, qui recense depuis une dizaine d'années toutes les violations à l'encontre des Albanais du Kosovo.

Réflexe de toutes les guérillas de l'information, la Toile sert aussi de relais au million d'Albanais du Kosovo expatriés à travers le monde.

Florence Hartmann

SUR LA TOILE

***BORIS NEMTSOV,* CANDIDAT VIRTUEL**

■ Boris Nemtsov, *qui*, à trente-huit ans, est considéré comme l'un *des favoris pour la course* à la présidence de Russie en l'an 2000, *vient de faire son apparition sur* Internet. On apprend sur le site *que le présidentiable* n'était pas doué à l'école, qu'il reste un bien piètre cuisinier, et qu'il se révèle un joyeux luron lors des fêtes du Nouvel An. Un album-photo présente les meilleurs souvenirs de sa vie politique, comme ses tête-à-tête et accolades avec les anciens premiers ministres britanniques Margaret Thatcher et John Major. Le site est en russe, et nécessite donc un encodage cyrillique, mais une version anglaise est en préparation. – *(AFP.)*
www.boris.nemtsov.ru

POUR LES ACCROS DU WEB

■ A trop utiliser la Toile, gare à la dépendance. Un site d'aide aux drogués de l'Internet a été créé par une psychologue du McLean Hospital de Harvard à Belmont (Massachusets) pour venir en aide à ceux et celles qui négligent famille et travail et naviguent plus de trente-huit heures par semaine.
www.computeraddiction.com

Les nouveaux scaphandriers *par Alain Rollat*

UNE NOUVELLE ESPÈCE d'homme politique est née. Cet événement aux conséquences imprévisibles a eu lieu en Haute-Normandie. Et il faut rendre hommage à Patrick Poivre d'Arvor qui a communiqué la nouvelle au monde entier et à Sharon Stone au cours de son journal télévisé de 20 heures. C'était un beau scoop. Par une étrange coïncidence, il y a d'ailleurs une unité de lieu et d'action entre le dernier film américain de science-fiction, dont Sharon Stone est l'héroïne, et la naissance de ce mutant bien français. La réalité, comme d'habitude, rejoint la fiction. C'est la même histoire, celle d'explorateurs sous-marins aux prises avec un monstre dans des eaux glauques.

Le premier spécimen de cette nouvelle race d'aventuriers a été découvert dans le canton d'Evreux-Nord. Il se fait appeler Blois. C'est sans doute un pseudonyme. Il se fait passer pour le vice-président UDF du conseil régional sortant, par ailleurs candidat aux élections cantonales. C'est sûrement une couverture. Il offre le visage d'un notable débonnaire auquel le président du Front national donnera l'absolution sans confession. Ce n'est forcément qu'un effet d'optique. Il a été filmé en pleine action alors qu'il pêchait des voix d'extrême bas-fond entre les étals d'un banal marché aux légumes. Il a expliqué son parcours génétique en prononçant des mots historiques : « *J'assume le risque. Je pars en mission pour explorer une nouvelle voie. Si elle se révèle bonne, d'autres y viendront ; si elle se révèle mauvaise, tant pis...* » Le premier explorateur autoproclamé des abysses électoraux est donc parmi nous !

Il y a de l'Armstrong lunaire dans ce scaphandrier-là : un petit pas vers Le Pen mais un grand saut dans l'inconnu !

Une ménagère qui passait par là, une jeune femme brune coiffée à la Jeanne d'Arc, a apostrophé ce pionnier : « *Pour défendre votre place vous mettez en péril la démocratie. C'est une honte !* » Il lui a répondu par un anodin : « *Pas du tout !* » Vous aviez raison, Madame. Pauvre M. Blois ! Il a perdu la boussole. Son nom s'inscrira au mémorial des aventuriers de la génération 86 disparus. Pauvres MM. Arrighi, Bachelot, Chauvierre, Olivier d'Ormesson ! Eux aussi croyaient pouvoir apprivoiser la pieuvre.

Ils ne voulaient ni voir ni entendre. Ils ont fini anéantis par ce qu'ils avaient vu de leurs propres yeux et entendu de leurs propres oreilles au cours de leur séjour dans le ventre de la bête. Leurs témoignages de repentis sont consultables dans les meilleures librairies. M. Blois ne veut pas le savoir. Tant pis pour lui. Il découvrira qu'il y a des explorations dont on ne revient pas.

JEUDI 19 MARS

FILMS DE LA SOIRÉE

20.00 Le Grand Frère ■ ■ F. Girod (Fr., 1982, 115 min). TV 5
20.30 Donne-moi tes yeux ■ ■ Sacha Guitry (France, 1943, N., 95 min). Ciné Cinéfil
20.30 L'Auberge du sixième bonheur ■ ■ Mark Robson (Etats-Unis, 1958, 155 min). Ciné Cinémas
20.30 La Mouche ■ ■ David Cronenberg (Etats-Unis, 1986, 100 min). RTL 9
20.30 Border Line ■ ■ Danièle Dubroux (France - Suisse, 1991, 120 min). Cinéstar 1
20.40 La Vallée ■ ■ Barbet Schroeder (France, 1972, 105 min). Canal Jimmy
20.50 Les Evadés ■ ■ Frank Darabont (Etats-Unis, 1994, 145 min). France 3
20.55 *Maman a cent ans* ■ ■ C. Saura (Esp., 1979, 95 min). Téva
21.00 Le Portrait de Jennie ■ ■ *William Dieterle (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 95 min).* Paris Première
22.15 Le Ballon blanc ■ ■ Jafar Panahi (Iran, 1995, v.o., 85 min). RTBF 1
22.30 Raging Bull ■ ■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1980, N., v.o., 125 min). Canal Jimmy
22.35 Fort Saganne ■ ■ Alain Corneau [2/2] (France, 1984, 115 min). TV 5
23.15 Jude ■ ■ Michaël Winterbottom (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 114 min). Canal +
23.25 My Own Private Idaho ■ ■ Gus Van Sant Jr (Etats-Unis, 1991, v.o., 100 min). Cinéstar 1
23.50 Une si jolie petite plage ■ ■ Yves Allégret (France, 1948, N., 90 min). RTL 9
1.50 L'Armée des ombres ■ ■ Jean-Pierre Melville (France, 1969, 140 min). Ciné Cinémas
3.30 Les Cent Cavaliers ■ ■ Vittorio Cottafavi (Italie, 1964, v.o., 115 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec World's Apart, Sophie Duez, KDD, Raï et Youssoun'Dour. Canal +
19.00 De l'actualité à l'Histoire. Le poids des Régions. Le Guide Michelin. Invités : Elisabeth Dupoirier, François Guerard, Anthony Rowley, M. Naegellen. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
20.00 20h Paris Première. Paris Première
20.55 *Envoyé spécial.* Le goût du terroir. La bataille du volcan. *P-s* : La vache folle. France 2
22.30 Faxculture. Le Théâtre de Poche de Genève fête ses 50 ans. TSR
22.40 Paroles de femmes. Avec Charlotte de Turckheim. TMC
23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Oncle Hô et oncle Sam. Histoire
23.45 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? Nicolas Bouvier. Marc Agapit. Dick Annegarn. France 3
23.50 Le Club. Avec Mario Monicelli. Ciné Cinéfil
0.00 Cap'tain Café. France Supervision
0.15 La 25e Heure. Stomp. France 2
0.40 Saga-Cités. Les héritiers, l'Orchestre National de Barbès. France 3
19.50 Vivre en France. Maisons régionales. Odyssée
19.55 Piet Mondrian. Arte
20.35 New York : *le carnet retrouvé.* Planète
20.40 ▶ Soirée thématique. Faites de l'internet. Arte
21.30 Son cubano. Une histoire de la musique cubaine. Planète
21.40 Otages du soleil. [1/3]. Fuel Rations. Odyssée
22.00 Une leçon particulière de musique avec Yuri Bashmet. France Supervision
22.55 Avec Matisse à Tanger. France Supervision
23.20 *Panama : la désillusion.* Planète
0.35 Une enfance gay. Téva

DOCUMENTAIRES

19.15 Muriel Leferle. Planète
19.15 La Cathédrale Saint-Julien. France Supervision

SPORTS EN DIRECT

17.00 Football. Coupe des coupes. (quart de finale, match retour) : Lokomotiv Moscou-AEK Athènes. Eurosport

MUSIQUE

21.00 Zarzuela : Gigantes & Cabezudos. Muzzik
21.40 Buddy Guy Big Band. Muzzik
22.35 Bernard Haitink dirige Berlioz. Paris Première
22.45 Duo Dumay - Collard. Muzzik
23.50 Le Chevalier à la rose. Mise en scène de Rudolf Harmann. Dir. Herbert von Karajan. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 A deux pas du paradis. Michel Vianey. Festival
22.00 *Libérez mon fils.* Roberto Malenotti. Festival
22.10 Liens mortels. Anthony Barnao. RTL 9
22.35 *Made in America.* De père en flic ! David Greene. TF 1
23.40 Le Tueur de l'ombre. Peter Edwards. 13e Rue
0.35 Jeu de massacre. Jean-Teddy Filippe. Arte

SÉRIES

19.25 Deux flics à Miami. Coup au but. 13e Rue
20.13 Chapeau melon et bottes de cuir. Conspiracy of Silence (v.o.). Le clan des grenouilles (v.o.). 13e Rue
20.35 Les Envahisseurs. L'ennemi. Disney Channel
20.35 Les Cordier, juge et flic. Cécile mon enfant. RTBF 1
20.45 Los Angeles Heat. Papillons. Un compte à régler. Série Club
20.55 Commissaire Moulin. *36, quai des ombres.* TF 1
21.35 Navarro. L'Echange. TSR
22.00 American Gothic. Le topinambour. 13e Rue
22.15 Gregory Hines Show. Basketball Jones (v.o.). Série Club
23.00 ▶ VR5. Episode pilote. Arte
23.10 Code Quantum. Le chevalier d'Eon. Série Club

NOTRE CHOIX

● 21.00 Paris Première
Le Portrait de Jennie

En *1934*, un obscur peintre new-yorkais rencontre dans Central Park une fillette qui semble venir d'une autre époque. Chaque fois qu'il la revoit, elle grandit de plusieurs années et devient une très belle jeune fille. C'est un fantôme qui lui inspire un portrait, œuvre de sa vie. D'après un très beau roman de Robert Nathan, une belle réussite de *fantastique romantique* et d'amour fou. Ce film rare de William Dieterle envoûte par son atmosphère et l'interprétation inspirée de Jennifer Jones. – *J. S.*

● 23.45 France 3
« Qu'est-ce-qu'elle dit, Zazie ? »

Nicolas Bouvier a longtemps été un *« écrivain pour écrivains »*, une plume connue de quelques-uns. Le succès des *« écrivains-voyageurs »* et la réédition de ses livres ont élargi son audience. En guise d'adieu – il est mort le 17 février –, voici un portrait, aussi bref que sensible, tourné en février 1996. *« Suisse vagabond »*, Bouvier parle de ses retours et du lent travail d'écriture. Son visage, au fil des années, fait penser à celui d'un vieux sage chinois, et l'on songe au mot de Henry Miller : *« Je ne souhaite rien d'autre que devenir la Chine que je suis déjà. » L'Usage du monde*, *Chronique japonaise* et *Le Poisson-Scorpion*, désormais tenus pour des classiques, doivent plus au bouche-à-oreille qu'à la publicité. Les récits de voyages sont ainsi faits que chaque lecteur devient un compagnon de route, un confident. C'est un genre qui, avec la poésie, tend à briser les convenances littéraires... Michel Polac évoque le dernier livre de Nicolas Bouvier : *Le Dehors et le Dedans* (Zoé Ed.). L'hommage sonne juste. – *J. Me.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.20 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, Le Résultat des courses.
20.55 Commissaire Moulin. 36, quai des ombres.
22.35 Made in America. De père en flic ! Téléfilm. David Greene.
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 0.15 C'est l'heure. Spécial 100 ans de la Pub.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 A cheval, Météo, Point route.
20.55 Envoyé spécial. Le goût du terroir. La bataille du volcan. P-s : La vache folle.
23.05 Un monde foot.
0.00 Journal, Météo.
0.15 La 25e Heure. *Stomp.*

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 *Fa si la chanter.*
20.35 Tout le sport.
20.50 Les Evadés ■ ■ Film. Frank Darabont.
23.15 Météo, Soir 3.
23.45 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.40 Saga-Cités. Les héritiers, l'Orchestre National de Barbès.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 The Van ■ Film. Stephen Frears.
22.15 Flash infos.
22.20 Rions un peu avec nos amis anglais.
23.15 Jude ■ ■ Film. Michaël Winterbottom (v.o.).

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. Kosovo : l'offensive diplomatique européenne.
19.55 Piet Mondrian.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Soirée thématique. Faites de l'internet. 20.45 L'Education on-line. 21.15 WWW.Monde. 23.00 VR5. 23.40 Commerce on-line. 0.00 Les Nouveaux Chemins de l'internet. 0.30 Bibliographie.
0.35 Jeu de massacre. Téléfilm. Jean-Teddy Filippe.

M 6

18.55 Loïs et Clark.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.50 Impossible... pas français ! Film. Robert Lamoureux.
22.40 Cabal ■ Film △. Clive Barker.
0.25 Nick Mancuso.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Claire Lalouette (*Sagesse sémitique*).
21.00 Lieux de mémoire. Bab-El-Oued.
22.10 For intérieur. Le lauréat du Prix France-Culture.
23.00 Nuits magnétiques. Travelling transcaucasien.
0.05 Du jour au lendemain. Jacques Chessex (*L'Imitation*).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. *Symphonie en ré mineur*, de Franck. *Symphonie nº 6 Pastorale*, de Beethoven.
22.30 Musique pluriel.
23.07 En musique dans le texte.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Le chef d'orchestre Simon Rattle.
22.25 Les Soirées... (suite). *Symphonie nº 6 en la mineur Tragique*, de Mahler.

VENDREDI 20 MARS

FILMS DU JOUR

13.10 My Own Private Idaho ■ ■ Gus Van Sant Jr (Etats-Unis, 1991, 100 min). Cinéstar 1
13.15 *La 317e Section* ■ ■ Pierre Schoendoerffer (France, 1964, N., 95 min). Festival
14.50 Le Crabe-tambour ■ ■ Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min). Festival
15.45 Donne-moi tes yeux ■ ■ Sacha Guitry (France, 1943, N., 95 min). Ciné Cinéfil
16.35 Border *Line* ■ ■ Danièle Dubroux (France - Suisse, 1991, 90 min). Cinéstar 1
18.10 Voyage en Italie ■ ■ ■ Roberto Rossellini (Italie, 1953, N., v.o., 80 min). Cinétoile
22.00 Agent trouble ■ ■ *J.-P. Mocky (F, 1987, 90 min).* Cinéstar 1
22.40 ▶ Fargo ■ ■ Joel et Ethan Coen (Etats-Unis, 1995, 94 min). Canal +
23.20 Blade Runner (version producteur) ■ ■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1982, v.o., 120 min). Ciné Cinémas
23.30 *Le Diable au corps* ■ ■ Marco Bellocchio (France - Italie, 1986, 115 min). Cinéstar 1
0.10 Le Prisonnier d'Alcatraz ■ ■ John Frankenheimer (Etats-Unis, 1962, N., 145 min). Ciné Cinéfil
0.15 Le Voyeur ■ ■ *O Michael Powell (Grande-Bretagne, 1960, v.o., 100 min).* France 2
0.15 Coup de torchon ■ ■ ■ Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min). RTL 9
2.25 Le Tombeur de ces dames ■ ■ Jerry Lewis (Etats-Unis, 1961, v.o., 90 min). Cinétoile
2.35 Feux dans la plaine ■ ■ Kon Ichikawa (Japon, 1960, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

12.30 Tout va bien. Cuisine anglaise. Fish and chips. Canal +
13.00 Rive droite, rive gauche. Algérie : La culture et la création constituent-elles des formes de résistance à la barbarie ? Paris Première
13.40 Parole d'Expert. Invité : Pierre Bachelet. France 3
14.15 Le Club. Invité : *Mario Monicelli.* Ciné Cinéfil
14.30 Paroles de femmes. Invitée : Charlotte de Turckheim. TMC
14.35 ▶ Spécial fête de l'Internet. La Cinquième
14.35 Ecran savoir multimédia. Encyclopédies sur Cédéroms. RTBF 1
15.00 Temps présent. La cuisine des guides. TV 5
15.00 De l'actualité à l'Histoire. Le poids des Régions. Le Guide Michelin. Invités : Elisabeth Dupoirier, François Guerard, Anthony Rowley, M. Naegellen. Histoire
15.55 Le Gai Savoir. Invité : Régis Derbay. Paris Première
17.00 Les Dossiers de l'Histoire. Oncle Hô et oncle Sam. Histoire
18.00 Stars en stock. Mel Gibson. Ava Gardner. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Louis Aubert et Terry Callier. Canal +
19.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : André Kaspi, Sam Stourdzé, Miko Grner, Irène Kudela. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 20h Paris Première. Paris Première
20.10 Le Bazar de Cinécinémas. Ciné Cinémas
20.50 Thalassa. Matin calme à Pusan. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. La crise du Kosovo. La presse et l'Europe. Histoire
21.55 et 23.25 Faut pas rêver. Le printemps de Faut pas rêver. France 3
22.30 Paris modes. Dublin. Paris Première
22.50 Bouillon de culture. Le bonheur d'écrire, la passion de lire. Invités : Marie Darrieussecq, Gérard Garouste, Jean-Marie Gaurio, Alberto Manguel. France 2

DOCUMENTAIRES

17.35 L'Eau, perle rare du désert. Les pays producteurs de pétrole et la pénurie d'eau. Odyssée
18.00 Les Métros du monde. Hongkong. La Cinquième
18.00 Cris de femmes. Histoire
18.05 Jusqu'à la dernière goutte. Odyssée
18.30 Le Clown de Santa Lucia. La Cinquième
19.00 La Perle et son mystère. Odyssée
19.10 Enquêtes médico-légales. [3/13]. La maison sanglante. Planète
19.40 Louis XVI, roi programmé. Planète
19.55 La Trouble séduction *d'Adolf Hitler.* [2/2]. Odyssée
20.00 Cités et merveilles. Jérusalem. Téva
20.35 Don King, «parrain» *de la boxe.* Planète
20.40 Des plantes et des hommes. [2/6]. L'arbre de vie, l'arbre de mort : l'if. Odyssée
20.50 *Titanic. Quand l'histoire rejoint la fiction.* M 6
21.10 Quand les perroquets parlent le mandarin. Odyssée
22.05 Vivre en France. Maisons régionales. Odyssée
22.10 Grand format. Les Lapirov passent à l'Ouest. Arte
22.20 *Staline.* [1/2]. Planète
23.25 Les Grands Moments de l'art en Italie. Raffaello Sanzio, dit Raphaël. France Supervision
23.25 Rock Stories. Foreigner. Canal Jimmy
23.50 Muriel Leferle. Planète
0.15 Australie, les requins de la Grande Barrière. Canal +
0.35 Femmes en Inde. Téva

SPORTS EN DIRECT

14.00 Short track. Championnats du monde. A Vienne (Autriche). Eurosport
19.00 Tennis. Tournoi messieurs de Key Biscayne (Etats-Unis). Eurosport

MUSIQUE

18.00 Le Château de Barbe-Bleue. Mise en scène de Leslie Megahey. Dir. Adam Fischer. Muzzik
21.55 Sclavis, Texier, Romano. Muzzik
22.05 Macbeth et Rigoletto de Verdi. France Supervision
23.25 Maria Callas. Au Palais Garnier, à Paris 1958. Paris Première
23.25 Sclavis, Drouet, Frith. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.35 Avant et après Hiroshima. Joseph Sargent [1/2]. TMC
20.45 Mariage à trois. Olaf Kreinsen. Arte
21.45 Le Titanic. [1 et 2/2]. Robert Lieberman. M 6
22.05 Les Cravates Léopard. Jean-Luc Trotignon. Festival
23.40 Peur sur le juge. Josef Rödl. Arte

SÉRIES

17.30 Docteur Quinn, femme médecin. Le troupeau. Série Club
17.35 Magnum. L'auteur fantôme. RTBF 1
17.40 Les Repentis. Faux en tout genre. Canal +
17.50 Hartley, cœurs à vif. France 2
18.50 Ferbac. Mariage mortel. Festival
19.10 Bonanza. Le Chinois. Série Club
19.25 Deux flics à Miami. Le sauvage. 13e Rue
20.50 L'Instit. Menteur ! TSR
20.55 Cybill. La muse s'amuse. Téva
20.55 Galactica. Célestra. 13e Rue
21.00 Stargate SG-1. La théorie de Broca. Série Club
21.05 Quai nº 1. O Meurtre entre les lignes. France 2
21.20 Dharma & Greg. Yoga and Boo Boo (v.o.). Téva
21.45 Buck Rogers. Les évadés du puits d'enfer. 13e Rue
22.10 Au cœur du temps. *Crack of Doom.* Disney Channel
22.25 Dream On. SOS fantômes (v.o.). Canal Jimmy
22.30 Twin Peaks. Episode nº 24 (v.o.). Série Club
23.00 Seinfeld. Le bel été de George (v.o.). Canal Jimmy
23.15 The Visitor. *Reunion (v.o.).* Série Club
0.10 Brooklyn South. Dublin or Nothing (v.o.). Série Club
0.10 New York Undercover. *La quête du pouvoir.* 13e Rue
0.55 Star Trek, la nouvelle génération. Les jouets (v.o.). Canal Jimmy
0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. *Le clan des grenouilles (v.o.).* 13e Rue
1.45 New York Police Blues. Tout est bien qui finit bien (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 11.40 Planète
Nouvelle France

Foyers africains, intégration et solidarité...

POURQUOI DES IMMIGRÉS africains refusent-ils de quitter des baraques insalubres pour de petits hôtels meublés prétendument aménagés pour eux ? Cette question, posée par le documentaire de Michael Hoare, rejoint celle, plus générale, de l'avenir des foyers d'immigrés, lieux de convivialité mais aussi de non-intégration et donc d'exclusion. « Nouvelle France » est le nom, bien symbolique, de la rue de Montreuil (Seine-Saint-Denis) qui borde le terrain vague sur lequel *plus de trois cents Africains* ont vécu, quinze années durant, en ayant reconstitué un véritable village africain dans des baraquements « provisoires » Algeco. Refusant de reconstruire en dur ce grand foyer, Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil (PCF), a finalement choisi de répartir les résidents dans huit petits « hôtels résidentiels » dispersés dans sa commune et à Paris. Refus total et répété des intéressés. Michael Hoare met en scène les raisons de cette opposition, incompréhensible pour l'opinion française.

A partir de l'autopsie d'un calamiteux reportage de France 3 sur les hôtels *« à 70 millions »*, laissés vides par les *« Maliens »* auxquels ils étaient destinés, il tente de mettre à jour les racines de ce conflit inextricable qui oppose deux modes de vie, voire deux civilisations, dans le contexte xénophobe des années 90. L'intégration au forceps imposée par le maire de Montreuil au nom de la résorption d'un véritable ghetto de fait masque évidemment un positionnement politique et un traitement technocratique du conflit à mille lieux de la mentalité africaine.

Le refus obstiné et collectif des Africains (soutenu par l'extrême gauche, qui utilise le conflit) cache leur aveuglement à l'égard des réalités de la France en crise mais surtout leur irréductible cohésion qui, de l'esplanade de Vincennes à l'église Saint-Bernard, a donné tant d'impact à leurs luttes. Partial mais terriblement édifiant, le film de Michael Hoare livre le secret de *cette opiniâtreté : dispersés*, les Africains ne peuvent plus pratiquer ce qui les fait tenir malgré la crise : la solidarité.

Philippe Bernard

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.35 Côte Ouest.
16.30 Sunset Beach.
17.25 Sydney Police.
18.20 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.50 Météo.
20.00 Journal.
20.55 Les Années Tubes.
23.10 Sans aucun doute. Ils ont perdu la tête.
1.00 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 L'Enquêteur.
15.55 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 et 22.45 Un livre, des livres.
17.25 Sauvés par le gong.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.55 C'est l'heure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.50 A cheval, Météo, Point route.
21.05 Quai nº 1. O Meurtre entre les lignes.
22.50 Bouillon de culture. Le bonheur d'écrire, la passion de lire.
23.55 Journal, Météo.
0.10 Présentation du Ciné-club.
0.15 Le Voyeur ■ ■ *Film O. Michael Powell (v.o.).*

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.35 Portrait de famille. Téléfilm [2/2]. Philip Saville.
16.10 Côté jardins.
16.40 Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.
20.50 Thalassa. Matin calme à Pusan.
21.55 Faut pas rêver. Le printemps de Faut pas rêver.
23.00 Météo.
23.10 Soir 3.
23.25 Faut pas rêver... (suite).

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 13.35
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Les Hommes de l'ombre ■ Film. Lee Tamahori.
15.20 Rions un peu avec nos amis anglais.
16.15 Hercule et Sherlock. *Film Jeannot Szwarc.*
17.40 Les Repentis.
▶ En clair jusqu'a 21.00
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma.
21.00 Barb Wire. Film. David Hogan.
22.35 Flash infos.
22.40 ▶ Fargo ■ ■ Film. Joel et Ethan Coen.
0.15 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière.
1.35 Hockey sur glace.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 et 17.30 100 % question.
14.00 Villes rêvées, villes réelles. Jérusalem.
14.30 La Cinquième rencontre... Travail et économie. 14.35 ▶ Spécial fête de l'Internet. 15.25 *Entretien avec Jean-Michel Billaut.*
16.00 Correspondance pour l'Europe.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cellulo.
18.00 Les Métros du monde. Hongkong.
18.30 Le Clown de Santa Lucia.
19.00 ▶ Tracks.
19.30 7 1/2. Portrait de l'auteur brésilien Paulo Coelho.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Mariage à trois. Téléfilm. Olaf Kreinsen.
22.10 Grand format. Les Lapirov passent à l'Ouest.
23.40 Peur sur le juge. Téléfilm. Josef Rödl.
1.10 Le Dessous des cartes.
1.20 Music Planet, Classic Albums. *Fleetwood Mac : Rumours.*

M 6

13.35 Le Droit d'aimer. Téléfilm. Sandy Smolan.
15.15 et 1.00 Boulevard des clips.
16.40 Hit machine.
17.55 Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois.
18.55 Loïs et Clark.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Décrochage info. Les Produits stars.
20.50 Titanic. Quand l'histoire rejoint la fiction.
21.45 Le Titanic. Téléfilm [1 et 2/2]. Robert Lieberman.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. Noubas en Maghrébie. 5.
20.30 Agora. Luba Jurgenson (*Tolstoï. Chemins d'éternité*).
21.00 Black and blue. Young Miles : *Miles Davis entre 1945 et 1947.*
22.10 Fiction. Irlande : *L'Image*, et *Premier Amour*, de Samuel Beckett.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Meunier.

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Donné par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Antonio Pappano. Œuvres de Debussy, Varèse.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Jazz-club. Concert donné en direct du Duc des Lombards, à Paris. Yosuke Yamashita, piano avec Michel Benita, contrebasse et Daniel Humair, batterie.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Joseph Joachim. Œuvres de Mendelssohn, R. Schumann, Joachim, Liszt, Brahms.
22.25 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Joachim, Bruch, Bach.

Le Monde

VENDREDI 20 MARS 1998

Taïwan suspend le paiement final des six frégates achetées à la France

Taïpeh veut obtenir des éclaircissements sur les soupçons de corruption liés à ce contrat conclu en 1991

LE MINISTRE taïwanais de la défense, Chiang Chung-ling, a décidé de suspendre le paiement de 43 millions de dollars (environ 260 millions de francs), qu'il lui restait à verser dans le cadre de l'achat à la France de six frégates « furtives » déjà livrées par son constructeur, l'arsenal de Lorient, suite à un contrat conclu en août 1991 entre les deux pays. A l'époque, le marché global dépassait les 15 milliards de francs.

M. Chiang a précisé qu'il souhaitait obtenir, en bloquant la fin du paiement, que les soupçons de commissions entourant ce contrat soient levés. Si la corruption était avérée, Taïpeh réclamera un dédommagement. Il est prévu qu'un groupe d'enquêteurs taïwanais se rende en France.

Au début du mois, l'ancien ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, avait indiqué qu'une commission de 500 millions de dollars (quelque 2,8 milliards de francs) avait été versée fin 1991 par le groupe d'Etat Elf *« avec l'autorisation du ministère des finances et celle de la présidence de la République »*. Faute que l'arsenal de Lorient, qui n'a pas d'autonomie juridique, commerciale et financière, ait pu mener la négociation, c'est, à l'époque, le groupe électronique Thomson-CSF qui avait conduit l'opération. L'arsenal de Lorient était responsable de la construction des coques, et Thomson-CSF de l'équipement des bateaux.

M. Dumas n'avait spécifié l'identité d'aucune des éventuelles parties prenantes, qu'il s'agisse des donneurs d'ordres, des intermédiaires ou des bénéficiaires. Mais il avait précisé que les noms des bénéficiaires, qu'il n'avait pas voulu dévoiler, étaient mentionnés dans un document.

A Paris, le Quai d'Orsay n'a souhaité faire aucun commentaire sur un sujet relatif aux activités commerciales d'un fournisseur privé, Thomson. Taïpeh avait tenu à rappeler, la semaine dernière, que l'accord conclu avec Thomson stipulait, comme il est d'usage, l'interdiction de s'en rapporter à des intermédiaires non mandatés par les deux contractants. Cette clause est appelée *« clause de loyauté »* dans les contrats.

Le contrat des frégates de Taïwan, livrées dans la plus grande discrétion en 1996 et 1997 et mises, depuis, en service à Kaohsiung avec l'aide de conseillers français-à l'exception de la dernière unité qui ne le sera officiellement qu'en août prochain-a été marquée, outre cette affaire de commissions, par un autre incident demeuré à ce jour sans explications. En décembre 1993, alors qu'aucune des six frégates n'avait été livrée, le commandant Yin Ching-feng, qui était l'un des responsables des achats de matériels par la marine taïwanaise, a été retrouvé mort, victime, selon la police locale, d'un probable assassinat. Déjà, à l'époque, des rumeurs avaient fait état de l'intention prêtée à cet officier de révéler que le marché avec la France avait fait l'objet de tentatives de corruption. A l'époque, l'un des intermédiaires de Thomson avait dû quitter l'île.

Roland Dumas indisponible pour quinze jours

Roland Dumas devra observer une période d'*« indisponibilité absolue »* de quinze jours à compter de la fin de son hospitalisation le 20 mars, a déclaré, mercredi 18 mars, son avocat, Mᵉ Christian Charrière-Bournazel. Ce délai d'indisponibilité, qui a été prescrit par le docteur Jean-Michel Serisé, le chirurgien de la clinique du Tondu qui a opéré M. Dumas, devrait donc s'achever le samedi 4 avril.

A l'issue de cette période d'indisponibilité, le président du Conseil constitutionnel *« se rendra à toute convocation des juges »*, a précisé son défenseur. M. Dumas a été opéré à la clinique du Tondu, à Bordeaux, et son hospitalisation pour dix jours l'a empêché de se rendre, mercredi 18 mars, à une convocation des juges parisiens chargés de l'affaire Elf, Eva Joly et Laurence Vichnievsky.

M. Jospin met en garde la droite contre des alliances avec le FN

« Ce serait une atteinte à l'image de la France »

A LA VEILLE de l'élection des présidents des conseils régionaux, Lionel Jospin a fait, jeudi 19 mars, de l'hôtel Matignon, une déclaration au caractère solennel, au moment où une forte pression s'exerce sur les états-majors des partis de l'opposition pour qu'ils ne rejettent pas les voix du FN.

« En tant que premier ministre, une des autorités de l'Etat, a dit M. Jospin, *il est de mon devoir de m'exprimer sur la situation créée par les tentations, voire les tentatives, d'alliances entre les responsables régionaux de la droite et de l'extrême droite. » « Je mets en garde,* a poursuivi le chef du gouvernement, *contre ces combinaisons qui risquent de mettre en cause le sens du suffrage universel, la volonté des électeurs qui sont contre des alliances avec le Front national, et de mettre en danger des valeurs essentielles et des droits fondamentaux de la République. »*

Alors que mercredi, au cours d'un déplacement à Bourg-de-Péage, dans la Drôme – canton où un candidat divers droite s'est désisté en faveur d'un représentant du Front national –, le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, avait déclaré que le président de la République *« devrait dire à ses amis qu'il y a des limites à ne pas franchir »*, M. Jospin a souligné dans cette déclaration : *« Je ne fais aucun procès d'intention aux dirigeants nationaux de l'opposition. J'ai entendu des déclarations très claires. Je ne veux pas croire qu'ils ne veuillent, ou ne puissent, empêcher ces alliances. »*

M. Jospin a conclu en insistant sur l'hypothèse de ces alliances au moment du vote des présidents de région. *« Si elles devaient se produire,* a-t-il dit, *ce serait un danger pour notre vie démocratique, ce serait une atteinte à l'image de la France en Europe et dans le monde. J'appelle chacun à la vigilance et à l'exercice de ses responsabilités. »*

En fin de matinée, on indiquait, à l'Elysée, qu'il n'était pas dans les intentions du chef de l'Etat de s'exprimer sur le sujet, tout en reconnaissant que l'intervention du premier ministre est une donnée nouvelle. On considère que les élections sont l'affaire des partis.

O. B.

Le meurtre de Caroline Le Gentil aurait été minutieusement préparé

LILLE
de notre correspondant régional

Deux jeunes gens arrêtés au début de la semaine par les polices belge et française ont reconnu le meurtre d'une jeune fille de 24 ans, Caroline Le Gentil, qu'ils avaient enlevée et tuée avant de tenter d'obtenir une rançon de son père, notaire à Douai (Nord). Sébastien Chauderlot, 23 ans, a été mis en examen pour assassinat et séquestration avec demande de rançon, mercredi 18 mars à Lille, et écroué. Son demi-frère, Jérôme Lucas, 26 ans, a été incarcéré en Belgique et fera l'objet d'une demande d'extradition de la justice française.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'enlèvement avait été préparé minutieusement, et le crime longuement prémédité. Le 5 mars, Caroline Le Gentil, étudiante en droit un peu en rupture de ban, avait été invitée par une de ses relations, Jérôme Lucas, gérant d'un bar-restaurant à Lille, fermé depuis le début de l'année pour non-respect de la réglementation sur les alcools. Assisté de son demi-frère, Jérôme Lucas avait alors immobilisé la jeune fille. Après lui avoir pris sa carte de crédit, ils avaient obtenu plusieurs renseignements de leur victime : code confidentiel, numéros de téléphone et habitudes de ses parents.

Selon les aveux que Lucas auraient faits à la police belge, ils lui auraient fait croire qu'ils voulaient demander une petite rançon à ses parents. Tout s'est déroulé ensuite selon un plan arrêté depuis longtemps. La Carte bleue a servi à acheter un appareil Polaroid. Deux photographies prises avant l'assassinat de Caroline et sa carte d'identité seront ensuite envoyées aux parents.

Le corps de la jeune fille assassinée dans l'après-midi du 5 mars fut transporté, la nuit suivante, dans un bois au sud de Lille où un trou avait été creusé plusieurs jours auparavant. Il fut aspergé d'acide chlorhydrique avant d'être recouvert de terre. Puis les deux hommes ont lavé leur voiture avant de poster une lettre réclamant au père de Caroline Le Gentil une rançon d'un million de francs. Une série de maladresses et une bonne collaboration entre les polices belge et française ont ensuite permis de confondre les deux ravisseurs.

Pierre Cherruau

Le patronat italien claque la porte des négociations sur les 35 heures

ROME. A la surprise générale, la délégation de Cofindustria (patronat italien) a quitté, mercredi 18 mars, la table des négociations autour de laquelle étaient réunis depuis lundi le gouvernement et les syndicats afin de mettre au point le texte de loi qui instituera la semaine de 35 heures à compter du 1ᵉʳ janvier 2001. Giorgio Fossa, le « patron des patrons », a expliqué que Cofindustria, viscéralement opposée aux 35 heures, avait accepté de discuter à condition que soient également renégociés le pacte social de juillet 1993, la flexibilité des salaires et le système contractuel. Le gouvernement a dit non et la délégation patronale a quitté les pourparlers en menaçant de ne plus respecter les accords ultérieurs. – *(Corresp.)*

Risque de sécheresse cet été

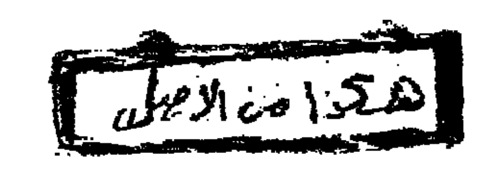
SELON le dernier bulletin hydrologique de la direction de l'eau du ministère de l'environnement, l'hiver a été plutôt sec par rapport à la moyenne et la sécheresse pourrait être de retour cet été si le manque de pluie persiste au printemps. Les régions Midi-Pyrénées, PACA et le Nord-Est du territoire sont particulièrement exposées. La situation n'est pas encore préoccupante mais l'état des lieux incite à la vigilance. *« Les deux mois qui vont suivre seront déterminants pour la saison d'été et d'étiage »*, estime le rapport.

DÉPÊCHES

■ **SECTES : Gilbert Bourdin, le gourou de la secte du Mandarom,** installée à Castellane (Alpes-de-Haute-Provence), est décédé, jeudi 19 mars, à l'hôpital de Grasse (Alpes-Maritimes) à l'âge de soixante-douze ans. Il avait été mis en examen au printemps 1995 pour *« viols et agressions sexuelles »*, à la suite d'accusations d'anciens membres de la secte.

■ **BANDE DESSINÉE :** le dessinateur et scénariste François Boucq s'est vu décerner le Grand prix 1998 de la Ville d'Angoulême, jeudi 19 mars.

Tirage du *Monde* daté jeudi 19 mars : 495 121 exemplaires



Le Monde des LIVRES
VENDREDI 20 MARS 1998

Les racines de l'homme cordial

Au milieu des années 30, un sociologue s'interroge sur identité et lien social au Brésil : un livre culte, désormais traduit en français

Il existe une différence brésilienne, une manière particulière de regarder, de penser et d'agir ni tout à fait portugaise ni complètement latino-américaine. Elle a fait l'objet de bien des commentaires au fil des siècles, car elle intrigue, elle séduit, et parfois agace les visiteurs étrangers. Les Brésiliens connaissent naturellement cette spécificité. Il en est enfin qui cherchent à l'étudier, à l'expliquer, pour guider leurs concitoyens vers plus de sérénité : Sergio Buarque (1902-1982) est de ceux-là. Quand il rentre chez lui en 1930 après un long séjour en Allemagne, il peut observer avec plus de distance le bouillonnement d'idées qui travaille les élites depuis une quinzaine d'années. A Sao Paulo, à Rio et jusqu'au fond des provinces, on discute, on polémique, on écrit, on harangue sur l'identité du Brésil. A croire que le pays, déçu par la récente République, jaloux des progrès de l'étranger et gêné de regretter parfois le conservatisme somnolent de l'Empire, cherche des recettes modernes pour se comprendre et progresser. L'avant-garde littéraire a bruyamment rejeté les modèles étrangers et clame son attachement aux inspirations locales. Les historiens cherchent à secouer le joug écrasant de l'Institut historique, qui règne sur leur spécialité depuis près d'un siècle, des sociologues à l'ancienne, positivistes ou naturalistes, ont tenté des analyses sur la personnalité brésilienne. Les officiers subalternes se sont énervés eux aussi, puis rebellés contre leur hiérarchie, ils viennent d'aider Getulio Vargas à prendre le pouvoir. Dans ce contexte passionné, un jeune anthropologue formé aux Etats-Unis, Gilberto Freyre, va bientôt publier un chef-d'oeuvre, *Maîtres et esclaves* (Gallimard 1978). Il y reconstruit le Brésil à partir de la vie privée dans les plantations ; pour la première fois, le métissage est présenté de manière positive. Un marxiste,

Jean Soublin

Caio Prado, donne un *Tableau politique du Brésil* avant de chercher des pistes matérialistes dans sa *Formation du Brésil contemporain*. Buarque n'est ni anthropologue ni marxiste, mais en Allemagne, il est devenu sociologue, il admire l'école allemande, et particulièrement Max Weber. L'investigation scientifique moderne peut-elle permettre de comprendre le Brésil ? Il publie là-dessus un long article, dont il fera un livre : *Racines du Brésil*, paru en 1936. Sa clarté didactique, la profondeur des vues exposées, l'intuition qui les guide assurent à l'ouvrage un succès immédiat et durable. Il est encore aujourd'hui, pour les intellectuels, l'un des plus importants de la littérature brésilienne. On le réédite régulièrement, accompagné de la lumineuse préface rédigée en 1967 par le critique Antonio Candido. Quant à l'auteur, devenu historien à l'école d'Henri Hauser, il brillera sans rivaux dans cette discipline, tout en militant pour le Parti socialiste, et plus tard pour celui des Travailleurs.

Pour mettre en lumière les particularités de la mentalité brésilienne, Buarque utilise l'outil presque dialectique de la polarisation des contraires. Il présente deux à deux des types humains pour montrer à ses lecteurs ce qu'ils sont par opposition à ce qu'ils ne sont pas. On court ainsi le risque de schématiser, il l'évite par l'acuité de son analyse et l'attention qu'il porte à la définition de ses « types », longuement décrits dans une prose libre qui ne dédaigne pas les longues citations, les références patiemment étayées ni les digressions ou les ajouts à l'extrême limite du sujet. Les Brésiliens sont ibériques et non européens. Ils partagent avec les Espagnols le goût des valeurs personnelles, la mobilité sociale, une noblesse plus perméable qu'ailleurs. On est tous hidalgo, on se fait soi-même, on répugne donc aux hiérarchies, au travail persistant, à l'abnégation sociétaire. A la colonie, on cherche plutôt l'aventure que la construction laborieuse d'un avenir ; on veut s'enrichir vite, et rentrer un jour au pays. Transplanté au Brésil, le Portugais est essentiellement rural, toute la vie de la colonie s'organise autour de patriarcats locaux et campagnards dont les villes ne sont que des extensions : au contraire des capitales hispano-américaines, elles n'ont pas d'artisans, donc pas de corporations, encore un symptôme du refus de l'organisation collective. Ces villes poussent d'ailleurs au hasard, personne ne les a planifiées : des bivouacs plus que des bastides. L'étude et la pensée en sont absentes ; l'Amérique espagnole crée des universités et publie des livres, l'Amérique portugaise chasse l'Indien et produit du sucre. Ayant ainsi défini le Brésilien par ses contraires, Buarque tente alors une synthèse. La résultante de cinq siècles d'antinomies, c'est l'homme « cordial ». Le mot n'est pas de lui, il va causer bien des malentendus, bien des polémiques, et beaucoup de mises au point. L'étymologie est ici essentielle, l'homme cordial, c'est celui qui agit avec son coeur, celui que gouvernent ses émotions. Le qualificatif n'a rien à voir avec la bonté, l'altruisme ou la morale. On peut même pressentir que Buarque regrette cette cordialité, qu'il partageait d'ailleurs avec ses compatriotes. Il est fort sévère à leur égard : « *Cette disposition innée à la sociabilité est loin de contribuer de façon appréciable à un ordre collectif.* » Des égocentriques, donc, que la réflexion lasse vite : « *Tout ce qui ne demande pas un travail mental long et fatiguant, des idées claires, lucides, définitives, qui favorisent une sorte d'atonie de l'intelligence, voilà où semble résider pour nous la véritable essence de la sagesse.* » Peut-on gouverner ce peuple « cordial » ? C'est l'objet des derniers chapitres. L'auteur observe la lente transformation de son pays depuis l'abolition de l'esclavage. Elle mène à l'urbanisation, qui peut faciliter une rupture avec le passé. Mais les tentatives contemporaines de son livre lui paraissent vouées à l'échec : il analyse le caudillisme, le marxisme et l'intégralisme, version assez piteuse du fascisme. Il les écarte, comme il écarte tout ce qui est imposé d'en haut avec la plus maladroite des bonnes volontés. Pour lui, le recours est ailleurs, dans l'appel aux qualités de l'homme cordial, qu'il énumère : l'aversion pour ce qui limite la liberté individuelle, l'ouverture aux modèles démocratiques étrangers et la « *relative inconsistance* » des préjugés raciaux. Tirer parti de ces qualités exige ce qu'il appelle une révolution, sans donner au mot le sens de soubresaut sanglant, mais celui d'une transformation radicale, peut-être engagée aujourd'hui : celle qui écouterait enfin la voix du peuple ; celle qui extirperait les « *racines du Brésil* », magistralement identifiées dans ce livre.



IVANALDO/FOLHA IMAGEM

RACINES DU BRÉSIL
(Raizes do Brasil)
de Sergio Buarque de Holanda.
Traduit du portugais (Brésil)
par Marlyse Meyer,
Gallimard, 336 p. 90 F.

L'étrange ménagerie de Ribeiro

Intrigues amoureuses et génétiques pour un roman hybride à plus d'un titre

LE SOURIRE DU LÉZARD
(O sorriso do lagarto),
de Joao Ubaldo Ribeiro.
Traduit du portugais (Brésil)
par Jacques Thiériot,
éd. Le Serpent à plumes,
413 p., 159 F.

C'est un académicien en short qui reçoit dans son appartement de Rio. Un écrivain pas le moins du monde empesé par son appartenance à l'assemblée dont il est le benjamin – et où il cultive des amitiés paisibles. A cinquante-sept ans, Joao Ubaldo Ribeiro est l'un des romanciers les plus reconnus du Brésil, de ceux qui réunissent les faveurs de la critique et celles du public. Son dernier livre (1) se promène en tête des meilleures ventes et ses chroniques paraissent, chaque semaine, dans deux grands journaux brésiliens. Peu disert, allergique à l'ordre et aux contraintes sociales, aux voyages et aux religions organisées, Joao Ubaldo Ribeiro est un auteur étonnant, à la prose brillante, parfois misanthrope et souvent satirique.

Raphaëlle Rérolle

De son enfance dans des maisons tapissées de livres, il a gardé un amour passionné de la lecture. Pas celle de ses contemporains, ni même de ses prédécesseurs immédiats, mais celle des revues sicentifiques, médicales ou autres et des classiques. « *Je peux lire la même page du même livre des mois durant*, explique-t-il. *Et chaque fois que je me replonge dans Shakespeare, par exemple, j'apprends quelque chose de nouveau.* »

Quant à l'écriture, elle lui est venue très tôt, comme une facilité qu'il n'hésitait pas à marchander. A l'école, il avait fixé le prix d'une rédaction composée pour un camarade moins doué : un gâteau à la viande et un verre de Coca-Cola. Grand lecteur de Monteiro Lobato, ce génial auteur pour la jeunesse, il se souvient avoir été « *très choqué* » lorsque celui-ci disparut. C'était il y a cinquante ans. « *Ce jour-là, j'ai décidé de continuer son oeuvre.* »

Joao Ubaldo Ribeiro compose, sans plan préconçu, des livres à multiples personnages dont la rédaction est toujours linéaire. « *Je ne peux pas commencer avant d'avoir trouvé le titre, la dédicace, puis l'épigraphe. Pour* Vive le peuple brésilien (2), *certains ont pensé que j'avais volontairement désorganisé le texte après l'avoir écrit, parce qu'il est fait d'allers et retours ; mais non, c'est sorti comme ça. L'éditeur français a même fabriqué un arbre généalogique des personnages, ce dont j'aurais été absolument incapable.* » Et souvent, lorsqu'il imagine un destin à ses personnages, ceux-ci lui font des pieds de nez en cours de route, refusant de se plier à ses caprices. Ecrire n'est pas à proprement parler un calvaire, pas un immense bonheur non plus. « *Ah ! J'ai beaucoup demandé au Ciel de pouvoir en vivre, mais, maintenant que j'y suis, il m'arrive de maudire cet esclavage. Si demain je gagnais à la loterie, je n'écrirais plus une ligne, rien. Je ne ferais que lire.* »

En attendant, il écrit, et son dernier livre paru en France montre de quelle excellente façon. *Le Sourire du lézard* est un curieux roman qui ne se prive d'aucune forme d'inspiration, mêlant l'étrange et le scientifique, l'érotisme et l'humour, la passion et la satire politique. A Itaparica, merveilleuse île située au large de Bahia (et lieu de naissance de Joao Ubaldo Ribeiro), une double intrigue relie des personnages très dissemblables. Il y est question d'amour et de génétique, avec une drôlerie et une verve inimitables. Sans se départir d'une certaine distance, le romancier s'interroge sur l'âme humaine, ses zones d'ombre et ses lâchetés, mais aussi sur le mal et la notion même d'humanité. A partir d'où un être vivant peut-il être considéré comme humain ? Et quelles différences séparent un animal doué d'émotion d'un homme ? Les animaux, justement, traversent le livre en procession, intégrés à l'histoire de façon massive et subtile à la fois. Un lézard, bien sûr, au sourire étrangement humain, des poissons, des moineaux, des moutons, des singes et même, aux limites du genre, des virus. Avec, toujours au centre de ce zoo maîtrisé de façon très rationnelle par l'auteur, l'homme et sa curieuse propension à jouer avec le feu.

(1) *O Feitiço da ilha do pavao*, éd. Nova Fronteira, 1997.
(2) Belfond, 1989

le feuilleton

de Pierre Lepape

La nuit de la métamorphose

MON ONCLE LE JAGUAR
(Meu Tio Iauareté)
de Joao Guimaraes Rosa.
Traduit par Jacques Thiériot.
Albin Michel, 114 p., 75 F.

DES NOUVELLES DU BRÉSIL 1945-1998
Anthologie établie et présentée par Clélia Pisa.
Ed. Métailié, 270 p., 78 F.

« *Je suis trois cents, je suis trois cent cinquante/ mais un jour enfin je me retrouverai nez à nez avec moi-même.* » Ainsi écrivait à la fin des années 20 Mário de Andrade, l'un des fondateurs de la littérature brésilienne moderne, l'auteur, en 1928, du célèbre *Macounaïma*, sous-titré, avant que paraisse en Europe *L'Homme sans qualités* de Musil, *Le Héros sans aucun caractère* (1). Mário de Andrade, lorsqu'il était moins submergé par sa multiplicité, se définissait comme « *un Indien Tupi jouant du luth* ». Un sauvage hyper-civilisé, un avant-gardiste dans la forêt amazonienne.

C'était tout le paradoxe, l'ivresse et la souffrance de cette jeune littérature du Brésil apparue brusquement en 1922 lors de la Semaine d'art moderne de Sao Paulo organisée à l'occasion du centième anniversaire de l'indépendance politique du Brésil. Les promoteurs de cette fameuse semaine, Mário de Andrade, Manuel Bandeira, Oswald de Andrade, Graça Aranha, mais aussi les peintres Calvacanti et Malfatti et le musicien Villa-Lobos, proclamaient l'indépendance intellectuelle et artistique du Brésil... en s'appuyant sur les idéologies de rupture – futurisme, surréalisme, dadaïsme – façonnées par les jeunes révoltés d'Europe. Du plus nouveau au plus archaïque, des formes les plus élaborées de la littérature moderne aux mythes, contes et légendes de la tradition orale indienne, de la sophistication théorique au primitivisme de la culture populaire, les écrivains brésiliens pratiquent, comme nulle part ailleurs, le grand écart. D'autres, dans l'Amérique espagnole, recherchent la synthèse entre les traditions esthétiques de la vieille Europe, les apports de l'Afrique des esclaves et les racines des grandes civilisations indiennes. Au Brésil, on confronte le multiple, on court-circuite l'Histoire, on joue de la violence des antagonismes. S'il existe une possible synthèse, elle est celle de l'anthropophagie, lorsqu'on s'attribue les vertus de son ennemi en dévorant son corps.

Dans cette entreprise de cannibalisme, les écrivains du Brésil ont rencontré un obstacle de taille, celui de la langue. Elle est ce qui résiste le plus âprement à dire l'autre, l'écart, la différence. La langue dit le même. Comment parler réellement des Indiens Tupis, de ce qu'ils sentent, de ce qu'ils pensent, du monde intérieur qui est le leur, en utilisant le portugais des villes qui, immanquablement, les transporte dans un autre univers, dans une réalité qui leur est étrangère et hostile ? Et, à l'inverse, comment rendre compte de l'altérité des Indiens, des Noirs, des pauvres, des paysans, dans des livres qui ne seront lus que par l'élite cultivée des agglomérations urbaines et des universités ?

A la lecture des nouvelles – déjà publiées et traduites en France pour nombre d'entre elles – rassemblées par Clélia Pisa, on se rend compte que cette question de l'invention de la langue fait la différence entre les meilleurs écrivains et les autres. L'anthologiste présente, par ordre chronologique d'écriture, des textes qui ont été écrits entre 1946 et 1988 par vingt auteurs. Il serait sans doute injuste d'affirmer que les écrits les plus anciens font pâlir ceux des plus jeunes. On se contentera de constater qu'ils sont davantage brésiliens. Comme si depuis vingt ans, vingt-cinq ans peut-être, le rouleau compresseur de la mondialisation avait écrasé les expressions nationales les plus radicales et qu'on écrivait désormais à peu près les mêmes choses à San Francisco, à Milan et dans le Mato Grosso.

Comment, dans un pays à l'identité éclatée comme le Brésil, dire l'autre, l'écart, la différence, en utilisant le portugais des villes ? Dans « Mon oncle le jaguar », Joao Guimaraes Rosa entrechoque trois langages, celui des maîtres, le portugais, celui des Indiens Tupis, et celui de la nature : onomatopées, imitations, raclements...

La plus belle de ces nouvelles est la première, moins de dix pages extraites du recueil *Premières histoires*, paru en 1962 au Brésil (2). Une merveille signée Joao Guimaraes Rosa. Une histoire très simple et parfaitement inracontable sinon pour indiquer qu'il y est question d'un grand fleuve, d'un fils et de son père, lequel a décidé de s'absenter du monde, sans explication, en demeurànt, pour toujours, sur une petite barque. Cela s'intitule « La Troisième Rive du fleuve » ; c'est un texte qu'on peut lire dix fois en lui laissant proposer des interprétations différentes, en découvrant de nouvelles beautés, de nouvelles énigmes, de nouveaux enchaînements d'images.

Mon oncle le jaguar est aussi un court récit. Publié en revue en 1961, il a été repris, après la mort de Guimaraes Rosa en 1967, dans un recueil intitulé *Estas estorias*. Mais il a été écrit avant 1956, avant donc le chef-d'œuvre de son auteur, *Grande Sertao : veredas*, connu en France sous le titre *Diadorim* (3). Ces précisions chronologiques ont leur importance. *Mon oncle le jaguar* pourrait bien être en effet l'aboutissement de toutes les expérimentations menées sur la prose par Guimaraes Rosa avant qu'il les introduise dans l'immense roman-poème qu'est *Diadorim* – un des plus grands livres de ce siècle, dont on s'étonne qu'il ne soit pas aussi connu que l'*Ulysse* de Joyce ou que les *Cantos* de Pound.

Comme *Diadorim*, *Mon oncle le jaguar* est un monologue ; plus exactement un dialogue dans lequel on n'entend jamais le second interlocuteur. Il s'agit ici d'un Indien – fils illégitime d'un Blanc, sans doute – qui accueille dans sa baraque, dans un coin perdu du sertao, un voyageur égaré. Le voyageur a dans son sac du cachaça, du bon alcool que l'Indien sirote avec bonheur. Et tout en buvant, la nuit entière, attendant que le voyageur s'abandonne au sommeil, il parle. Et, parlant, il se métamorphose. Au début de la soirée, il est chasseur. Il a été envoyé sur ces plateaux inhospitaliers pour tuer les espèces variées de jaguars et de pumas qui hantent la région. A la fois pour leurs peaux et pour protéger le cheptel des quelques *fazendas*. Le parleur raconte donc des aventures dans lesquelles s'affrontent la force, le courage et la ruse de l'homme et la férocité, la vitesse et la malignité de l'animal.

Mais très vite, sans qu'il y ait dans le récit de coupure visible, par les seuls effets de la langue, s'introduit et se sculpte une autre figure, celle du chasseur et du jaguar entremêlés, se tuant et s'aimant, échangeant leurs odeurs et leurs râles dans une manière de communion érotique et mortelle, communiant aux mêmes mystères, au même bonheur de l'instant, à la même mémoire du besoin. Un pas encore et la métamorphose se déploie : l'homme se change en bête ; il est le neveu du jaguar, c'est-à-dire son fils dans le système tribal matrilinéaire des Tupis. Il ne s'agit pas d'un changement d'apparence, comme dans les contes fantastiques occidentaux, mais bien d'un changement d'être et d'appartenance qui se manifeste par une transformation progressive de la langue. Dans les dernières pages du récit, au terme d'une montée dramatique dont le lecteur n'a aucune peine à ressentir les tensions, l'Indien se dépouille de ses attributs humains et parle jaguar. Macounaïma, le héros de Mário de Andrade, à force de se disperser dans les identités multiples du Brésil, perdait tout caractère propre, le neveu du jaguar se confond avec l'innocente férocité de la nature qui l'environne.

Râles, feulements, rugissements, mais aussi bruits de la forêt, murmures d'une eau qui coule, frôlements d'un corps qui glisse dans les herbes sèches, il y a tout cela dans cette langue originaire et animale vers laquelle plonge le chasseur-parleur. Dès le début, trois langages *coexistent, s'articulent, s'infestent* et s'entrechoquent. Celui du père, de l'étranger, le portugais des maîtres et du pouvoir, celui des ordres, de l'exploitation, de la jungle des villes. Celui de la mère, la langue des Tupis, avec ses réitérations, sa manière de dire ensemble le nom d'une chose et la qualité de cette chose. Celui de la nature enfin : onomatopées, imitations, raclements. Guimaraes Rosa joue sur les trois cordes, sur leur mélodie, leurs harmonies et leurs disharmonies, sans qu'à aucun instant le cours de la lecture et de la compréhension en soit affecté.

Voulez-vous faire mieux encore, lisez ou faites-vous lire à haute voix *Mon oncle le jaguar* : envoûtement garanti, suspense et effroi assurés, évident sentiment de beauté et de profondeur. C'est aussi la meilleure manière de rendre hommage à la magnifique traduction de Jacques Thiériot. Celui-ci n'est pas seulement parvenu à rendre en français les mécanismes oraux de la *métamorphose* de l'homme-jaguar, cette manière qu'ont les mots de changer d'état sans jamais perdre ni forme ni sens. Il a su aussi opérer une autre métamorphose qui tient presque de la sorcellerie : doter notre langue d'un type de magie qui lui est totalement étranger, sans exotisme, sans pittoresque, sans obscurité. A la mesure d'un texte où l'on devine enfin ce que les jaguars pensent.

(1) Parue en 1979 chez Flammarion, la traduction française de *Macounaïma* est, comme aujourd'hui celle de *Mon oncle le jaguar*, due au talent et à la profonde connaissance de Jacques Thiériot.

(2) *Premières histoires* a été traduit en France, en 1982, aux éditions Anne-Marie Métailié.

(3) *Diadorim*, traduit en 1991 par Maryvonne Lapouge-Pettorelli pour Albin Michel, préfacé par Mario Vargas Llosa, est également disponible en 10/18.

version originale

L'enfer dans la cité de Dieu

CIDADE DE DEUS
de Paulo Lins.
Companhia das Letras,
550 p.

Le témoignage clinique, foudroyant, de Paulo Lins sur la violence dans sa favela

Parfois des orages mauvais lessivent les montagnes qui dominent Rio. Minées par les pluies, les favelas agrippées au flanc des mornes dégringolent avec leurs habitants. En 1966, le gouverneur décida de reloger les victimes dans un grand ensemble prestement édifié en dur, bien loin du centre-ville. Les sinistrés s'y installèrent avec leurs espoirs, leurs amertumes et leur quotient de petit banditisme. La Société, rassurée par leur éloignement, les oublia ; et la loi du plus fort s'installa, bientôt supplantée par celle du plus cruel, chassé à son tour par le plus sauvage. Une nuit sanglante tomba sur la Cidade de Deus.

Paulo Lins connaît bien cette histoire ; maître d'école, il l'a vécue pendant plus de dix ans. D'origine modeste, mais décidé à raconter un jour ce qu'il vivait, il s'y prépara, dit-on, par des années de lectures austères : Dickens et Zola, sans doute, Dostoïevski, à coup sûr. Il a su tirer la leçon des maîtres sans les suivre aveuglément ni dévoyer son talent. Son livre, atroce par son sujet, domine la nouvelle littérature brésilienne par sa qualité littéraire et la valeur universelle de son constat.

« *Tuer est un verbe transitif qui réclame un complément ensanglanté* » : le quotidien de la Cidade oubliée par son dieu éponyme. On y tue pour quelques *reais*, pour un mot de travers. Ou par hasard. Les balles perdues sifflent dans les ruelles, entrent chez les gens, choisissent leurs proies : ce nouveau-né, cette femme à sa toilette ou cet ouvrier harassé qui réchauffe sa gamelle. Tel est l'univers de Lins, qu'il veut décrire, *expliquer et condamner*. Il s'y prend d'une manière si originale qu'on augure qu'elle fera école. Pas d'architecture apparente dans cette œuvre massive. Il l'a construite par application d'histoires successives entassées les unes sur les autres et qui s'enchevêtrent souvent. De courts récits dont les personnages reparaîtront parfois, pas toujours, dans d'autres épisodes. Mais tout se passe dans la favela, et il s'agit toujours de violence.

D'abord décontenancé par cette succession de brèves, le lecteur comprend bientôt qu'elles s'agglomèrent comme des truellées de torchis pour former un tout compact, cohérent, infiniment dur : trente ans d'histoire. Cet émiettement du thème pour mieux l'unifier à la longue permet d'affiner l'étude de la violence, de ses mécanismes, de ses causes. La misère joue son rôle, naturellement ; chaque enfant doit choisir, avant ses dix ans, s'il accepte de trimer sa vie durant comme la troupe hâve des travailleurs entassés avant l'aube dans les autobus ou s'il deviendra bandit : la vie facile, la mort plus facile encore.

Mais la misère n'explique pas tout ; lorsque la société s'efface, la violence trouve en nous d'autres mobiles. Le racisme, par exemple, ici celui des Noirs contre les métis d'Indiens nordestins ; le sexe aussi : on tue par jalousie, ou simplement pour s'approprier la femme du voisin. D'autres moteurs interviennent avec la modernité. Les médias, par exemple : le truand analphabète se fait lire avec délice le récit de ses exploits dans le journal. Enfin, arrive la drogue, et les enjeux changent. On gagne plus en la revendant qu'en braquant les bourgeois, mais il faut des points de vente, des gardes, des guetteurs, des passeurs. Un nouvel ordre s'établit, et le meurtre s'institutionnalise. Cette narration par touches juxtaposées, qui rappelle un peu la main courante d'un commissariat, limite, exclut même les espaces de dénonciation et d'indignation. Elle convient en cela à l'auteur, qui, loin d'être neutre, refuse la vanité des vagissements explicites devant l'horreur absolue.

C'est par la litote qu'il foudroie, et l'extrême rigueur de ce clinicien laisse affleurer çà et là un désarroi, une fureur d'autant plus efficaces qu'il les exprime avec parcimonie. Son diagnostic, chuchoté entre les lignes, n'est d'ailleurs pas dénué d'optimisme. Il peint la nature humaine quand elle se dérègle, mais ne dissimule pas l'amour, l'amitié, la vertu, l'esprit associatif. Il va plus loin et suggère que la plupart des violents détestent la violence. C'est de campagne, d'élevage, de paix qu'ils rêvent et l'un d'eux, en attendant le coup de grâce, se sent envahi d'une miraculeuse sérénité, enfin déchargé de l'insupportable poids du crime.

Pour mieux décrire la barbarie, Lins a choisi la langue des barbares. Il ne s'agit pas ici de folklore ni d'invention linguistique comme chez son compatriote Guimaraes Rosa, mais plutôt d'un outil analytique, un moyen de mieux cerner les comportements en les formulant avec les mots mêmes du sujet. On découvre avec lui une langue riche en métonymies – *fer* pour *arme* –, en euphémismes – *passer* pour *tuer*. Les mots sont huilés, poncés, limés pour mieux jaillir en cas de menace. On les dégaine, on les brandit, on les pointe. Et, quand les choses se compliquent, on invoque le pouvoir d'exorcisme des vocables savants : on « *mentalise* » sa divinité tutélaire avant l'action, on tire en l'air pour « *suggestionner* » des témoins indésirables. C'est ainsi qu'on parle à la Cidade de Deus, ainsi qu'on y vit et qu'on y meurt, car elle est peuplée d'hommes que leurs frères ont oubliés, prenons-y garde.

J. Sn.

Baroques et anthropophages

Un panorama assez large de la poésie brésilienne

ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE BRÉSILIENNE
Préface et sélection
de Renata Pallottini.
Traduction
d'Isabel Meyrelles,
édition bilingue,
éd. Michel Chandeigne,
448 p., 150 F.

COBRA NORATO
de Raul Bopp.
Traduit par Ciro
de Morais Rego
et Christine Morault,
éd. MeMo (9, rue de la Poignée,
44100 Nantes),
64 p., 100 F.

C'ÉTAIT AUJOURD'HUI
de Saulo Ramos.
Préfaces de Jorge Amado
et Jô Soares.
Traduit
par Andrée Anita Clemens.
L'Harmattan, 120 p., 75 F.

A l'exception de Carlos Drummond de Andrade (mort en 1987), connu en France grâce à la belle anthologie que Didier Lamaison avait publiée chez Gallimard en 1990, la poésie brésilienne moderne – ne parlons pas des classiques... – est pratiquement inconnue dans notre pays. Très peu de choses par exemple, dispersées dans des revues ou des éditions anciennes, difficiles d'accès, des deux autres grands noms : Manuel Bandeira, mort en 1968, ou Joao Cabral de Melo Neto (né à Recife en 1920 et qui vit, pratiquement aveugle, à Rio).

L'anthologie qui paraît aujourd'hui, outre le mérite de présenter les poèmes en version bilingue, embrasse les trois siècles d'histoire de la poésie brésilienne.

Au départ, c'est, bien sûr, un produit d'importation. Lorsque les Portugais découvrent la « Terre des palmiers », c'est avec leurs armes, leur religion et leur esthétique. « *Le style baroque apparaît sur le sol brésilien comme une conséquence des positions prises par les jésuites et les hispaniques, leur façon très spéciale de concevoir le monde, caractérisée par leur attachement au double, à la métaphore, au jeu de mots, à l'emphase verbale...* », écrit la préfacière.

Est-ce une survivance lointaine de ce goût baroque, mais porteur de subversion et épris de modernité, que l'on retrouve chez *Oswald de Andrade* (1890-1954), fondateur du mouvement anthropophe à la fin des années 20 – mouvement qui avait l'ambition de « dévorer » l'ennemi (le colonisateur) *pour s'approprier ses* vertus ? Mort en 1945, Mário de Andrade, l'auteur du célébrissime *Macunaïma*, participa, comme son homonyme, à la *Semana de arte moderna*, qui réunit, à partir de 1922, des artiste, écrivains, peintres et musiciens, désireux de fonder l'identité culturelle brésilienne.

« ÉTRANGE BRUTALITÉ »

Une large place a été faite à deux poètes très populaires au Brésil, Jorge de Lima (1895-1953) et Vinicius de Moraes (1913-1980), compositeur et chanteur de ses propres textes. La poésie plus immédiatement *contemporaine* semble surtout le fait d'auteurs femmes. Retenons les noms d'Adélia Prado, Eunice Arruda, Ilka B. Laurito et surtout Hilda Hilst, *née en 1930 dans l'Etat de* Sao Paulo. On sourira peut-être de trouver dans cette intéressante anthologie quelques poèmes de son auteur, Renata Pallottini.

Absent en revanche, l'un des « anthropophages », représentant du modernisme, Raul Bopp (1899-1984) dont l'œuvre-phare, *Cobra Norato*, vient d'être traduite par ailleurs pour la première fois en français. Ecrit à partir de 1921, publié dix ans plus tard, ce poème frénétique (et probablement très difficile à restituer dans une autre langue) répondait à l'ambition suivante, définie par Bopp : « *L'étrange brutalité de ce monde se cristallisa en moi. Je sentis que ce monde-là exigeait une versification nouvelle qui puisse capter un langage nouveau et qui rompe avec les procédés formels de la poésie. Je commençai à composer* Cobra Norato. » Rythmés, sauvages et ironiques, les vers libres de ce poème ont un intense pouvoir de suggestion : « *Maintenant commence la forêt chiffrée / L'ombre a caché les arbres / Des Crapauds lippus épient dans le noir...* »

Avocat et journaliste, Saulo Ramos a lutté dans son pays en faveur de la justice sociale et contre la violence politique. Ses poèmes gardent les signes de ces combats et de ces révoltes. « *Les poèmes de Saulo Ramos, nourris de certitudes vécues tout au long d'une existence que les événements et les expériences ont confrontée à une réalité brutale, ne laissent pas d'être particulièrement émouvants* », écrit Jorge Amado dans sa préface.

On trouvera dans ce recueil des élégies dédiées à Lorca et à Che Guevara.

P. K.

★ **Signalons que le numéro de mars de la revue *Europe*, consacré à Benjamin Fondane, comporte également un dossier sur la poésie brésilienne réalisé par Pierre Rivas et Michel Riaudel.**





Le somnambule dans le labyrinthe

Avec un brio diabolique, Bernardo Carvalho tisse un imbroglio fait de disparitions, d'énigmatiques personnages et d'errances psychanalytiques. Tout est faux, tout est vrai. Où est la réalité ?

LES IVROGNES ET LES SOMNAMBULES (Os Bêbados e os Sonâmbulos)
de Bernardo Carvalho.
Traduit par Maryvonne Lapouge-Pettorelli.
Rivages, 164 p., 110 F.

La mort ment, parfois. Des gens disparaissent, sans être pour autant enterrés. Bernardo Carvalho a composé sur ce thème un premier livre, *Aberration*, qui affichait déjà son obsession des ruses distillées par un être, un lieu, une image, et des désordres mentaux que provoque le trouble dans la perception de la (soi-disant) réalité (1). Ce mage des incertitudes y traquait, avec vertige, des gens qui ne comprenaient rien, parce qu'il n'y avait rien à comprendre, parce qu'il n'était jamais rien arrivé, ou parce que tout était arrivé au *temps du mystère, parce que tout* remonte à l'enfance, parce que ceux qui mentent, ceux qui se *cachent, ceux qui délirent* donnent du flou au monde, le muent en labyrinthe, carrefour d'illusions et de destins privés de sens. L'étrangeté et le hasard démentent toute vérité, et *« de quel droit quelqu'un peut-il dire que ce que l'autre ressent est faux ? De quel droit ! Et faux pour qui ? Selon quels paramètres ? »*, demandait-il. Dans l'exploration obsessionnelle du faux-semblant, et cultivant l'art du récit en abyme jusqu'à l'égarement, Bernardo Carvalho conduisait le lecteur vacillant au seuil de la déroute.

C'est dans la nouvelle-titre du recueil, *Aberration*, que l'on peut sans doute repérer le germe des *Ivrognes et les somnambules*, ce roman dont l'intrigue (et la résonance clandestine) résiste malignement à se laisser déjouer. Carvalho y procédait à une autopsie du passé à la façon du photographe de *Blow up* de Michelangelo Antonioni : enquête sur l'*« évanouissement »* d'une tante dans un accident, resurgie sur une photo, puis d'autres, *« la même femme, toujours avec le même homme, partout, dans un parc, en voiture, dans un appartement, puis la femme toute seule, et même si rien ne portait à le penser, aucun signe, aucune expression particulière, on la sentait désespérée »*... Brouillages de la mémoire affective, jeux de rôles, et crime éclairci.


MARTINE SIMON
Carvalho ou l'art du récit en abyme jusqu'à l'égarement.

Ici, voici la fatalité : une famille à la *« tendance inexplicable, une étrange prépondérance »* à mourir d'une tumeur maligne au cerveau. Atteint à son tour (méningiome bénin à évolution lente, mais qui risque de modifier son comportement, sa personnalité *« d'une façon d'abord imperceptible, mais radicale ensuite, et sans que je m'en rende compte »*), le narrateur entreprend de revisiter une zone obscure de son enfance, la chute d'un avion dans les eaux, d'où émergea une femme (sa mère), couverte de boue et d'huile, avec un enfant dans les bras. L'enfant hurlait : c'était lui. Le corps de son frère ne fut pas retrouvé. Celui du père ? Quel père ?

Une femme assista à la scène. C'est à elle que la rescapée confia l'enfant. C'est elle que le narrateur retrouve au début des *Ivrognes et les somnambules*, et c'est chez elle qu'il tombe sur un tableau représentant des baigneurs au milieu d'un désert. Une étendue plane de sable et de pierres, où cinq personnes, quatre vieillards et une femme, étaient étendus, les yeux fermés. Ce tableau (c'est l'une des révélations de ce récit où l'on croise un psychiatre fou, un *militaire rêvant d'être une fille*, un monstre *« mutilé du dedans »* et à la *« langue géographique »*) fait partie d'une série, où le peintre figurait ses amis morts. Un groupe d'artistes de Rio, une véritable maçonnerie, avait conclu un pacte : chaque fois que l'un d'entre eux mourait, ses compagnons le déterraient pour le mettre en scène, faire poser le cadavre. Les tableaux ont été disséminés dans des musées, entre le Brésil et les Etats-Unis. D'énigmatiques personnages cherchent à les réunir.

Nourri d'errances psychanalytiques et de tourments homosexuels, Bernardo Carvalho tisse cet imbroglio avec un brio diabolique (on pense aux films de Raoul Ruiz). Aspiré par la démence de cette introspection avilissante, le lecteur assommé ne pourra que rejeter cette danse de démons peints, ou refeuilleter les pages, pour reprendre le fil de ces maux pathologiques, pathétiques.

Jean-Luc Douin

(1) Rivages, 1997.

Une goutte de sang

Le sens du détail et de la touche de la grande nouvelliste brésilienne Lygia Fagundes Telles

***LA NUIT OBSCURE ET MOI* (A noite escura e mais eu)**
de Lygia Fagundes Telles.
Traduit par Maryvonne Lapouge-Pettorelli.
Rivages, 144 p., 99 F.

Délicate, inquiète, sauvage, blessée : quelques adjectifs qui ne suffisent évidemment pas à décrire Lygia Fagundes Telles, même s'ils disent quelque chose sur cette femme à la singulière beauté et au talent encore trop ignoré en France – où, depuis 1986 seulement, on a traduit deux recueils de nouvelles, *La Structure de la bulle de savon, Un thé bien fort et trois tasses* et un roman, *L'Heure nue* (1). Lygia Fagundes Telles a commencé en 1944 à construire *une œuvre étrange, puissante, secrète*. On a peine à imaginer, quand on la rencontre, qu'elle est septuagénaire. Sa courtoisie et cette forme si particulière de discrétion qu'elle affectionne l'empêchent d'insister sur ce qu'elle est, l'une des figures majeures de la littérature brésilienne contemporaine, et de revendiquer une place, un nom, une réputation. Elle dit seulement que son travail a toujours été *« engagé »*. Derrière ce mot, on peut entendre le choix de toute une vie. Non une littérature ouvertement militante, mais un témoignage constant, lucide, sur des destins désastreux. Lygia Fagundes Telles a su très tôt, elle qui a entrepris des études de droit quand il était incongru de voir une femme à l'université, ce qu'étaient le mépris, la volonté d'élimination. Opposante à la dictature, au côté de son second mari, Paulo Emilio Salles Gomes (fondateur de la Cinémathèque brésilienne, auteur de plusieurs ouvrages dont une biographie de Jean Vigo), elle dut subir la censure.

C'est une observatrice infatigable et minutieuse, qui débusque dans la banalité du quotidien le tragique, le cocasse, le ridicule et le sublime de la vie. Comme toutes les très grandes nouvellistes, elle a le sens du détail, du croquis, de la touche. Elle trouve le geste, le mot, qui révèlent une personne, elle connaît le jeu de la mort et de la folie, elle comprend le moment où un destin bascule, elle sait dire les rencontres improbables, les joies inespérées, les désespoirs soudains. La forme brève convient à la perfection à sa sobriété, à son peu de goût pour les effusions, la psychologie, à sa très particulière pudeur aussi. Les nouvelles rassemblées dans *La Nuit obscure et moi* sont comme un concentré de la manière de Lygia Fagundes Telles : un constant sentiment d'étrangeté, de sourde menace.

Que se passe-t-il vraiment entre Kori et son amant (« Tu ne trouves *pas que le temps a refroidi ?* »), qui ne l'aime pas et couche avec elle parce qu'il est amoureux de son mari ? Pourquoi Kori a-t-elle décidé de se venger de cet amour qui la nie et l'exclut ? On ne le saura pas, mais on suivra, ligne à ligne, la mise en scène de sa cruauté. *« Elle est restée, mais le sang qui a goutté sur mon gant, la goutte de sang m'a accompagnée »* : ce sont les premiers mots de la nouvelle qui ouvre le recueil, « Dolly ». C'est aussi une métaphore de l'art de Lygia Fagundes Telles. Elle décrit une chose minuscule, arrivée comme par accident, et qui s'impose, inoubliable. Une image dont on ne peut plus se débarrasser, comme cette tache sur le gant clair, et qui devient obsédante. Soudain, un incident révèle « l'envers du décor », et dans ce monde de fureur, de désespoir, de pesantes contraintes sociales, on aperçoit des individus qui tentent de trouver un chemin, un destin.

Jo. S

(1) En poche, chez Pocket et au Serpent à plumes.

Un livret sans musique

Dans cette histoire d'un compositeur d'opéra oublié, Rubem Fonseca mêle différents genres pour former un édifice à la fois intéressant et décevant

LE SAUVAGE DE L'OPÉRA (O Selvagem da opera)
de Rubem Fonseca.
Traduit par Philippe Billé.
Grasset, 302 p., 129 F.

Si le terme « roman » figure sur la couverture du dernier livre de Rubem Fonseca, c'est peut-être parce que la fiction finit toujours par l'emporter. Peut-être aussi faute d'un meilleur qualificatif pour cet ouvrage étonnant, dont la forme et le fond renvoient à des croisements de genres, d'origines et d'influences. Récit métis, *Le Sauvage de l'opéra* l'est en raison des ascendances du personnage dont il conte la vie, mais pas seulement. En déroulant l'existence d'un compositeur d'opéra brésilien du XIX[e] siècle, le romancier se livre à une surprenante combinaison de modes où roman, biographie, scénario et, pourquoi pas, livret d'opéra, s'enchevêtrent pour former un édifice à la fois intéressant et décevant.

L'histoire est celle de Carlos Gomes, né en 1836 à Campinas, dans l'Etat de Sao Paulo. Musicien doué, Carlos s'embarque pour l'Italie avec la bénédiction de dom Pedro II, dernier empereur du Brésil. En voguant vers *« la nation qui domine le monde dans l'art musical »*, il compte trouver la gloire et devenir l'égal de Verdi. Mais sa trajectoire sera semée d'embûches et, même, de tragédies. En dépit de quelques succès foudroyants, son nom ne se fixera pas dans la mémoire des générations à venir et ses opéras, y compris les plus joués de son vivant, ne lui survivront guère.

Par quel mystérieux tour du destin ce musicien si talentueux ne parviendra-t-il pas à émerger ? En se plaçant à la distance équivoque d'un biographe-narrateur-commentateur, Rubem Fonseca enracine son personnage dans un dilemme fondateur de l'histoire du Brésil, ce pays si longtemps tiraillé entre ses propres racines et la fascination pour les valeurs européennes. *« Carlos a hérité des traits de sa mère, belle métisse au sang mêlé blanc et indien (ou noir et indien, on ne sait au juste) (...) ; de son père, mulâtre, il a reçu l'irascibilité et le talent pour la musique. »* A la fois blanc, noir et Indien, le musicien s'expatrie en Europe où il écrit des opéras dont plusieurs auront pour thème des problématiques liées à son pays natal.

Carlos Gomes est donc un homme pris entre deux feux, qui *« n'est pas lui-même »*, assure l'auteur, avant d'ajouter : *« Mais qu'est-ce, en fin de compte, qu'être soi-même ? »* Il se pourrait que la question s'adresse aussi à Rubem Fonseca, auteur célèbre de romans policiers, critique cinématographique et, pour l'occasion, spécialiste d'art lyrique. Son livre, du moins l'affirme-t-il dès les premières pages, n'est pas un roman mais un *« texte de base »* destiné à une adaptation cinématographique. C'est-à-dire un récit *« écrit avec beaucoup d'informations, et selon une structure flexible »*.

Exemple de texte de base célèbre : *Guerre et paix*, de Tolstoï. Cette annotation ironique renvoie à l'ambiguïté du livre de Fonseca, qui fait mine de se polariser sur le cinéma tout en ridiculisant ses formes commerciales et en valorisant, de fait, le roman. *« Nous n'écrivons pas un roman, nous écrivons un film qui raconte la vie d'un homme qui a réellement existé (...). Bien que nous ne fassions pas de l'Histoire, nous devons prendre garde à ne pas tromper les spectateurs, comme le font les romanciers avec leur faible nombre de lecteurs. »* Emaillé de références à telle ou telle œuvre cinématographique (notamment l'*Amadeus* de Shaffer et Forman), le texte prévoit des effets destinés à impressionner le *« consommateur »* et des « trucs » de mise en scène assez conventionnels.


D.R.
Dans son pays, on l'a surnommé *« la Greta Garbo des lettres brésiliennes »* pour son obstination à fuir les journalistes. Né le 11 mai 1925 à Juiz de Fora (Minas Gerais), Rubem Fonseca a fait des études de droit, puis a exercé divers métiers avant de se consacrer à la littérature. Auteur de plusieurs romans policiers à grand succès, il est l'un des écrivains brésiliens les plus traduits à l'étranger.

Pour accréditer la thèse du « texte de base », le récit se construit au présent ou au futur, en phrases souvent brèves et relativement dépouillées. Mais le narrateur, qui se lance dans une foule de détails, de dates et d'« à côté » historiques, est aussi celui qui prend la parole à la première personne pour donner son avis sur les personnages, philosopher sur leur psychologie ou pratiquer des arrêts sur images soi-disant *« à voix basse »*. C'est lui qui insiste sur l'importance du livret, donc du texte. Lui enfin qui bâtit un récit romanesque, mais déguisé, d'où émane parfois un certain ennui. Comme si, à force de parodier les films qui *« racontent linéairement la vie d'un personnage »* et deviennent *« ennuyeux »*, Fonseca s'était pris lui-même les pieds dans le tapis.

R. R.

Saga au pays des gauchos

Le grand écrivain régionaliste Erico Verissimo brosse un tableau vivant et précis de la société du sud du Brésil au début du siècle

LE PORTRAIT DE RODRIGO CAMBARA (O retrato)
d'Erico Verissimo.
Traduit par André Rougon.
Albin Michel, 595 p., 160 F.

Les gauchos du sud du Brésil ont la conviction de leur singularité. Comme leur région s'est formée au cours de guerres et de révolutions, cette singularité est avant tout belliqueuse, le combat en est l'expression privilégiée. Sous toutes ses formes : singulier, collectif, politique et même amoureux. Chacun s'efforce de prouver son courage et sa virilité, au besoin avec l'aide des siens, car la solidarité est un autre pilier de cette identité gaucha. Elle se confirme à chaque niveau du lien social : la famille d'abord, puis le clan des serviteurs, des amis, des obligés ; le parti ensuite, bâti sur des fidélités plus que sur des idéaux, enfin la région qui se rassemble parfois pour donner des leçons à ses voisins.

Voilà ce que veut exprimer Erico Verissimo, écrivain déjà mûr et remarqué pour des romans de qualité, lorsqu'il entreprend à la fin des années 40 l'épopée familiale dont ce livre est la deuxième partie. Le premier tome a présenté les origines de la famille Cambara, de sa fondation, au XVIII[e] siècle, jusqu'à la révolution régionale de 1895. Voici maintenant les années 1910-1945. Rodrigo rentre au pays avec son diplôme de médecin. Il déborde de projets altruistes : il servira son peuple, et d'abord les pauvres.

Les méandres de la politique brésilienne dérouteront peut-être le lecteur français, une note historique l'aurait aidé à s'y retrouver. Mais il comprendra vite ce qui fait la valeur de cette histoire lestement contée. Ce qui intéresse Verissimo, c'est l'étude minutieuse de la société. Il n'a pas son pareil pour proférer, mine de rien, son cours de sociologie en décrivant les danseurs d'un quadrille ou les élections au club commercial. Sous les coups du progrès, les fortunes s'ébranlent, les aristocrates s'accrochent, les parvenus grimpent : il montre tout cela, il suffit de regarder ; et son héros, jouisseur au grand cœur, écartelé entre le sexe et la politique, est vraiment bien séduisant.

J. Sn.

Livraisons

● **JORGE AMADO**
Le plus célèbre des écrivains brésiliens, dont l'œuvre est traduite en plus de quarante langues, et auquel on promet le Nobel depuis vingt ans, est évidemment l'un des auteurs à lire à l'occasion de ce Salon du livre qui honore la littérature brésilienne. Son livre le plus récent, *Navigation de cabotage*, est un recueil de souvenirs, un hommage à ses amis de Bahia et à toutes les grandes figures qu'il a rencontrées : Pablo Neruda, Ilya Ehrenbourg, Anna Seghers, Glauber Rocha, Jean-Paul Sartre, Georges Moustaki (Gallimard, 1996). Amado raconte aussi son itinéraire dans *Conversations avec Alice Raillard* (sa traductrice), où il évoque sa vie, celle des écrivains de sa génération, et ses convictions communistes (Gallimard, 1990). Hier publiés chez Messidor, plusieurs de ses romans (*Du miracle des oiseaux*, *Les Terres du bout du monde*, *Les Chemins de la faim*, *La Terre aux fruits d'or*) sont repris aux éditions Le Temps des cerises, qui éditent aussi *Suor*, un roman sur l'esclavage. On trouvera aussi *Bahia de tous les saints*, *Capitaine des sables* et *Les Chemins de la faim* chez Gallimard, *La Bataille du Petit Trianon*, *La Boutique aux miracles*, *Cacao*, *Le Chat et l'Hirondelle*, *Doña Flor et ses deux maris* chez Stock. **J.-L. D.**

● **LE PHILOSOPHE OU LE CHIEN. QUINCAS BORBAS,**
de Machado de Assis
Absent lui aussi de l'actualité éditoriale immédiate, Machado de Assis est le grand romancier brésilien du XIXᵉ siècle. Les éditions Métailié ont depuis plusieurs années inscrit les œuvres principales du génial conteur à leur catalogue. *Quincas Borbas*, repris en format de poche chez le même éditeur, constitue une excellente entrée en matière pour découvrir l'univers superbement ironique de Machado, sa vivacité, son ironie, sa modernité jamais forcée. Si l'on peut se permettre ce conseil au moment où la littérature brésilienne fait salon : lisez Machado de Assis sans tarder un seul instant (éd. Métailié, coll. « Suites », traduit par Jean-Paul Bruyas, 310 p., 65 F). **P. K.**

● **LES FEMMES DE TIJUCOPAPO**, de Marilene Felinto
Aux antipodes de toute joie, le livre de Marilene Felinto est une plainte brûlante. Née, en 1957, dans la ville de Récife, son auteur est romancière, conteuse, essayiste et journaliste à la *Folha de Sao Paulo*. Elle a aussi traduit de l'anglais divers auteurs, parmi lesquels Virginia Woolf et Edgar Allan Poe. *Les Femmes de Tijucopapo*, qui lui a valu le Grand Prix de l'Union brésilienne des écrivains et le Jabuti, l'une des principales récompenses littéraires brésiliennes, est un texte bref, mais chargé d'une souffrance qui s'exprime de manière violente. Une femme, Risia, s'y exprime en un unique monologue pour dire les blessures que la vie lui a infligées. La perte de l'homme aimée, mais aussi la cicatrice jamais refermée d'une enfance malheureuse, dans une famille pauvre dont les membres ne se *« supportaient pas »*. *« Je suis faite de boue immonde »*, dit la narratrice qui se qualifie aussi de *« personne rongée par la haine »*, femme *« en proie aux souvenirs lancinants »*. L'horreur des origines est partout présente chez ce personnage qui recherche des indications sur la naissance de sa mère et dit avoir la hantise des commencements. Baigné d'une couleur rouge-sang, renvoyant aux différentes manifestations de rejet émises par le corps, *Les Femmes de Tijucopapo* est aussi un livre sur la souffrance des femmes (traduit du portugais par Selda Carvalho et Véronique Basset, éd. Eulina Carvalho, 10, rue du Faubourg-Poissonnière 75010 Paris, 158 p., 110 F). **R. R.**

● **INÈS EST MORTE**, de Roberto Drummond
Un acteur au chômage se promène sur Copacabana en projetant de se suicider. Mais la lecture d'une petite annonce proposant un rôle mystérieux le détourne de son projet et le lance dans une étrange aventure, où il est amené à servir de doublure au président-dictateur du pays. C'est ainsi que commence le livre du romancier Roberto Drummond, romancier vivant à Belo Horizonte (Minas Gerais) et auteur de plusieurs livres peu conventionnels. Mené comme une suite de péripéties racontées par une voyante, *Inès est morte* est une sorte de plongée loufoque dans l'univers de la dictature (traduit du portugais par Isabelle Stroun-Croft, éd. Metropolis, 8, rue Pedro Meylan, 1208 Genève, 194 p., 115 F). **R. R.**

● **LE MUSÉE DARBOT et autres mystères**, de Victor Giudice
Des chevaux qui symbolisent l'anxiété d'un couple adultère, un père enterré depuis longtemps mais que son fils aperçoit de loin dans un embouteillage, la *Création* de Haydn, orchestrant les amours d'un retraité avec une jeunesse : on trouvera dans ce recueil de quoi s'émouvoir et de quoi rêver. Quelquefois, pas toujours. L'auteur, disparu au début de cette année, s'évertue parfois sans convaincre. Mais il montre une belle compétence narrative et un vrai talent pour les dérapages vers l'absurde (traduit du portugais par Véronique Basset, éd. Eulina Carvalho, 157 p., 118 F). **J. Sn.**

● **UN SOUFFLE DE VIE**, de Clarice Lispector
« J'écris comme si cela devait permettre de sauver la vie de quelqu'un. Probablement ma propre vie. Vivre est une sorte de folie que commet la mort. Vivent les morts parce que nous vivons en eux. » Ce livre, que Clarice Lispector commença en 1974 et acheva à la veille de sa mort en 1977, constitue une sorte de testament. Il achève la publication en français de ses œuvres entreprise aux éditions Des femmes. Hector Bianciotti évoquera la figure de l'écrivain brésilien dans un prochain « Monde des livres » (éd. Des femmes, traduit par Jacques et Teresa Thiériot, 224 p., 75 F). **P. K.**

● **FUNDADOR**, *de Nelida Pinon*
Née à Rio en 1937, académicienne, Nelida Pinon avait raconté dans un roman de près de mille pages, *La République des rêves*, l'histoire de deux Galiciens – l'écrivain est originaire de cette province espagnole – partis à la conquête de l'Amérique (Stock, 1980 et éd. Des femmes, 1990). *Fundador* met en scène des personnages mythiques qui se croisent dans une ville légendaire aux allures médiévales, mais qui présentent cependant quelques caractéristiques contemporaines… (éd. Des femmes, traduit par Violante do Canto et Yves Coleman, 380 p., 130 F). **P. K.**

● **LE BRÉSIL ET LE MONDE,**
ouvrage collectif sous la direction de Denis Rolland
Issu d'un séminaire de travail qui s'est tenu à l'automne 1996 à l'initiative du Centre d'études sur le Brésil de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV), cet ouvrage s'attache à l'analyse des relations du Brésil avec les Etats-Unis et l'Europe, sur les plans culturel, politique et économique (L'Harmattan, 252 p., 130 F). **P. K.**

● **NAISSANCE DU BRÉSIL MODERNE. 1500-1808**, ouvrage *collectif*
L'objet du colloque qui s'est réuni à Paris en mars 1997 sous l'égide du Centre d'études sur le Brésil et dont ce volume reproduit les actes était d'étudier la naissance du Brésil sous le regard des Européens, en tant qu'« œuvre » des Européens. Pays réel ou pays imaginé par les Portugais des grandes découvertes, terre *« dont la connaissance entraîne de constants rééquilibres balisés par l'expérience des voyageurs, des marchands, des administrateurs, des missionnaires »*, le Brésil fut durant ces trois siècles, selon Katia de Queiros Mattoso, qui signe l'introduction du volume, *« un miroir de l'Europe »* (Presses de l'université Paris-Sorbonne, 350 p., 99 F). **P. K.**

Les ordres de l'angoisse

Dans les treize nouvelles de ce recueil publié en 1947, Graciliano Ramos décrit la montée d'un sentiment d'intense anxiété qui envahit peu à peu la conscience

INSOMNIE
(Insônia)
de Graciliano Ramos.
Traduit par Michel Laban,
Gallimard, coll. « Du monde entier », 146 p., 95 F.

L'art et la manière de mettre l'angoisse en mouvement, de montrer son extrême, sa terrible mobilité : c'est peut-être cela qui est le plus remarquable chez Graciliano Ramos. L'un des grands romans de l'écrivain nordestin, publié en 1936, neuf ans avant le présent recueil de nouvelles, porte d'ailleurs ce simple titre : *Angústia*. Chacune des treize nouvelles qui composent *Insônia*, décrit ainsi la progression, la montée ou l'envahissement d'un sentiment intense d'anxiété. Rien ne demeure en place ; êtres et objets sont bousculés, affectés par un tremblement, mis en crise.

Les motifs de cette angoisse peuvent être parfaitement contingents, sans réalité autre que mentale. Comme le cambrioleur de la deuxième nouvelle qui se laisse happer par le malaise au moment même où il devrait se montrer prudent, professionnel, maître de lui-même et de tous ses gestes. Ah, il n'est pas fait pour ce métier, le malheureux, il le voit bien. Son maître en l'art de voler, Gaúcho, se moque assez de lui d'ailleurs.

Mais est-il raisonnable de penser à sa faiblesse, à ce vertige de faiblesse, au milieu de la maison endormie, alors qu'il faudrait marcher sur la pointe des pieds, avec assurance et détermination ? Est-ce vraiment le moment d'évoquer *« l'enfant triste et malingre qu'il avait été »*, et *« l'institutrice qui l'interrogeait peu, indifférente »*, et puis *« le voisin renfrogné qui le piquait avec des coups d'épingles »*, et encore *« la petite fille* [qui] *était belle, avec ses nattes. Elle parlait en baissant les paupières, cachait ses yeux verts »* ?

Il y a d'autres enfants dans les nouvelles de Graciliano Ramos, comme en arrière de l'homme, en réserve de l'adulte qu'il est si difficile d'être. Luciana est l'un de ces enfants, qui tente d'exister à l'ombre de l'oncle Severino, avec *« sa lèvre pincée »*, son *« œil dur »*… Et *« quel œil ! Une vraie broche qui lui entrait dans la chair, et elle sentait ses mains se refroidir »*. Alors, pour échapper à ce danger, la petite fille *« nouait des cordons qui devenaient un sac à main, s'armait d'une ombrelle faite d'un bout de bâton et déambulait ainsi… »* *« Dans cet accoutrement, elle se nommait Dona Henriqueta da Boa-Vista. »* Et comme l'oncle l'accuse d'avoir *« le diable au corps »*, Luciana se réfugie dans sa seconde identité, là où il n'y a plus d'ombre… *« Dona Henriqueta da Boa-Vista s'en irait de par le monde, importante, haut perchée sur ses talons, en compagnie d'êtres énigmatiques qui lui montreraient où nichait le diable. »*

D'autre fois, l'objet de l'angoisse est massif, avéré, définitif. C'est la mort elle-même, ou sa préfiguration : l'hôpital, la maladie… Paulo peut bien n'avoir d'existence que fantomatique, parler d'au-delà du trépas, ou bien être la plaie et le couteau, la victime et l'assassin ; c'est toujours de la même peur, de la même hantise qu'il s'agit : *« En fait, Paulo est inexplicable. Il est sans visage et son corps est cette chair immobilisée qui pourrit, collée au lit de l'hôpital. Cependant, il sourit. Un sourire terrifiant, édenté, un sourire nauséabond qui se déverse sur le parquet passé au pétrole. »* La lutte s'installe : *« L'être qui s'est emparé de mon côté droit n'a pas de visage et normalement il reste silencieux. Mais il m'ennuie. Je me défends, lui crie des grossièretés, et l'insolent m'écoute avec un sourire faux, un sourire impossible, car il n'a pas de bouche. »*

L'une des plus belles nouvelles du recueil, outre la première qui lui donne son titre et sa tonalité sombre, est « Deux doigts ». Pauvre médecin, le docteur Silveira rend visite à son ancien condisciple et ami, le gouverneur. Sa femme a bien cherché à le dissuader de cette initiative : *« Tout ça, c'est de la politique ! Et il lui avait rétorqué : – Comment de la politique ? Nous avons été élevés ensemble, voilà tout. Comme ça, regarde. Et, avançant la main droite, il rapprochait le majeur et l'index, les mettait en position horizontale et les bougeait légèrement afin que l'un ne dépassât pas l'autre. »* Mais une table immense, *« d'une taille absurde, entre des chaises absurdes »* sépare les deux hommes, celui qui est en position de solliciteur, et l'autre, le puissant *« aux yeux gonflés »*. Rien, pas même le souvenir de la camaraderie passée, ne peut réduire la dimension *« extravagante »* de la table, rapprocher les personnes que le sort a mis à chaque extrémité du monde.

La préoccupation sociale et politique n'est jamais absente du propos de l'auteur de *Sao Bernardo* et de *Memórias de cárcere*. Simplement, elle n'est pas traitée pour elle-même ou dans un but édifiant. On songe bien sûr à Kafka, Svevo, au Maupassant du *Horla*, et aussi au grand aîné brésilien, Machado de Assis, pour le glissement vers le fantastique, mais avec une ironie beaucoup plus crispée chez le Nordestin. Comme chez Machado, l'identité brésilienne est d'emblée transcendée par une dimension plus universelle.

La conscience individuelle est le seul lieu où pensent et parlent les personnages de Graciliano Ramos. De là, ils réagissent au monde, subissent leur destin, se révoltent ou pâtissent. Quant à l'angoisse, cette insomnie de la conscience, elle est un élément dynamique et fédérateur de l'homme, qui se met, pour ainsi dire, à ses ordres. Toute son économie mentale et morale se décide, s'organise – ou implose – en fonction d'elle. Et ce ne sont jamais que les troubles et les malaises, l'impossibilité de demeurer entier qui trouvent, sous la plume de ce superbe romancier moderne, à s'exprimer.

Patrick Kéchichian

D.R.

Graciliano Ramos.
Né en 1892 dans l'Etat de l'Alagoas, Graciliano Ramos est considéré comme l'un des plus grands romanciers brésiliens de notre siècle. Plus « classique » que Guimaraes Rosa dont il n'a pas l'audace et l'inventivité verbales, il est l'auteur d'une œuvre relativement réduite. *Sao Bernardo* (1936) et *Vidas secas* (*Sécheresse*), son livre le plus célèbre, s'ancrent dans la réalité douloureuse des paysans du Nordeste, sans s'éloigner de la dimension métaphysique. De son expérience de la prison – durant quelques mois, en 1936-1937, sous la dictature de Getulio Vargas – il tire ses *Mémoires de prison*, livre essentiel qui dépasse amplement les limites du constat ou de la dénonciation ; il sera publié au Brésil en 1954, l'année qui suit celle de la mort de l'écrivain. Tous les titres cités (mais aussi *Angoisse* et *Enfance*) ont été traduits chez Gallimard.

A quoi servent les larmes

La mort, la violence indicible de l'amour, les meurtres inutiles sont au cœur de ces nouvelles poétiques et émouvantes de Harry Laus

SENTINELLE DU NÉANT et BIS
de Harry Laus.
Traduit par Claire Cayron,
éd. José Corti, coll. « Ibériques »,
142 p., 90 F et 216 p., 110 F.

De sa carrière militaire, le lieutenant-colonel Harry Laus a gardé quelques souvenirs dans les nouvelles qu'il publia tout au long de sa vie. Ecrivain atypique et dilettante, qui se tourna vers le journalisme et la critique d'art, avant de devenir conservateur, il mourut sans avoir atteint soixante-dix ans, en 1992. La mort, l'inanité de la vie, la violence indicible de l'amour, les meurtres inutiles sont les thèmes qui reviennent dans ces brefs récits, à peine teintés de fantastique et profondément empreints d'humanité.

Certes, le Brésil et sa pauvreté sont présents dans les descriptions qui ponctuent ces nouvelles, sans en être le sujet principal. L'inquiétante mélancolie de Pessoa sert d'écho poétique aux histoires de deuil et de passion que l'écrivain raconte, comme pour lui-même. Rarement la nouvelle aura été plus proche de la poésie.

Les trois textes qui constituent *Sentinelle du néant* peuvent apparaître comme des variations autour de l'hallucination. Trois fables autour de l'inspiration, de l'angoisse, de la vision. Le protagoniste de la nouvelle qui donne son titre au recueil tente d'écrire, mais, en proie à la terreur que produisent sur sa quiétude solitaire ses propres rêves, il va vouloir évacuer toute trace de réalité. Qu'est-ce que l'intériorité ? semble se demander Harry Laus. Qu'est-ce que la stimulation solitaire de l'écriture, que vient troubler la précision du fantasme ? Le vide, la page blanche, le silence absolu hantent l'écrivain que l'on sent menacé par une sorte de mutisme angoissé. Harry Laus choisit le camp des narrateurs poètes, plutôt que celui des raconteurs d'histoires. Il est du côté des Sandro Penna, des Umberto Saba, des Valery Larbaud. Mais sans abandonner tout à fait le réalisme, ainsi qu'on le verra dans le deuxième recueil.

« Zénon des Plaies », comme le philosophe antique, est obsédé par le temps qui s'écoule et tente de l'arrêter par une division infinie. Faute de moyens techniques sophistiqués, il acquiert une quantité de réveils qui, loin de préciser la perception du temps, la dispersent et créent en lui un état de folie maniaque qui aboutit à la mort. Affranchi du temps, il veut devenir perception pure du réel, *« la lune et le soleil de ses jours, indifférent à la clarté que la fenêtre ajoute, pour quelques heures, à la lumière de la lampe toujours allumée »*. Thème sur lequel reviendra la dernière nouvelle de l'autre recueil, inspirée d'un poème de Pessoa. *« Néant, mais différent/ de l'ombre où est la nuit ; / elle a déjà la nostalgie / non du passé, mais du jour/ qui est finalement ce qui sera. »* La répétition des jours, inutile remède de l'angoisse des nuits, est, chez lui, une source inépuisable d'inspiration.

« Le saint magique », mystérieux récit d'une apparition dans un village de pêcheurs, est assez représentatif de l'art de Harry Laus, qui dose savamment les passages oniriques et les réflexions psychologiques, toujours aiguës, compatissantes, pudiques, mais violemment émouvantes. D'où vient, chez les pauvres, le besoin d'une visite surnaturelle ? Pour répondre à cette simple question, à laquelle tant de cinéastes inspirés ont déjà apporté des réponses poétiques, de Fellini à Buñuel en passant par Pasolini, Harry Laus a l'habileté de ne pas semer le doute dans l'esprit du lecteur, qui assiste, comme les personnages, à la visitation de l'ange. Mais il entre, en même temps, dans les tourments simples et déchirants de ses personnages. C'est celui qui ne sait plus donner d'amour à sa femme qui croit en trouver auprès d'un archange fait de souffle et de lumière.

La vingtaine de nouvelles choisies par Claire Cayron pour le recueil suivant, dans une traduction d'une rare élégance, sont beaucoup plus réalistes, mais aussi plus émouvantes. D'un réalisme tremblant, si l'on peut dire, comme l'est celui des frontaliers argentins, Bioy Casares et sa femme Silvina Ocampo. Notamment, pour cette dernière, dans la nouvelle intitulée « L'homme à tout faire », dont l'héroïne croit pouvoir se consoler de la mort de son mari avec un serviteur noir, plein de vitalité et de mépris. Proche des femmes simples, dont il décrit avec une extrême émotion les émois, les frustrations, les résignations, les passions, Harry Laus cherche à retrouver l'intensité de la vie qui se dérobe jusque dans l'amour. Le contact de deux mains et parfois, plus ténu encore, le souvenir d'un effleurement, la promesse d'une caresse qui ne viendra pas…

Et quand le sang coule, dans un accès inattendu et impérieux de fureur, on pense aux crises de folie de Carson McCullers. Le coup de feu qui résonne dans la caserne stupéfaite, introduisant la tragédie dans un univers fait de faux héroïsmes, d'hypocrisies, de mutismes amers. Le suicide inexpliqué d'un marin, la noyade d'un conscrit sont les occasions de deux extraordinaires portraits de femmes (« Crépuscule » et « Au juge des absents »). L'une voyait le marin passer chaque jour et c'était, à son insu, son seul lien avec la vie. L'autre croyait avoir résisté à la tentation et découvre dans la mort de son jeune client que l'amour était déjà là. *« Maintenant ou avant à quoi servaient les larmes ? »*

René de Ceccatty

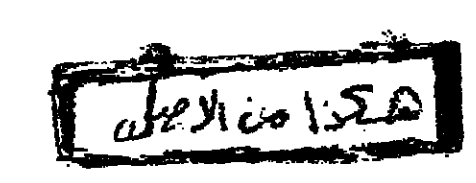
Destins croisés

SA MAJESTÉ DES INDIENS
(A Majestade do Xingu)
de Moacyr Scliar.
Traduit par Séverine Rosset,
Albin Michel,
coll. « Les Grandes Traductions »,
268 p., 125 F.

Fuyant les pogroms de la Russie tsariste avec leur famille, au début de la Révolution, deux petits garçons juifs font connaissance sur le bateau qui les amène au Brésil. Ils ne se reverront jamais plus. Pourtant Noël, vif et courageux, va être sa vie durant, et sans le savoir, l'objet de l'admiration de son camarade plus timoré qui suivra, de loin mais avec dévotion, sa carrière de médecin et de défenseur des Indiens. Si le narrateur est sans ambition, ce n'est pas non plus le personnage falot qu'il croit être, car il a un don, celui du conteur, et ce qu'il raconte et surtout la manière qu'il a de raconter, de fabuler, d'enjoliver, de mélanger sa culture juive et l'histoire du Brésil, est un délice de drôlerie, de finesse, d'intelligence et d'imagination. Petit boutiquier qui vend de tout mais bien peu, des pelotes de laine aux pots de chambre, et qui vivote tant bien que mal au fond de son magasin, perdu dans ses livres et dans ses rêves, il s'avère aussi attachant que son idole, car lui aussi voit juste et fait ce qu'il croit bon. A sa façon. Son histoire, sa petite histoire à lui, celle de sa famille, c'est à son médecin qu'il la confie, de son lit d'hôpital, en la croisant avec celle des combats de Noël pour la justice et la liberté, Noël, ami de Jorge Amado comme Moacyr Scliar, Noël qui survit à tout parce qu'il fait front à tout, Noël figure de l'autre histoire, la grande, dans toute sa violence.

Martine Silber

★ A signaler, la parution en poche du *Carnaval des animaux*, Le Serpent à plumes, coll. « Motifs ».



L'amazone et le bourlingueur

En 1938, Blaise Cendrars rencontre Elisabeth Prévost, jeune femme libre et voyageuse. Suivront deux années d'amitié amoureuse, dont témoigne leur correspondance tendre et complice

MADAME MON COPAIN
Elisabeth Prévost et Blaise Cendrars : une amitié rarissime
Textes établis et présentés par Monique Chefdor.
Ed. Joca Seria (72, rue de la Bourdonnais, 44100 Nantes), 160 p., 135 F.

LES CAROTTES AU PLAZA
d'Elisabeth Prévost.
Nouvelles rassemblées et présentées par Monique Chefdor.
Ed. Joca Seria, 64 p., 65 F.

Cendrars surgit toujours au lieu et au moment où on ne l'attend pas. Homme *« du monde entier »*, pressé de vivre et de raconter à fond et à fond de train ; homme de style et d'érudition pour couvrir cette matière bouillonnante.

Suite à la *découverte*, trente-cinq ans après la mort de l'écrivain, de la mythique *Légende de Novgorod*, son premier texte traduit en russe en 1907, voici que se dissipe le flou de deux années de sa vie – 1938 et 1939 – jusqu'alors connues des seuls spécialistes. La correspondance de Blaise Cendrars avec Elisabeth Prévost – 31 lettres réchappées de la guerre – témoigne non seulement d'une amitié amoureuse mais aussi des préoccupations d'un homme qui n'en menait pas large, dans tous les sens de l'expression – soucis d'argent, panne d'écriture, panne de cœur.

Elle, native de Charleville, bourlingueuse avérée, bonne descente et sacré coup de fusil, pionnière intrépide de lieux interlopes interdits aux femmes, ignore tout de celui auquel des amis bien inspirés la présentent. C'est une jeune femme de vingt-sept ans, bien incapable au premier regard de donner un âge à son interlocuteur : *« En réalité Blaise Cendrars avait environ trente ans de plus que moi. Mais nous aurions pu être du même âge. Moi, le sien, et lui, peut-être le mien. Je ne crois pas au décalage horaire dans ce domaine. »*


COLL. ELISABETH PRÉVOST
Blaise Cendrars et Elisabeth Prévost devant les Aiguillettes

Rendez-vous sur le zinc du père Lampen. Cendrars est tout ouïe ; exhorte l'aventurière à coucher noir sur blanc tout ça, qu'il promet de faire publier par son ami Lazareff dans *France-Soir*. Elle, moins embarrassée d'action que de mots, ne songe qu'à repartir vers ses forêts et ses chevaux. Courtes missives, insistantes. *« Puisque nous n'arrivons pas à nous comprendre, venez déjeuner au ranch ardennais. C'est facile : gare du Nord. Train. Descendre gare d'Hirson. Un car. Arrêt à un bistrot après une demi-heure de route. Prenez un verre. La carriole, le cocher et le cheval vous attendront. Trois quarts d'heure de route de campagne. Et je vous attends. »* Formules idoines, auxquelles Cendrars réplique tout de go : *« J'arrive demain. »*

Le printemps aux Aiguillettes, au côté d'une *« Bee and Bee »* bourdonnante d'activité, est une bénédiction. Entre deux éclipses parisiennes pour se renflouer, il se remet à travailler *« énormément et régulièrement »*. *« Tout ce qui m'arrive actuellement est prodigieux et même si je devais rentrer demain matin, j'aurais l'impression de revenir d'un autre monde*, écrit-il à son ami Jacques Henry Levesque le 19 août 1938, *car c'est peut-être pour la première fois de ma vie que j'ai l'impression de ne pas être en voyage, en visite, en curieux, mais de prendre racine par en haut et par en bas. »*

Février 1939 est au plus tendre. Dans un pli daté du 11 au matin, il annonce à Elisabeth que le frère de René Clair lui a demandé un scénario sur Saumur – cela devrait s'intituler *L'Eperon d'or* –, pour lequel il compte bien sur la collaboration de son amazone : *« J'avoue que l'idée de faire ça avec vous, de ne pas pouvoir me passer de vous dans cette affaire, m'excite prodigieusement... »*

Il adore ses lettres et télégrammes *« so strictly business ! »*. Le plus savoureux s'ensuit, qui détaille par le menu les emballements et les impasses du projet cinématographique, puis, à l'été 39, de celui d'un tour du monde à bord d'un *« quatre-mâts, pour une durée de douze mois, faisant route entre Helsinki, via Southampton, pour l'Australie »*. Survient la déclaration de guerre. Séparation, exode, périple. Elle le retrouve dans un petit jardin d'Aix-en-Provence : *« Nous passâmes deux heures en propos tristes et évasifs. Ni l'un, ni l'autre ne voulant voir le bouleversement de l'autre. Il souffrait de la guerre perdue, de l'occupation atroce, comme de son bras coupé. "L'Homme foudroyé". Il m'accompagna au car pour Marseille... »*

Tout ne s'arrête pas là. Jusqu'à sa mort, en 1996, Elisabeth accomplit un à un les voyages, vrais ou rêvés, de Blaise. Puis répond enfin en quelques nouvelles trépidantes, à son injonction : *« Mais Bee & Bee, écrivez. Ecrivez donc ! »*

Valérie Cadet

★ A l'occasion du Salon du livre, les éditions de L'Harmattan publient les actes du colloque qui s'est tenu à Sao Paulo en août 1997 : *Brésil, l'Utopialand de Blaise Cendrars.*

Promenade au phare

Nicole Avril revient, avec bonheur, à l'univers d'étrangeté de ses premiers livres

LE ROMAN D'UN INCONNU
de Nicole Avril.
Grasset, 280 p., 125 F.

Après une excellente biographie de la très fascinante Elisabeth d'Autriche et un roman plutôt réaliste (1), Nicole Avril revient avec bonheur à l'univers d'étrangeté qui l'avait fait remarquer à ses débuts, il y a quelque vingt-cinq ans. Un récit très simple, une espèce de calme de surface. Comme s'il fallait que tout paraisse lisse, facile, évident, pour que l'angoisse surgisse, que le mystère s'installe.

Une île, une femme, un homme. Une île en apparence très urbaine, à deux pas de La Rochelle, reliée au continent par un pont : Ré. Rien de sauvage. Pas de fantômes, pas de légendes, pas de secrets ; pour tout cela il faut aller en Bretagne. Est-ce tellement sûr ? Ce n'est pas parce que Saint-Germain-des-Prés déferle sur Ré en été tandis que les campeurs envahissent sa voisine Oléron que ces îles n'ont pas leur « vraie » vie, en hiver, au printemps, à l'heure de la belle lumière. Que se passe-t-il exactement du côté du pertuis d'Antioche, quand les eaux se mêlent ? Pourquoi l'une des plages de Ré s'appelle-t-elle « plage de la solitude » ? Et que cache l'escalier du phare des Baleines dans son granit bleu de Kersanton ?

Proches du continent ou non, avec ou sans pont, les îles ont toujours leur folie, dissimulée, incompréhensible. Elles attirent des personnages singuliers. Comme ce Théo que rencontre la narratrice. Pourquoi cet inconnu lui adresse-t-il la parole ? Parce qu'elle est écrivain ? Parce qu'il veut transmettre quelque chose ? A chacun de le dire, en lisant. Ce roman est fait de questions. Chaque soir, à l'heure du dîner, dans un hôtel de l'île de Ré, pendant une semaine, un homme « entre deux âges » se confie à une romancière, comme s'il lui dictait ce *Roman d'un inconnu*. Cet homme, Théo, prétend avoir en lui la mémoire du siècle. Fabule-t-il ? Peut-on avoir traversé le XXe siècle sans vieillir avec lui et en réchapper ?

Encadré par deux scènes rigoureusement identiques – mot pour mot – de promenade au phare des Baleines, sans doute symboles de la clôture de l'île, ce récit – qui se déroule selon une sorte de rituel et qu'il faut découvrir page après page, comme une initiation – commence pendant la Grande Guerre. Un jeune soldat, Théophile, déserte, se cachant le visage sous des bandages comme un grand blessé. On le retrouve dans une ferme chez une femme seule avec ses deux filles (tous les hommes sont à la guerre). De guerre en femmes, de femmes en guerre, voilà le destin de Théo. L'une se suicide, une autre est tuée, une troisième se perd... tandis que lui toujours avance, survit, revit. Le temps passe, mais pour lui quelque chose s'est arrêté. Il a cessé de vieillir.

Ce Théo doit être un mythomane qui veut écrire un roman par procuration : il a choisi une île supposée banale et une romancière de hasard pour mettre en scène son imaginaire. La femme qui l'écoute est de plus en plus intriguée et sceptique. Pourtant les souvenirs de Théo ne semblent pas venir de l'Histoire, de la mémoire collective, ils sont trop violents ou trop anodins, comme sortis d'un cerveau auquel manquerait le filtre de l'oubli. La narratrice ne sait que transmettre, insidieuse, inquiétante, son intense perplexité. Au point que le lecteur ne peut pas échapper à cette drôle de question, pour laquelle le roman entier semble avoir été écrit : « Et si toute cette histoire était vraie ? »

Josyane Savigneau

(1) *L'Impératrice*, 1993, et *Une personne déplacée*, 1996 (Livre de poche).

Forêt profonde

Eric Faye joue de l'ambiguïté et de la suggestion dans ce court roman fantastique

LE MYSTÈRE DES TROIS FRONTIÈRES
d'Eric Faye.
Ed. Le Serpent à plumes, 184 p., 119 F.

Déjà signataire d'un recueil, *Je suis le gardien du phare et autres récits fantastiques* (José Corti, 1997), qui ne contient que peu de nouvelles fantastiques, Eric Faye a donné avec ce court roman une œuvre qui s'inscrit incontestablement dans ce genre. L'auteur a su jouer très habilement, comme beaucoup d'écrivains fantastiques, de l'ambiguïté : les individus rencontrés par le randonneur sont-ils des personnages mythologiques surgis d'on ne sait où, ou bien des nostalgiques d'un passé germanique dont ils souhaitent perpétuer les rites ? Qu'est-il réellement arrivé au narrateur dans cette forêt profonde qui semble avoir traversé les siècles presque intacte ? Eric Faye laisse le lecteur libre de son interprétation, mais il a recours pour la chute de son roman à une indéniable transmigration fantastique (qui n'est d'ailleurs pas dépourvue de quelque facilité : où est alors la cohérence du récit ?). Mais cette réserve ne doit pas occulter le brio avec lequel l'auteur utilise la fascination de la forêt et de ce qu'elle abrite peut-être, l'obsession de la frontière, la qualité de l'écriture qui suggère plus qu'elle n'impose, le sens éprouvé du mystère.

Jacques Baudou

Le goût de la nouvelle

Réaliste, symboliste ou onirique, trois excellents recueils d'Annie Saumont, Colette Lambrichs et Georges-Olivier Châteaureynaud attestent la vitalité de cette « littérature de l'inconfort »

EMBRASSONS-NOUS
d'Annie Saumont.
Julliard, 210 p., 129 F.

DOUX LEURRES
de Colette Lambrichs.
Editions de la Différence, 112 p., 89 F.

LE GOÛT DE L'OMBRE
de Georges-Olivier Châteaureynaud.
Actes Sud, 216 p., 108 F.

Elliptique, lacunaire, la nouvelle appartient, selon l'expression de Claude Pujade-Renaud, à la *« littérature de l'inconfort »*. Cette narration brève, qui exige du lecteur une attention sans faille, lui donne, en retour, une liberté et un plaisir de lecture sans cesse renouvelés. Trois excellents recueils, composés par des maîtres du genre, permettent d'apprécier des saveurs aussi diverses que possible: l'acuité d'Annie Saumont, la subtilité de Colette Lambrichs, l'onirisme de Georges-Olivier Châteaureynaud.

Annie Saumont, c'est avant tout *un ton de voix*, perceptible dès les titres de ses livres, de *Moi les enfants j'aime pas tellement* à *Les voilà quel bonheur*. *Embrassons-nous* : cette injonction, qui clôt « La Bombe », la dernière nouvelle de son nouveau recueil, est la reprise abrégée d'un leitmotiv joyeusement désespéré : « Embrasse-moi c'est toujours ça. On est vivants. Toi et moi. Pour combien de temps ? » Ce recueil, achevé à la villa Mont-Noir, contient vingt nouvelles : vingt destins saisis, sans un mot de trop, *« sur la crête »*, à l'instant où tout bascule. Instant que l'on revit sans cesse, comme ces *« deux minutes d'arrêt »* où une mère descend, se jette dans les bras du nouvel homme de sa vie, abandonnant ses cinq enfants dans le train.

Dans « Ecrire, dit-elle », une ironique mise en abyme fait coïncider la nouvelle et l'exercice d'un atelier d'écriture, qu'elle évoque : *« Racontez en moins de cinq mille signes une histoire qui commencera par cette première phrase d'une nouvelle de Marcel Aymé »* : parfaite double dramaturgie qui mène à un unique dévoilement... Traductrice de Patricia Highsmith, admiratrice de Julio Cortazar, Annie Saumont mène droit au paroxysme, avec un art consommé de la chute, ces tragédies minuscules, entre cruauté et tendresse. On retient ces voix, celles d'adolescents qui trouvent que ça suffit la galère, celles d'enfants *« comme ça »*, avec leurs peurs, celles de gens qui bougent, qui s'aiment, qui soupirent : *« Les gens d'ici et de là, les gens qui haussent les épaules, les gens qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas... »*

Pour Colette Lambrichs, c'est d'abord le regard qui compte : dans ses trois recueils de nouvelles très brèves – souvent deux, trois pages –, elle instaure une atmosphère très particulière, inspirée par des décors, des paysages – les nouvelles de son dernier livre ont été écrites à Paris, en Flandres, en Algarve et en Toscane. Les arts plastiques, particulièrement présents dans *Histoires de la peinture*, sont ici aussi à l'origine de *Doux leurres* : joli titre qui suggère un climat ambigu et feutré, entre flou et trompe-l'œil. Le malaise peut naître de la contemplation incessante de l'eau grise de la mer, du rythme de son ressac. Ou d'une couleur, voire d'une nuance : pourpre, grenat, jaune, noir. Du souvenir d'un tableau ou de la rémanence d'un rêve. D'une nature morte de Léon Spilliaert, le peintre d'Ostende dont le « fantastique réel » est si proche de celui de Colette Lambrichs, ou des fresques du *Bon gouvernement* de Lorenzetti, à Sienne. Ce ne sont qu'illusions, coïncidences, détails révélateurs, troublants jeux de dupes.

Les nouvelles de Georges-Olivier Châteaureynaud sont généralement plus longues, peut-être parce qu'il est également romancier. En une vingtaine de pages, il crée un climat, entraîne dans des contrées improbables, dangereuses. Il suffit de peu, d'un muret de pierres que l'on franchit, de quelques mots étranges notés sur un carnet pour se trouver ailleurs, ou dans un autre temps. Et l'insolite, parfois, prend des allures familières – une librairie, une mercerie à Eparvay, ville ordinaire, recèlent des gouffres.

Rêve ou cauchemar? Dans *Le Kiosque et le Tilleul* (1), on se découvre des ailes qui poussent : or *« peu d'hommes savent à quel point une paire d'ailes peut tenir chaud, surtout sous un polo »*. Dans *Le Goût de l'ombre*, l'un découvre toute sa vie accrochée aux murs d'un musée, l'autre se voit mort et participe à ses propres funérailles. Tel s'éprend d'une gracieuse sirène, tel autre redonne quasiment vie à une jeune fille momifiée. On pense parfois à Nodier, à Nerval, à Milosz. *« L'homme, pour sa sauvegarde*, écrit Châteaureynaud, *ne conserve pas en permanence à l'esprit l'étrangeté saugrenue de sa condition. »* L'ironie du sort se manifeste à travers les péripéties de ses nouvelles. La rencontre d'animaux, d'objets macabres ou raffinés, cristallise les angoisses. Cependant les échéances ne sont pas toutes navrantes, tant s'en faut : parfois miroite l'espoir d'un bonheur, illusoire peut-être, mais scintillant comme l'écharpe d'Iris.

Monique Petillon

(1) Aujourd'hui réédité en « poche » : Actes Sud, « Babel », 200 p., 39 F.

la chronique

de Roger-Pol Droit

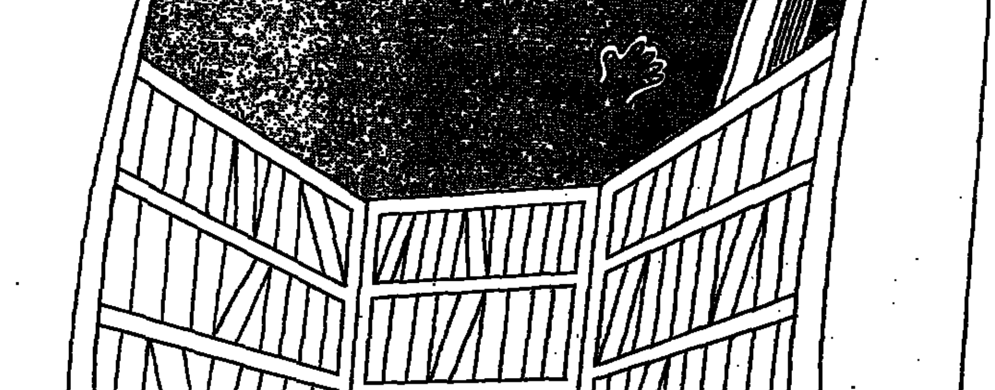
L'odeur du papier à l'écran

Quel rapport entre la Fête de l'Internet, l'ouverture du Salon du livre et le début du printemps ?

Le fait est régulier : dès que naît une nouvelle technique, on imagine le pire. Surtout si le changement modifie puissamment nos habitudes. On se convainc : ces machines vont tout bouleverser, elles tueront vite les anciennes façons. Disparaîtront des mots, des gestes, d'humains savoir-dire, d'habiles savoir-faire. Cela arrive : le train a liquidé les diligences, l'électricité a renvoyé au musée les lampes à huile, à gaz ou à pétrole. Chacun peut poursuivre la liste. Il n'en va pas de même, tout le monde le sait aussi, pour les activités attribuées à l'esprit. Le cinéma n'a pas anéanti le théâtre, le grand écran a bien survécu au petit, music-hall et radio coexistent, etc. Faut-il donc rappeler de si banales, de si plates évidences ? On aurait honte, si l'arrivée massive des ordinateurs, du texte électronique et de l'Internet ne provoquait encore, çà et là, le fallacieux cauchemar d'une fin des livres. De terribles tableaux hantent les imaginations : disque dur massacrant les vergés, Cédéroms décimant les rayons. Le plastique va-t-il faire oublier l'odeur de l'encre et du cuir ? Va-t-il éventer à jamais ce parfum doux-acide, mêlé de poussière et de léger ranci, qu'affectionnent entre tous les vrais bibliomanes ? L'informatique tuant l'écrit ? Rien n'est plus faux. La place du livre se transforme, le développement d'autres supports du texte lui assigne de nouvelles fonctions, esquisse de nouveaux usages. Mais de disparition, point ! Au contraire ! Plus se multiplient les écrans, plus se dévore le papier. Le vinyle-archive fait proliférer les volumes, accélère leur recherche, stimule leurs échanges. Pour le savoir, pas besoin de longues analyses ni de statistiques expertes. Rien qu'une promenade de printemps autour des montagnes de livres disponibles sur Internet suffit à s'en persuader.

Premier cas de figure : vous voulez commander un livre. Pas un programme ou un texte électronique, non, un « vrai » livre comme d'habitude – réellement imprimé, avec des pages qui se tournent, une couverture et tout ce qu'on trouve sous ce nom chez le libraire ou dans sa boîte aux lettres. Embarras du choix. Commencer par voir si la librairie électronique du journal *Le Monde* *(voir les adresses ci-dessous)* ne serait pas en mesure de vous le procurer. Recherche des titres par auteur, par sujet, par mot-clé, enregistrement des commandes sont possibles en direct, en quelques secondes. Des services du même type sont offerts par la Fnac et quelques grandes librairies. Si vous cherchez le plus grand choix du monde (deux millions et demi de titres !), lancez une recherche automatique chez Amazon, qui expédie vos volumes des Etats-Unis avec de substantielles remises, et peut vous tenir informé par courrier électronique à chaque fois que paraît un nouveau titre correspondant aux mots-clés que vous aurez indiqués. Si l'ouvrage que vous convoitez est épuisé, déjà ancien, devenu rare, passez au rayon des bouquinistes et antiquaires. Il y en a des dizaines et des dizaines sur la Toile, vite repérables par n'importe quel moteur de recherche. L'Association des bibliophiles universels (ABU) vous sera d'une aide précieuse. Sont accessibles directement catalogues et petites annonces, ainsi que plusieurs instruments d'investigation qui rendent rapidement mondiale une banale chasse au livre.

Deuxième cas : vous cherchez une ou plusieurs indications bibliographiques. Pour les premiers repérages, et même pour certaines plongées spécialisées, ne quittez plus votre domicile ni votre écran. Là encore, pléthore plutôt que pénurie. Des dizaines de bibliothèques dans le monde sont interrogeables à distance. On en trouve la liste pour l'Europe dans le projet Gabriel, et l'on ira se perdre dans



les rayons électroniques de la bibliothèque canadienne évidemment nommée Alexandrie. La Bibliothèque nationale de France permet de consulter en ligne le catalogue de tous les titres postérieurs à 1970, et en quelques instants s'ouvre l'accès à la Bibliothèque du Congrès, équipée d'instruments de repérage très sophistiqués, permettant de s'orienter parmi des centaines de milliers de références. Parmi les bons points de départ dans ces labyrinthes sans fin, le site de l'UPR 76 du CNRS, qui récapitule de très nombreuses adresses utiles et signale les outils de recherche. Fini, ou presque, le temps où pouvait dormir au fond d'un magasin l'étude méconnue qui aurait été tellement utile à votre travail si vous aviez été informé de son existence. De grands filets à mailles variables finissent par rapporter à peu près exactement ce qu'on leur demande.

Sauf l'odeur des livres ? Mais si, on la trouve aussi ! Au moins sous la forme d'un texte. Elle est en effet magnifiée, célébrée, joliment décrite par un petit roman britannique d'Eugène Field, *Les Affaires de cœur d'un bibliomane (The Love Affairs of a Bibliomaniac)*, publié en 1895, où il est question non seulement du vice de la lecture au lit et du diagnostic du *« bacillus librorum »*, mais encore – c'est le titre d'un chapitre – des *« odeurs que [ses] livres exhalent »*. Or cet hymne aux joies olfactives que procurent les bouquins, cet éloge de la manie chercheuse, cette célébration – victorienne et printanière – de la trouvaille catalogale, où donc les déniche-t-on ? En ligne. Le texte complet de ce livre est sur votre écran, ou sur votre imprimante, en quelques secondes. Il suffit de le sélectionner parmi le millier de titres que compte à présent le projet Gutenberg, où voisinent par exemple – en anglais – l'*Ethique* de Spinoza et *La Tulipe noire* d'Alexandre Dumas, Sherlock Holmes et Joseph Conrad, Walter Scott et l'abbé Prévost, Virgile et César – en latin –, Lewis Carroll et Herman Melville. Voilà le troisième cas possible : faire venir le texte du livre directement dans votre ordinateur, pour le lire maintenant ou plus tard, à l'écran ou sur papier.

Le nombre et la diversité des œuvres sont encore relativement réduits, si on les compare aux fonds des bibliothèques. Mais la quantité de titres, considérée pour elle-même, a déjà de quoi occuper. Elle doit avoisiner aujourd'hui les huit mille volumes. Gutenberg – programme le plus ancien – a fêté son millième titre il y à six mois. The On-line Books Page, à la même période, recensait cinq mille titres électroniques. Les promenades sur Internet étant tout sauf rationnelles, prévisibles et ordonnées, on retrouve à l'écran quelque chose de l'inattendu qui préside aux pérégrinations chez des bouquinistes du bout du monde. D'Eschyle aux recettes végétariennes, de l'astrologie à la numismatique, de la physique solaire à *Madame Bovary* (en anglais, toujours, disponible depuis le 5 mars), de la philosophie à la théosophie, c'est peu dire qu'il y en a pour tous les goûts. De nouveaux éditeurs se sont créés, comme Cylibris ou Vigdor, qui n'ont plus à leurs catalogues d'ouvrages en papier. Le temps n'est plus très loin où il deviendra possible de charger dans un lecteur de poche quelques dizaines de titres pour lire dans le train, l'avion ou le métro. Possible ne signifie pas nécessaire. Des lecteurs nombreux continueront sans doute à utiliser les anciens livres, ceux qui ne tombent pas en panne et se détruisent rarement en tombant. Et dont l'odeur n'est pas téléchargeable.

Adresses des sites mentionnés :

● Pour les commandes de livres : *Le Monde*, http : //www.lemonde.fr, La Fnac, http : //www.fnac.fr, Amazon, http : //www.amazon.com., Association des bibliophiles universels, http : //www/cedric.cnam.fr

● Pour les bibliothèques : Gabriel, http : //www.konbib.nl, Bibliothèque nationale de France, http : // www.bnf.fr, Bibliothèque du Congrès, http : //www.lcweb.loc.gov, Alexandrie, http : //www.alexandrie.com, Serveur de l'UPR 76 du CNRS, http : //callimac.vjf.cnrs.fr

● Pour les livres en ligne : Gutenberg, http : //www.ul.cs.cmu.edu, The On-line Books Page, http : // www.cs.cmu.edu, Cylibris, http : // www.editions-cylibris.fr, Vigdor, http : //www.imaginet.fr/~vigdor

Entre les vagues de l'absence

Audacieuse méditation sur la création et la folie, le dernier essai de la psychanalyste Maud Mannoni – morte le 15 mars – démontre le lien entre Virginia Woolf et Freud

ELLES NE SAVENT PAS CE QU'ELLES DISENT
de Maud Mannoni.
Denoël, coll. « L'espace analytique », 188 p., 98 F.

Virginia Woolf et Sigmund Freud se sont rencontrés. Une fois. On peut, certes, rêver au trouble que chacun aurait dû susciter chez l'autre, à ce que chacun aurait pu apprendre ou absorber de l'autre, de son œuvre. Mais Virginia ne rendit pas visite à Freud en tant qu'écrivain. En janvier 1939, c'est en tant qu'éditeurs qu'elle et son mari, Leonard, prirent le thé chez le vieux savant réfugié à Londres au temps du nazisme. N'avaient-ils pas tous deux fondé (d'abord en amateurs) la Hogarth Press et choisi Freud pour l'un de leurs premiers auteurs ? N'avaient-ils pas introduit tous ses ouvrages en Angleterre ? La rencontre fut brève. Freud, d'emblée, offrit à Virginia... un narcisse ! Aucune allusion à l'œuvre de la romancière alors célèbre, qui fut réduite au rôle d'épouse tandis que Freud s'adressait surtout à Leonard, illustrant, en quelque sorte, le titre du livre passionnant de Maud Mannoni : *Elles ne savent pas ce qu'elles disent*.

Mais si Freud n'a jamais lu l'œuvre de Woolf, Virginia n'a décidé de lire Freud qu'en décembre 1939, presque un an après leur entrevue, deux mois après la mort de Sigmund, quinze mois avant de se suicider. On a déduit de cette lecture tardive que toute relation de l'œuvre de Virginia avec celle de Sigmund était fortuite et n'existait qu'à l'insu de l'écrivain.

Maud Mannoni va à l'encontre de ces idées reçues. Elle démontre que Virginia a dialogué des dizaines d'années durant, à travers maints ouvrages, avec les travaux de Freud et aussi de Melanie Klein. Et cela *consciemment*. Elle rappelle que, même sans avoir lu Freud, Virginia Woolf se trouvait au sein même des innombrables discussions qui, dans les milieux intellectuels anglais, dans le groupe de Bloomsburry, dont elle était le centre, tournaient autour des travaux du maître viennois. Elle insiste sur le fait que les conférences de Melanie Klein, en 1925, eurent lieu chez Adrian et Karin Stephens, frère et belle-sœur de Virginia qui, analysés à Vienne par Freud, furent parmi les premiers analystes (et analysés) anglais – tout comme Alix et James Stratchey, amis intimes des Woolf et traducteurs (lui officiel, elle officieuse), pour la Hogarth Press, de l'œuvre complète de Sigmund Freud.

Même si Virginia tenait la psychanalyse pour une menace à l'intégrité créatrice, elle fut constamment au fait et, découvre-t-on ici, presque partie prenante des itinéraires, du développement de l'aventure psychanalytique et, très précisément, de la pensée de Freud. Comme lui hantée par la question des origines, par *« la trace qui oriente vers une absence »*, elle est celle *« qui ne décrit pas mais fait éprouver »*, elle est l'écrivain de *« la parole empêchée »*, du *« désir égaré »*, de *« cette vérité enfouie qu'inlassablement Freud cherche à traquer »*.

Poreuse à tous les langages, elle fait entendre ceux qui sont tus, laisse percevoir les rumeurs du silence, capte la présence en sa constante disparition, tandis que Freud *« renonce à saisir le secret de la parole »*, *« laisse au symptôme la possibilité de parler »* ; il a le *« mérite d'avoir pu reconnaître le transfert aussi bien dans le silence que dans le refus »*. En des régions qui s'interpénètrent, tous deux offrent à la pensée des libertés inédites, au langage des rôles innovés.

Nous découvrons Virginia lisant *Moïse et le monothéisme* tout en écrivant *Entre les actes*, son dernier livre, celui qui va le plus loin (trop loin ?), celui qui la sépare radicalement de sa mère (trop radicalement ?). Pour une fois dans son œuvre, l'eau ne circule pas et ne paraît que sous la forme de soif, d'un *« grand désir d'eau »*. Un livre tellurique, qui la rapproche de son père alpiniste, ce père à nouveau écrasant, dont elle vient de relire les lettres. Un livre tel que l'auteur se retrouve *« en retrait de désir »* relatif à l'écriture, au point de ne plus, cette fois, désirer compenser le manque autrement qu'en apaisant dans la rivière Ouse ce *« grand désir d'eau »* lié à la mère.

Sous le signe de Freud et de Woolf, à travers une vaste, une audacieuse méditation sur la création, Maud Mannoni explore les domaines de la folie comme ceux de la diabolisation de l'hystérie, ceux de la féminité comme ceux de la *« question des femmes »*, qui reste aussi vivace qu'au temps de Virginia, mais dont elle nous donne une vision neuve.

Viviane Forrester

★ Lire aussi, dans *Le Monde* du 18 mars, l'article qu'Elisabeth Roudinesco a consacré à Maud Mannoni à la suite de sa mort.

L'inlassable éveilleur

Un sympathique portrait d'un grand promoteur des droits de l'homme, Henri Laugier

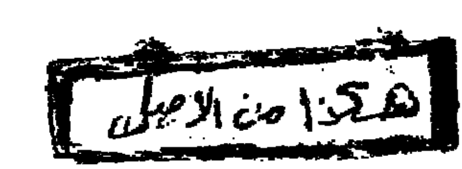
HENRI LAUGIER, UN ESPRIT SANS FRONTIÈRES
de Chantal Morelle
et Pierre Jakob.
Préface de
Jean-Louis Crémieux Brilhac,
éd. Bruylant, Librairie générale de droit et de jurisprudence,
414 p., 160 F.

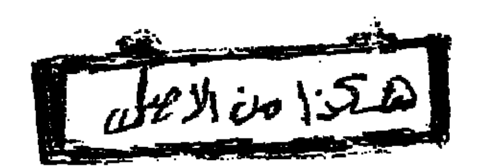
A l'heure où nous nous apprêtons à célébrer le cinquantième anniversaire de l'adoption, au Palais de Chaillot, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est temps de se souvenir d'un homme qui a joué un rôle décisif dans la préparation de ce texte fondateur : le premier secrétaire général adjoint français à l'Organisation des Nations unies, Henri Laugier. Qu'il s'agisse de la présence de ce descendant d'une famille d'instituteurs provençaux comme médecin militaire sur le front des Dardanelles, de ses recherches de physiologiste, d'ergonomiste, de docimologiste, de sa participation à la France libre, puis à l'organisation des relations culturelles dès le gouvernement d'Alger, nous retrouvons à chaque page de ce sympathique essai une figure de lutteur qui affirme ses convictions et apporte à ceux qu'il admire le soutien de son énergie stimulante.

En 1946, à son poste aux Nations unies, il va prendre l'initiative de toute une série d'avancées dans la coopération sociale internationale, parmi lesquelles le combat pour les droits de l'homme. Si René Cassin siège à la commission et Pierre Mendès France au conseil économique et social, c'est Laugier qui en dirige le secrétariat, qui doit veiller à harmoniser les points de vue des Etats membres. Mais ce n'est là qu'un des moments de l'activité multiforme et infatigable de cet « éveilleur » inlassable. C'est sa modernité que Chantal Morelle et Pierre Jakob nous font ressentir, dans tous les domaines où il s'engage : la peinture, aux côtés de Marie Cuttoli, sa fidèle et brillante compagne, l'organisation de la recherche scientifique avec la création du Palais de la découverte, la coopération avec le tiers-monde avec celle de l'Institut d'études du développement économique et social...

Trop précurseur, trop imprudent, parfois, dans sa lutte pour les idées auxquelles il croyait, Henri Laugier n'a pas eu, de son vivant, la place qu'il méritait parmi les grandes figures de son temps. Dans ce petit livre, dense et ardent, qui se lit avec bonheur, il nous est restitué dans sa singularité de citoyen du monde.

Stéphane Hessel





A la rencontre de l'homme sans qualités

La démarche d'Alain Corbin, une fois encore d'une exceptionnelle singularité, conduit l'historien à tenter l'impossible biographie d'un parfait inconnu. Gageure magistralement tenue

LE MONDE RETROUVÉ DE LOUIS-FRANÇOIS PINAGOT
Sur les traces d'un inconnu 1798-1876
d'Alain Corbin.
Flammarion, 352 p., 135 F.

JOURNAL DE MA VIE
de Jacques-Louis Ménétra
Edité par Daniel Roche,
préface de Robert Darnton,
Albin Michel,
« Bibliothèque Histoire »,
356 p., 140 F.

Nul ne s'étonne plus de l'originalité des angles d'attaque d'Alain Corbin. Depuis *Les Filles de noce*, qui sondait la misère sexuelle au XIXe siècle (1978), les stupéfiantes enquêtes sur la sensibilité et l'imaginaire social autour de l'odorat (*Le Miasme et la Jonquille*, 1982) ou du rivage marin (*Le Territoire du vide*, 1988) ou l'ambitieuse synthèse collective qu'il anima sur *L'Avènement des loisirs* (1996), on attend paradoxalement la surprise de chaque opus de cet historien qui pourfend les idées reçues avec une implacable rigueur et en prime un talent d'écriture qui permet à un public plus large que la communauté historienne de participer pleinement à l'aventure.

C'est du côté de la France rurale que l'historien des sensibilités nous entraîne une nouvelle fois – on n'a pas oublié son magnifique travail sur « paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle » (*Les Cloches de la terre*, Albin Michel, 1994) et l'*« ultime massacre né de la fureur paysanne »* un soir d'août 1870 dans un petit village de Dordogne analysé dans *Le Village des « cannibales »* (1990). Mais jamais encore le projet de l'historien n'a paru aussi vertigineux : exercice d'école dont on craint qu'il ne soit impossible, il s'agit de rien moins qu'écrire la biographie d'un parfait inconnu, dont la trace se devine juste dans les fonds d'archives croisés. A peine attribue-t-on à ce Louis-François Pinagot, sabotier percheron analphabète, une croix sur un registre municipal qu'il n'a peut-être pas tracée lui-même. Ce « peut-être » revient comme un leitmotiv tout au long de cette fascinante enquête, moins frustrant qu'exemplaire, puisqu'il permet de remettre sans cesse les pendules à l'heure, discriminant l'indice réellement fiable et la tentation romanesque où s'abîme la conscience de l'historien.

Le propos est provoquant comme un pari : démontrer qu'on a jusqu'ici fait une histoire sociale du peuple en s'appuyant sur le cas de gens qui s'en sont extirpés – et *c'est une histoire fallacieuse* – ou sur des autobiographies où les écrivains témoins sont plus nombreux que les hommes du peuple vivant un geste d'écriture exceptionnel. La précieuse réédition du *Journal de ma vie* du compagnon vitrier Ménétra (1738-1812), *« rêve d'historien devenu réalité »* selon Robert Darnton, fait pressentir que l'historien a tout à gagner à disqualifier la rhétorique de l'autobiographie qui naît alors – le travail de Daniel Roche, paru en 1982, suivait la publication de son essai sur la culture populaire au XVIIIe siècle, *Le Peuple de Paris*, qui ressort chez Fayard (400 p., 150 F).

Convaincu avec Arlette Farge que le travail de l'archive procure un *« effet de réel »* unique, Alain Corbin a retrouvé sa Normandie natale pour élire dans les archives de l'Orne un *« territoire sans qualités »*, oublié des fichiers-matières et des inventaires utilisés d'ordinaire par les historiens du social. C'est Origny-le-Butin qui l'a emporté, au hasard ; hasard corrigé par la réflexion quand il s'est agi de déterminer l'anonyme dont l'existence ordinaire, donc engloutie, allait devenir le sujet même de l'enquête. Ecartant Jean-Courapied, qui mourut trop jeune pour ne pas *« priver le jeu de tout intérêt »*, Alain Corbin a donc choisi de ressusciter un simple homme des bois, sabotier longtemps indigent installé à l'orée de la forêt domaniale de Bellême. Né le 2 messidor an VI (soit le 20 juin 1798), Louis-François Pinagot est mort près de soixante-dix-huit ans plus tard, le 31 janvier 1876. Une longévité qui dissipe au moins une frustration.

UN DÉFI

Le rendez-vous dura plus de deux ans : le peintre soucieux de *« redessiner une vie, d'imaginer les relations affectives qui l'ont animée et les formes de sociabilité qui l'ont rythmée »* a sans doute eu du mal à assembler les traces nécessaires à l'ouvrage dont aucune n'a été produite par le désir de construire une existence en destin – une notion sans doute étrangère à la représentation de soi-même du pauvre sabotier. Lucide, Corbin reconnaît que Pinagot est *« le centre inaccessible, le point aveugle du tableau »* brossé en *« postulant son regard »*. L'historien aux commandes d'une caméra subjective ? Corbin reconnaît l'*« insolence »* de l'entreprise mais relève crânement le défi.

Regard sur l'espace. Ce Perche, éclaté sur trois départements, dont l'identité s'est forgée sur l'histoire, médiévale, et les superstitions traditionnelles. Pays de labours, où le regard accroche les vergers de pommiers, bute sur la haie épaisse et s'arrête sur les hautes futaies de chênes et de hêtres – dont on fait les sabots solides. *Un monde à peine partagé* entre gens du finage et gens du bois, minorité à laquelle appartient Pinagot. Un monde où la circulation est un enjeu capital (le père de Louis-François est voiturier), pour les marchandises comme pour les hommes. L'étude de la parentèle permet de deviner les mouvements qui font les échanges comme les alliances, horsains venus des villages voisins s'intégrant le temps d'une *génération*.

Ce petit monde de sabotiers, bûcherons, fileuses et gantières atteste une endogamie qui ne sert pas de rêve d'*ascension sociale*. Si l'instruction, mal partagée, est un réel souci pour Pinagot, le zèle religieux n'est pas avéré et son environnement culturel doit davantage aux *« arrangements »* commerciaux conclus dans le vacarme des tavernes et aux veillées, riches aussi des paroles retenues.

Eloge du métier. Du sabot, pièce *d'habillement, mais aussi, outil*, arme à l'occasion, marqueur sonore d'un espace peu encombré d'aboiements, fierté du paysan qui n'est pas va-nu-pieds mais déjà sujet de raillerie pour le citadin. Alain Corbin s'intéresse aussi à la conscience du temps et de l'histoire dans la *« région la plus misérable d'un des départements les plus déshérités de France. »* Mémoire jacobine, bousculée par le passage des invasions étrangères et l'irruption du suffrage universel en 1848.

Soucieux de rejeter sans appel la *« déploration oiseuse »* d'un passé rural difficile, Corbin ne s'autorise *aucune facilité et, de fait*, ne ménage pas son lecteur, auquel il interdit la compassion ou l'attendrissement suspect. En marge des priorités de la micro-histoire, l'historien prolonge à sa façon les pistes annoncées par Lucien Febvre. Ses sentiers buissonniers ne peuvent révéler tout ce qu'on entend savoir sur l'histoire du sujet ? Qu'importe ! Ce n'est pas l'exceptionnel ou l'ostensible qui intéresse *l'historien des réalités ordinaires*. D'où son irréductible singularité.

Philippe-Jean Catinchi

★ Signalons la reprise en poche du recueil d'essais d'Alain Corbin *Le Temps, le désir et l'horreur*, paru chez Aubier en 1991 (« Champs », Flammarion, 256 p., 45 F).

Passions françaises et fracture sociale

De 1789 à nos jours, Pierre Birnbaum explore les symbolismes et les imaginaires rivaux qui tentèrent d'imposer leur image d'une « société homogène », le rêve d'une impossible unité

LA FRANCE IMAGINÉE
de Pierre Birnbaum.
Fayard, 390 p., 160 F.

En accomplissant le grand parcours qui explore les passions françaises de la Révolution à nos jours, Pierre Birnbaum révèle l'affrontement des symboliques et des imaginaires rivaux, le heurt des volontés *qui cherchent à imposer* leur vision d'une *« société homogène »*, unifiée. Il poursuit ainsi son cheminement conduisant d'une interrogation du politique, du pouvoir, *de l'Etat* appréhendé en sa logique à l'étude des *Fous de la République*, des nationalismes et des haines qu'ils engendrent. Toute une œuvre, qui met notamment en évidence la fonction de *l'imaginaire* et des affects. Et révèle incidemment qu'aucune société ne parvient à réaliser une unité achevée, et que l'une des fonctions du politique est justement d'entretenir des effets de liaison, d'unification.

Pierre Birnbaum situe en relation et perspective *« les imaginaires qui président à la conception de la France »*. De 1789 à nos jours, les rêves unificateurs contraires ne vont cesser de se combattre. Les révolutionnaires empruntent d'une certaine façon à ce qu'ils ont abattu. Ils procèdent par substitution de symboles : Sieyès remplace la figure du « corps du roi » par celle du « grand corps des citoyens », l'image de la dégénérescence par celle de la « nation neuve » que constitue le tiers état. *Les métaphores et* la théâtralisation opposent le changement à l'impuissance du régime passé, la Cité nouvelle aux ennemis qui veulent la détruire. Le jacobinisme est la *« volonté d'instaurer l'Un »*, de fonder par la force une société *sans contradictions, sans diversité* interne ; un *« absolutisme partisan »* devient *« analogue à l'absolutisme royal »*. Et déjà Sieyès pressent le temps des guerres « franco-françaises » répétées.

Deux repères majeurs orientent ces traversées de l'imaginaire politique français. D'une part, Tocqueville, annonciateur de l'expansion démocratique et de ses dévoiements, qui introduit la référence américaine. En livrant sa « pensée la plus secrète » : jamais la passion religieuse des Français, le catholicisme combattant, n'adoptera la société nouvelle. La fracture et l'intolérance résultent de haines inexpiables, et la conquête de l'Etat reste le seul moyen d'imposer une autre vision unitaire. Le modèle américain – du libéralisme politique, du pluralisme, de l'Etat faible – ne peut être importé en France. D'autre part, Joseph de Maistre, ce « Voltaire de la réaction » qui oppose la Foi à la Raison, les droits de Dieu aux droits de l'homme, qui propose une « contre-utopie », une vision du monde hostile à toute concession en montrant la République comme une structure sans vie maintenue par des institutions sans racines. *La fracture est irréparable*, les deux France sont inconciliables, Joseph de Maistre ressemble à ses ennemis jacobins ; il appelle à la mission régénératrice par la violence, *jusqu'à faire l'éloge* du « bourreau ». Il engendre une postérité du côté des droites radicales les plus exclusives, les plus véhémentes.

Une longue période d'affrontements est ouverte durant laquelle le seul attachement partagé est celui d'une *« tradition française du pouvoir fort et unitaire »*. La République difficilement établie, menacée, se fait « absolue », et ses adversaires utilisent toutes les occasions de raviver la croisade antirévolutionnaire, de ranimer le refus de la modernité, de s'opposer à ce qui pourrait permettre l'amnésie du passé. Pierre Birnbaum retrouve le cours connu des passions françaises qui bouleversent l'histoire républicaine de la France depuis les dernières décennies du siècle passé jusqu'au moment où la défaite donne au régime de Vichy l'occasion d'une revanche. En dehors des figures dominantes évoquées, qui se combattent de part et d'autre de la fracture politique, sont rappelés les moments d'exaspération des passions – dont l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme, la commémoration du centenaire de 89, l'agitation des ligues, le Front populaire – et les oppositions dominantes – la laïcité contre le cléricalisme, la guerre des écoles et des symboles, la nation unifiée opposée aux particularismes. La contre-révolution prend en France une forme singulière, cependant que les rêves uniformisateurs ne vont pas sans accommodements, *« une certaine diversité s'établit déjà »*.

Le régime de Vichy révèle la vulnérabilité de l'attachement républicain, jusqu'en 1943 des hauts fonctionnaires, anciens serviteurs de la République, servent l'Etat dit nouveau – l'actuel procès de Maurice Papon est l'occasion de ce rappel. La Libération permet une refondation, mais avec les énarques d'abord attachés au culte de l'Etat, avec les ministres issus de la haute fonction publique, avec l'accès aux positions de commande économique par le « pantouflage », c'est une autre forme de la République qui s'établit progressivement. Elle *masque par ces liens nouveaux* l'ancienne fracture, le conflit fondamental qui avait structuré la société française. L'Etat et les élites qui en naissent subissent les assauts des populismes successifs. *Le* doute, le désamour du politique, le désabusement, affaiblissent alors les valeurs républicaines.

Pierre Birnbaum montre clairement ce qui conduit à la situation actuelle, au presque oubli de l'histoire qui divise, à la dégénérescence des passions françaises, au brouillage des identités. *L'Etat* républicain et l'Eglise catholique, moins assurés d'être forts, ne se situent plus dans le rôle des adversaires intolérants ; la querelle scolaire, à certains moments ravivée, conserve une force symbolique, mais une nouvelle laïcité apparaît, *« libérée du soupçon clérical ou anticlérical »*. Les clivages jadis tenus pour intangibles s'effritent, le langage guerrier tombe en désuétude – seulement repris par le Front national exaltant l'inégalité raciale, l'identité française opposée au cosmopolitisme, le catholicisme intégriste, et la vertu régénératrice de ce qui a pu être qualifié de « gaucho-lepénisme ». Mais le pluralisme progresse en France où *« tentent de s'intégrer les diversités ethniques, régionales, philosophiques et culturelles ouvertes les unes aux autres »*. Le multiculturalisme s'acclimate, non sans résistances, non sans entraîner le risque de l'enfermement communautaire et des passions nées des incertitudes identitaires.

Les débats sur la nationalité activent épisodiquement le besoin de nation, les penseurs et des défenseurs de la République opposent l'exigence d'unité et de valeurs universalistes au démocratisme pluraliste devenant à terme un simple fédérateur de communautés.

« Imaginer la France ne va plus de soi », conclut prudemment Pierre Birnbaum. Elle hésite à mi-chemin du communautarisme et du républicanisme. Il conviendrait d'actualiser davantage le diagnostic, de mesurer les effets d'un techno-économisme qui se veut mondialement unificateur, d'une *insertion dans un ensemble européen* encore flou, d'un relâchement du lien social générateur de multiples « fractures » entretenues par les nouvelles manifestations des inégalités. La République, autrement, reste une création continue.

Métailié, le feu lusophone

Machado de Assis, Lobo Antunes, Lidia Jorge... tracent la route de l'éditrice

Ses amis lui disaient : « *Tu ne vis que dans le feu.* » Ainsi est apparue il y a dix-huit ans, en guise d'emblème récurrent sur les couvertures de la maison qu'elle allait créer sous son nom, une petite salamandre. En 1980, Anne-Marie Métailié, tout en projetant de se consacrer plus particulièrement aux sciences humaines, inaugure un catalogue d'auteurs de fictions dont un grand nombre s'avéreront être d'anciens prisonniers politiques des Etats d'Amérique du Sud. « *Beaucoup sont devenus écrivains. Car que fait-on en prison ? On raconte des histoires* », lance de sa voix vive la militante tiers-mondiste des années 70, qui s'était engagée auprès des Brésiliens au nom du mythe de la révolution guévariste. Pour l'éditrice de *Les Guérilleros sont fatigués*, de Fernando Gabeira, « *la relation à la littérature est aussi une attitude politique. Les livres que je publie véhiculent une certaine idée de l'homme* ».

C'est pourtant dans le cadre d'une institution très sage, la Sorbonne, qu'Anne-Marie Métailié fait la découverte de celui qui deviendra le premier auteur romancier parmi les auteurs de son catalogue : Machado de Assis, l'un des plus grands écrivains classiques de la littérature brésilienne, qui lui enseigne – malgré lui – la langue portugaise. Elle l'apprend dans un chapitre de son *Dom Casmurro*, avant de le publier, en 1982, dans une nouvelle traduction. *Dom Casmurro* ? « *Un grand livre sur la jalousie. Et quand vous avez vingt ans, que vous êtes portée sur la jalousie, Don Casmurro vous apprend à vivre.* » La route lusophone est tracée. Un an plus tard, en 1983, l'éditrice découvre un écrivain portugais inconnu en France, Antonio Lobo Antunes. Et publie, dans le silence et sans aucun succès, *Le Cul de Judas*, avant d'entreprendre pour la suite des coéditions avec Albin Michel, où Ivan Nabokov était alors responsable du secteur de littérature étrangère. Sous cette forme furent notamment publiés *Le Dieu manchot* de Jose Saramago, *La Forêt dans le fleuve* de Lidia Jorge ou *Fado Alexandrino* d'Antonio Lobo Antunes.

Trois auteurs qui expriment au mieux ce que l'éditrice entend par « *une certaine idée de l'homme* » – en prenant soin de préciser toutefois que « *le seul critère, c'est la littérature* » : « *Ce que Lobo Antunes écrit sur la guerre coloniale, les romans de Lidia Jorge qui montrent à leur façon la responsabilité de notre génération à l'égard des jeunes, l'engagement écologiste propre aux romans de Luis Sepulveda, tout cela, c'est une vision de l'homme.* » L'infidélité que lui ont témoignée par la suite Saramago et Lobo Antunes, Anne-Marie Métailié la conçoit avec philosophie, tout comme les déconvenues qu'a pu subir sa maison d'édition face aux mises aux enchères des agents littéraires : « *Aujourd'hui, la période est différente. On n'a plus à expliquer qui nous sommes aux éditeurs étrangers ou aux agents.* »

Au bout de dix-huit ans d'existence, en effet, le catalogue est imposant. Des titres relatifs à l'ethnologie du monde moderne comme *Les Chasseurs de la préhistoire* d'André Leroi-Gourhan (dans la collection de Pascal Dibie), à ceux de la collection « Leçons de choses » fondée par Michael Pollak et dirigée par Luc Boltanski, en passant par la littérature étrangère qui fait désormais la marque de la maison ou la toute nouvelle collection de semi-poches permettant d'exhumer certains textes du catalogue publiés dans une totale discrétion, « *le hasard fait qu'il y a toujours un ou deux titres qui marchent* », constate l'éditrice avec une sorte de pessimisme confiant. Parmi ce qu'elle appelle les succès imprévisibles, le phénomène Luis Sepulveda, écrivain chilien dont *Le Vieux qui lisait des romans d'amour* a dépassé, depuis sa parution en 1992, 500 000 exemplaires.

« *Vous savez, cette maison d'édition est essentiellement subjective* », conclut Anne-Marie Métailié, en guise de commentaire définitif. Si sa subjectivité la porte pour une large part vers les littératures d'Amérique latine, ce n'est pas avec l'intention de penser cette région du monde comme un « créneau » éditorial. De même qu'elle se refuse à leur apposer l'étiquette archétypale du « *réalisme magique* ». L'événement créé autour du Brésil par le Salon du livre est ainsi pour elle une occasion heureuse de rappeler la variété des littératures brésiliennes qu'elle accueille avec exigence : « *l'Amazonie de Marcio Souza, le Nordeste de Rachel de Queiroz, les mystères d'Ariano Suassuna, l'humour noir de Dalton Trevisan* »... autant dire que la petite salamandre n'est pas près de sortir des flammes.

Marion Van Renterghem

L'ours de la rue Tournefort

Libraire, éditeur, traducteur, imprimeur, typographe : quand il n'est pas occupé à être tout cela à la fois, dans sa petite boutique parisienne de 50 mètres carrés, rue Tournefort, Michel Chandeigne est aussi reconnaissable au vélo jaune qu'il chevauche pour visiter les libraires. A moins qu'il ne soit franchement ailleurs, dans le désert de Libye à ramasser des météorites, dans les Pyrénées à la recherche des ours perdus, et le plus souvent dans les bars à fado de Lisbonne, ou dans les rues de Rio. Car c'est bien par la lusophonie que, pour lui, tout a commencé.

Dans sa Librairie portugaise, on trouve notamment tout ce qui existe en français concernant le Portugal, le Brésil, l'Afrique lusophone et l'Asie de culture portugaise. Avec une spécialité : les récits de voyageurs du XVe au XVIIe siècle qui constituent d'ailleurs l'essentiel des éditions Chandeigne dirigées par son associée Anne Lima. Dans un cagibi – pardon : un « *atelier* » – en retrait de la librairie, Michel Chandeigne confectionne, à la main et au compte-gouttes, ses ouvrages de typographie tels les œuvres complètes de Sappho en deux volumes ou la dizaine de petits livres signés Dominique Fourcade, tout comme les autres livres de la maison d'édition, d'allure non moins élégante.

S'il en est arrivé là, dit-il, c'est d'abord à cause de son côté « *ours* ». En allant rendre visite à l'ours du zoo de Lisbonne, son « *congénère* », Michel Chandeigne pense toujours un peu à lui-même. Autant que le goût pour la culture lusophone, c'est son état d'esprit libertaire qui l'a mené aux livres et à sa solitude de libraire, « *pour éviter l'horreur sociale* ». « *C'est vrai que la patience n'est pas mon fort* », avoue-t-il après avoir envoyé gentiment paître une cliente jugée « *casse-pieds* » : « *Ici, au moins, je peux faire l'ours dans ma grotte.* »

Autant dire que le Salon du livre n'est pas pour lui compatible avec sa conception artisanale du métier. En guise de réclame, il affiche : « *Chandeigne, les seules éditions que vous ne verrez pas au Salon du livre, (...) la véritable enclave luso-brésilienne du cœur de Paris* ». Qu'on se le dise : l'événement brésilien du Salon se passe « ici », rue Tournefort. Autant dire à Rio.

M. V. R.

AGENDA SALON DU LIVRE

● **VENDREDI 20 mars** de 15 h 30 à 17 heures, salle Machado-de-Assis : **Les identités brésiliennes**, présenté par le professeur Portella.
– VENDREDI de 17 h 30 à 19 heures, salle Machado-de-Assis : **France-Brésil : cultures croisées ?**
● **SAMEDI 21 mars** de 11 heures à 12 h 30, salle Machado-de-Assis : **Le ou les Brésil(s) : y a-t-il une ou plusieurs littérature(s) brésilienne(s) ?**
– SAMEDI de 11 heures à 12 h 30, Forum des auteurs : **Un continent dans le continent : quelles spécificités de la littérature brésilienne en Amérique latine ?** animé par Raphaëlle Rérolle.
– SAMEDI de 11 h 30 à 13 heures, salle Guimaraes-Rosa : **Clarice, étrange étrangère**, hommage à l'écrivain Clarice Lispector, animé par Michelle Bourjea, avec Hélène Cixous et Marina Colasanti.
– SAMEDI de 14 h 30 à 16 eures, salle Machado-de-Assis : **La littérature brésilienne a-t-elle un sexe ? Homme-Femme : chacun sa littérature.**
– SAMEDI de 15 h 30 à 17 heures, salle Gonçalves-Dias : **La poésie brésilienne aujourd'hui ou « Comment peut-on être poète brésilien ? »** avec Francisco Alvim, Serge Bourjea, Ferreira Gullar, Carlos Neiar et Affonso Romana de Sant'Anna.
– SAMEDI de 17 heures à 18 h 30, Forum des auteurs : **Paulo Coehlo-Jorge Amado, Un peuple des Brésils**, animé par Christian Sauvage.
– SAMEDI de 16 h 30 à 18 heures, salle Machado-de-Assis : **La traduction de la chanson brésilienne en France**, illustrations sonores par Pierre Barouh, Georges Moustaki et Bïa, avec Didier Lamaison.
– SAMEDI de 18 h 30 à 20 heures, salle Machado-de-Assis : **La création littéraire au Brésil : la place de la chanson et de la télévision.**
● **DIMANCHE 22 mars** de 11 heures à 12 h 30, salle Machado-de-Assis : **quoi de neuf depuis les « Anthropophages » ? : tendances littéraires depuis 1920.**
– DIMANCHE de 13 h 30 à 15 heures, salle Machado-de-Assis : **Culture populaire, culture de masse.**
– DIMANCHE de 15 h 30 à 17 heures, salle Machado-de-Assis : **Amazonie et littérature.**
– DIMANCHE de 17 h 30 à 19 heures, salle Machado-de-Assis : **Luttes des classes, luttes des races dans la littérature brésilienne.**
● **LUNDI 23 mars** de 14 heures à 15 h 30, salle Gonçalves-Dias : **Mythes et réalités du Brésil. Cultures et littérature d'enfance et de jeunesse.** Animé par Florence Noiville, avec Edmir Perroti, Antonieta Cunha, Leny Wernek et Gloria Pondé.
● **MARDI 24 mars** de 11 heures à 12 h 30, Forum des auteurs : **Les racines africaines du Brésil**, animé par Michel Crépu.
– MARDI de 15 heures à 16 h 30, Forum des auteurs : **Les passeurs de la littérature brésilienne en France**, animé par Michel Crépu.
– MARDI de 17 h 30 à 19 heures, salle Machado-de-Assis : **Traduire le livre brésilien.**
– MARDI salle Machado-de-Assis : **Politique d'incitation à la lecture : projets pour la France et le Brésil.**
● **MERCREDI 25 mars** de 17 h 30 à 19 heures, salle Machado-de-Assis : **L'économie du livre brésilien.**
Tous les jours à partir de 11 heures, le Café littéraire de la FNAC recevra des personnalités et des talents à découvrir. Rens. : 01-55-21-50-60.
Radio Nova 101-5 consacrera une journée aux écrivains brésiliens vendredi 20 mars.
France 3 et le magazine « Qu'est-ce qu'elle dit Zazie ? » consacreront l'émission du 26 mars à des chroniques particulières sur le Salon ; des débats auront lieu par ailleurs sur le stand France Télévision.
Signalons enfin, en marge du Salon, la présence d'auteurs brésiliens à la librairie « La Boucherie » (76, rue Monge, 75005 Paris) les samedi 21 mars (à partir de 16 heures) et dimanche 22 mars (à partir de 11 heures).
Les journalistes et collaborateurs du *Monde* qui ont publié un livre entre le printemps 1997 et ce Salon du livre dédicaceront leurs ouvrages au stand du journal.
● **Vendredi 20 mars** : Roger-Pol Droit, Jean-Luc Douin, Antoine de Baecque (de 14 h 30 à 16 h 30) ; Michel Braudeau, Catherine Simon, Hugo Marsan (de 17heures à 19 heures).
● **Samedi 21** : Jean-Marie Colombani, Erik Izraelewicz (de 14 h 30 à 16 h 30) ; Edwy Plenel, Jean-Noël Pancrazi (de 17 heures à 19 heures) ; Viviane Forrester, Patrick Jarreau, Elisabeth Roudinesco et Michel Plon (de 19 heures à 21 heures).
● **Dimanche 22** : Annick Cojean, Tahar Ben Jelloun, Nathaniel Herzberg et Philippe Bernard (de 14 h 30 à 16 h 30) ; Robert Solé, Francis Marmande (de 17 heures à 19 heures).
● **Mardi 24** : Eric Fottorino, Pierre Lepape, François Bott (de 14 h 30 à 16 h 30) ; Plantu (de 17 heures à 19 heures) ; Véronique Mortaigne, Philippe Sollers (de 19 heures à 21 heures).
● **Mercredi 25** : Georges Balandier, René de Ceccatty, Ignacio Ramonet (de 14 h 30 à 16 h 30) ; Philippe Dagen, Roland Jaccard, Henri Tincq (de 17 heures à 19 heures).
★ **Du 20 au 25 mars 1998 de 10 heures à 19 heures ; nocturnes samedi 21 et mardi 24 mars jusqu'à 22 heures, journée professionnelle lundi 23 mars de 9 h 30 à 18 h 30. Rens. : 08-36-68-00-51.**

La légende impersonnelle de Paulo Coelho

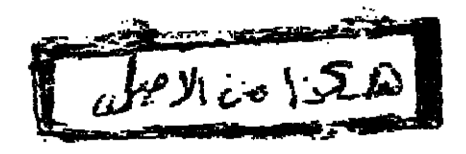
Son succès est un phénomène d'édition, la plus éclatante réussite commerciale de ces dernières années. A tel point que Paulo Coelho, romancier brésilien domicilié à Rio de Janeiro, est un homme qui se décline d'abord en chiffres et ce dans le monde entier. En dix ans, ce quinquagénaire affable a vendu 18 millions d'exemplaires de ses livres, dont 9 pour *L'Alchimiste* (éd. Anne Carrière 1994), son premier roman. Ses ouvrages ont été traduits en 34 langues et publiés dans 69 pays, faisant ainsi sa fortune et celle de ses éditeurs. Sollicité pour donner son avis sur tout, cet ancien parolier de chansons de rock, qui a aussi fréquenté des sectes et dirigé CBS au Brésil, a été invité au dernier sommet économique de Davos pour parler de spiritualité.

La spiritualité, son fonds de commerce, fait donc assez bon ménage avec le marketing. Au Brésil, où pullulent les sectes importées des Etats-Unis, les libraires consacrent des tables entières à cette question vague. Cela va de la connaissance des anges à l'« intelligence émotionnelle », en passant évidemment par la « *légende personnelle* » chère à Paulo Coelho. Derrière cette expression labélisée par l'auteur – et servie avec soin dans tous les entretiens accordés par le romancier –, se cache une sorte de sagesse cotonneuse, destinée à aider le lecteur dans les vicissitudes de la vie quotidienne. Une pseudo-philosophie prônant les vertus de la résistance individuelle aux maux engendrés par la société ou infligés par le destin.

Grand prêtre d'une nouvelle religion aux contours flous, centrée sur l'individu mais jouant sans complexe d'un malaise collectif qui rend la fameuse légende très impersonnelle, Paulo Coelho ne fait pas l'unanimité. Pour les millions de lecteurs qui se sont précipités sur ses ouvrages – et dont beaucoup ne lisent pas ou peu –, il est celui qui met à la portée de tous une sorte de guide d'accès au bonheur ou, du moins, à la sérénité. Pour d'autres, un charlatan qui profite de l'angoisse de ses contemporains, déboussolés par le déclin des grandes religions.

En tout état de cause, Paulo Coelho ne figurait pas sur les listes d'auteurs brésiliens officiellement invités au Salon du livre de Paris. Il s'y rendra tout de même, convié par son éditeur, pour présenter son dernier livre. *La Cinquième Montagne* (Anne Carrière, 250 p., 110 F.) conte l'histoire du prophète Elie, emporté par une succession d'événements dramatiques qui le conduiront à affronter Dieu.

R. R.



Le Monde

LE SALON DU LIVRE



Entre cosmopolitisme et enracinement national, la littérature brésilienne s'est construite sur des singularités dont Machado de Assis fut l'un des grands observateurs

Brésil intérieur

Roberto Schwarz

*C*e *qu'on doit exiger de l'écrivain, c'est avant tout un certain sentiment intime, qui en fasse un homme de son temps et de son pays, même quand il traite de sujets éloignés dans le temps et dans l'espace.* » Par cette réflexion, sans doute la plus citée de la critique brésilienne, Machado de Assis s'opposait à la mentalité provinciale, « *qui ne reconnaît l'esprit national que dans les œuvres qui traitent un sujet local* ». Le romancier conseillait, pour compléter, un brésilianisme « *intérieur, divers et meilleur que s'il n'était que superficiel* ». Cette thèse renvoyait, bien sûr, à son propre programme de travail, dont sortiraient bientôt les premiers chefs-d'œuvre de la littérature brésilienne en formation.

Remarquons, en passant, le parallèle avec des arguments bien postérieurs de Jorge Luis Borges, par exemple dans *L'Ecrivain argentin et la tradition* : « *Les nationalistes feignent de vénérer les capacités de l'esprit argentin, mais veulent en limiter l'exercice poétique à quelques pauvres thèmes locaux, comme si nous, les Argentins, ne pouvions parler que de banlieues et de haciendas et pas de l'univers (...) Je crois que les Argentins et, en général, les Sud-Américains, nous sommes dans une situation analogue [à celle des juifs et des Irlandais], nous pouvons manier tous les thèmes européens, les manier sans superstition, avec l'irrévérence qui peut avoir, et a déjà, d'heureuses conséquences.* »

Au XIXe siècle, ces observations s'inscrivaient dans le cadre d'un Brésil en manque d'assurance culturelle. Un pays tout neuf, désireux d'affirmer son identité comme de se fêter soi-même. Les romantiques y avaient opéré la fusion de la couleur locale et du patriotisme avec un succès étourdissant. Conscient de l'aspect conventionnel et complaisant de ce mélange, où le pittoresque ressemblait fort à un dé pipé, destiné à attirer les applaudissements faciles de ses compatriotes, Machado de Assis aspirait à une solution plus exigeante. Il avait décidé de rechercher un style national qui ne signifiât ni limitation thématique ni superficialité artistique.

Mais en quoi pouvait consister un tel « sentiment intime », ancré dans le temps et dans l'espace tout en étant capable de s'affirmer même à travers des sujets éloignés, pour ne pas dire universels ? La composition du roman machadien fournit une réponse à la fois géniale et comiquement exacte à cette question. Les thèmes qui dépassent la province, la région, y sont développés à l'échelle encyclopédique, par un personnage doué de verve et d'une certaine culture générale : le narrateur lui-même, prééminent dans presque tous ses romans. Figure cosmopolite et ultra-civilisée, véritable manuel d'élégance de classe, celui-ci ne se prive pas de discourir tranquillement sur le monde et sur lui-même.

Quant à l'enracinement dans la réalité nationale, autre grande exigence de l'esprit moderne, il s'exprime par la prose machadienne, celle d'un riche propriétaire à la brésilienne, c'est-à-dire d'un homme vivant dans le monde de l'esclavage et du clientélisme. Impossible d'être plus précisément situé. A l'image de son pays, le narrateur-protagoniste conjugue donc le goût de la civilisation avec un substrat barbare. C'est ce narrateur qui *constitue l'invention littéraire* la plus audacieuse, l'axe de la composition romanesque, le sphinx trivial demandant à être déchiffré, même si la lecture conventionnelle, séduite par le climat raffiné propre aux classes supérieures, le considère encore plutôt comme un simple modèle à imiter.

On en arrive donc à une sorte d'équation machadienne de la spécificité. D'un côté, nous assistons *dans les romans* et les *nouvelles* à la comédie locale des prétentions à la Civilité et au Progrès, qualifiées par le narrateur et disqualifiées par les racines qu'elles plongent dans l'esclavage. De l'autre, en inversant le sens de la critique, nous avons la révélation du caractère purement formel de ces indicateurs de modernité, parfaitement incompatibles avec les plaies de l'ancienne colonie. De prime abord, l'effet satyrique tient dans la distance qui sépare les réalités brésiliennes de la norme bourgeoise européenne. Dans un *second temps, il jaillit de la plasticité* avec laquelle cette civilisation bourgeoise s'accommode de la barbarie qu'elle semble condamner, mais qui lui est en fait moins étrangère qu'il n'y paraît.

L'indépendance d'esprit manifestée par Machado de Assis avec cette dernière observation, qui s'opposait à l'attitude révérencieuse de l'intellectuel colonisé, le place parmi les critiques les plus conscients de leur actualité.

Autrement dit, la spécificité nationale existait, mais Machado lui *donnait une tournure négative*, parce qu'il la présentait avec vérité et de manière artistiquement satisfaisante. D'idéal, l'homme de son temps et de son pays devenait problème, sinon outrage. On pourrait peut-être parler d'un pittoresque structurel, défini par ses divergences avec le XIXe siècle européen, en particulier pour ce qui concerne le travail libre et l'égalité devant la loi.

Les caractéristiques historiques *en sont connues. Conquise sur un* mode conservateur, l'indépendance *politique brésilienne (1822) avait* préservé l'organisation sociale et économique originale de l'exploitation coloniale. Elle ne supprima ni la traite des Noirs ni la servitude, qui dura jusqu'à 1888.

Ainsi, *pendant longtemps*, la prospérité matérielle et les progrès *culturels du pays furent liés* à l'épanouissement de formes sociales qui suscitaient l'exécration du monde civilisé. Les ambivalences découlant *de cette constellation sans gloire* mériteraient une étude systématique.

Mais il faut se garder de rétrécir l'horizon critique en le polarisant sur le retard social de la nation : cela pourrait laisser supposer que le XIXe siècle fut l'histoire de la liberté ou de ses contretemps, et non pas celle du Capital, lequel n'émettait pas d'objection absolue à l'encontre de l'esclavage. Or de ce point de vue aussi la scène brésilienne révélait combien les notions de civilisation, progrès, culture, libéralisme, *etc., contredisaient* l'essentiel de ce qu'elles promettaient. Supposons donc que la spécificité *nationale résidait et réside encore* dans un système de fonctionnements anormaux, liés à la refonctionnalisation moderne de l'héritage colonial. Ses dédoublements non bourgeois sont-ils des hontes ? De la poésie ? Des vestiges ? Des promesses ? On trouve des clients pour chacune de ces hypothèses.

Comme les anomalies socioculturelles s'appuient sur la division internationale du travail, qui les reproduit, le désir de les dépasser n'a pas eu de résultat décisif à ce jour. Sur le plan littéraire, on peut sans *doute dire que les œuvres qui ont*, consciemment ou non, donné forme au problème et pris profondément position sur la question, celles qui ont soulevé le couvercle *national en pressentant que là se* jouait le devenir du monde contemporain, ces œuvres-là furent décisives pour la culture brésilienne. Envisagée avec suffisamment d'amplitude, l'exploration d'une expérience propre aux Brésiliens se révèle aussi être à la source de la valeur de leurs travaux. Il ne pourrait en être autrement.

► *Ecrivain et critique littéraire à Sao Paulo.*

(Traduction Raquel A. Prado)

L'état paradoxal de la lecture

● *Si, en raison des conditions économiques et sociales, les lecteurs se font rares au Brésil, le dynamisme de l'industrie éditoriale, le rôle dévolu au livre dans la démocratisation du pays et la vénération portée aux écrivains suscitent quelque espoir*

On ne lit pas beaucoup, au Brésil. L'Association des éditeurs estime qu'il se vend deux livres par habitant chaque année, beaucoup moins qu'en Europe. Selon les sondages, une forte majorité avoue en effet n'avoir lu aucun livre au cours des douze derniers mois. Pourquoi s'en étonner ? Le pays, on le sait, est pauvre et la fortune n'y sourit qu'à quelques-uns. Les masses misérables y cherchent à survivre avant de se cultiver ou de se distraire dans la lecture. L'analphabétisme y est encore très courant, environ 17 % de la population adulte, un chiffre en diminution depuis quelques années mais qui masque sans doute un illettrisme encore plus important. Pour les autres, la télévision accapare leur temps libre, et, dans les novelas omniprésentes, on chercherait en vain un personnage lisant, achetant ou même mentionnant un livre. Quant à la jeunesse favorisée, elle préfère surfer sur Internet. De là, en partie, l'explication donnée par les sondés : ils n'ont pas le temps de lire.

Un examen plus approfondi de la situation permet de nuancer ce diagnostic et de dégager quelques paradoxes sur les habitudes de lecture au Brésil. Le premier d'entre eux est que ce pays où on lit si peu possède une industrie éditoriale somme toute assez florissante, en dépit de ses gémissements traditionnels. Elle est d'ailleurs une bonne cliente de l'édition française. Le Brésil achète pour les traduire beaucoup plus de titres français que tout le reste de l'Amérique latine. Il est aussi le neuvième importateur de livres en français, si l'on ne tient pas compte des pays francophones. Par son

Jean Soublin

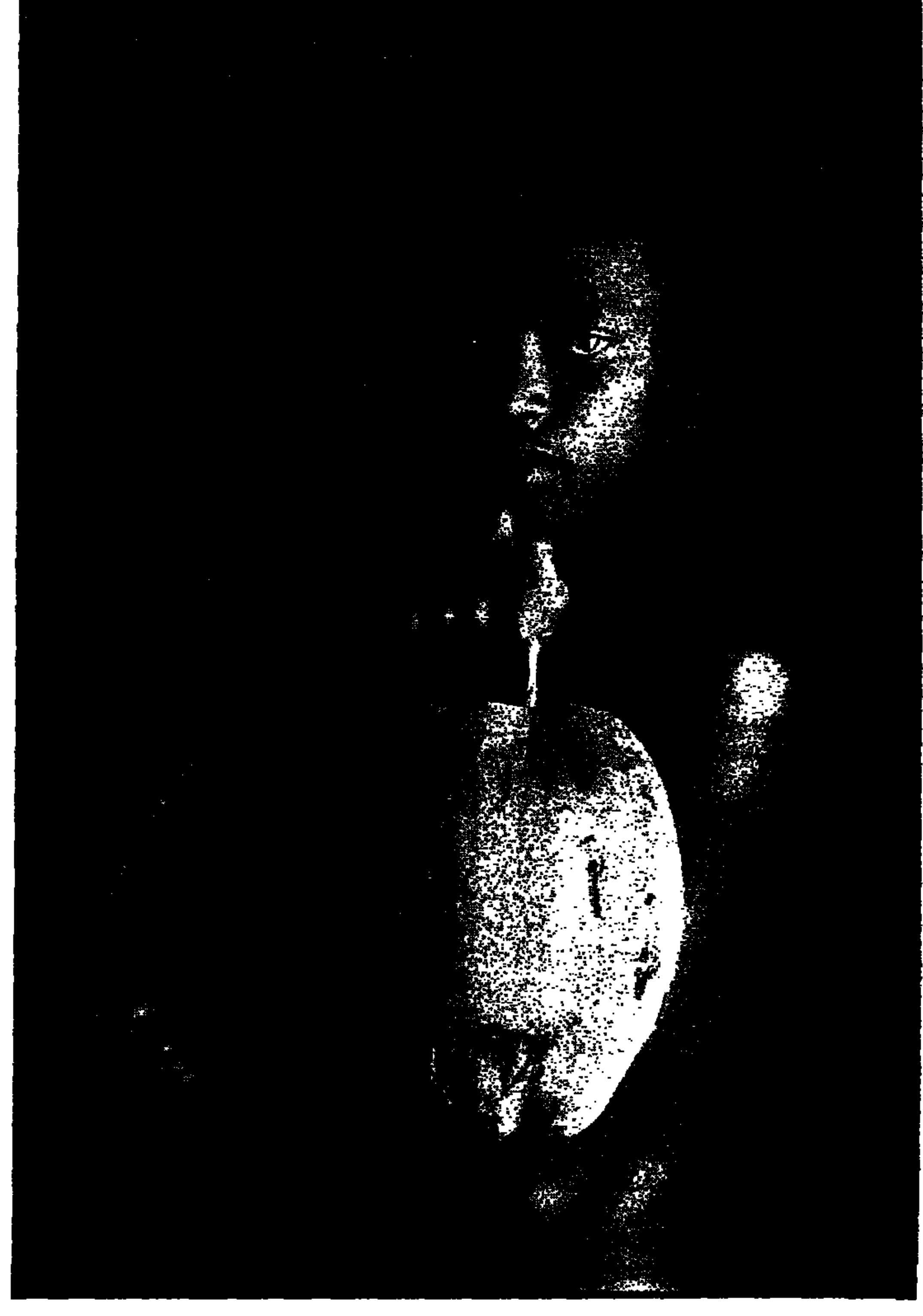
chiffre d'affaires, en développement depuis quelques années, cette édition est la huitième du monde. Elle a produit près de 400 millions de livres en 1996, sous plus de 40 000 titres. Des chiffres mirifiques, certes, mais les trois quarts de ces livres sont des ouvrages scolaires, qui sont au Brésil achetés par les autorités et fournis gratuitement aux écoliers. Un marché gigantesque auquel le gouvernement actuel s'est efforcé de rendre un peu de transparence. Depuis son arrivée au pouvoir les achats sont effectués directement par les écoles et non plus par une organisation centrale sujette à toutes les pressions, et les ouvrages eux-mêmes font l'objet d'un examen critique pour guider la décision des enseignants.

Si l'on déduit de ce qui reste les titres techniques et professionnels et les ouvrages religieux publiés notamment par les puissantes Eglises évangéliques, il subsiste environ 40 millions de livres vendus dans la catégorie dite générale, celle, en gros, de la littérature. Ainsi se délimite le marché des livres achetés pour le plaisir, celui de l'évasion, de l'enrichissement personnel. Il touche une population aisée, surtout féminine, formée dans les universités, habitant les grandes villes et principalement l'axe Rio-Sao Paulo, où les grands éditeurs réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires, encore que la lecture soit plus répandue dans certaines villes de province comme Belo Horizonte et surtout Porto Alegre. C'est autour de ce marché que se battent les principaux éditeurs en essayant de tirer parti de deux tendances récentes. La première est la précarité accrue des liens avec les auteurs. La fidélité confiante qui liait naguère des écrivains parfois très vendus à des maisons discrètes et même provinciales résiste mal à la guerre des à-valoir, et l'on assiste à une migration des auteurs vers quatre ou cinq puissantes organisations qui leur garantissent une présentation très soignée et une ample divulgation de leurs œuvres. La tendance, alliée à des rachats et des fusions, devrait à terme réduire le nombre des acteurs sur le marché. La distribution répond pour sa part à ce renforcement de puissance. Le pays, si vaste, possède peu de points de vente, environ trois cents. On aperçoit rarement des librairies dans les rues de Sao Paulo, il faut chercher longtemps avant d'en découvrir une à Manaus. Reconnaissons que leur vie n'est pas facile dans un pays qui ne pratique pas le système de l'office. Les livres leur sont vendus ferme, à trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, avec une marge de 30 ou 40 %, et le libraire doit financer lui-même son stock en dépit des taux d'intérêt exorbitants. Pour résister aux pressions des éditeurs, les librairies ont parfois formé des chaînes puissantes qui obtiennent de meilleures conditions de paiement et le droit de réaliser des promotions au-dessous du prix de marque. Ce sont surtout ces chaînes qui ouvrent depuis quelques années des méga-librairies. Souvent situées dans les centres commerciaux, elles ont entre 500 et 1 000 mètres carrés de surface de vente avec plusieurs dizaines d'employés, jusqu'à 80 000 volumes en stock, et l'indispensable site Internet.

Pour les libraires, le faible nombre des lecteurs s'explique aisément par un autre paradoxe : le livre est trop cher. *Le Monde de Sophie* à 140 F, les Mémoires de Gore Vidal à 220 F, c'est trop, disent-ils, d'autant plus qu'on trouve souvent sur leurs rayons les mêmes textes dans des éditions américaines parfois deux fois moins chères. C'est que les tirages sont trop faibles, répondent naturellement les éditeurs. Il est exceptionnel, en effet, qu'un livre dépasse les 50 000 exemplaires, encore que les choses, ici aussi, semblent évoluer. Malgré de nombreuses tentatives depuis les années 40, le Brésil n'était jamais parvenu à publier avec succès des éditions de poche. On voit aujourd'hui apparaître des collections à 15 ou 20 francs : petits volumes de nouvelles, extraits de classiques ou même textes condensés. Elles adoptent un circuit de distribution original, celui des kiosques de presse, concurrents d'autant plus dangereux des librairies qu'ils peuvent, eux, retourner leurs invendus.

Attentif aux arguments des uns et des autres, le gouvernement engage de son côté des actions fondées sur un diagnostic un peu différent, tiré de ses propres enquêtes : l'adolescent ne lit pas parce que ses professeurs ne lisent pas non plus. Leurs salaires sont à la baisse depuis des décennies. Obligés de multiplier les emplois pour survivre, ils n'ont ni le temps de lire des livres ni l'argent pour en acheter. Comment pourraient-ils donner aux autres le goût de la lecture ? D'où l'idée de mettre à leur disposition la « Bibliothèque du professeur », une collection de 250 textes dont 20 000 exemplaires seront achetés aux éditeurs. Louable intention qui satisferait presque tout le monde. Les récentes mesures d'austérité consécutives à la crise asiatique risquent malheureusement d'en retarder l'exécution. Parallèlement, les services du très dynamique ministre de la culture ont mis au point une politique des bibliothèques publiques. On en compte aujourd'hui environ 3 000 au Brésil, dont 22, par exemple, dans la ville de Rio. L'idée, déjà en cours d'application, est de coordonner leur action, de former des bibliothécaires et d'aider les municipalités gestionnaires. On fournira à chacune d'entre elles un assortiment de classiques édités par l'Etat, avec des textes soigneusement revus à partir des éditions princeps de la Bibliothèque nationale, maître d'œuvre du projet. Enfin l'action du ministère se prolonge par un vaste programme d'animation chargé entre autres de stimuler des initiatives bénévoles de promotion de la lecture. La Banque mondiale et les grandes chaînes de télévision participent au financement de l'entreprise. Cette politique volontariste, aujourd'hui bien engagée, reflète un nouveau paradoxe : le Brésil, où on lit si peu, est dirigé comme on le sait par des intellectuels de haut niveau. Ils attribuent à la lecture un rôle essentiel dans la démocratisation du pays.

Or cette prééminence, ce rôle presque sacré de la lecture et plus généralement de la culture sont admis par une très large fraction de la population, qui semble dépasser de beaucoup l'univers des lecteurs assidus. Nous ne lisons pas, avouent les sondés, mais nous croyons ardemment que le pays serait meilleur si on y lisait davantage. Au reste, littérature et sciences sociales intéressent la population. En dehors des chaînes culturelles de télévision, que 18 % des spectateurs regardent chaque jour, les émissions littéraires, les interviews d'écrivains sont assez fréquentes sur les écrans comme à la radio. Les quotidiens publient chaque semaine d'impressionnants suppléments sur ces sujets, ils n'ont rien à envier à ce qu'on lit en Europe ou aux Etats-Unis et l'un d'entre eux au moins tire à plus d'un million d'exemplaires. On touche ici au dernier paradoxe, le plus subtil et le plus porteur d'espoir : dans ce pays dominé par l'image, accablé par la pauvreté et l'urgence, alors que le livre est hors d'atteinte de la majorité, le peuple révère sans les connaître les auteurs de fiction et de poésie. Le critique Antonio Candido, dans un essai célèbre sur *L'Ecrivain et son public*, attribue cette secrète admiration à l'histoire et à l'engagement répété des écrivains dans les grandes actions politiques du Brésil. Ils ont combattu dès le XVIII[e] siècle pour l'indépendance, ils ont lutté brillamment pour l'abolition de l'esclavage, ils ont dénoncé les répressions parfois sanglantes de la République, ils ont souffert sous les dictatures. Ceux qui nous rendent visite ces jours-ci ne font pas exception. On découvrira dans leur biographie des tortures et des exils, des années de prison et bien des vexations ; ils représentent en un sens l'honneur du Brésil, et celui de la littérature.



Les pérégrinations d'une bibliothèque

● *Par ses trésors et son rôle divulgateur, la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro est un atout culturel majeur du Brésil*

Les pays jeunes ne disposent pas de solides références séculaires. Ils leur faut s'adapter, absorber, et vivre d'héritages ou de transferts pas toujours bien digérés. Leur histoire se bâtit sur de fragiles évidences, des vestiges discutables, et un ensemble impressionnant de hasards.

La Bibliothèque nationale est au Brésil la principale division d'une fondation publique du même nom, responsable en outre de la supervision des bibliothèques publiques, de la promotion du livre et de l'appui à la lecture, chargée en somme de développer un public de lecteurs dans un pays de cent soixante millions d'habitants. Cette bibliothèque est née d'un tremblement de terre, et comme les biblio-

Eduardo Portella

thèques sont censées être à l'épreuve des tremblements de terre de toute sorte, il convient de s'expliquer un peu. Le séisme qui détruisit Lisbonne en 1755 entraîna un naufrage – pour utiliser une image bien au goût de l'époque – aux conséquences catastrophiques. Il engloutit, sous les flots terribles et inopinés du destin, une bonne part du rêve des Lumières, des appétits avoués de modernité... et la Real Biblioteca elle-même, évanouie dans les flammes de la capitale endeuillée. Mais Dom José, roi du Portugal, refusa de se courber devant la malchance. Il ordonna la création d'une nouvelle « librairie » dans le but, ou le rêve, de remplacer un jour la bibliothèque incendiée. Il ignorait que la fortune, celle des armes cette fois, marquerait bientôt une autre direction, celle des flots de l'Atlantique. Son petit-fils, Dom Joao VI, eut le bon sens d'emporter la « librairie » dans ses bagages quand les armées de Napoléon le forcèrent, en 1808, à quitter Lisbonne pour le Brésil. Elle devait y vivre en nomade pendant près d'un siècle, sans domicile fixe ni rôle particulier. L'hospice des Carmes l'abrita quelque temps, puis l'Ecole supérieure de musique. Quand le Brésil déclara son indépendance, le Portugal réclama la bibliothèque, emportée naguère par son roi, que les Brésiliens voulaient conserver. Dans un arrangement de famille, le frère, empereur du Brésil, indemnisa sa soeur, reine de Portugal. Ayant ainsi acquis sa majorité tropicale, la bibliothèque songea à fixer sa résidence, une fois pour toutes, au 219 de l'avenue Rio Branco à Rio de Janeiro, dans un palais monumental qu'on inaugura en 1910. Son patrimoine, enrichi par des collections privées, notamment celles de l'empereur Pedro II, compte aujourd'hui des millions de pièces, livres, périodiques, manuscrits, codex, incunables, photos, gravures, estampes, cartes... Des auteurs brésiliens ou étrangers, des origines diverses, des utilisateurs innombrables. Ainsi, malgré ses errances au fil des siècles, cette bibliothèque a su maintenir sa qualité et son caractère, elle reste une référence primordiale pour la nation. L'Unesco l'a classée parmi les premières du monde.

★ Eduardo Portella, universitaire, fondateur des éditions *Tempo brasileiro*, a été ministre de l'éducation et de la culture au début des années 80. Il est aujourd'hui à la tête de la Fundaçao Biblioteca Nacional. Ses nombreux ouvrages traitent surtout de critique littéraire, des systèmes éducatifs et du rôle de l'intellectuel. Il est président de la Conférence générale de l'Unesco.

(Traduction de Jean Soublin.)

Place d'honneur pour l'édition jeunesse

● *Derrière la locomotive scolaire, la littérature à destination des jeunes se montre des plus créatives et florissantes, soucieuse de l'enjeu intellectuel et civique*

Le paradoxe n'est qu'apparent : au Brésil, où des milliers d'enfants vivent dans la rue et où l'illettrisme frappe sévèrement les mineurs, le marché de l'édition est entre les mains des plus jeunes. L'édition scolaire, dominée par quelques grands groupes, est la puissante locomotive de ce train tiré par les commandes publiques à destination des écoles. Mais la littérature de jeunesse ne fait pas mauvaise figure, loin de là, dans ce pays confronté à d'immenses besoins d'éducation et de formation. En 1996, la fiction enfantine représentait 10,5 % des exemplaires mis sur le marché, et celle pour adolescents 7,5 %, contre seulement 5 % pour la littérature adressée aux adultes. Des grandes dames consacrées, comme Lygia Bojunga (1) – couronnée, en 1982, par le prix Andersen, la plus haute distinction internationale en ce domaine –, aux phénomènes de ventes, comme le dessinateur Ziraldo, la littérature de jeunesse brésilienne a depuis longtemps débordé ses frontières pour rayonner dans toute l'Amérique du Sud. En dépit de leur prix, qui demeure élevé, les ouvrages de fiction pour la jeunesse constituent un enjeu financier, intellectuel et civique.

Le poids de ce secteur florissant, où les auteurs consacrés vendent leurs livres par millions, n'est pas une affaire récente. Et si la littérature enfantine est reconnue au point de faire l'objet d'une spécialisation dans certains cursus universitaires de lettres, c'est sûrement en partie grâce à la grande silhouette de Monteiro Lobato. Avant ce précurseur, qui publia son premier récit en 1922, les livres pour enfants venaient par bateaux du Vieux Continent. Encore ceux-ci n'apportaient-ils aux petits Brésiliens que des classiques illustrés traduits au Portugal, de la comtesse de Ségur à Alice au pays des merveilles ou au *Struwwelpeter*. En 1915, les éditions Weiszflog ouvrirent la voie en créant une collection locale, mais il fallut attendre la fin de la guerre et l'affaiblissement relatif de l'influence européenne pour que se fasse jour la volonté de promouvoir une écriture et des thèmes véritablement brésiliens. Sous la plume de Monteiro Lobato, ce conteur génial qui devint ensuite prospecteur de pétrole, des générations de jeunes lecteurs découvrirent avec enchantement le *Sitio do Picapaus amarelo*. Une ferme plus proche d'eux que les jardins de la comtesse de Ségur, où évoluaient Emilia, Pedrinho, Narizinho, Dona Benta ou le vicomte de Sabugosa, autant de personnages devenus légendaires. « *Lobato a soudain fait exister le monde rural brésilien*, explique Leny Werneck, auteur d'*Un goût d'étoiles* (2). *Il a su jouer des relations subtiles entre réel et fantastique. Et surtout, il a inventé une langue accessible, dans laquelle il a réécrit les contes d'Andersen ou de Grimm, revisité la mythologie grecque ou fait vivre ses propres personnages, qui sont, à leur tour, devenus mythiques.* »

L'autre tournant survint au début des années 70, en pleine dictature. Des pages de la revue enfantine *Recreio*, une publication hebdomadaire fondée en 1968 et dont les ventes atteignaient 350 000 exemplaires par semaine, surgirent les auteurs qui font encore aujourd'hui les lettres de noblesse de la littérature enfantine brésilienne. Ana Maria Machado, Ruth Rocha, Silvia Orthof ou Marina Colasanti, toutes ont commencé d'écrire à une époque où sévissait la censure. « *Les censeurs ne prêtaient pas grande attention à ces livres qui parlaient pourtant beaucoup du pouvoir et de la liberté, mais de façon métaphorique* », se souvient Regina Pereira, responsable du secteur jeunesse des éditions cariocas Salamandra, spécialisées dans la littérature enfantine de qualité. C'est également au début des années 70 qu'arrivera en France le grand best-seller de José Mauro de Vasconcelos, *Mon Bel Oranger*, l'histoire d'un garçon battu dont le seul confident est un pied d'oranges douces, et qui dépassera en France le million d'exemplaires.



Aujourd'hui, l'éventail des thèmes s'est amplement élargi. La pauvreté, les bidonvilles, les relations familiales, l'alcoolisme, les Indiens, aucun sujet n'est évité, même si la nécessité de faire entrer les livres dans les écoles incite parfois les auteurs à privilégier les problèmes les plus en vogue (l'environnement, par exemple). La fin de la dictature n'a pas empêché Ana Maria Machado de continuer à explorer les valeurs qui lui sont chères, comme « *la récusation de l'autoritarisme et la soif de justice* ». Dans un style assez différent, Marina Colasanti met en scène des « *contes de fées* » où il n'est guère question de princesses mais de « *charge mythique, avec une composante fantastique* ». Toutes deux se soucient infiniment du texte et de sa forme, prêtant une attention particulière à la structure narrative de leurs récits. « *Nous ne recherchons pas le succès, nous ne courons pas après le marché, mais après la qualité et, mystère, ça marche !* », affirme l'illustrateur Ziraldo.

Ancien caricaturiste politique et auteur, entre autres, d'un *Menino Maluquinho* (Le petit fou) qui s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires, cet auteur conçoit son métier comme une forme d'engagement en faveur de l'éducation. Même passion de la part d'Angela Lago, une remarquable graphiste de Belo Horizonte, dont les travaux seront exposés, avec ceux de quatre autres illustrateurs à la Maison de l'Amérique latine, à Paris, jusqu'au 27 mars. En travaillant sur ordinateur ou en utilisant des papiers moins onéreux, sans rien abandonner de sa surprenante créativité et de son respect des enfants, Angela Lago cherche à faire entrer l'écrit dans des milieux où il est rare.

C'est que le livre est cher : entre 50 et 100 francs pour un album, quand le SMIC brésilien tourne autour de 700 francs. Beaucoup d'ouvrages se refusent la quadrichromie et la plupart n'ont pas accès aux couvertures cartonnées. « *Sans les commandes publiques, nous ne survivrions pas* », explique Regina Pereira. Les moyens de diffusion sont encore trop peu nombreux, « *3 000 bibliothèques quand il en faudrait 10 000* », comme le souligne Elizabeth d'Angelo Serra, directrice de la Fundaçao nacional do livro infantil e juvenil. Pionnière au Brésil, cette institution coordonne notamment les programmes gouvernementaux de coordination de la lecture. Pour la première fois en 1997, les ministères de la culture et de l'éducation nationale ont lancé conjointement une action intitulée « *Qui lit voyage* ». Appuyée sur une publicité massive à la télévision, elle accorde une place fondamentale à la littérature de jeunesse. Aux auteurs de faire désirer le livre et miroiter le pouvoir du rêve.

Florence Noiville et Raphaëlle Rérolle

(1) Publiée, en français, chez Flammarion.

(2) Gallimard, coll. « Page blanche », 1996.

L'aide à la lecture dans les favelas

C'est une maison tout en étages, pour accompagner la pente sur laquelle s'est installée la favela Vila Estrela, au cœur de Belo Horizonte. Là, dans cette crèche du Minas Gerais tenue par des évangélistes, on accueille des tout-petits, mais aussi des enfants du primaire. *Ceux des environs, à qui leurs parents ne* peuvent procurer aucune aide pour les devoirs. Et à *tous, petits ou plus grands*, les responsables des lieux tentent de donner accès aux livres qui leur permettront peut-être d'échapper à la misère. Pas des ouvrages neuf ni luxueux, loin de là : des vieux volumes un peu défraîchis offerts par des paroissiens, des revues, quelques manuels d'alphabétisation. L'Etat fédéral, qui subventionne ce type d'institutions, n'accorde pas d'allocation spécifique pour la lecture. Plus loin, dans le parc de Mangabeiras, c'est une vraie bibliothèque qui a été créée pour les enfants des favelas voisines, grâce à une initiative privée. Au départ, 400 volumes qui ont ensuite été rejoints par divers dons de particuliers ou d'éditeurs. Educateur, Joao fait *chaque jour la lecture aux enfants, même à ceux qui* savent lire seuls. « *Ils n'ont aucune familiarité avec les livres*, explique-t-il. *Il leur faut donc un médiateur.* » Leur appétit de lecture est insatiable, dit-il, mais aussi leur volonté de faire partager ce savoir à leur famille. Et une étude récente montre que les résultats scolaires de ces enfants âgés de 7 à 14 ans sont nettement supérieurs à ceux qui ne fréquentent pas la bibliothèque.

R. R.

Polar sous les tropiques

● *Constitué en genre à part entière à la fin de la dictature, le roman policier est le témoin par son essence même des désordres sociaux*

En 1979, après quinze ans de dictature militaire, le général Figueiredo amnistie les écrivains brésiliens exilés. Pour ceux qui ont trouvé refuge en Europe ou aux Etats-Unis, le retour ne se fait pas sans amertume. Afin d'asseoir la démocratie, les promoteurs de la transition ont en effet été obligés d'accorder le pardon aux bourreaux. C'est dans ce contexte de réconciliation forcée que le polar émerge au Brésil comme un genre littéraire à part entière. Une valorisation du roman « dur » que l'on retrouve dans toute l'Amérique latine. Comme l'explique en 1988 l'écrivain argentin Mempo Giardinelli (1), au sortir de la dictature « *on ne pouvait faire de la littérature sans passer par le policier. Je veux dire par là qu'il y avait le besoin de parler de certaines choses, d'une certaine façon : la réalité sociale, les échecs politiques, les désillusions, tout cela dans un style noir, violent, direct* ».

Dans une société brésilienne où démocratie rime désormais avec néolibéralisme, la misère et les inégalités sociales alimentent une violence urbaine que ne peut combattre une police corrompue. Le polar, mêlant ironie et humanisme désenchanté, témoigne par son essence même des maux d'une population désorientée. Dans *O Matador*, de Patricia Melo (2), Maïquel, un adolescent paumé, devient tueur à gages pour pouvoir payer son dentiste. Commettant ses crimes presque par hasard, il est présenté comme la victime d'un système où seuls les cyniques et les puissants sont à même de s'en sortir. Le cadre du récit, Sao Paulo la mégalopole surpeuplée, le style imagé et le vocabulaire cru sont autant de clins d'oeil aux classiques du polar nord-américain. Mais Patricia Melo, ancienne réalisatrice à TV Globo et scénariste, évoque plus volontiers ses références cinématographiques et notamment *Lacombe Lucien*, le film de Louis Malle. Lacombe Lucien devenait collaborateur ; Maïquel, le héros de *O Matador*, bascule dans le crime. « *A chacun sa part d'ombre* », nous dit Patricia Melo, comme un réquisitoire contre ceux qui accusent de compromission avec le régime militaire son père spirituel, Rubem Fonseca. Né en 1925 à Juiz de Fora, avocat spécialisé en droit criminel devenu critique cinématographique, Rubem Fonseca dirige avant le coup d'Etat de 1964 un institut d'études économiques, l'Ipes. Financé par le patronat de Sao Paulo, l'Ipes assure la défense de la libre entreprise et s'emploie à déstabiliser le gouvernement de Joao Goulart. Les généraux organisateurs du coup d'Etat, une fois au pouvoir, rendront hommage à l'action de l'institut. Ce qui ne les empêchera pas de censurer les premiers polars de Rubem Fonseca. Grâce à un style flamboyant, l'écrivain a su jouer dans son oeuvre des ambiguïtés de son époque et de sa propre personnalité. Ses personnages sont à multiples facettes. Dans *Un été brésilien* (3), un commissaire incorruptible doit interrompre régulièrement son enquête, tenaillé par un ulcère à l'estomac. Dans *Vastes Emotions et pensées imparfaites* (4), un cinéaste paranoïaque incapable de gérer sa vie sentimentale est poursuivi par un authentique tueur. Rompant avec les accents régionalistes chers à Guimaraes Rosa et Jorge Amado, Rubem Fonseca situe ses intrigues à Rio de Janeiro. On y découvre un Brésil libéré de son carcan exotique. Derrière une apparente joie de vivre, le peuple rumine sa haine contre le pouvoir et l'armée. Les mafiosi infiltrent le carnaval, et les Noirs subissent quotidiennement le racisme.

A l'opposé de Rubem Fonseca, Chico Buarque a vécu dans la douleur un exil européen. Compositeur et chanteur de renommée internationale, il décide, à cinquante ans, de témoigner par l'écriture de sa difficulté à pardonner. Le militantisme d'opposition n'étant plus de mise, il écrit coup sur coup deux polars : *Embrouille* (5) et *Court-circuit*. Dans ses romans, des hommes écorchés, en marge de la société, se révèlent incapables de s'adapter à la réalité. Victimes autant de leur imaginaire que du pouvoir mafieux, ils ne savent éviter les pièges de la ville et finissent par succomber. Sans que l'on ne sache jamais qui, de la mafia ou d'eux-mêmes, les a vaincus. Bernardo Carvalho, ancien correspondant à Paris du quotidien *Folha de Sao Paulo*, a lui aussi connu l'exil. S'inscrivant dans la longue tradition latino-américaine du roman à énigmes, son recueil de nouvelles *Aberration* (6) mêle à la perfection le paradoxe et l'absurde. Quant à Jô Soares, dans un polar plus proche de la telenovela que de la littérature, il a remporté en 1997 un grand succès avec *Elémentaire, ma chère Sarah* (7). L'animateur de télévision, éditorialiste de presse écrite, suit un Sherlock Holmes puceau dans les milieux littéraires du siècle dernier. Le célèbre détective s'adonne aux joies du cannabis et de la cuisine locale tout en poursuivant un tueur en série. Un roman que Patricia Melo a récemment adapté pour le cinéma, comme elle l'avait fait auparavant pour deux polars de Rubem Fonseca.

Malgré la popularité croissante du polar, et contrairement au Mexique ou à l'Argentine, il n'existe au Brésil aucune collection de série noire. Une frilosité que ne partagent pas les éditeurs de bandes dessinées, qui ont créé une collection entièrement consacrée au policier.

Estelle Nouel et Jean-Christophe Rampal

(1) Dans un ouvrage de référence consacré au polar en Amérique latine : *Anthologie de la nouvelle noire et policière latino-américaine*, d'Olver Gilberto de Leon (éd. L'Atalante, coll. Bibliothèque de l'Evasion, Nantes, 1993).

(2) Albin Michel, 1996.

(3) Grasset, 1993, et LGF, 1996.

(4) Grasset, 1990.

(5) Gallimard, 1992, et Folio, 1996 (nº 2807).

(6) Rivages, 1997.

(7) Calmann-Lévy, 1997.

Les lettres brésiliennes à la conquête de leur originalité

● *L'indépendance politique du Brésil a coïncidé avec la volonté de créer une littérature nationale. Romanciers et poètes se sont frayé un chemin entre tentation européenne et vocation américaine*

On fera ici l'économie de l'épineuse question de la « naissance » de la littérature brésilienne : brésilienne dès l'origine par « obnubilation » du paysage ; ou par « transformation » des formes littéraires transplantées d'Europe, parlant d'entrée de jeu la langue la plus élaborée du temps, le baroque, *qu'elle récupère et réécrit pro domo* ; ou lent processus de « formation » historico-sociale qui, après les brèves et balbutiantes « manifestations littéraires » de l'ère coloniale, ne se met en place qu'autour de l'Indépendance, en 1822.

L'indépendance politique, qui se fait ici par simple dévolution du trône portugais à l'héritier se proclamant brésilien, fait pareillement l'économie des guerres de libération nationale à l'œuvre dans toute l'Amérique hispanique. Le nationalisme ostentatoire s'infléchit ici en quête de la brésilianité. Et l'unité *préservée de l'Empire, au moment* de la balkanisation des Républiques hispano-américaines, consacre la cohésion de ce pays-continent, inséparable cependant de régions spécifiques qui auraient pu être des littératures nationales autonomes et qui sont à l'origine du régionalisme littéraire (littérature du Nordeste ; du pays gaucho, etc.). Unité et diversité, régionalisme et cosmopolitisme vont constituer les deux registres de cette littérature.

L'indépendance, contemporaine du romantisme, va mettre l'accent sur la nécessité de créer une littérature nationale, par-delà l'acculturation coloniale portugaise. L'injonction vient d'ailleurs des romantiques français et de Ferdinand Denis, *le père des études brésiliennes* en France. Le Brésil doit maintenant conquérir son indépendance littéraire et retrouver son ancienne liberté en même temps que ses racines autochtones. A la découverte du Moyen Age par le romantisme européen, doit correspondre la redécouverte de l'Indien, symbole d'une indépendance indomptée. Ainsi naît le mythe indianiste, totem fondateur de l'identité nationale naissante et que Chateaubriand écrivant *Atala* pouvait autoriser. Fonder une littérature nationale et fonder une langue nationale : du romantisme au modernisme, qui célèbre le centenaire de l'indépendance en 1922, de Alencar (1829-1887) à Mario de Andrade (1893-1945), le projet nationalisateur se radicalise, passant du « bon Indien » romantique du premier (*Le Guarani*, 1857, *Iracema*, 1865) au « mauvais Indien » de *Macounaïma* (1928), de la prose poétique à la langue mêlée et « brésilienne » du second. Même projet de création d'une littérature autonome et autochtone.

S'approprier l'espace brésilien, le cadastrer, ce fut encore le propos d'Alencar et du romantisme qui se veut découverte du paysage national. Le régionalisme littéraire en est une des formes, qui est aussi la découverte du peuple, dans sa double acceptation, nationale et populaire, en l'occurrence le paysan de l'intérieur, du *sertao*, la brousse.

Le régionalisme souligne la tendance particulariste, rurale, pittoresque et, se voulant national contre les centres urbains cosmopolites, finit parfois, paradoxalement, dans le paternalisme (*« nos frères farouches »*), le folklore et l'*exotisme. Inventaire d'un pays à* inventer au départ, il sait se faire critique, voire politique, dans les années 30, chez Rachel de Queiroz ou dans l'œuvre abondante et généreuse de Jorge Amado, où une certaine mythologie noire prend le relais de l'Indien ou du Caboclo (métis). L'indianisme passe par les trois étapes du bon sauvage, puis du symbole de la liberté indomptée, et enfin du refus de la dépendance culturelle avec le modernisme et son mot d'ordre *« Tupy or not Tupy, that is the question »*, d'Oswald de Andrade (1890-1954). Déglutissant anthropophagiquement les cultures européennes pour les faire définitivement siennes, reprenant la thématique *primitiviste au cœur des avant*-gardes européennes pour les nationaliser, retrouvant dans le Brésil archaïque indien l'archaïque anthropologique *à l'œuvre dans la* modernité européenne, il réconcilie ainsi, au moins métaphoriquement, le tréfonds local et les *formes internationales*, la *matière* indigène et la manière européenne. Le modernisme, *« queue de la comète romantique »*, pour paraphraser André Breton, se veut donc la synthèse des deux Brésil. Cette synthèse entre localisme et cosmopolitisme, tradition et modernité à partir de la matrice régionaliste est l'apport considérable de Guimaraes Rosa (1908-1967). De même que la trajectoire du roman rustique *français s'infléchit du pitto*resque ethnographique de George Sand à la création d'une langue chez Ramuz et à la mutation du *rustique en panique chez Giono*, de même l'oeuvre de Guimaraes Rosa dépasse le genre par mutation du pittoresque en tellurique et, à travers le travail sur la langue, dépassant l'oralité dialectale ou patoisante, parvient à une vision du monde neuve et à une interprétation proprement ontologique du rustique au mythique à travers le terreau tellurique, où le sertao apparaît comme la métaphore du monde. La trajectoire de la littérature brésilienne passe donc du thème à l'écriture. Elle retrouve ainsi ce que le plus grand écrivain brésilien, Machado de Assis (1839-1908), avait énoncé, face aux romantiques indianistes et aux théoriciens d'une littérature nationale, laquelle ne se décrète pas, mais naît *« d'un instinct de nationalité »*, sentiment interne et intime qui se construit avec le temps, et qui ne se réduit pas à ses thèmes. Shakespeare serait-il moins anglais pour avoir choisi ses héros dans l'Antiquité ou en Italie ? Machado de Assis s'inscrit en ce sens dans l'autre tradition américaine, celle du cosmopolitisme que J.-L. Borges assu*mera aussi, lui qui* écrivait dans *L'Ecrivain argentin et la tradition* qu'on ne trouve pas de Français dans le théâtre de Racine ou de *chameau dans le Coran*, que le nationalisme littéraire est une invention étrangère, des romantiques européens, et que l'univers est le patrimoine de tout écrivain. *« En effet, ou bien être argentin est une fatalité, et dans ce cas, nous le serons de toute façon, ou bien c'est pure affectation, masque. »* Tenu longtemps, comme Borges, comme étranger à l'éthos national, Machado de Assis est l'auteur de l'œuvre la plus libérée dans sa forme et la plus énigmatique dans ses enjeux, une manière de Sterne découvrant les abîmes du cœur humain, entre Dostoïevski et Conrad. Cette tradition cosmopolite et universelle face à la veine régionaliste et nationale – où l'œuvre de Graciliano Ramos (1892-1953), dans sa sécheresse nordestine, est un relais important –, cet accent mis sur les tropismes intemporels fait *la singula*rité de Clarice Lispector (1920-1977). Son œuvre apporte également quelque chose de neuf, par la *transfiguration du quotidien* en petites épiphanies révélatrices d'un univers imprécis et lumineux à la fois. C'est entre ces deux pôles que se constitue l'espace littéraire brésillien entre le radicalement Autre que le sertao de Guimaraes Rosa pourrait symboliser et l'Autre radical que l'oeuvre énigmatique de Clarice Lispector illustre de façon radieuse et obscure.

Ainsi, entre tentation européenne et vocation américaine, l'écrivain brésilien parvient, comme le prédisait Machado de Assis, à dépasser la dilacération constitutive de sa latino-américanité. C'est la poésie, dépassement des antinomies localisme-cosmopolitisme, qui parvient le mieux à cette synthèse. Trois poètes majeurs ont su *allier enracinement ré*gional, expression nationale et ouverture internationale : Manuel Bandeira (1886-1968), humilité et *passion, prosaïsme et illumination* mêlés ; Carlos Drummond de Andrade (1902-1987), poète du *Sentiment du monde*, entre nostalgie du pays natal et utopie d'une rédemption sociale ; et Joao Cabral de Melo Neto (né en 1920), poète de l'*ostinato rigore*, de l'éducation par la *pierre*, une *manière* de Valéry nordestin. Seul l'exil dans une langue « rare » et encore trop ignorée, explique la méconnaissance de cette littérature qui ne se *réduit* à aucune autre, ni à sa matrice portugaise, ni à ses entours hispano-américains malgré les essais d'intégration transnationale, *rameau* des littératures occidentales transplantées dans le Nouveau Monde, entre enracinement local et quête de reconnaissance internationale.

Pierre Rivas

▶ Maître de conférences de littérature comparée à Paris-X-Nanterre.



Mário de Andrade.
Grande figure de l'avant-garde brésilienne des années 20, Mario de Andrade opéra la jonction entre modernisme et retour aux sources, grâce au roman fondateur que fut *Macounaïma* (Flammarion, 1979). Né à Sao Paulo, en 1893, il entreprit des études de commerce avant de les abandonner pour entrer au Conservatoire. Il en sortit professeur de piano et d'histoire de la musique. Publié en 1928, *Macounaïma* s'inscrivait dans l'esprit du mouvement Anthropophage lancé, à la même époque, par l'écrivain Oswald de Andrade. Soucieux de mettre fin à la domination des valeurs européennes, celui-ci préconisait de les absorber anthropophagiquement. La langue débridée qu'utilise Mário de Andrade, malaxant mythes, légendes et critiques de la société industrielle dans un tohu-bohu totalement original, rend compte de ce désir avec une allégresse mêlée de gravité : *« L'Europe, c'est fini n-i ni. Je suis américain, et ma place est en Amérique. »* A la suite de *Macounaïma*, Mário de Andrade publia *L'Apprenti touriste*, inédit en français, et *Aimer, verbe intransitif* (Gallimard, 1995). En 1936, il fonda, à Sao Paulo, la Société d'ethnographie et de folklore avec Claude et Dina Lévi-Strauss. Mário de Andrade est mort en 1945, après avoir participé au premier congrès brésilien des écrivains.

Renaissance poétique

● *La poésie brésilienne, par sa création foisonnante et hétérodoxe, montre les signes d'une belle vitalité*

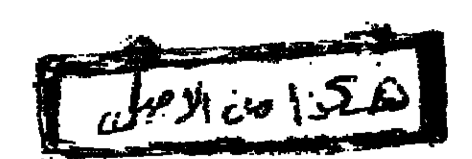
La poésie brésilienne a rarement montré au cours de ce siècle autant de vitalité qu'aujourd'hui. Les éditions se multiplient, les lectures publiques et les colloques aussi, rassemblant de nombreux auteurs et critiques. Après un long silence, des revues littéraires reparaissent, des éditeurs spécialisés ouvrent leur porte aux débutants et, sur Internet, le site Jornal da poesia recense plus de mille poètes. Sans qu'on puisse parler de boom, le genre gagne indéniablement des lecteurs, mais il est bien difficile de discerner la cause, si elle existe, de ce renouveau poétique. Ce qui est sûr, c'est qu'il a surgi à l'écart des mouvements littéraires, où la tendance est au contraire à l'autonomie, au refus des canons et des tutelles. Aucun programme commun ne rassemble les nouveaux arrivés, même si beaucoup d'entre eux sont conscients des conquêtes réalisées par leurs prédécesseurs.

Ainsi des avancées effectuées grâce au concrétisme, longtemps hégémonique au Brésil et soutenu par des personnalités fortes comme les frères Haroldo et Augusto de Campos ou Décio Pignatari. Mais le formalisme rigoureux de la poésie concrète ne satisfait plus les ambitions libertaires des jeunes poètes. Ceux-ci se tournent plutôt vers des valeurs traditionnelles comme Carlos Drummond de Andrade, Manuel Bandeira, Joao Cabral de Melo Neto, Jorge de Lima, Murilo Mendes, Cecília *Meireles et Ferreira Gullar.* Non pas pour perpétuer leur grande tradition, mais, affirment-ils, pour la transformer et l'amplifier. Les uns *tentent ainsi de renouveler le* lyrisme, sans ignorer les risques de l'affectation et de la grandiloquence. D'autres explorent leur individualité, sans la confondre avec individualisme ou subjectivité. Tous se retrouvent dans leur désir de créer une nouvelle forme d'expression, loin des clivages qui opposèrent longtemps les tenants du concrétisme et les néoclassiques de la génération de 45 : une tâche bien ambitieuse pour des débutants.

C'est donc chez des écrivains plus mûrs et déjà éprouvés qu'on trouvera le meilleur de la poésie contemporaine, comme chez José Paulo Paes, Armando Freitas Filho, Sebastiao Uchoa Leite, Affonso Romano de Sant'Anna, Ivan Junqueira, Adélia Prado, Rubens Rodrigues Torres Filho, Hilda Hilst, Orides Fontela, Bruno Tolentino, Manoel de Barros, Roberto Piva. On pourrait ajouter Francisco Alvim, Armindo Trevisan, Carlos Nejar, Duda Machado, Nelson Ascher, Fernando Paixao, Régis Bonvicino, Moacir Amâncio, Carlos Vogt, Cláudio Willer, Paulo Henriques Britto, sans oublier les disparus comme Mário Faustino, Ana Cristina Cesar, Leminski, Cacaso e Torquato Neto. Avec toutes les réserves qu'imposent de telles listes, on peut au moins dire qu'une anthologie réunissant ces noms donnerait une bonne idée de ce qui se fait au Brésil. Ces poètes diffèrent bien entendu par leurs origines et leur perspective poétique, mais cette diversité n'a rien à voir avec un particularisme de province : le régionalisme, longtemps chronique au Brésil, est devenu anachronique. L'aspect pluriel de la création actuelle tient plutôt à l'affaiblissement de l'esthétique formaliste et à la plus grande liberté que réclament les écrivains d'aujourd'hui. Voilà peut-être le caractère le plus frappant d'une poésie brésilienne foisonnante, foncièrement hétérodoxe, mais illustrée par l'œuvre de quelques auteurs d'importance indiscutable.

Antonio Fernando De Franceschi

▶ Le poète Antonio Fernando De Franceschi a reçu deux fois le prix Jabuti. Il a également été couronné par l'Associaçao Paulista de Criticos de Arte. Il dirige une fondation culturelle et édite la revue *Cadernos de Literatura Brasileira*.



(Publicité)

1978~1998

20 ans de découvertes

A notre table
d'anniversaire,
les auteurs
que nous avons publiés
dans les premières années
côtoient ceux
que nous venons d'accueillir.
Car tout livre du fonds
fut en son temps
une nouveauté,
et toute nouveauté
est appelée à devenir
un ouvrage du fonds.



© Quint Buchholz, 1998

ACTES SUD

ACTES SUD, C'EST AUSSI

ACTES SUD PAPIERS • BABEL • SOLIN • SINDBAD • ACTES SUD JUNIOR

Périple transatlantique

● Bien des écueils ont entravé le passage de la littérature brésilienne en France avant qu'elle ne bénéficie d'une reconnaissance partielle

Depuis 1945, il se publie en France chaque année près de dix fois plus d'auteurs brésiliens qu'au début du siècle, vingt fois plus qu'au cours du siècle précédent. Et, tandis que le XIXe siècle privilégiait largement le champ politique, le rapport *s'est aujourd'hui inversé* : la littérature occupe désormais les deux tiers des traductions. Cette émergence des écrivains brésiliens, longtemps tenus pour de mineurs épigones *de l'Europe, est sans doute* le signe d'une lente reconnaissance. Mais est-on sûr que le regard français se soit définitivement dégagé de la condescendance et de l'exotisme ?

Qu'on ne se rassure pas trop vite à la lecture de ces chiffres (1), une goutte d'eau dans le catalogue de la littérature étrangère disponible. Le Brésil n'est peut-être plus des plus *mal lotis. Mais c'est la force du cliché*, image réductrice sans doute, mais déjà image, de nous laisser croire bien connaître ce qui n'a été qu'entrevu. Aucun « progrès » en la *matière n'est définitivement acquis.* C'est pourquoi, plus que les statistiques, il importe d'interroger ce qui fait qu'on traduit de la littérature brésilienne, et laquelle. De mieux comprendre ce qui se projette sur l'autre de nos horizons d'attente, entre les désirs individuels et les stratégies de l'histoire.

Dans le contexte antigermaniste précédant 1914, Anatole France saluait en Machado de Assis le frère latin. C'était assurément passer à côté de son subtil enracinement. Mais on préférait alors que l'autre nous ressemble. Aussi a-t-il fallu plus de cinquante ans pour que le public français accède à la richesse de la révolution moderniste des années 20 qui, elle, n'était assimilable à rien. Et, de surcroît, très attachée à sa singularité nationale.

Les sollicitations de lecteurs attentifs, comme Valery Larbaud qu'avait rencontré Oswald de Andrade à Paris, sont restées vaines. De même, l'aventure de Cendrars, dont l'œuvre interagit abondamment avec ses fréquentations paulistes en dépit de brouilles à venir, demeure relativement solitaire. Il est vrai que, à l'inverse de ses prédécesseurs, sa lecture du Brésil, primitive et cosmique, allait rechercher une altérité extrême. *Dans une autre veine, les activités* littéraires et surtout politiques de Benjamin Péret, que son mariage brésilien fait entrer dans la famille de grandes figures intellectuelles de l'après-guerre, lui valent de rencontrer, à Sao Paulo entre 1929 et 1931, avant son expulsion par le régime de Vargas, Oswald, l'artiste Tarsila do Amaral et Patricia Galvao. Mais c'est surtout vers les mythes populaires et indiens, la résistance et la culture noire, que va sa curiosité.

Ce sont ces deux pôles, le versant indien qui mène aux sources amazoniennes, aux temps perdus, et la « négritude » conduisant à la transe nordestine et bahianaise, qui guideront respectivement les déplacements de Claude Lévi-Strauss, entre 1935 et 1938, et de Roger Bastide, son « successeur », jusqu'en 1954. L'intérêt *grandit pour les écarts, voire les* phénomènes d'acculturation. Leur expérience brésilienne, et celle de plusieurs membres de la mission française de l'université de Sao Paulo, en suscitant des œuvres puissantes, a aussi amorcé une reconnaissance intellectuelle des Brésiliens. Après 1950, on retrouve au bas de préfaces de traductions le nom de Cendrars ou celui de Bernanos qui, de 1938 à 1945, a vécu *proche des paysans du Haut Minas* Gerais et de ses amis écrivains catholiques. En 1952, c'est Bastide qui traduit *Maîtres et esclaves* de Gilberto Freyre, qu'achève de légitimer à nos *yeux la préface de Lucien Febvre.*

Mais le Brésil n'en risque pas moins de n'exister pour les Européens qu'en tant que projection de sa différence ou de ses utopies. Le Nordeste, condensant pittoresque et infortunes, a si bien catalysé cette ambivalente attention qu'il a parfois résumé à lui seul le pays tout entier, dès les années 50 avec Josué de Castro, les auteurs nordestins de La Croix du Sud : Freyre, Amado, Graci*liano Ramos. A l'heure du boom* de la littérature hispano-américaine des années 60-70, ce qui se publie de brésilien est surtout marqué par le tiers-mondisme, politique ou reli*gieux, et la réaction à l'autoritarisme* militaire qui précipitait les exilés notamment vers Paris. C'est l'époque où Conrad Detrez traduit Dom Helder Câmara, les *principes de guérilla* urbaine de Marighela, *Les Pâtres de la nuit* d'Amado et *Mon pays en croix* d'Antônio Callado.

Michel Riaudel

La place du politique dans les traductions a depuis fortement régressé, signe d'une désaffection française autant que d'un nouveau contexte brésilien. Le retour du littéraire s'accompagne d'une diversification encouragée par l'accroissement des titres annuellement publiés ou réédités. Outre le progressif dévoilement de Lispector et la seconde vie accordée à Guimaraes Rosa, des lacunes sont en partie comblées : le modernisme avec les premières traductions de *Macounaïma* de Mario de Andrade et des manifestes d'Oswald, mais aussi le XIXe siècle. On découvre *L'Athénée* de Raul Pompéia, on réédite *Iracéma* de José de Alencar. Certaines maisons ressuscitent Machado de Assis (Métailié) ou le père jésuite Antônio Vieira (Chandeigne). Dans le même temps, le lecteur français est plus en phase avec les auteurs contemporains et les nouveautés brésiliennes : Raduan Nassar, Milton Hatoum, Hilda Hilst, Bernardo Carvalho...

Mais une plus grande attention à *l'autre n'explique pas seule* l'élargissement de l'éventail. Les mécanismes du marché encouragent les éditeurs à la course au titre, sans qu'on lise plus ou mieux pour cela. C'est pour*quoi les médiateurs du livre ont un* rôle essentiel à jouer pour éclairer les choix : la presse, les bibliothèques, l'école. Or les instruments destinés à accompagner notre lecture sont nettement insuffisants. Des efforts sont faits, qu'il faut poursuivre, pour sortir du sentiment que le Brésil est un pays sans Histoire. Que dire, en revanche, des outils critiques ? On situe confusément, parmi ses pairs, même un Jorge Amado, qu'après *avoir adoré certains réduisent trop* vite à la facilité tropicale bon teint. Plus cruciale encore, l'absence d'un solide dictionnaire bilingue. Autant de remarques qui éclairent la difficile situation des études portugaises et brésiliennes en France. On oublie trop, même chez les mieux informés, la singularité linguistique (et culturelle) du Brésil dans le bloc latino-américain, ensemble hétérogène au sein duquel il est souvent confondu et dissous.



Bien sûr, nous ne sommes plus au temps des aventures individuelles, reposant sur la bonne volonté et l'accidentelle rencontre de tel ou tel passeur. *Mais les distorsions n'ont* pas disparu : tandis que l'Amazonie paraît avoir délogé le Nordeste du centre des attentions, pour le meilleur comme pour le pire, qu'en est-il de la poésie de Joao Cabral (et de la poésie en général, parent pauvre s'il en fut, qui fait regretter l'activisme passionné de Seghers dans les années 50-60) ? *Que savons-nous de la* prose exceptionnelle d'un Joao Antônio ? Ou, pour prendre un exemple plus récent, du si dense *O Motor da Luz* de José Almino ?

Sans crier à l'injustice ni prétendre éradiquer soudain tous les malentendus, il nous appartient de saisir ce qui détourne ou guide nos goûts. Et *de nous mettre à lire ces textes du* Brésil, encore loin d'être vraiment « découverts ».

(1) Ces données s'appuient sur les travaux d'Estela dos Santos Abreu, de Teresa Dias Carneiro da Cunha et sur les recensements effectués mensuellement par Infos Brésil depuis 1984.

► **Directeur de la revue mensuelle *Info Brésil*.**

Bernanos au Brésil

Juillet 1938. Bernanos quitte la France pour le Paraguay, rêve d'adolescent vite déçu. C'est *au Brésil, en éleveur de bétail*, qu'il s'installe. Il en partira sept ans plus tard, de Gaulle insistant pour l'avoir près de lui. Dans le courant de pensée de la France Libre, il aura donné à la presse brésilienne des articles qui deviendront les œuvres de guerre, dont *Le Chemin de la Croix-des-Ames*, du nom de sa ferme près de Barbacena. Quant à son œuvre romanesque, il y achèvera *Monsieur Ouine*, commencé dix ans plus tôt à Toulon.

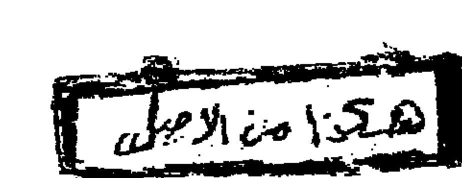
Séduit par le petit peuple des *vaqueiros* de son cher sertao, Bernanos n'est pas isolé de l'activité culturelle du pays qu'il appelle « *de l'espérance* ». Non seulement il lit des auteurs du XIXe comme Mathías Biassis, qu'on dit alors le plus grand écrivain brésilien, mais il noue des amitiés.

On sait que Bernanos se méfiait des intellectuels. Il faut croire que ceux du Brésil lui convenaient, Raul Fernandes, Murilo Mendes, Jorge de Lima, Alceu Amoroso Lima, Augusto-Frédérico Schmitt, Ledo Ivo... tous attentifs à son œuvre, et le plus souvent avec une intelligence de lecture devançant les analyses à venir. Ainsi de *Monsieur Ouine*, qui, à sa parution en France, *en 1947, dérouta la critique*, alors que dès 1943, quand le roman paraît à *Atlântica Edita* de Rio, Antonio Candido en éclaire déjà le supraréalisme, l'onirisme, la rupture avec le roman traditionnel, et Alvaro Lins y voit « *une grande œuvre... dans son sens apocalyptique et dans son admirable style* ».

Cet intérêt pour celui qu'Amoroso Lima dit « *l'enfant terrible des lettres modernes* » ne cessera pas. Sans doute y a-t-il une secrète parenté entre certains auteurs brésiliens et Bernanos qui, écrit Mario Carelli, « *sut recevoir le Brésil comme un don de Dieu, un don d'amour* ». De son côté Pedro Octavio Carneiro da Cunha souligne, typiquement bernanosienne, l'« *étrange recherche toute elliptique du rôle du Démon* », qui se trouve dans *Diadorim* (Albin Michel), l'œuvre maîtresse d'un grand de la littérature brésilienne, Guimaraes Rosa. Pour Sandra Nitrini, de l'université de Sao Paulo, « *la sensibilité de la critique brésilienne à la modernité de l'expression esthétique de Bernanos* » explique la justesse de lecture d'une œuvre aujourd'hui encore étudiée avec autant de précision que de passion sous les signatures de Moraes Pinto, Leo Gilson Ribeiro, Tenorio da Motta, Paulo Roberto Pires, Nilo Scalzo...

Qu'en août l'Université brésilienne prévoie un colloque international itinérant sur les lieux où Bernanos vécut dit assez la communion de pensée toujours vivace entre les intellectuels du Brésil et ce dernier. Ils n'oublient pas qu'à ses funérailles il n'y aurait eu aucun hommage officiel si n'avaient été là, au côté des républicains espagnols, des représentants du Brésil.

Pierre-Robert Leclercq



Ariano Suassuna, la voix ardente du Nordeste

Grand, mince, svelte, Ariano Suassuna vit dans un quartier confortable de Recife, capitale de l'Etat de Pernambouc. Pénétrée de fleuve et de bras de mer, la « Venise du Nordeste », qui est aussi la patrie de Joao Cabral de Melo Neto, auteur de *Mort et vie de Sévérine*, poète du *mangue*, mélange de vase noire et de palétuviers, a peu à peu remplacé ses maisons de maître par des *edificios*, gratte-ciel calqués sur le modèle américain. Ariano Suassuna habite, à deux pas du Rio Capibaribe, une demeure ancienne, rescapée des bulldozers, aux volumes calculés pour résister à la chaleur, bâtie de bois et de brique, ornée de carreaux de faïence. Habillé de blanc, assis dans un transat de toile et d'acajou, Ariano Suassuna, auteur de théâtre et de romans, s'est entouré de pièces d'artisanat populaire, terres cuites, vierges naïves de Tracunhaem, boeufs trapus de Caruaru, gravures stylisées ou bois sculptés des *carancas*, figures de proue en forme de monstres des bateaux du fleuve Sao Francisco.

Le Brésil de Suassuna ne joue pas son sort par la mer, ici jugulée par les récifs qui donnèrent son nom à la cité de Mauricio de Nassau, gouverneur hollandais, dont l'oeuvre « civilisatrice », commencée en 1645, laissa des traces profondes dans la région – et pas mal d'yeux bleus. Recife n'est pas Salvador de Bahia, ville nègre et portée sur la fête, premier siège du gouverneur du Brésil quand Recife inaugurait, avec Duarte Coelho, le système des capitaineries héréditaires – féodalités offertes par le roi du Portugal à ses meilleurs sujets. Terre de jésuites, l'archevêché de Recife-Olinda hébergea le Père Antonio Vieira, homme de culture qui, à la moitié du XVII[e] siècle, y installa le premier collège du Brésil. Le pouvoir bascula vers le Sud en 1808 avec l'arrivée à Rio de Janeiro de la cour portugaise, contrainte à l'exil par les armées napoléoniennes. L'histoire, pour Ariano Suassuna, qui en découvrit l'ampleur *« en lisant*, dit-il, *l'intégralité de l'oeuvre d'Alexandre Dumas »*, est indissociable de l'oeuvre et de l'écrivain.

Recife tire ses attraits, sa culture, son âpreté et son fatalisme de son intérieur : à l'arbitraire de la canne à sucre, lieu de domination esclavagiste, elle a opposé les vastes fazendas de l'*agreste*, la zone semi-aride, et du *sertao*, son prolongement, son âme : *« Terre couverte d'épines et de pierres, écrasée par un soleil de braise,* [d'où] *semble se dégager un souffle ardent, peut-être le soupir de générations de cangaceiros* [les bandits], *de saints et de prophètes assassinés, ou bien est-ce le halètement de cette Bête étrange, la Terre, Once-Brune qui porte sur son dos la race pouilleuse des hommes ? »*, écrit Suassuna dans *La Pierre du royaume* (1). Tel est le pays de Suassuna, mystique et âpre, désertique et hallucinant, comme dévoilé par le Cinéma Novo, *Le Dieu noir et le Diable blond* de Glauber Rocha, ou *Les Fusils* de Ruy Guerra.

● *L'œuvre et la vie de cet auteur de théâtre et romancier sont inscrites dans la terre des vastes fazendas et du sertao. Un pays natal, mystique et âpre, une culture dont il s'est fait le fervent défenseur*

Accroché dans le salon familial, un tableau figure le dépouillement ardent de *La Pierre du royaume* – en réalité deux pierres, dressées en parallèle, qui donnèrent son titre au roman publié en 1971, aujourd'hui traduit en français dans sa version raccourcie. Pour représenter la Sainte Trinité, le peintre, Dante Suassuna, l'un des fils de l'écrivain, a choisi deux ocelots et un aigle. Nous sommes ici au pays des *cangaceiros*, des *canguçu*, les jaguars, des *mandacarus*, les cactus, et des faucons. Dans cette défense des valeurs et de la pensée régionales, Ariano Suassuna est au Nordeste ce que Frédéric Mistral, un écrivain *« qu'il admire »*, fut à la Provence. Pour son entrée à l'Académie des lettres brésiliennes en 1989, l'homme de lettres, qui a la réputation d'être têtu, a demandé à un joaillier recifense, Isaias Leal, de lui fondre dans l'argent un pommeau d'épée peu orthodoxe, *« une canne à sucre, un chapeau de cuir rond, celui des vachers du sertao »*. A l'Académie, cet acte de résistance régionaliste fut apprécié diversement.



Ariano Suassuna est né en 1927 à Joao Pessoa, dans l'Etat nordestin du Paraíba, dont son père Joao, assassiné en 1930 à Rio de Janeiro pour raisons politiques, était gouverneur. Enfant dans le sertao, jeune homme à Recife, Rachel de Queiroz dit de lui qu'il a développé en littérature *« la vision d'un exilé, arraché à son sertao natal »*. Il fonde en 1946, avec Hermilio Borba Filho, le Théâtre de l'étudiant de Pernambouc (TEP), s'inspirant du théâtre de marionnettes, très vivace, et des troupes itinérantes. En 1955, devenu avocat, il publie *O Auto da Compadecida* (traduit par *Le Testament du chien*), version théâtrale et érudite des vers du *cordel*, inspiré des *Miracles de Notre-Dame*. Jean-Paul Sartre, en voyage au Brésil dans les années 60, avait rendu visite à Suassuna. *« Il m'a dit : "Vous avez raison de faire du théâtre : au Brésil, le peuple existe encore." »*

Depuis, en une dizaine de recueils, parfois fleuves, Ariano Suassuna, *« homme de peu de livres »*, selon lui, est passé – le mouvement vaut dans les deux sens – *« du théâtre au* romance », en jouant de la souplesse formelle des feuillets populaires, et de leur esprit critique. *« J'ai adapté*, dit-il, *au théâtre une version de* Roméo et Juliette *que j'avais achetée sous forme de cordel en 1957. L'auteur se disait "perturbé" : la fidélité familiale est ici une question de survie. Il avait pris parti contre les amants. Même si le héros ne lui paraissait pas lâche, notre sertanèje ne comprenait pas comment Roméo avait pu se marier avec la fille du pire ennemi de son père. »* Parfois critiqué pour sa rigidité, son antimodernisme, ce patriarche très populaire est qualifié par ses détracteurs de *« royaliste régionaliste »*. Surtout réfractaire à toute forme d'américanisation – le rock, le rap en tête –, il occupe depuis 1994 la charge de secrétaire d'Etat à la culture auprès du gouverneur de Pernambouc, Miguel Arrais (PSB-Partido Socialista Brasileiro) sertanèje né en 1916 dans l'Etat du Ceara, homme de gauche exilé en Algérie et en France lors du coup d'Etat militaire de 1964, et revenu aujourd'hui à une forme de pensée politique plus proche des *coroneis* (« colonels »), les puissants propriétaires fonciers de l'intérieur nordestin.

Longtemps professeur d'esthétique à l'université fédérale de Pernambouc, Ariano Suassuna fut un enseignant peu orthodoxe. L'évocation de ses cours, totalement iconoclastes, souvent retransmis à la télévision éducative – il convoque des danseurs, des musiciens pour étayer son propos, raconte blagues et paraboles, avec l'accent fleuri des gens du Nord –, l'amuse. En 1970, Ariano Suassuna a fondé le mouvement Armorial, bouclier opposé à l'uniformisation culturelle via l'Amérique du Nord. Art populaire et art érudit se rejoignirent grâce aux talents des poètes, mais aussi du graveur Samico, du céramiste de renommée mondiale Francisco Brennand, ou du Quinteto Armorial (viole, violon, guitare, rebec et fifres) menés par Antonio José Madureira. Armorial sonnait médiéval, blasons et emblèmes.

Armorial insiste surtout sur l'appartenance ibérique de ce pays brésilien. Les troubadours provençaux, passés par la Galice, une région *« culturellement très proche de la nôtre, y compris par la langue »*, explique l'écrivain, puis par le Portugal, ont laissé ici des marques profondes, tout comme les romans de chevalerie, *« Roland et les Douze Pairs de France »*. Inspiré de la littérature régionaliste brésilienne (Euclydes da Cunha, José Lins do Rego, Guimaraes Rosa), Ariano Suassuna et les auteurs du mouvement Armorial (Raimundo Carrero, Janice Japiassu, Marcus Accioly...) ont surtout beaucoup lu Cervantès, Calderon de la Barca, Quevedo, Unamuno et Garcia Lorca. Ils y ont ajouté la saveur du métissage afro-européen et des mots indigènes (*« caitutu, corisco, macambira, catuaba, xiquexique »*).

« S'il me fallait détruire mon œuvre, poursuit Suassuna, *je ne garderai qu'un livre,* La Pierre du royaume. » Sorte de quête du Graal, ce *romance* (au sens espagnol) se déroule vers 1938 dans la vallée du Carirí (haut sertao de Paraíba). Quaderna, héros narrateur, drôle, bravache et sensuel, mystique, illuminé et lucide, est pris dans le feu croisé des libéraux, des conservateurs-intégralistes et des communistes, rescapés de la longue marche à travers le pays déshérité de Luis Carlos Preste. Alors que Getulio Vargas met en place le régime de fer de l'Estado Novo, Quaderna rêve du royaume du sertao, des belles *cavalcadas*, répétition inlassable des batailles entre Chrétiens (ruban bleu) et Maures (ruban rouge), que vient troubler un damoiseau blanc.

En effet, pas de sertao sans sébastianisme, pivot de la culture lusitanienne. Le roi Sébastien, né en 1554, disparut à Ksar-el-Kébir où les Maures écrasèrent les Portugais en 1578. Son corps ne fut jamais retrouvé : le peuple le crut longtemps en fuite, *« encoberto »*, caché et prêt à revenir sauver le Portugal. *« Ce sébastianisme messianique est très vivace dans le Nordeste*, explique Ariano Suassuna. *D'ailleurs, des folhetos de cordel nous rappellent que les deux fils de Duarte Coelho, premier "capitaine" de Recife et du Brésil, moururent aux côtés du roi Sébastien. »* La fiction a rejoint la réalité. Depuis la parution de *La Pierre du royaume*, chaque année en mai, une *cavalcada* réunit les hommes du village de Sao José do Belmonte, où, en 1962, l'académicien, se fondant sur des récits historiques de la fin du XIX[e] siècle, était parti, à pied, à la recherche des pierres mythiques.

Véronique Mortaigne

(1) *La Pierre du royaume, version pour Européens et Brésiliens de bon sens*, traduit du portugais – Brésil – par Idelette Muzart (éd. Métailié, 324 p., 130 F).

Cordel, chant et mémoire du peuple brésilien

La littérature de colportage brésilienne, connue sous le nom de « littérature de cordel », attire les touristes et les curieux qui découvrent, sur les marchés brésiliens et dans les boutiques de souvenirs, ces drôles de petits livres. Ils retrouvent, dans leurs vers, les cadences des chanteurs populaires et les récits repris de la tradition orale aussi bien que de l'actualité.

● *Signe identitaire de la culture nordestine, la littérature de colportage, mêlant aussi bien la tradition orale que l'actualité, demeure une poésie très vivante*

Les lecteurs de Jorge Amado, tout autant que les spectateurs du *Testament du chien*, d'Ariano Suassuna, connaissent ou reconnaissent ces thèmes et ces rythmes, partie intégrante de l'imaginaire et de la création littéraire de la plupart des écrivains originaires du Nordeste. Longtemps niés en tant que littérature, le cordel et ses *folhetos de feira* (petits livres de marché) sont aujourd'hui reconnus, même s'ils demeurent encore des objets de curiosité, dans les « marges » de la culture brésilienne.

Ce petit livre, qui apparaît au Brésil vers le milieu du XIX[e] siècle, a ses poètes et ses maisons d'édition, ses circuits de distribution et surtout son public populaire. Le terme « cordel », au Portugal puis au Brésil, désigne la ficelle qui l'exposait à la vente. Présenté, le plus souvent, dans des boîtes de colporteur ou à même le sol, le livre de cordel reste marqué par l'errance et la pauvreté de son origine sociale et régionale. Symbole du peuple du Nordeste, il reprend les *formes et les thèmes ibériques*, mais il conserve un lien fondateur avec les récits chantés, improvisés ou composés par les chanteurs populaires, *violeiros* ou *repentistas*. Toujours en vers, souvent *chanté*, le petit livre est écriture et mémoire de ces voix.

Caractérisé par sa petite taille et sa légèreté, imprimé sur du papier bon marché et dans une orthographe approximative qui traduit la pauvreté du typographe plus que l'ignorance de l'auteur, le *folheto* offre, dès les années 20, une couverture illustrée qui attire le regard de l'acheteur et lui suggère le sens du récit. Les ornements typographiques cèdent la place aux dessins, cartes postales, photographies d'acteurs ou gravures sur bois, privilégiés peu à peu pour des raisons économiques et artistiques.

Entre oralité et écriture, texte et image, le cordel ne peut être considéré comme simple relique d'une époque disparue ou survivance médiévale parce que héritière du romancero ibérique. Malgré sa mort annoncée depuis des décennies, c'est encore une poésie vivante et actuelle. Les *cantadoria* sont dans les bars des quartiers populaires à Recife, mais aussi à Sao Paulo ou sur les estrades des campagnes électorales, dans tout le Nordeste mais aussi en Amazonie ou au Tocantins – l'amour de la *cantoria* permettant de tester à coup sûr la présence de la diaspora nordestine ; ils sont aussi à la radio, où ils ont leurs programmes, ou encore à la télévision.

Au Brésil, les premières marques d'intérêt pour la poésie orale, et plus tard le petit livre de cordel, de la part d'écrivains et de lettrés (comme Silvio Romero, vers 1888), visaient à établir les fondements d'une littérature brésilienne, d'une expression authentiquement nationale. La littérature orale et populaire brésilienne fut donc reconnue en tant que « brésilienne », bien avant d'être validée comme « littérature ».

Récits merveilleux et fantastiques, hérités des contes traditionnels ou repris d'un feuilleton populaire, événements sociaux ou politiques, les thèmes varient presque à l'infini. La presse, la radio, aujourd'hui la télévision, fournissent au poète populaire les éléments informatifs de ses « livres d'actualité » (*folhetos de acontecidos*), mais c'est leur « traduction » dans un langage que le lecteur populaire aime et comprend qui fait leur succès.

Le petit livre de cordel, par son langage poétique, la voix qui l'a fait naître et l'image qui le signifie, établit un lien entre une réalité dure, souvent dramatique, et un monde imaginaire qui lui fournit les clés de la compréhension du réel.

Idelette Muzart-Fonseca dos Santos

► Idelette Muzart-Fonseca dos Santos (université Paris-X - Centre d'études sur le Brésil de l'université Paris-IV) est l'auteur de *La Littérature de cordel au Brésil : mémoire des voix, grenier d'histoires* (L'Harmattan, 1997).

L'irréductible vitalité de Rachel de Queiroz

Même si elle se définit plus volontiers comme journaliste que comme romancière, l'académicienne est l'une des grandes figures des lettres brésiliennes. Engagée dans son siècle, hostile à toute forme de récupération, elle entretient depuis plus de soixante ans un rapport violent à la littérature, dont elle espère parvenir à se déprendre.

C'est d'une congestion pulmonaire qu'est née l'une des œuvres les plus célèbres de la littérature brésilienne de ce siècle. Rachel de Queiroz, fille de la bourgeoisie du Nordeste, n'avait pas dix-neuf ans lorsque les médecins lui découvrirent un mal vague et cependant menaçant. Affolée par l'ombre de la tuberculose, sa mère la contraignit incontinent à se mettre au repos, l'obligeant à se coucher de bonne heure. Terriblement tôt, même, pour une jeune personne qui avait déjà coutume d'écrire la nuit des articles destinés aux journaux de la région. L'électricité n'était pas encore arrivée jusqu'à la maison où vivait la jeune fille, mais une lanterne brillait constamment au seuil de sa chambre. C'est donc à plat-ventre, la nuit venue, couchée sur le carreau du couloir, que Rachel de Queiroz écrivit *O Quinze*. Traduit en français par *L'Année de la grande sécheresse* (1), ce livre paru en 1930 marqua le début d'une carrière sporadique et brillante, dont l'auteur est devenue l'une des grandes figures de la littérature brésilienne, la première femme à intégrer l'Académie des lettres de son pays.

Dans le vaste salon de son appartement de Rio, Rachel de Queiroz est aujourd'hui une vieille dame enjouée, charmante et bien décidée à ne pas se payer de mots. Tout au bout de sa rue, dans le quartier paisible de Leblon, la mer jette une lumière vert pâle contre les arbres. La pièce est singulièrement claire, tapissée de toiles au coude à coude et meublée de fauteuils cannés. A bien y repenser, Mme de Queiroz ne croit pas avoir voulu se peindre elle-même dans le personnage de Conceiçao, la jeune fille pleine de courage qui tient le premier rôle de *L'Année de la grande sécheresse*.

Raphaëlle Rérolle

Bien sûr, explique-t-elle, l'écrivain n'a que sa propre expérience, et tous ses personnages *« sont un peu lui »*. Mais cette fille-là, c'était plutôt le condensé rêvé de toutes les filles de la région, sa mère, ses tantes, ses cousines, celles qui avaient connu l'affreuse époque de la grande sécheresse. Elle, Rachel, l'avait surtout vécue par ouï-dire, et c'était encore beaucoup. En 1915, alors que les paysans du Nordeste brésilien se jettent désespérément sur les routes pour échapper à des mois de totale aridité, Conceiçao et son cousin Vicente s'arment de courage pour sauver ce qui peut l'être. La famine, la misère et la mort n'obscurcissent pas complètement ce livre bouleversant, parce que son tout jeune auteur croit en la force de l'homme. Avec une sobriété et une maturité remarquables pour son âge, Rachel de Queiroz a bâti un livre qui mettait en évidence l'absolu dénuement des plus faibles.

Soixante ans après, cependant, la romancière nie avoir voulu dénoncer la situation en termes politiques. *« Je suis furieusement contre la littérature militante*, affirme-t-elle tranquillement. *Je n'avais aucune intention particulière en écrivant ce livre, si ce n'est celle de raconter des choses qui faisaient partie de mon univers. »* Idem pour *Jean Miguel* (2), son deuxième roman, qui met en cause les inégalités sociales et le fonctionnement de la justice. *« C'était un témoignage, je n'ai jamais pu décrire une réalité qui ne soit pas la mienne. »*

La femme qui parle ainsi n'a pourtant pas reculé devant l'engagement politique. Juste avant la parution de *Jean Miguel*, en 1932, elle est déjà sympathisante du Parti communiste depuis deux ans. Au moment où elle se décide finalement à adhérer, les responsables du parti la somment de faire la preuve de sa bonne volonté. C'est très simple, il lui suffira de modifier la trame de son livre à paraître pour donner le beau rôle au prolétaire Jean Miguel, celui dont elle avait fait un assassin. Motif : un ouvrier ne peut pas être un criminel. *« J'avais été convoquée dans un hangar, sur le port de Rio de Janeiro. Seule face à trois hommes, dans un lieu désert. Je suis sortie très lentement, en leur disant que je ne leur reconnaissais aucune autorité sur mon roman, puis j'ai sauté dans le premier tramway. J'étais membre du parti depuis vingt-quatre heures, je n'y suis jamais retournée. »* Militante trotskiste dans les années qui suivirent, traductrice de Trotski (à partir d'une version française), emprisonnée, Rachel de Queiroz ne se remit jamais de cette désillusion. Et son soutien aux militaires qui renversèrent le gouvernement de Joao Goulart, en 1964, fut le dernier acte, paradoxal – et largement commenté –, de sa participation à la vie politique. Chroniqueuse hebdomadaire pour plusieurs journaux, elle s'intéresse encore passionnément à la politique, lui consacre des articles, mais refuse depuis longtemps toute charge officielle. *« Bien que je ne me sois jamais justifiée de quoi que ce soit, je suis devenue simple observatrice. »* Son œuvre, néanmoins, parle pour elle, même lorsqu'elle refuse de théoriser ou de se chercher des intentions rétrospectives. Non seulement en faveur de la justice sociale, mais aussi d'une plus grande dignité de la femme. Dans chacun de ses romans, germent des personnages de femmes libres

« Mon vrai métier, celui que j'exerce depuis l'âge de seize ans, c'est le journalisme, explique-t-elle. Et j'aime beaucoup mieux cela qu'écrire des livres. »

ou luttant pour leur liberté. Ainsi *Dôra Doralina* (3), qui met en scène une jeune femme en rupture de ban avec son environnement familial ou, surtout, *Maria Moura* (4), le dernier et très fameux roman – rendu plus célèbre encore par une adaptation télévisée à grand succès – de Rachel de Queiroz. Dans ce livre superbe et malheureusement passé inaperçu en France, le personnage d'une femme-bandit porte haut les couleurs d'une forme de défense épique et colorée, violente et subtile, de l'aptitude à se dégager des conventions les plus enracinées.

Cela dit, n'allez pas parler de féminisme à Rachel de Queiroz, elle déteste *« cette façon de diviser l'humanité en deux camps »*. Même si elle reconnaît que le mouvement fit sans doute avancer les choses, tout comme ses romans contribuèrent peut-être à améliorer la condition des femmes de son pays. Du bout des lèvres, elle admet aussi que son premier roman eut un impact au moment d'une autre grande sécheresse, celle de 1932. Mais toute concession à une forme d'« utilité » de la littérature lui paraît presque blessante. S'il en est ainsi, semble-t-elle penser, pourquoi pas, mais ne dites pas que je l'ai voulu. En chacun de ses récits s'incarnent des figures particulières qu'elle refuse de voir tirer vers le collectif. Pour *Maria Moura*, elle a essayé d'imaginer le personnage d'Elizabeth Ire d'Angleterre *« lâchée dans le sertao brésilien »*. Rien de plus.

A la fois profondément engagée dans son siècle et radicalement hostile à toute forme de récupération, la romancière entretient avec la littérature des liens complexes. *« Mon vrai métier, celui que j'exerce depuis l'âge de seize ans, c'est le journalisme*, explique-t-elle. *Et j'aime beaucoup mieux cela qu'écrire des livres. »* Des romans, en effet, elle n'en a écrit que six et encore, comme *« une corvée »*. Non qu'elle compose dans la douleur, mais le genre romanesque est une entreprise importante, sérieuse et, dit-elle en souriant : *« Je suis paresseuse. »* Pourquoi écrire, dans ces conditions ? *« Parce que je crois que chacun naît avec une vocation spécifique. Si on a une voix, il faut chanter, si on a des pieds, il faut danser, dans mon cas, il fallait écrire. »*

« Je ne relis jamais mes livres, jamais. Lorsqu'il m'arrive de retomber dessus par hasard, j'ai honte. Et si c'était à refaire, je ne réécrirais rien de la même manière. »

L'étrange, remarque-t-elle, eût été qu'elle ne le fît pas, dans une famille d'intellectuels où la lecture était, de loin, l'occupation principale. Mais chaque livre lui coûte, grandissant au-dedans d'elle *« comme une grossesse »* qui s'achèverait par une vraie délivrance. *« Cela m'empêche de dormir la nuit, les idées et les personnages se dessinent avec une telle force, que je suis obligée de me relever pour prendre des notes. »* Encore lui est-il terriblement difficile de mettre un terme à cette gestation. Sa sœur cadette lui arrache ses livres de force pour les remettre à l'éditeur, comme elle l'a fait récemment d'une autobiographie à paraître dans les mois prochains. *« Et même là, j'essaie de reprendre le manuscrit pour le retoucher, je suis terrifiée à l'idée de publier. Je suis timide, pas audacieuse. »*

Le seul livre qu'elle paraît avoir pris plaisir à rédiger est *Maria Moura*, peut-être parce que la construction, qui faisait alterner plusieurs narrateurs, lui laissait une liberté nouvelle et agréable. Mais à quatre-vingt-huit ans, Rachel de Queiroz arbore une modestie surprenante. *« Je crois*, observe-t-elle, *que l'expression "mon œuvre" n'est jamais sortie de ma bouche. »* Et d'ajouter : *« Je ne relis jamais mes livres, jamais. Lorsqu'il m'arrive de retomber dessus par hasard, j'ai honte. Et si c'était à refaire, je ne réécrirais rien de la même manière. »* Elle qui regrette de n'être pas une *« guerrière »* ne s'est *« jamais battue pour quoi que ce soit, même pas pour trouver un éditeur »*.

Une satisfaction, tout de même, confiée à la revue *Cadernos de literatura* (5) par cette dame qui affirme que la littérature n'a pas été le centre de sa vie. *« Vous pouvez parcourir tout mon travail, depuis l'adolescence (...), vous ne trouverez pas un seul mot contre la liberté, les droits de l'homme, l'égalité des races. Ma feuille de service est propre. »* Maintenant, Rachel de Queiroz se sent « vide » de tout roman. Elle attend la mort, *« tranquillement, comme une vieille amie, même si je ne crois pas à une autre vie »*. En espérant, sincèrement, que l'inspiration s'est définitivement tarie et que la littérature ne viendra plus la chercher dans son grand âge.

(1) Stock, 1986.
(2) Stock, 1984.
(3) Stock, 1980.
(4) Métailié, 1995
(5) Ed. Instituto Moreira Salles, nº 4, septembre 1997.

Les photographies publiées dans ces pages ont été réalisées par Henry Ray, dans le cadre d'un travail documentaire qu'il mène depuis 1985 sur les communautés indigènes du Brésil. Ce reportage sera exposé au Brésil dans différentes Alliances françaises (Belem, Brasilia, Sao Paulo, Rio...) et une sélection des photos est d'ores et déjà réunie dans un ouvrage intitulé *Amazonia* (Actes Sud).

Ce supplément, réalisé par l'équipe du « Monde des livres », a été coordonné par Raphaëlle Rérolle et Jean Soublin. Y ont collaboré : Antonio Fernando De Franceschi, Pierre-Robert Leclercq, Véronique Mortaigne, Idelette Muzart Fonseca dos Santos, Florence Noiville, Estelle Nouel, Kéa Ostovany, Jean-Christophe Rampal, Michel Riaudel, Pierre Rivas, Roberto Schwarz. Iconographie : Sophie Malexis.

